هكذا من الأصل

QUARANTIÈME ANNÉE – N° 12068 – MARDI 15 NOVEMBRE 1983

Le maréchal Nemeiry président du Soudan en visite à Paris

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, [illegible] DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,[illegible]0 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, [illegible],50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, [illegible] dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,[illegible] kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, [illegible] esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 2

[illegible] RUE DES ITALIENS
[illegible]427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

M. Reagan et l'Asie

L'image de M. Reagan, en treillis de l'armée, dans la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées a incontestablement marqué un temps fort de son voyage en Asie. A l'heure où un regain de tension, consécutif aux drames qui ont récemment frappé la Corée du Sud, se manifeste dans la péninsule, le président des Etats-Unis a donné l'impression de « monter au front ». Il ne pouvait imaginer meilleur décor pour tenir le langage musclé qui lui est cher et dont il sait, à la lumière des réactions de l'opinion américaine au débarquement à la Grenade, qu'il peut être riche de bénéfices électoraux.

M. Reagan s'est néanmoins gardé de jouer les va-t-en-guerre ou d'encourager en ce sens le président sud-coréen. Le communiqué commun publié à Séoul met l'accent sur le maintien, grâce à la dissuasion, de la stabilité et de la paix en Corée. En dépit des comparaisons suggérées à Pyongyang, on reste donc loin de la politique de « refoulement » autrefois préconisée par J. F. Dulles – et qui présenterait aujourd'hui, il est vrai, de tout autres risques qu'il y a trente ans. On notera seulement que la politique de fermeté de la Maison Blanche justifie à ses yeux que la démocratisation du régime sud-coréen ne progresse qu'à doses homéopathiques.

Si forte en symboles qu'ait été l'étape sud-coréenne, elle doit cependant être resituée dans un contexte asiatique plus général. Sous cet angle, les entretiens de Tokyo ont sans doute été plus importants que ceux de Séoul.

Le voyage avait trois objectifs principaux. Il s'agissait d'abord de réaffirmer la responsabilité des Etats-Unis dans la sécurité de leurs alliés en Extrême-Orient. Responsabilité nucléaire au premier chef, et qui comporte notamment l'assurance, réclamée par Tokyo, que Washington ne laissera pas l'U.R.S.S. transférer vers l'Asie les SS-20 qu'elle pourrait retirer d'Europe.

Second objectif : faire apparaître la communauté d'intérêts entre Washington, Tokyo et Séoul et organiser ainsi des relations triangulaires de nature à renforcer le dispositif stratégique américain dans cette partie du monde.

M. Reagan, enfin, souhaitait obtenir du gouvernement japonais qu'il renforce son potentiel militaire. A l'heure où les échanges commerciaux nippo-américains se soldent par un déficit de 20 milliards pour les Etats-Unis, ceux-ci réclament un rééquilibrage comportant, entre autres, une répartition plus équitable du fardeau d'une défense considérée comme commune.

M. Nakasone s'est révélé, sur ce terrain, l'interlocuteur le mieux disposé que les Américains aient jamais connu à Tokyo. Le chef de la diplomatie japonaise, M. Abe, vient de répéter qu'une augmentation du budget militaire n'était pas exclue. A la veille d'une difficile campagne électorale, les dirigeants de Tokyo ne peuvent cependant ignorer les résistances que rencontre dans l'opinion japonaise une politique de mobilisation sans réserve dans le dispositif stratégique global des Etats-Unis. Aussi bien paraissent-ils soucieux de ne pas s'engager dans un processus d'affrontement. Au moins à terme, ils entendent ménager les voies de cette détente que souhaitent d'autres puissances dans la région – à commencer par la Chine, dont le numéro un, M. Hu Yaobang, se rendra à son tour la semaine prochaine au Japon.

(Lire nos informations page 6).

LA COHÉSION DE LA MAJORITÉ A L'ÉPREUVE

M. Marchais rend les socialistes responsables du recul de la gauche

La chute d'Aulnay-sous-Bois, mairie communiste depuis 1965, au profit de l'opposition est là, s'il en était besoin, pour ramener la majorité à la réalité. La relative détente psychologique dont bénéficie le pouvoir porte peut-être en germe la « reconquête » de l'opinion que la gauche appelle de ses vœux. Mais les difficultés ne sont pas encore – tant s'en faut – derrière elle. On ne saurait en effet confondre le mouvement et le niveau.

Le mouvement – les sondages l'attestent – est à la hausse. C'est évidemment toujours bon à prendre. Le niveau reste celui d'une impopularité record sous la V[e] République : tous les prédécesseurs de M. Mitterrand ont bénéficié, à ce stade de leur mandat, d'une cote de popularité supérieure à 50 %. Convenons qu'en cette matière le meilleur juge reste le suffrage universel. Dans une ville où M. Mitterrand avait obtenu, en mai 1981, 60,11 % des suffrages exprimés, la gauche est battue avec 46 %. Au-delà de ces péripéties locales qui, tout de même, l'affaiblissent, la gauche approche d'un moment crucial pour elle, et pour le pays, à l'intérieur comme à l'extérieur.

A l'extérieur, l'Europe est entrée dans une période qui rappelle, par sa difficulté, celle du réarmement de l'Allemagne. L'affaire des euromissiles, le rôle imparti à la force nucléaire française, mettent à l'épreuve, en France, la cohésion de la majorité. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisque, pour des raisons historiques et idéologiques, socialistes et communistes n'ont jamais été d'accord sur ce point.

Ce débat, pourtant primordial, entre les deux principales formations de la gauche émerge à peine.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

M. Valbon (P.C.) quitte la présidence des Charbonnages de France

Cette fois c'est fait. Considérant que sa « mission ne peut plus être conforme aux objectifs pour lesquels il avait été nommé », M. Georges Valbon, président des Charbonnages de France, a présenté sa démission au président de la République. La nomination, en février 1982, de ce maire communiste, membre du comité central du parti avait valeur de symbole. Elle concrétisait la relance décidée de la production charbonnière nationale, rompant avec vingt-cinq ans de régression. Son départ, après seulement deux ans, alors que son mandat n'expirait qu'au 31 décembre 1983 a, lui aussi, valeur symbolique. Il marque la fin d'une politique annoncée le 27 octobre 1981 par M. Mauroy devant l'Assemblée nationale. *« Nous allons réactiver l'industrie minière et charbonnière française qui étaient entrées dans une logique de récession. (...) Il ne s'agit surtout pas de réduire les productions mais de les augmenter. (...) Nous mettons une limite financière au surcoût des gisements que nous allons développer. Nous l'avons fixé à 2,5 centimes par thermie, vers un objectif de production de 30 millions de tonnes difficile à atteindre »*, déclarait alors le nouveau premier ministre.

Il est des petites phrases qui coûtent cher. Celle du nouveau premier ministre ne cessera d'empoisonner la politique énergétique du gouvernement et risque aujourd'hui de créer une crise ouverte entre les deux partis de la majorité. Car la relance charbonnière telle qu'elle a été conçue et engagée est un échec. Et si le parti socialiste s'est très vite aperçu que les moyens accordés à cette politique ne permettaient pas d'en venir à bout, le parti communiste et la C.G.T., continuent obstinément à refuser la stratégie du « déclin ».

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 43.)

La contrainte de l'endettement extérieur

La charge de la dette extérieure obligera la France à dégager, dans les prochaines années, un excédent commercial de plus de 30 milliards de francs par an. Cette situation interdit pour longtemps de procéder à une relance économique.

Lire pages 13 et 14 le dossier établi par FRANÇOIS RENARD.

Le Monde – Une semaine avec L'ILE-DE-FRANCE

Continuant un tour de France qui a commencé en 1976 dans le Nord-Pas-de-Calais et qui a conduit ses lecteurs dans treize régions « de province », *le Monde* passe à partir de ce lundi « une semaine avec l'Ile-de-France ». Région capitale parce qu'elle abrite la capitale nationale, l'Ile-de-France l'est aussi à plus d'un titre : c'est aussi la forteresse politique de l'opposition, le bastion des industries de haut niveau, le phare des talents et de la culture. Riche de ses dix millions d'habitants, elle cherche encore à forger son identité et est confrontée plus que d'autres régions aux grandes questions actuelles : débat gauche-droite, sécurité, cadre et niveau de vie, emploi et croissance, éducation, conquêtes technologiques. Au cours de cette semaine, nous traiterons successivement chacun de ces thèmes dans un dossier de plusieurs pages publié dans toutes nos éditions.

Passer une semaine avec l'Ile-de-France, ses dirigeants, ses habitants, c'est permettre à ceux-ci de mieux connaître leur propre région. C'est aussi donner à l'ensemble des régions l'occasion de comparer, de redresser certaines fausses idées ou jugements hâtifs.

(Lire pages 19 à 28, aujourd'hui : « 10 millions d'habitants et une région-capitale ».)

Voyage à travers la résistance afghane

I. – La tradition en apparence

par OLIVIER ROY

Visiter la résistance afghane, c'est d'abord faire un voyage : plus de deux mille kilomètres dans un pays en révolte, envahi par l'armée soviétique, morcelé aussi bien géographiquement qu'ethniquement. On pourrait penser que le séjour se fait dans les conditions éprouvantes et dangereuses de la clandestinité. Ce n'est pas le cas : paradoxalement, l'Afghanistan est un pays ouvert, libre, où les difficultés du voyage sont dues plus au relief et aux rivalités locales qu'à la combativité d'une armée soviétique enfermée dans ses bases. Le danger, intermittent, vient des hélicoptères qui rôdent autour des bases et des grands axes, ou qui détruisent un ou deux villages en représailles d'une embuscade. Le danger, ce sont aussi les grandes offensives ponctuelles, comme celle au cours de laquelle le docteur Augoyard fut fait prisonnier.

Le voyage présente un étonnant kaléidoscope de zones de destructions et d'exode, de régions libérées où la vie est banalement normale, et *même* d'oasis de prospérité stimulés par la guerre. D'abord un fait : ni les Soviétiques ni l'armée gouvernementale, exsangue, ne s'aventurent au-delà d'un périmètre restreint autour des grandes villes et des trois routes asphaltées.

L'administration, qui n'a jamais été très structurée, s'est effondrée en 1979 et n'a pas été reconstituée faute de fonctionnaires et d'espace administrable. Quarante pour cent des districts ne comptent même pas une présence gouvernementale symbolique. Dans la plupart des autres, l'autorité du gouvernement s'étend à une portée de mitrailleuse du poste administratif. C'est seulement dans dix à vingt pour cent des districts que le poste est entouré d'une petite ceinture de villages ralliés au régime, soit par conviction, soit par intérêt ou lassitude.

Kaboul, capitale pléthorique, constitue un cas à part, mais, même là, résistance passive, infiltrations et attentats s'amplifient, en dépit d'une forte concentration de partisans du régime, citadins dès l'origine.

A quoi ressemble donc le pays libre ? Premier contact : des poches vides – plaine de Zormatt ou de Surkhrud, vallée de l'Hilmand ; ce sont des villages déserts, des ruines de maisons bombardées et des vergers desséchés.

Mais ailleurs (et surtout dans le Centre et le Nord), même s'il y a eu de nombreux départs, la majeure partie de la population est restée et tente de maintenir les activités économiques traditionnelles : agriculture, commerce (et même artisanat à proximité des villes). Le pays n'est ni saigné, ni vidé.

La guerre a réactivé d'anciens réseaux de communications tombés en désuétude à la suite de l'ouverture des routes asphaltées. On circule beaucoup dans l'Afghanistan en guerre : combattants, déserteurs, réfugiés, commerçants, sillonnent le pays à pied mais aussi en jeeps, en camions, voire en autobus.

C'est dans les zones frontières et au Hazaradjat que la circulation est la plus intense. Les étapes sont jalonnées d'auberges, qui ne désemplissent pas. L'entreprise privée en zone libre est reine.

(Lire la suite page 7.)

L'enseignement catholique accepte de négocier

Un « oui » assorti de réserves qui inquiète les laïques

C'est un « oui » assorti de plusieurs « non » que le Comité national de l'enseignement catholique (CNEC) a rendu public le 12 novembre en réponse aux propositions de M. Alain Savary : il accepte de discuter plusieurs points qui lui paraissent urgents sur l'avenir de l'école privée tout en refusant la *« globalité de la méthode »* du ministre de l'éducation nationale.

Un pas important, sinon décisif, vient ainsi d'être franchi dans les relations entre l'enseignement privé et l'Etat. Rien n'est joué encore. Rien n'est gagné ni perdu. Mais, pour reprendre l'expression du responsable de ces Frères des écoles chrétiennes qui se nomment joliment des *« tâcherons de l'enseignement et de l'éducation »*, on cesse, enfin, de se regarder *« en chiens de faïence »*. Dix mois après le « non » aux propositions Savary du 20 décembre 1982, l'enseignement catholique dit oui.

Un oui que certains ne trouveront peut-être pas très... catholique, tant ceux qui le prononcent prennent de précautions pour l'entourer de nuances. Il n'empêche. Invités à résumer de trois mots leur attitude, les responsables de l'enseignement catholique finissaient, samedi, soir, par lâcher : *« Nous y allons. »*

A quoi vont-ils ? Leurs griefs au précédent projet du gouvernement tenaient en définitive à ceci : ce projet traçait un cadre.

CHARLES VIAL.

(Lire la suite page 10.)

TOURNÉE EUROPÉENNE DE FELA

La voix du rêve africain

La musique noire africaine parle de plus en plus haut, de plus en plus fort. La voie ouverte avec tant d'éclat par King Sunny Adé l'été dernier en Europe et aux Etats-Unis s'est vite élargie sous la pression d'une énorme vitalité. Une dynamique irrésistible a poussé les musiciens africains sous les projecteurs.

Et voici qu'aujourd'hui réapparaît celui qui reste incontestablement l'une des figures de proue de la musique noire africaine : Fela Anikulapo Kuti, musicien instinctif et sophistiqué, visionnaire et délirant, personnage remuant, fondateur de la « Kalakutta Republic », une « république libre et indépendante » qui eut pour premier territoire la propre maison du saxophoniste nigérian et que les anciens dirigeants militaires de Lagos, excédés par l'agitation et l'indépendance de l'artiste, firent sauter à la dynamite un beau matin.

La première tournée européenne du musicien nigérian s'était achevée en juin 1981. Depuis, Fela vivait à Ikeja, dans la banlieue de Lagos, jouant à demeure quatre jours par semaine dans une vieille boîte contenant à peine huit cents personnes, travaillant avec une musique qui intègre le jazz et la tradition, qui modernise sans se couper des racines, qui prend le rythme comme support de toutes les recherches entreprises, qui donne aux instruments (saxophone, guitare, basse) venus de l'Occident un son africain.

Samedi 12 novembre, au Brixton Academy de Londres, dans un étonnant lieu très kitch emprunté à un décor hollywoodien des années 30 qui aurait pu servir à une séquence de *Parade d'amour*, avec Jeanette Mac Donald et Maurice Chevalier, Fela Anikulapo Kuti donnait son premier vrai concert depuis plus de deux ans avec un orchestre composé de cinq saxophones, trois trompettes, trois guitaristes, un clavier, trois percussions, une batterie et quatre choristes, des femmes d'une beauté réelle, sûre et digne. Il les a épousées avec vingt-trois autres le même jour, il y a quelques années – Fela n'en a gardé aujourd'hui que seize dans cette espèce de cour princière qui constitue son entourage, – et qui sont comme autant de reines, assujetties tout de même à des réprimandes du seigneur et maître distribuant éventuellement des corvées pendant trois jours ou interdisant durant le même laps de temps un « moment de plaisir ».

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 16.)

AU JOUR LE JOUR

Trahison

Le défenseur de Klaus Barbie affirme avoir élucidé l'énigme de la mort de Jean Moulin. Le chef de la Résistance en France, explique-t-il, trahi par les siens, livré à l'occupant, aurait lui-même mis fin à ses jours en 1943.

Se réservant de fournir plus tard les preuves de ce qu'il avance, M[e] Vergès a gagné sur un point : sa provocation n'est pas restée sans écho. Et les démentis que sa grossière diversion suscite sont ceux qu'il attendait, qu'il espérait sans doute.

La deuxième mort de Jean Moulin – morale celle-là – on sait qui en serait responsable : un Français au service d'un Allemand.

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

idées

M. MITTERRAND ET L'HISTOIRE

L'utopie d'une restauration républicaine

par ANTOINE COMPAGNON (*)

L'UNE des raisons de se réjouir du 10 mai 1981, et une raison suffisante, tenait à l'espoir d'une restauration politique. On pouvait s'attendre à quelque cafouillage économique de la part d'un personnel longtemps écarté du pouvoir national, et l'accepter du moment qu'une responsabilité politique, une volonté historique, seraient affirmées avec détermination, du moment que la portée politico-historique des décisions ne serait plus masquée, serait au contraire exposée sans relâche.

Après un septennat qui avait constamment nié l'histoire et redouté la politique (recourant de plus en plus à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution pour faire adopter un *texte de loi sans délibération*), qui avait systématiquement évité la discussion sur les fins pour se cantonner à des choix prétendument techniques de moyens, il semblait urgent d'en finir avec l'irrésolution historique, de suspendre la dépolitisation du pays, et tant pis s'il fallait dévaluer deux ou trois fois le franc. A l'échelle de l'histoire, le prix ne paraissait pas trop fort.

La défaite de Valéry Giscard d'Estaing ne signifiait-elle pas que le pays n'était pas aussi amnésique que l'ancien chef de l'Etat le rêvait ? Le programme de François Mitterrand prenant par contraste l'allure d'une réassertion de fins, n'y avait-il pas moyen de prêter à sa victoire le sens d'une revanche du politique sur le technique et le médiatique, la valeur d'un sursaut historique et d'un renouveau du débat démocratique ?

Après l'oubli de l'histoire peu à peu insinué dans la conscience nationale sous la Vᵉ République, pouvait-on cependant renouer avec elle sans qu'il s'agisse d'une régression ? Dès lors que nous ne croyons plus au dogme rousseauiste de la raison abstraite pour fonder la souveraineté populaire, seule la conscience historique d'*une nation* permet un véritable débat politique sur les fins, sans lequel la démocratie est un vain mot. Mais peut-on ressusciter un sentiment historique national, ce consensus minimal légitimant l'autorité démocratique ? François Mitterrand, visitant le Panthéon pour inaugurer son mandat, annonçait d'emblée la couleur et, par-dessus les IVᵉ et Vᵉ Républiques des « trente glorieuses » sans histoire, se réclamait de la IIIᵉ des grands hommes, les Pères et Docteurs de l'Etat. On a ironisé sur le côté « son et lumière » de la cérémonie : nulle mise en scène n'était de trop pour l'ambition ainsi solennellement définie. Comme sous la IIIᵉ République, *la conscience du pays est à retrouver* dans la réécriture de la tradition nationale. Il s'agit de rendre du sens à la devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité », et il n'y a rien là d'intrinsèquement réactionnaire, passéiste ou nostalgique.

Le dernier idéologue du régime

Notre président est malheureusement le dernier idéologue du régime. Depuis le 10 mai et le Panthéon, il n'y a aucune apparence que les idéaux de la Révolution aient acquis plus de réalité, qu'une volonté historique se soit déclarée. Ce que la IIIᵉ République — dans sa première époque, jusqu'à la séparation de l'Église et de l'État — sut accomplir *par la célébration d'un sentiment national*, le régime actuel s'en est révélé incapable, en dépit des accents volontiers cocardiers du premier ministre. Le pouvoir n'est aujourd'hui pas plus autorisé que sous le septennat précédent. Celui-ci, malgré lui il est vrai, en a même fait davantage pour réinscrire la Révolution française dans la mémoire collective, tandis que le Conseil constitutionnel se reconnaissait peu à peu compétent pour juger de la conformité des lois non seulement à la Constitution mais à son préambule, lequel renvoie à la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

Le nouveau régime, lui, renonce à l'exposition universelle qui eût fêté 1789 : nul regret, les divers projets ayant assez montré qu'on ne savait pas trop à quel saint vouer cette commémoration. Depuis trente mois, la classe politique ne s'est donné aucune envergure politico-historique. La IIIᵉ République avait trouvé la « solidarité » pour tenir lieu d'un contenu positif de la *liberté-égalité-fraternité. Le* solidarisme, idéologie officielle de la république radicale, juste milieu du socialisme et du libéralisme, permit du moins la démocratisation de l'école. *Mais quand Louis Legrand, dans* son rapport sur l'enseignement, n'invente que les seuls vieux mots d'ordre de l'affaire Dreyfus, « tolérance » et « solidarité », comme idéaux d'un nouvel humanisme, cela sent le réchauffé et dénonce l'euphémisme pour une société toujours plus assistée.

Le président est une fois encore contraint de monter lui-même au créneau, et il met en cause l'enseignement de l'histoire. « *Scandalisé et angoissé par (ses) carences* », se dit-il. Nous le sommes tous. N'est-il pas cependant chimérique d'attendre d'une réforme du cours d'histoire qu'elle redresse la mémoire collective des Français ? Comme après Sedan, l'Université est jugée coupable du manque d'énergie nationale, mais s'en prenant aux mauvais maîtres le président joue sa dernière carte pour la reconquête du sentiment national, et une carte douteuse. A l'école d'initier à la vie sociale et de former des citoyens, et comment le ferait-elle sinon par l'histoire, celle des portes du *lycée* qui ouvre sur le monde, disait-on sous Jules Ferry ?

« L'enseignement de l'histoire comme instrument d'éducation politique », c'était le programme du radical Seignobos, du temps où les historiens n'avaient pas froid aux yeux. Mais, peu à peu, depuis vingt ans, se muant en discipline d'éveil, renonçant à l'instruction civique pour l'animation culturelle, envahie par les images médiatiques insensées et désordonnées, le prodigieux bouillon anecdotique — d'Ève Ruggieri à Alain Decaux — dont chacun a plein la tête, l'histoire à l'école a raté sa seconde démocratisation.

La renonciation

Si le diagnostic présidentiel est juste — une nation amnésique est anémique, — la thérapeutique est improbable. Une réforme du cours d'histoire n'aura jamais qu'une portée dérisoire dans un pays en mal de volonté historique. S'en prendre aux historiens après les intellectuels, c'est méconnaître la responsabilité historique de la classe politique. Car il n'y a pas *une* histoire de France, et quelle histoire voulons-nous raconter aujourd'hui ? Sans réponse à ce *préalable, la nouvelle histoire* ne sera qu'une histoire fourre-tout, vaine, molle, aussi indéfinie que les médias. Or on a déjà répondu : par la renonciation. Le cri d'alarme du président ne fait que confirmer qu'il appartient à une génération d'idéologues tandis que sa majorité, ses professeurs et ses députés ne sont plus que des animateurs.

Le redressement historien d'il y a cent ans a réussi — si l'on appelle réussite le sens de la nation qu'il a inculqué — parce qu'il n'a pas porté seulement sur l'enseignement de l'histoire. Il a tout historicisé avec une détermination politique qui a fait des intellectuels et des historiens les compagnons de route de la future république des professeurs. En l'absence d'une volonté historique de la classe politique, il n'y a pas grand risque à parier que la « rehistoricisa*tion » du cours d'histoire au collège* ne suffira pas à rendre le pays à l'histoire : mettre la charrue devant les bœufs n'a jamais fait que beaucoup de bruit pour rien.

(*) Enseignant de littérature à l'université de Rouen et à l'École polytechnique, auteur de *la Seconde Main ou le travail de la citation* (1979), *le Deuil antérieur* (1979) et *Nous, Michel de Montaigne* (1980).

LU

« MARIANNE ET LE POT AU LAIT », DE PHILIPPE ALEXANDRE ET ROGER PRIOURET

Décapage

IL est sain que des journalistes enragent. *Parce que la vérité* sort — aussi — de la bouche d'observateurs en colère. Deux compères des médias, Philippe Alexandre et Roger Priouret, se sont servis de leurs magnétophones et de leurs stylos pour aider à ce qu'on prenne un peu moins les citoyens pour des attardés. *Tous les gouvernements* répugnent à dire la vérité aux Français. L'exception de Mendès a confirmé la règle. Si le pouvoir peut ainsi user du camouflage, c'est *parce qu'une masse de* gens ne dispose pas des connaissances élémentaires en économie. Partant de là, nos auteurs se sont efforcés à un travail d'explication simple.

Comme ces professeurs de piano qui, pour ne pas décourager leurs élèves, les installent devant un clavier et leur font entrer quelques petits airs par l'oreille avant de leur parler solfège, Philippe Alexandre et Roger Priouret *utilisent l'histoire présente pour* initier leur public aux mécanismes de la monnaie, du marché international, des productions industrielle et agricole, des nationalisations, de l'inflation, etc. Du coup, ils réussissent un assez joli doublé, le décapage portant à la fois sur les idées reçues et sur la *politique menée par l'actuel gou*vernement.

Marianne et le pot au lait. Le titre est clair. La gauche a rêvé ; *elle a bâti un programme sans* tenir assez compte des circonstances, et surtout elle a voulu l'appliquer à la hussarde, et un peu plus d'un an après son arrivée au pouvoir elle a dû complètement changer de cap, sans que les responsables aient, au reste, fait la grâce à l'opinion de le re*connaître. Pourquoi la gauche,* comme la droite quand elle était au pouvoir, s'obstine-t-elle à laisser croire que l'Etat peut éviter aux Français les secousses économiques ?

Etrange ! Le gouvernement a *eu le courage de faire* ce qu'il faut, c'est-à-dire de rebrousser chemin le 13 juin 1982, quand il a vu qu'il s'était trompé, mais pas le courage de *dire*. M. Mitterrand, dans une conférence de presse, quelques jours avant le lancement de la politique d'austérité, ne laissait rien entrevoir de ce virage ! Ou bien le chef de l'Etat a le courage de *dire* (par exemple que les « *prélèvements* obligatoires » sont trop élevés), mais non celui de *faire* en sorte qu'ils diminuent. Or le plus bel Etat du monde ne peut donner que ce qu'il a.

La sévérité des jugements de Philippe Alexandre et Roger Priouret sur certaines pratiques du pouvoir s'explique par une attente déçue, mais chacun de nos deux auteurs, qui se sont attelés ensemble à la tâche pour deux cents pages, reprend ensuite sa liberté de conclure. « *Je suis de ceux qui refusent à désespérer de la gauche* », écrit Roger Priouret, qui insiste sur l' « *impératif* industriel » — comme le gouvernement d'aujourd'hui, — le rôle de la « finance internationale », le prix de la guerre de religion entre *la gauche et le patronat*, la baisse de la qualité du travail.

Philippe Alexandre, lui, regrette que la gauche ne se soit *pas attaquée aux* blocages de la société française dans l'entreprise, dans l'éducation, que le pouvoir soit trop « monarchique », et la jeunesse trop peu associée aux projets. M. Mitterrand met peut-être en œuvre une politique pour laquelle il n'a pas été élu, mais ce qu'omet de dire Philippe Alexandre, c'est que, s'il ne menait pas cette politique-là, la gauche ne pourrait rester à la barre, entraînée par la dérive économique.

PIERRE DROUIN.

★ *Marianne et le pot au lait*, de Philippe Alexandre et Roger Priouret. Éd. Grasset, 264 pages, 69 F.

LETTRES AU Monde

Réponse à Alain Duhamel

Au risque de l'instabilité (ouvert par une réforme du mode de scrutin législatif), M. Duhamel (*le Monde* du 26 octobre), pour faire bonne mesure, ajoute un nouveau fantasme, qu'il définit ainsi : c'en serait fini de la « *transparence des choix, car aujourd'hui, ce sont les électeurs eux-mêmes qui donnent la victoire à une coalition organisée derrière ses leaders et affichant son programme* ».

Alors, là, holà ! Cet enthousiasme est sympathique, mais malheureusement injustifié. Il y a même quelque aveuglement à parler de transparence des choix sous la mandature d'une majorité absolue de députés socialistes élus dans la foulée d'une élection présidentielle passionnée par des citoyens auxquels on avait délibérément caché le type de coalition gouvernementale qui résulterait de leur vote. Sur ce plan, on ne voit pas comment la compétition pourrait être plus obscure sous le régime de la représentation proportionnelle.

On est en droit de se demander si, emporté par sa dialectique d'efficacité, rançon de la « modernité », M. Duhamel n'aiguise pas trop ses griefs contre une éventuelle « *introduction* » *d'une dose de représenta*tion proportionnelle.

D'autant plus qu'on connaît parfaitement, à l'opposé, les méfaits d'une overdose de scrutin majoritaire qui nous régit, et que l'on rappellera brièvement :

● Un abaissement pathologique et déséquilibrant du rôle du Parlement. Les « députés frontaliers » sont peut-être inquiétants, les mornes batailles de godillots, quelle que soit leur couleur, entre deux airs de fronde, accentuent la coupure entre le pouvoir et le peuple. Ni l'un ni l'autre n'ont à y gagner.

L'épée de la dissolution est commode, vue du Château : elle n'a qu'un vice : elle engourdit la démocratie. Et faire des députés des courtiers commissionnaires n'enrichit pas le débat public.

C'est peut-être le prix à payer pour l'efficacité de la gestion d'Etat. Mais alors, qu'on ne se paye pas d'illusions et que l'on cesse de faire de la morale.

● Une accentuation de la bipolarisation, jusqu'à la césure. Incantations et pleurnicheries sur ce chapitre deviennent dès lors inutiles. Il faut le savoir : coalitions bloquées. Ministres communistes, pour longtemps, d'un côté ; extrême droite acceptée, demain peut-être courtisée, de l'autre.

C'est peut-être le prix de la clarté. Qu'on le paye donc, en sachant que les hymnes à la tolérance, au dialogue, au recentrage ne sont que littérature d'expert, ou manigances de petits stratèges.

Contre la dose de proportionnelle, un remède qui n'a pas que de bons effets, assurément, n'en remettons pas.

JEAN-PIERRE VERON
(Pseudonyme d'un haut fonctionnaire).

Fraudeurs à visage découvert

Je suis stupéfait par la séquence que j'ai vue sur *Antenne 2 le 6* novembre, lors de l'émission « Dimanche Magazine » au cours de laquelle était évoquée la fraude dans le métro. Le sujet était certes intéressant, mais le fait de montrer les fraudeurs à visage découvert, sans avoir obtenu au préalable (ce qui est vraisemblable) leur accord, est contraire aux droits de la personnalité, et en particulier au droit à l'image.

De surcroît, les réalisateurs ont poussé l'insolence jusqu'à faire une distinction entre les fraudeurs jeunes ou étrangers (voire les deux à la fois), filmés de face ou de profil mais identifiables, et un chef d'entreprise « se rendant au Forum de *l'Expansion* » filmé de dos.

Pensait-on que ce dernier avait plus à perdre que les autres d'être reconnu ?

Il ne s'agit pas de polémiquer sur la distinction faite entre les diverses catégories d'individus, mais, si l'on a pris le soin de filmer de dos le chef d'entreprise, c'est que les responsables de l'émission étaient conscients du tort qu'ils lui auraient causé s'il avait été vu de face.

Cela est grave, car l'attitude manifestée à l'égard de la personnalité des autres intéressés (fussent-ils fraudeurs !) constitue une légèreté condamnable. Ce qui est surprenant, c'est que l'émission a eu lieu en accord et avec la participation d'un autre service public : la R.A.T.P. Que l'on souhaite intimider, soit ! Mais l'information doit se faire dans le respect de la dignité de chacun. L'affichage des condamnations (*anonymes*) sur les quais du métro ne suffit-il pas, à moins que l'on doute de son efficacité ?

Il faut avoir le courage de dénoncer les abus, quels qu'ils soient, au risque d'être soupçonné, à tort, d'une mansuétude excessive à l'égard des petits délinquants. N'oublions pas que l'indifférence des peuples fait la litière des dictatures !

ROBERT REZENTHEL
(Saint-Cloud.)

Amusez-vous bien !

Nuclear War, c'est le nom d'un jeu de société que l'on peut acheter à Manhattan — et seulement à Manhattan. Il s'adresse à des joueurs de toutes les classes d'âge. Le couvercle de sa boîte s'orne d'un aimable champignon atomique polychrome et de cette explication : « *Un divertissant jeu de cartes offrant d'audacieuses perspectives sur la diplomatie internationale, la propagande et finalement l'holocauste. De deux à six joueurs s'engagent dans de difficiles négociations jusqu'à ce qu'un fauteur de guerre appuie sur le bouton. Ce jeu amusant s'apprend rapidement et ne prend pas beaucoup de temps. Mais attention : si tout le monde est anéanti, personne n'a gagné.* » Cette information provient d'un article de *Die Zeit* (nº 42, du 14 octobre). Nous le devons à Iris Mainka, qui précise et commente :

« *Pour commencer, chaque joueur reçoit quelques millions de vies humaines comme capital de départ. En outre, un handicap est distribué à chacun sur une carte secrète. Pour beaucoup, le coup est rude :* « Deux millions de pacifistes du pays ennemi protestent contre la guerre atomique et demandent asile chez vous. » *Ou bien :* « Deux millions de ressortissants ennemis quittent leur patrie pour la vôtre, dans l'espoir de bénéficier des bienfaits de votre système. » *Voici qui va déjà mieux :* « Vous avez entraîné votre ennemi dans des conversations au sommet inefficaces et interminables. Il se voit contraint de suspendre ces négociations sans issue. » *Les handicaps une fois distribués, on commence. Un coup d'œil circulaire vous permet de repérer le partenaire qui vous inspire la plus grande antipathie : c'est le premier auquel vous déclarerez une guerre de propagande. Puis vient le tour de votre voisin, et ainsi de suite, selon l'inévitable escalade. Pas plus que dans la vie nous ne sommes des anges ; si ce n'est pas vous qui commencez à utiliser les fusées atomiques, un autre le fera. Mais pesez bien votre décision : dès que sévit la guerre atomique, toutes les cartes de propagande encore en circulation perdent leur valeur. Vous ne pouvez plus reculer. Et n'oubliez pas, après chaque attaque atomique réussie, d'exiger de vos adversaires les vies humaines correspondantes. A quelle fin ? Ces millions d'êtres humains doivent être remis à la* « banque », *que la règle du jeu vous autorise d'ailleurs à baptiser d'un autre nom, selon vos goûts. Quand la population d'un partenaire est totalement anéantie, la paix règne de nouveau dans le pays. Chaque fois qu'une fusée a été lancée, un joueur fait tourner la roue de la fortune (la roulette) ; elle vous indique si le nombre de vies humaines figurant sur votre carte doit être multiplié : si la chance vous sourit, vous enlèverez trente millions d'hommes d'un coup. Mais gardez la mesure, car chaque vie humaine perdue fait avancer d'un pas vers la fin du jeu. Il existe aussi de petites déconvenues : si vous manquez de chance, votre fusée n'éclatera pas et ne s'allumera même pas. Ou bien elle explosera avant d'avoir quitté la rampe de lancement, et c'en serait fait de votre propre population. Mais retenez vos larmes : ce n'est qu'un jeu.* »

Iris Mainka conclut, en regrettant que son vœu ne concerne encore que quelques Américains : « Amusez-vous bien ! »

PIERRE COTET.
(Paris.)

Une déviation inconstitutionnelle

L'article de Bertrand Le Gendre, intitulé « Vérification ou délit de faciès ? », qui concerne l'application de la nouvelle loi sur les contrôles d'identité (*le Monde* du 4 novembre 1983), comporte une excellente justification de la déviation inconstitutionnelle des ordonnances ou arrêts de certains magistrats quant à l'application version « union de la gauche » de cette loi. Comment peut-on admettre, comme le précise M. Bertrand Le Gendre, que « *la volonté opposée de quelques magistrats puisse contrecarrer la volonté du Parlement* », alors que la Constitution de 1958 interdit au corps judiciaire « *toute manifestation d'hostilité au principe ou à la forme du gouvernement de la République* » et « *toute démonstration de nature politique incompatible avec la réserve qu'impose la fonction de magistrat* ».

MARTIAL LEMOINE
(Paris).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 194 F	1 727 F	2 260 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT ET LE SORT DE M. ARAFAT

Tandis que le cessez-le-feu intervenu mercredi dernier autour de Tripoli entre les fidèles de M. Yasser Arafat et les dissidents de l'O.L.P., soutenus par la Syrie, paraît relativement respecté, M. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine, semble décidé à mener un combat diplomatique pour préserver son autorité à la tête de la centrale palestinienne. Il a révélé à ce propos, pour la première fois, samedi, à Tripoli, qu'il avait déjà engagé, par émissaires interposés, des négociations avec la Jordanie pour tenter de parvenir à un *« compromis »* jordano-palestinien, et qu'il était *« relativement satisfait »* à ce jour des résultats de ces entretiens.

Dimanche, M. Arafat a demandé qu'un corps d'observateurs arabes vienne prendre position autour du camp de Baddaoui. *« J'ai reçu, a-t-il dit, une sérieuse leçon après mon départ de Beyrouth avec les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. Aussi, je demande au moins des observateurs, si ce n'est des soldats arabes, pour protéger le camp. »* Il a avancé à ce propos le nom de plusieurs pays arabes : Arabie Saoudite, Koweït, Yémen, Soudan et fédération des Emirats arabes unis.

Un porte-parole du chef de l'O.L.P. a rappelé les conditions mises par les loyalistes à un départ de M. Arafat de Tripoli : respect du cessez-le-feu ; retrait de la région des troupes syriennes, libyennes et des dissidents palestiniens récemment amenés autour de Tripoli ; mise en place d'observateurs arabes à Baddaoui ; garanties pour la sauvegarde de la ville de Tripoli. De son côté, un porte-parole des dissidents, M. Jihad Saleh, a déclaré, dimanche, au camp de Nahr-el-Bared, que l'objectif n'est pas *« d'arrêter ou de tuer Yasser Arafat »*. *« Nous voulons qu'il sorte sain et sauf de Tripoli, et nous pourrons l'aider à le faire s'il le désire »*, a-t-il dit.

• A JERUSALEM, le vice-premier ministre israélien, M. David Levy, a affirmé, samedi soir, lors d'une réunion publique dans le nord du pays, qu'Israël disposait d'informations selon lesquelles des conseillers militaires soviétiques prépareraient leur départ prochain de Syrie, comme ils l'avaient fait à la veille de la guerre d'octobre 1973. M. Levy a indiqué à ce propos qu'un *« plan d'évacuation »* des conseillers militaires soviétiques et de leurs familles pourrait être mis à exécution *« dans les deux mois »*.

• A BEYROUTH, la radio libanaise a annoncé, samedi, que la seconde session du congrès de réconciliation nationale, qui devait se tenir ce lundi 14 novembre, à Genève, a été reportée à une date non précisée, les contacts que doit effectuer le président libanais avant la reprise des négociations n'ayant même pas encore débuté.

• A WASHINGTON, le Pentagone a indiqué, samedi soir, qu'un second appareil F-14 américain s'était écrasé en Méditerranée vendredi, mais que ses deux membres d'équipage avaient été secourus. Un premier F-14 s'était abîmé en mer mardi dernier, et ses deux membres d'équipage avaient trouvé la mort. Le Pentagone a précisé que la perte de ces deux appareils *« n'avaient pas été causée par des tirs hostiles »* et qu'ils effectuaient des *« missions d'entraînement de routine »*.

• A PARIS, Air France a annulé ses trois vols sur le Liban samedi 12, dimanche 13 et lundi 14 novembre. Le suivant, celui de mercredi 16, est en suspens. La compagnie libanaise Middle East Airlines a annulé son vol Londres-Beyrouth de ce lundi 14. Des raisons techniques, puis des raisons de sécurité liées aux conditions prévalant à l'aéroport de Beyrouth ont été invoquées par la compagnie française. A Paris, la compagnie française ne faisait, ce lundi matin, aucun commentaire sur d'éventuelles menaces qui lui auraient été adressées, et s'en tenait à la raison invoquée officiellement : la sécurité, liée à un environnement général au Liban. — *(A.F.P., Reuter, A.P.)*

« Le tort du chef de l'O.L.P. est de n'avoir pas su prendre des risques au bon moment »

estime-t-on à Amman

Correspondance

Amman. — *« Yasser Arafat parle trop ! »* : telle était, dimanche 13 novembre, la réaction d'un homme d'affaires proche des milieux officiels jordaniens au lendemain de la déclaration dans laquelle le chef de l'O.L.P., assiégé à Tripoli, affirmait qu'il était en pourparlers avec Amman en vue d'un compromis jordano-palestinien. En fait, cette déclaration semble être tombée à plat dans la capitale jordanienne, où elle n'avait fait l'objet d'aucune prise de position officielle dimanche soir.

Les milieux gouvernementaux s'en tiennent pour le moment à des commentaires évasifs : *« Le tort de Yasser Arafat est de n'avoir pas su prendre des risques au bon moment. Les propositions que lui faisait la Jordanie en avril dernier étaient de bonnes propositions »*, nous a cependant déclaré M. Walid Tash, secrétaire général au ministère jordanien des affaires étrangères. *« Si maintenant Yasser Arafat acceptait l'accord auquel il était parvenu avec le roi Hussein en avril dernier, je ne sais pas si cela aurait le même impact aujourd'hui. A l'époque, le monde attendait. Aujourd'hui, cela semble un peu tard. »*

Le roi Hussein n'en déclarait pas moins, le 3 novembre dernier, au journal koweitien *Al Syassa*, que *« la porte est toujours ouverte »* pour un dialogue jordano-palestinien. Le souverain hachémite a également reçu à plusieurs reprises ces dernières semaines de hauts responsables palestiniens, dont M. Hani El Hassan, l'un des plus proches collaborateurs de M. Arafat.

De toute évidence, les dirigeants jordaniens pensent à l'après-Tripoli. Selon des sources diplomatiques occidentales, le roi Hussein aurait laissé entendre à des visiteurs étrangers qu' *« une O.L.P. sous contrôle syrien ne serait plus représentative »* et qu'il faudrait donc *« penser à une autre formule »*. M. Tash ne dit pas autre chose quand il affirme : *« Notre point de référence est la résolution du sommet de Rabat* [qui reconnaît l'O.L.P. comme unique et légitime représentant du peuple palestinien]. *Si l'O.L.P. devait passer sous le contrôle d'un pays arabe, nous n'aurions plus la même attitude. »*

D'autre part, les dirigeants jordaniens estiment que si M. Yasser Arafat veut coopérer avec Amman, ce devra être sur la base des principes convenus avec le roi Hussein en avril dernier (principes que M. Arafat n'avait pu faire ratifier par la direction de l'O.L.P.) et pas autrement. *« Il n'est pas question de reprendre les discussions à leur point de départ »*, souligne-t-on dans les milieux gouvernementaux jordaniens. Mais M. Yasser Arafat sera-t-il capable, ou disposé, de sauter le pas s'il se tire du piège de Tripoli ?

De façon générale, les Jordaniens paraissent partagés à ce propos. Certains estiment qu'il adoptera une ligne plus radicale afin de ne pas aggraver son cas vis-à-vis de la Syrie et de ses opposants au sein du Fath et de l'O.L.P. D'autres croient au contraire que M. Yasser Arafat n'aura pas d'autre choix que de coopérer avec la Jordanie et l'Égypte. Rares sont ceux toutefois qui sont véritablement convaincus que le chef palestinien ait encore un avenir.

Un signal d'alarme

Il n'en est pas moins vrai que, aux yeux de la majorité des Palestiniens de Jordanie, de la diaspora palestinienne dans le Golfe et les territoires occupés par Israël, M. Yasser Arafat demeure le symbole de la cause de la Palestine. A ce titre, le roi Hussein ne serait pas mécontent de le « récupérer » politiquement dans son camp avec les modérés de l'O.L.P. afin de conserver un morceau de la « carte palestinienne ».

Les dirigeants jordaniens redoutent en effet que l'O.L.P. ne passe entièrement sous la domination syrienne, ce qui représenterait plusieurs dangers pour le royaume hachémite :

— Si Damas prenait le contrôle total de l'O.L.P. après en avoir éliminé ou neutralisé les modérés, la Jordanie risquerait de se voir pratiquement exclue d'un règlement au Proche-Orient. D'autant, estime le rédacteur en chef d'un quotidien jordanien, *« que nous ne sommes pas sûrs de ce que veulent les Américains et les Syriens en dépit des récents événements. La Jordanie pourrait en faire les frais »* ;

— Une O.L.P. privée de ses modérés et dominée par les dissidents soutenus par la Syrie serait totalement hostile à la Jordanie, avec la menace d'actions violentes dirigées contre le royaume que cela comporterait. La série d'attentats ou de tentatives d'attentats à laquelle on assiste depuis un mois dans ce pays, et plus encore les récentes agressions contre les ambassadeurs de Jordanie à Rome et à New-Delhi et contre deux membres de l'ambassade jordanienne à Athènes, ont sans doute été un signal d'alarme.

Le 3 novembre dernier, le roi Hussein est sorti de la réserve qu'il avait observée jusque-là : à la suite d'un appel pressant de M. Yasser Arafat, le souverain hachémite a de nouveau envoyé un message aux chefs d'Etats arabes, les exhortant à tout faire pour sauver le chef de l'O.L.P. et ses partisans. Dans le même temps, le roi Hussein intensifiait ses contacts avec l'Egypte, sur laquelle il compte aujourd'hui autant sinon plus que sur les pays du Golfe. La situation à Tripoli et à l'intérieur de l'O.L.P. a sans doute été l'un des thèmes évoqués par le souverain avec le chef de la diplomatie égyptienne, le général Kamal Hassan Ali, lors de la visite de ce dernier à Amman il y a deux semaines. Le roi Hussein a, d'autre part, envoyé au président Moubarak un important message sur ce même sujet, le 4 novembre.

Cette campagne s'est doublée d'une opération de charme à l'adresse des Palestiniens des territoires occupés et de Jordanie. En soutenant en la personne de M. Yasser Arafat la « direction légitime » et l'indépendance de l'O.L.P., le souverain jordanien peut espérer gagner la sympathie de ceux qui appuient le dirigeant palestinien. En outre, le roi Hussein a reçu à plusieurs reprises des représentants de camps de réfugiés palestiniens en Jordanie, tandis que la presse faisaient largement écho aux prises de position du commandant de la brigade de l'Armée de libération de la Palestine, basée dans le royaume, en faveur de M. Yasser Arafat.

En tout cas, il apparaît clairement que le roi Hussein est de nouveau contraint à un jeu difficile dans la mesure notamment où, en venant à l'aide de M. Yasser Arafat, il va au-devant des foudres syriennes.

EMMANUEL JARRY.

EN CISJORDANIE

Deux manifestants arabes ont été tués par la police

De notre correspondant

Jérusalem. — Une jeep de l'armée patrouille dans les rues désertes. Quelques rares passants se hâtent sous l'averse glaciale. Les rideaux de fer baissés aveuglent les magasins. Grosse bourgade du nord-ouest de la Cisjordanie, Tulkarem offrait, samedi 12 novembre, le spectacle propre aux villes sous couvre-feu après la mort de deux manifestants arabes tués par la police des frontières.

Ce grave incident s'est déroulé selon un scénario désormais classique dans les territoires occupés. Sur la place centrale de Tulkarem, des groupes de jeunes Palestiniens déclenchent une manifestation de soutien à l'O.L.P. et à son chef élu, M. Yasser Arafat, en lançant des pierres sur les voitures et les boutiques avoisinantes. Une unité de gardes-frontières intervient au plus vite pour disperser le rassemblement.

Selon la version officielle, cinq manifestants, le visage masqué d'un keffieh, prennent alors la fuite en ignorant les sommations d'usage. Les policiers tirent dans leur direction. Deux hommes s'écroulent tués sur le coup. Agés de vingt et vingt-deux ans, ils habitaient le camp de réfugiés tout proche. Des témoins arabes, contestant la thèse policière, affirment que les deux victimes ont été abattues de sang-froid dans la cour d'une maison. Les gardes-frontières arrêtent une quinzaine d'autres jeunes réfugiés qui reconnaissent avoir préparé leur manifestation lors d'une réunion dans le camp la nuit précédente. Le camp et la petite ville sont aussitôt placés sous couvre-feu.

D'autres incidents, moins graves, ont ponctué le week-end en Cisjordanie. Le même soir, une voiture israélienne essuie une rafale. Près de Naplouse, un pavé fait voler en éclats le pare-brise d'un autobus et, dimanche, l'armée impose un couvre-feu préventif sur la casbah de la ville. A Tulkarem encore, une bombe est désamorcée près d'un cantonnement. Des incidents sporadiques éclatent à Ramallah et Halkhoul, près de Hébron. Ici et là, les manifestants brandissent des portraits d'Arafat et jettent des pierres sur les forces de l'ordre. Au camp de réfugiés de Dayishe, proche de Bethléem, la police des frontières riposte en ouvrant le feu : trois manifestants sont blessés, dont un gravement.

Le regain d'agitation dans les territoires occupés date de plusieurs semaines. Les combats fratricides entre Palestiniens au Liban ont fait monter la fièvre. Des prières ont été dites, vendredi, à la mémoire des *« martyrs »* tombés à Tripoli. A la mosquée El-Aqsa de Jérusalem, plusieurs centaines de fidèles ont participé à un rassemblement silencieux de soutien à M. Arafat. Faute de pouvoir peser sur le combat des chefs, la population retourne, en quelque sorte, sa colère contre l'armée d'occupation.

Une « discrimination systématique »

Le gouvernement de Jérusalem en profite pour réaffirmer sa fermeté et calmer les craintes des colons juifs partisans d'une répression accrue contre les agitateurs.

Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, qui inaugurait dimanche une nouvelle implantation dans la région de Hébron, a saisi l'occasion pour qualifier d'*« intolérable »* l'insécurité régnant sur les routes des territoires occupés.

Cette nouvelle poussée de fièvre en Cisjordanie coïncide avec la publication par le Comité international pour la paix au Proche-Orient — qui regroupe des universitaires et des personnalités de l'aile gauche du parti travailliste — d'un important rapport sur les violations des droits de l'homme dans les territoires. Ce document exhaustif, le premier du genre depuis 1967, dénonce la *« discrimination systématique »* dont souffre la population arabe dans tous les domaines.

« Les colons, tous armés, souligne le rapport, *ont été encouragés à se considérer comme les gardiens de l'ordre par les autorités militaires, qui, depuis 1979, les ont regroupés en unités territoriales chargées d'intervenir localement en cas de troubles. »* Entre le 1er janvier 1979 et aujourd'hui, dix Israéliens ont été tués dans les territoires contre quarante-trois Palestiniens (dont huit par balles en 1983).

Le rapport cite les divers actes de violence commis par certains militaires israéliens : passages à tabac des détenus, rassemblements de réfugiés sous la pluie, humiliations diverses, châtiments collectifs. *« Ces pratiques,* note toutefois le rapport, *ne sont plus encouragées depuis la démission, l'an dernier, de l'ancien ministre de la défense, M. Ariel Sharon, et le départ en retraite de son chef d'état-major, le général Raphaël Eytan. »* Les autorités d'occupation ne recourent pratiquement plus à l'expulsion et plus du tout aux emprisonnements administratifs par simple décret.

Le niveau de vie des Arabes, ajoute le rapport, s'est incontestablement accru depuis 1967 ; cinquante mille d'entre eux travaillent en Israël. Mais, s'ils paient l'impôt, ils ne bénéficient pas des mêmes aides familiales que les travailleurs israéliens. *« Nous avons tenté,* observe, en conclusion, l'un des auteurs du rapport, M. Dadi Zuker, *de faire comprendre autour de nous que ces violations des droits de l'homme ne sont justifiées par aucun motif de sécurité. »*

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

• DEUX CENTS MORTS EN UNE SEMAINE. — Plus de deux cents personnes ont été tuées entre le 4 et le 10 novembre, a déclaré l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, dans son homélie du dimanche 13 novembre. Il a précisé que parmi les victimes figuraient cent soixante-dix-huit combattants de l'armée régulière ou de la guérilla et trente-quatre civils tués par des groupes paramilitaires. Il a, en outre, annoncé que la conférence épiscopale doit publier une déclaration de solidarité avec lui-même et son évêque auxiliaire, Mgr Gregorio Rosa Chavez, tous deux menacés par un mouvement d'extrême droite. La conférence demande aux autorités de mettre un terme aux escadrons de la mort, *« qui causent tant de mal au pays »*, a indiqué le prélat, qui a aussi dénoncé l'assassinat du prêtre guatémaltèque Augusto Ramirez Monasterio, tué mardi à Guatemala, victime de cette *« violence irrationnelle »* qui frappe l'Eglise catholique en Amérique centrale. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

• M. GERRY ADAMS, PRESIDENT DU SINN FEIN. — M. Gerry Adams, trente-quatre ans, député de Belfast, a été élu, dimanche 13 novembre, à la présidence du Sinn Fein, la représentation politique de l'IRA. Cette nomination traduit la progression au sein de l'organisation représentée dans toute l'Irlande de la ligne « électoraliste » imposée par les militants d'Irlande du Nord. La violence n'en continue pas moins : l'IRA a revendiqué un attentat commis samedi contre un commissariat d'Armagh et dans lequel un policier est mort (le sixième en dix jours) et six autres ont été blessés. — *(A.F.P.)*

Henri Laoust est mort

Un orientaliste de talent

Henri Laoust, qui fut titulaire de la chaire de sociologie musulmane au Collège de France jusqu'en 1976, est mort samedi 12 novembre à Rognes, près d'Aix-en-Provence, dans la maison de repos où il s'était retiré. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Henri Laoust était un des plus solides orientalistes français. Son adolescence au Maroc, où son père était un savant berbériste, l'avait dirigé naturellement vers l'agrégation d'arabe et lui avait donné une connaissance intime du Maghreb. Ensuite, ses séjours à Damas en 1928 et au Caire (1930-1936) l'introduisirent au cœur même du Machrek arabe et le préparèrent à une œuvre scientifique de la plus haute importance : il se spécialisa dans l'étude difficile du droit canonique musulman, qu'il creusa avec un esprit rigoureux.

Ses études l'amenèrent, après dix ans d'enseignement à l'université de Lyon (1946-1956), à occuper au Collège de France la chaire de sociologie musulmane, précédemment illustrée par notre maître Louis Massignon. Aux fulgurantes intuitions mystiques de Massignon s'ajoutèrent alors, les complétant sans s'y opposer, l'esprit méthodique et le ferme bon sens de Laoust.

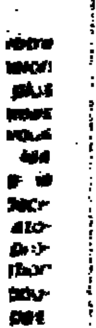
D'autres diront l'ampleur de son œuvre, ses travaux monumentaux sur Ibn Taimiya (1939), sur *le Réformisme musulman dans la littérature arabe contemporaine* (1959) continuant sa belle étude de la doctrine de Rachid Rida de 1938, sur les schismes dans l'islam, qu'on vient de rééditer. Une immense et passionnante bibliographie.

Si la France jouit encore de sérieuses relations à Damas, c'est à Laoust — et à ses successeurs — qu'elle le doit, à sa franchise et à sa modestie, à l'autorité que lui conférait l'impeccable érudition qui lui valut d'être membre des académies arabes de Damas et du Caire.

JEAN GAULMIER,
professeur honoraire à la Sorbonne.

[Né le 1er avril 1905 à Fresnes-sur-Escaut (Nord), Henri Laoust avait fait ses études au lycée Gouraud de Rabat, où son père dirigeait l'Institut des hautes études marocaines, puis au lycée Louis-Le-Grand de Paris. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de lettres et docteur ès lettres, il avait commencé sa carrière comme professeur à la Médersa de Constantine (1937), avant d'être secrétaire général, puis directeur de l'Institut français d'études arabes de Damas (1937-1941). Professeur au Collège de France (chaire de sociologie musulmane) de 1956 à 1976, il dirigeait la *Revue des études islamiques* et les *Abstracta islamica*. Il a publié de nombreux ouvrages, dont *les Schismes de l'Islam* (1965), qui vient d'être réédité chez Payot, et *la Politique de Ghazali* (1970).]





DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT SOUDANAIS

Le conflit tchadien sera au centre des entretiens entre le maréchal Nemeiry et M. Mitterrand

Le maréchal Nemeiry, chef de l'Etat soudanais, arrivé dimanche 13 novembre à Paris, après un séjour à Rome, devait, ce lundi, déjeuner à l'Elysée avec M. Mitterrand et avoir un tête-à-tête avec celui-ci. Cette *« visite officielle de travail »*, comparable à celle déjà accomplie à Paris en 1977 par M. Nemeiry, ne dure qu'une journée, à l'issue de laquelle le chef de l'Etat soudanais passera cinq jours en France à titre privé, avant de se rendre à Washington, puis à Londres.

Les Français n'ont fait que récemment un effort pour être présents dans le plus grand Etat d'Afrique (2,5 millions de kilomètres carrés). Ils y ont relativement bien et vite réussi. Certes, la France n'est encore que le cinquième fournisseur du Soudan et son septième client, mais sa présence est multiforme. La Compagnie des grands travaux de Marseille réalise à Jonglei *« le canal de Suez du XXe siècle »*, gigantesque liaison entre deux bras du Nil. Total participe à l'exploration pétrolière. Khartoum a son hôtel Méridien. Quant au dialogue politique, il s'est notamment matérialisé lors de la visite rendue à Khartoum en 1979, par M. Giscard d'Estaing. Le Soudan participe aux sommets annuels franco-africains.

Il n'avait pas manqué d'experts français, ces dernières années, pour prédire que l'immensité soudanaise, riche de terre arable et d'eau, serait demain le grenier de l'ensemble afro-arabe. Ce « pays d'avenir » a cependant vite déçu. On avait un peu vite oublié qu'il ne compte que vingt-deux millions d'habitants, sans beaucoup de tradition ni de goût pour les travaux agraires.

Résultat, le Soudan fait plutôt figure aujourd'hui d'un pays en semi-déshérence, mal géré et aux lendemains politico-économiques incertains. L'Etat qui devait nourrir l'Afrique a maintenant son nom sur la liste des nations les plus démunies du monde. Paris et les autres grandes capitales occidentales créancières de Khartoum, regroupées au sein du Club de Paris, ont néanmoins décidé de continuer à soutenir le Soudan. Sa dette extérieure totale, évaluée à quelque 65 milliards de francs a été consolidée cette année par le Club de Paris. Cette créance représente pour le Soudan une année de produit national brut et neuf années d'exportations...

La France a une raison particulière d'être attentive à la situation soudanaise : ce pays, riverain du Tchad, y joue parfois un rôle politique déterminant. L'actuel chef de l'Etat tchadien, M. Hissène Habré, alors rebelle, s'appuya sur le Soudan pour repartir à la conquête du pouvoir. A l'origine partenaire du colonel Kadhafi, le maréchal Nemeiry est ensuite devenu l'un de ses plus farouches adversaires depuis que Tripoli a, semble-t-il, trempé en 1974 et 1976 dans des complots contre le régime soudanais. Aussi bien Khartoum approuve-t-il sans réserves la présence militaire française au Tchad et souhaiterait même qu'elle fût plus « offensive », jusqu'à rejeter les Libyens chez eux. En principe, le dossier tchadien occupera l'essentiel des entretiens de MM. Mitterrand et Nemeiry. On prête également au chef d'Etat soudanais l'intention de demander à Paris de lui fournir des armements, notamment des hélicoptères.

Les responsables français, favorables à un renforcement des liens franco-soudanais, font valoir aujourd'hui que le Soudan va probablement devenir une puissance pétrolière avec 50 000 barils par jour, production qui pourrait, assurent-ils, vite tripler. Pourtant, ce n'est pas une entreprise française, mais la SNAM-Projetti italienne qui a remporté le contrat de construction de l'oléoduc de 1 400 kilomètres, devant transporter le naphte, situé au sud du pays, vers Port-Soudan, sur la mer Rouge.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Du nasséro-marxisme à l'islamisme

Né en 1930 à Omdurman, ville jumelle de Khartoum, dans une famille arabisée aisée, originaire du nord musulman, le jeune élève officier Gaffar Nemeiry s'enthousiasma pour la révolution militaire égyptienne de 1952. En 1959, M. Nemeiry fut exclu de l'armée pour participation à deux conjurations nassériennes contre le gouvernement.

Réintégré en 1961, le turbulent officier fut expédié en garnison dans le Sud en révolte contre les « Arabes » au pouvoir à Khartoum, puis en stage en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis. De retour au pays, il s'entend avec d'anciens camarades de promotion, dont plusieurs, très liés au puissant Parti communiste soudanais, pour renverser le régime. Le 25 mai 1969, celui qui se fera plus tard proclamer *mouchir* (maréchal), est enfin au pouvoir. Il frappe alors les forces islamiques, Frères musulmans ou Ansars.

Le président Nemeiry se retournera ensuite contre ses alliés communistes lorsque ceux-ci tenteront en 1971 de l'éliminer. Grâce à l'Egypte de Sadate, M. Nemeiry garde le pouvoir et noie dans le sang toute velléité de résistance communiste.

Cette remise en selle permet, toutefois, au président Nemeiry de s'attaquer au problème sudiste qui ronge le pays depuis 1963. Issu de la médiation du négus d'Ethiopie et du Conseil mondial des Eglises, l'accord d'Addis-Abeba du 26 février 1972 met fin à la guerre civile et accorde l'autonomie régionale au Sud non musulman. Cet acquis essentiel du régime risque d'être maintenant remis en question par la décision inattendue, prise personnellement par M. Nemeiry en septembre (*le Monde* du 10 octobre et du 3 novembre) d'appliquer la loi islamique *« à la lettre »* aux Soudanais.

Si sa décision remplit d'aise certains milieux intégristes du Nord, elle ne paraît même pas avoir été jugée opportune par le guide des Frères musulmans, M. Hassan Tourabi, certes conseiller du maréchal mais dont les convictions fondamentalistes paraissent assez tempérées par son doctorat en droit de la Sorbonne.

Surtout, les Soudanais chrétiens ou animistes se sentent de nouveau floués par leurs compatriotes arabo-musulmans. Si le million et demi de chrétiens, faute de mieux, peuvent au moins espérer bénéficier de la *dhimma* (protection assortie d'un statut juridique inférieur) que le Coran leur accorde, les cinq millions d'animistes, si jamais la loi islamique était appliquée *stricto sensu*, risqueraient d'être obligés de se convertir à l'islam... De cet excès de zèle religieux la paix civile risque de pâtir au Soudan. — J.-P. P.-H.

AVANT LA VISITE DU PRÉSIDENT FINLANDAIS A PARIS

M. Mitterrand se montre sceptique sur la création de zones dénucléarisées en Europe

Quelque trente mille jeunes Roumains ont participé, le samedi 12 novembre à Bucarest, à une manifestation contre les armements nucléaires. Des rumeurs non confirmées y circulent actuellement avec insistance, selon lesquelles Moscou ferait pression sur le gouvernement de M. Ceausescu pour que des missiles soviétiques soient installés en Roumanie en cas d'échec des négociations de Genève.

Le chef de l'Etat bulgare, M. Jivkov, et le premier ministre grec, M. Papandréou, ont de leur côté renouvelé dimanche leur proposition de créer une zone dénucléarisée dans les Balkans et confirmé leur refus respectif d'accueillir sur le sol de leur pays des missiles soviétiques et américains. En Allemagne de l'Est, selon l'hebdomadaire de R.F.A. *Welt am Sonntag*, l'U.R.S.S. aurait déjà installé trente-six fusées SS-21.

Dans un entretien accordé à un groupe de journaux finlandais, avant la visite à Paris du président Koivisto, attendu mardi, M. Mitterrand a exprimé son scepticisme sur la création de zones dénucléarisées en Europe. *« L'Europe est, géographiquement, une petite région,* a-t-il notamment déclaré, *et interdire des armes nucléaires dans une zone ou une autre, ne correspond peut-être pas aux réalités d'aujourd'hui. »* M. Mitterrand se montre par ailleurs pessimiste, quant au déroulement des négociations *américano-soviétiques de Genève et aux conséquences de leur échec éventuel : « Tout cela pourrait déboucher sur une crise dans les prochains jours »*, a-t-il estimé.

En Grande-Bretagne, l'arrivée des premiers missiles de croisière est attendue pour mardi par les pacifistes qui font le siège de la base anglo-américaine de Greenham Common.

A Greenham Common, en attendant les premiers missiles...

De notre envoyé spécial

Greenham-Common. — *« Ils arrivent mardi... »*. Les militantes pacifistes qui depuis deux ans montent la garde devant la base de Greenham Common le répètent inlassablement aux sympathisants venus les encourager. D'autant que dimanche 13 novembre le *Sunday Times* a paru accréditer la rumeur en affirmant en gros titre que les premiers missiles de croisière seront transportés le 15 novembre à bord de l'un de ces énormes avions Galaxie qui ont déjà convoyé au cours des dernières semaines l'essentiel de l'équipement nécessaire, notamment les rampes de lancement. Bien sûr la nouvelle n'est pas confirmée officiellement. A la fin du mois dernier une *« fuite » avait révélé* que l'installation des missiles devait commencer le 1er novembre, ce qui avait amené les gouvernements britannique et américain à retarder l'événement. La même chose pourrait se reproduire le 15 novembre.

L'arrivée des missiles, quoi qu'il en soit, est proche, et la tension est de plus en plus grande à Greenham Common. Elle n'a cessé de croître depuis que les pacifistes anglais ont montré l'ampleur du mouvement le 22 octobre en rassemblant deux cent mille manifestants dans les rues de Londres et le 9 novembre en manifestant devant les cent deux bases utilisées, selon eux, par l'armée américaine. Le secrétaire à la défense avait fait scandale en déclarant, un peu malgré lui, au début du mois que les soldats chargés de la garde de la base pourraient ouvrir le feu sur les manifestants si ces derniers tentaient de s'approcher du site des missiles.

Pourtant, dimanche, cette tension s'est étrangement dissipée durant quelques heures. C'était dans tout le Royaume-Uni la Journée du souvenir à la mémoire des victimes de toutes les guerres, y compris celles des Malouines. A l'instant où à Londres, devant le monument aux morts de Whitehall, débutait la principale cérémonie officielle, tous les policiers en faction autour de la base se sont figés au garde-à-vous pour une minute de silence. Devant l'entrée principale, où est installé le « camp de la paix », les militantes les ont rejoint, têtes inclinées. *« C'était très émouvant;* nous a dit l'une d'entre elles, *après des mois de face à face enfin nous avions à l'évidence quelque chose à partager. »* L'un des *bobbies* nous a confié: *« Oui, c'était vraiment très bien de leur part... »*.

Une cinquantaine de femmes vivent là dans de misérables huttes couvertes d'emballages de plastique qui partent en lambeaux. Elles ont disposé quelques fleurs aux portes des cabanes, et même installé un minuscule potager. Près d'un feu de bois, une jeune éducatrice au chômage explique : *« Nous n'empêcherons sans doute pas l'arrivée des missiles, mais nous représentons une gêne considérable pour le gouvernement. Regardez: les militaires et les policiers sont cent fois plus nombreux que nous. A l'avenir, beaucoup de gens dans les gouvernements ou simplement dans la population se montreront plus circonspects avant de prendre ou d'accepter une décision de ce genre. Grâce à une poignée de femmes, Greenham Common est maintenant un symbole connu du monde entier. »*

Que feront les manifestantes et ceux qui les soutiennent le jour où arriveront les premiers missiles ? Prudente, une des dirigeantes du groupe élude la réponse, mais déclare cependant : *« S'il y a des coups de feu, ce ne sera assurément pas de notre faute. Nous avons toujours dit, et prouvé, que notre mouvement était non violent. »*

Un camp retranché

Il est vrai que le dispositif de *sécurité est énorme.* L'immense rectangle de la base aérienne, taillé dans la campagne, à moins d'une centaine de kilomètres de *Londres, est devenu un camp* retranché en état d'alerte. Six cents policiers surveillent les 15 kilomètres de clôture, renforcée de barbelés.

A l'intérieur, où flottent côte à côte les drapeaux britannique et américain, un régiment entier de paras est affecté à la surveillance. Partout, des projecteurs et des miradors viennent d'être installés, ainsi que de petits emplacements fortifiés faits de sacs de sable qui ressemblent à des positions de tir. Les soldats sont accompagnés de chiens de garde. Les hélicoptères survolent en permanence le secteur à très basse altitude.

Malgré cet inquiétant spectacle, on veille aux traditions. Inlassablement, les policiers saluent d'un *« Hello ! »* ou d'un *« Good Afternoon ! »* les manifestantes qui déambulent le long de la clôture pour se réchauffer. Des coups de feu à Greenham Common ? Le simple fait d'en avoir parlé était assurément choquant pour les Britanniques; mais du côté des forces de l'ordre, comme de celui des contestataires, le flegme et la dignité restent de rigueur.

FRANCIS CORNU.

M. TRUDEAU SOUHAITE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES CINQ PUISSANCES NUCLÉAIRES

(De notre correspondant.)

Montréal. — M. Trudeau a réservé, dimanche 13 novembre, la *primeur du compte rendu de ses dé*marches en Europe en faveur de la reprise du dialogue Est-Ouest et du désarmement à quelque trois mille *militants de l'aile* québécoise du parti libéral fédéral réunis à Montréal.

Le premier ministre canadien, qui *s'était rendu à Paris, La Haye,* Bruxelles, Rome, Bonn et Londres, a assuré *« avoir le sentiment que les amis et les alliés* (du Canada) *appuient son initiative de paix et partagent sa conviction quant à l'urgence de la situation »*. Il a indiqué qu'il prolongerait ces discussions le 19 novembre à Tokyo, puis à New-Delhi, à l'occasion de la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth. Il a enfin précisé que des consultations étaient en cours avec les États-Unis et que des contacts avaient été pris avec l'U.R.S.S. et la Chine.

Après avoir dénoncé le *« recours accru à la force »*, l'*« effritement accéléré du régime international destiné à prévenir la prolifération des armes nucléaires »* et les *« rapports imprégnés d'animosité entre les superpuissances »*, M. Trudeau a esquissé son programme pour *« gérer la crise actuelle »*.

Le premier élément de ce dispositif *« porte sur la nécessité de créer, aussitôt que possible au cours de l'année prochaine, une tribune pour la négociation des limites globales à fixer aux arsenaux des cinq États nucléaires »*. Cette tribune *« reconnaîtrait le droit des États-Unis et de l'U.R.S.S. à l'égalité stratégique »*.

Le second point concerne le renforcement du traité sur la non-prolifération. En troisième lieu, le premier ministre canadien estime qu'un *« vigoureux élan politique »* permettrait de débloquer les négociations M.B.F.R. de Vienne sur les armes conventionnelles en Europe. *Il souhaite une « présence politique à un haut niveau »* à l'ouverture des négociations de Stockholm, en janvier 1984, pour éviter qu'elles ne *s'enlisent à leur tour.*

Enfin, M. Trudeau a annoncé qu'il soumettrait *« en temps opportun et aux autorités compétentes »* des documents visant à la conclusion d'un accord international destiné à interdire l'essai et le déploiement de systèmes antisatellites, à limiter la mobilité *« excessive »* des missiles intercontinentaux et à exiger que tout nouveau système d'armements stratégiques soit entièrement vérifiable par les *« moyens techniques nationaux »* (c'est-à-dire essentiellement les satellites espions).

Jusqu'à présent, la *croisade de* la paix de M. Trudeau a été accueillie avec un mélange de sympathie et de scepticisme par ses compatriotes. *Ses initiatives sont de nature* à rencontrer un écho favorable dans un pays qui s'est fait une tradition de jouer les conciliateurs sur la scène *internationale, que ce soit avec* Lester Pearson lors de la crise de Suez ou, plus récemment, dans la recherche du dialogue Nord-Sud. Mais les *prochains sondages d'opinion* montreront si M. Trudeau va réussir à faire remonter la cote du parti libéral, que la crise économique a fait *tomber au plus bas. — (Intérim.)*

[En ce qui concerne la production d'une négociation globale réunissant les cinq puissances nucléaires, telle que l'a formulée M. Trudeau à l'occasion de son voyage, on rappelle à Paris les trois conditions auxquelles la France pourrait s'associer, *« le moment venu »*, à de tels pourparlers : 1) les arsenaux des deux super-puissances devraient être réduits à des niveaux tels que l'on puisse considérer que l'écart entre leurs potentiels nucléaires et celui de la France a changé de nature ; 2) les systèmes stratégiques défensifs (c'est-à-dire antimissiles) devraient être réduits quantitativement et qualitativement ; 3) la réduction des armements conventionnels devrait être significative, et la *« menace chimique »* abolie (*le Monde* du 6 juillet).]

● *M. Mauroy à Buenos-Aires.* — M. Pierre Mauroy se rendra à Buenos-Aires pour représenter le gouvernement français aux cérémonies d'installation du nouveau chef de l'Etat argentin, M. Raul Alfonsin, a annoncé, le samedi 12 novembre, l'ambassade de France dans la capitale argentine.

AMÉRIQUES

La Grenade

Plusieurs centaines de personnes ont été appréhendées par les forces américaines

Plusieurs centaines de personnes soupçonnées d'avoir des sympathies pour le gouvernement que dirigeait Maurice Bishop ou pour la junte mise en place brièvement par ses assassins ont été appréhendées à la Grenade *par les forces armées américaines*. Certaines ont été relâchées après interrogatoire. D'autres ont été enfermées dans un camp entouré de barbelés près de Point-Salines, au sud de l'île.

L'une des personnalités connues parmi les interpellés est M. Radix, ancien ministre du gouvernement Bishop, et qui avait été arrêté par la junte ayant succédé à Maurice Bishop. M. Radix a été libéré après vingt-quatre heures d'interrogatoire. Il a protesté contre les conditions de sa détention, la qualifiant de *« chasse aux sorcières »*.

● A LA HAVANE, les corps de vingt-quatre Cubains morts à Grenade sont arrivés dimanche 13 novembre. Les plus grands honneurs militaires dus aux héros nationaux leur ont été rendus par M. Fidel Castro et toutes les autorités du parti communiste et du gouvernement. Un deuil national de trois jours a été décrété par le Conseil d'Etat à la mémoire des « disparus internationalistes ». Auprès de *M. Fidel Castro, recueilli et apparemment très ému*, se trouvaient son frère, le général Raoul Castro, ministre des forces armées, et M. Juan *Almeida, l'un des vice-présidents du* gouvernement.

Sur la terrasse de l'aéroport, d'ordinaire réservée au public, il n'y avait que quelques centaines de personnes. Les autorités avaient demandé à la population de ne pas se rendre à l'aéroport pour éviter d'éventuelles « difficultés ».

Costa-Rica

M. VOLIO, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, QUITTE LE GOUVERNEMENT

San-José *(A.F.P.)*. — Le ministre des affaires étrangères, M. Fernando Volio, a annoncé dimanche 13 novembre sa *« démission irrévocable »*, à l'issue d'une réunion avec le chef de l'Etat, M. Luis Alberto Monge.

On estime que sa démission s'explique par les divergences avec le président Monge à propos de la décision de ce dernier de proclamer, le 17 novembre, l'état de neutralité *« active, perpétuelle et désarmée »* du Costa-Rica.

M. Volio est le principal porte-parole des secteurs pro-américains et conservateurs du gouvernement. *Il s'était vu*, dès sa nomination, il y a dix-huit mois, reprocher par certains de ses collègues sa position « dure » face au régime sandiniste nicaraguayen.

M. TRUDEAU SOUHAITE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES CINQ PUISSANCES NUCLÉAIRES

(De notre correspondant.)

Montréal. – M. Trudeau a réservé, dimanche 13 novembre, la primeur du compte rendu de ses démarches en Europe en faveur de la reprise du dialogue Est-Ouest et du désarmement à quelque trois mille militants de l'aile québécoise du parti libéral fédéral réunis à Montréal.

Le premier ministre canadien, qui s'était rendu à Paris, La Haye, Bruxelles, Rome, Bonn et Londres, a assuré « avoir le sentiment que les amis et les alliés (du Canada) appuient son initiative de paix et partagent sa conviction quant à l'urgence de la situation ». Il a indiqué qu'il prolongerait ces discussions le 19 novembre à Tokyo, puis à New-Delhi, à l'occasion de la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth. Il a enfin précisé que des consultations étaient en cours avec les États-Unis et que des contacts avaient été pris avec l'U.R.S.S. [illegible]

Après avoir dénoncé le [illegible]



DIPLOMATIE

EN VISITE EN CORÉE DU SUD

M. Reagan a réaffirmé ses conceptions sur « la paix par la force »

De notre envoyé spécial

Séoul. — Sur la ligne de front d'une zone figée depuis trente ans dans une tension militaire et un antagonisme idéologique hérités de la guerre, l'occasion était trop belle pour M. Reagan de montrer la force et la détermination de l'Amérique et de certains de ses alliés face au communisme. *Aussi ne s'est-il pas fait* faute d'en profiter, fortement aidé en cela par son hôte, le président Chun Doo Hwan, un allié selon le *cœur et la raison* de l'administration Reagan : les circonstances et les fautes de l'adversaire avaient également contribué à créer l'occasion.

Plus que n'importe où ailleurs dans le monde, la visite en Corée du Sud, chargée d'histoire, de drames et de symboles, a permis au président des Etats-Unis de jouer, sur la toile de fond des tensions régionales et internationales, de ses thèmes favoris : restauration de la grandeur et des servitudes militaires de l'Amérique, croisade anticommuniste et responsabilité du « *protecteur du monde libre* » à l'égard de ses alliés, volonté de « *paix par la force* », libre échange, etc. Quitte pour cela, et ce fut une fois de plus le cas à Séoul, à mettre une sourdine aux thèmes de la démocratie et du respect des libertés chez les régimes autoritaires alliés de Washington.

Tout, en effet, se prêtait à un « show » politique et militaire, à une dramatique télégénique — et télévisée de bout en bout, — dont les images d'Epinal à la mode américano-coréenne n'ont pas dû manquer de frapper les esprits et, chez beaucoup, de rehausser le prestige national et international du président Reagan sur le plan politique et diplomatique, mais aussi, bien évidemment, électoral.

Dans cet ordre d'idées, et au-delà de la réaffirmation prévisible, à Séoul comme à Tokyo, des grands points d'accord politiques, stratégiques et économiques, le véritable sommet de cette tournée asiatique — le clou du « spectacle », — ce ne furent pas tant les rencontres et entretiens du président américain avec les dirigeants japonais et sud-coréens que sa « montée au front », sa présence, au centre d'un dispositif de *sécurité considérable, au beau milieu* de camps américains établis dans le secteur de la zone démilitarisée, le long du 38e parallèle qui di*vise* depuis l'armistice de 1953 la péninsule en deux camps antagonistes armés jusqu'aux dents.

Là, dans les collines pelées du secteur de Panmunjon, tournant le dos à un ennemi nordiste invisible et faisant face aux GI's de la 2e division d'infanterie, vêtu d'un anorak kaki, *tête nue malgré le froid vif*, le président Reagan a rappelé les sacrifices des forces armées américaines pendant la guerre de Corée (plus de cinquante mille morts), et le sens du maintien de leur présence : « *Vous vous tenez entre le monde libre et les forces armées d'un système hostile à tout ce à quoi nous croyons, nous, Américains. Un système communiste comme celui du Nord est fondé sur la haine et l'oppression. Il s'en prend brutalement à toute forme de liberté humaine et déclare que ceux qui croient en Dieu sont les ennemis du peuple.* »

L'attentat de Rangoun

Sur les lieux où, contrairement au Vietnam (lui aussi autrefois divisé *par une zone démilitarisée défendue* par l'armée américaine), les Etats-Unis et leurs alliés ont mis en échec la tentative communiste de conquérir le Sud, le président a clairement annoncé que le « *syndrome vietnamien* » était en voie de disparition : « *Les doutes des années 70 cèdent le pas à une nouvelle ère de confiance et à un sens de direction*, a-t-il dit. *Le communisme n'est pas la vague du futur, et ne l'a jamais été. La liberté l'est ; les gens commencent à le comprendre.* »

Tout cela et aussi le fait que les deux parties de la péninsule, pour des raisons bien différentes, y ont mis du leur, a contribué à faire de la visite, du moins du point de vue américain et sud-coréen, un grand succès. A un « détail » près : celui des droits de l'homme.

Ce succès, à Séoul, ne pouvait faire de doute. D'abord parce que, depuis la guerre de 1950, les Etats-Unis, pour leurs propres intérêts et pour ceux des Sud-Coréens, demeurent l'allié militaire, le protecteur nucléaire et le partenaire commercial numéro un. Ensuite parce que les *régimes autoritaires qui se sont* succédé ici au pouvoir, tout particulièrement celui du président Chun, ont toujours partagé l'anticommunisme de Washington et recherché auprès de leur allié américain non seulement un soutien politique, militaire et diplomatique, mais aussi la légitimité « démocratique » qui leur a parfois fait défaut dans leur propre pays. Et sur ce point, le président Reagan est nettement plus compréhensif que son prédécesseur vis-à-vis du régime sud-coréen.

Pour le président Chun, mis au ban d'une partie de l'opinion publique internationale après sa prise du pouvoir — *militaire et sanglante* — en 1980, disposant d'un soutien populaire limité et, en quelque sorte, « légitimisé » une première fois au *début 1981 lors de sa visite officielle* à Washington, la venue, l'accolade amicale et les propos élogieux du président Reagan valent leur pesant d'or politique et diplomatique. *A fortiori*, à un moment où la Corée du Sud sort de drames (Boeing des Korean Airlines, attentat de Rangoun) qui l'ont endeuillée tout en faisant considérablement remonter la tension dans la péninsule. Echange de bons procédés, le président Chun n'a pas ménagé ses louanges au président Reagan pour son leadership politique ni son soutien pour ses entreprises militaires, à la Grenade et au Liban.

Discrétion sur les droits de l'homme

Paradoxalement, la Corée du Nord, farouchement opposée à la présence américaine au Sud, aura contribué très largement au succès de la visite de son « *ennemi principal* » en lui offrant sur un plateau sanglant l'attentat qu'elle a perpétré à Rangoun le 9 octobre dernier, dont elle a été formellement accusée par le gouvernement birman et qui a décimé, en territoire neutre et non aligné, dix-sept personnalités du gouvernement et de l'entourage du président Chun Doo Hwan.

Le crime nord-coréen est, si l'on peut dire, venu à point nommé pour renforcer l'argumentation — simple au point d'en apparaître manichéenne — du président Reagan. Il a servi de repoussoir et permis de présenter, à diverses reprises, le Sud en blanc et le Nord en noir, de faire apparaître « *le contraste entre le miracle économique du Sud et l'échec du Nord* », les libertés ici, l'oppression là.

Dans un parcours où les mesures de sécurité les plus strictes se justifiaient par la proximité de la ligne de front, les tentatives d'infiltration et les menaces (plus ou moins exagérées ici) du Nord, le dérapage, le faux pas aura porté sur les libertés et les droits de l'homme. Certes, M. Reagan a fait allusion dans plusieurs discours, mais de façon discrète, à la nécessité de « *développements politiques* », à l'attachement des Etats-Unis aux libertés, et le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a estimé que la Corée du Sud faisait des « *progrès* » dans le sens d'une libéralisation. Mais l'équipe officielle américaine s'est montrée fort embarrassée face aux questions de la presse, lorsque l'on a appris — alors même que le président Reagan assistait (quelques minutes) à une réception donnée par l'ambassade des Etats-Unis pour une cinquantaine d'opposants triés sur le volet, afin de montrer l'intérêt de l'administration pour les problèmes de l'opposition — que les services de sécurité sud-*coréens avaient, dans leur zèle protecteur*, assigné à résidence ou placé sous surveillance directe plus de mille opposants jugés « *dangereux* », y compris, par exemple, un couple de religieux âgés de plus de soixante ans et militants des droits de l'homme.

Sur ces questions, il semble que M. Reagan n'ait pas voulu gêner un hôte dont il partage très largement les vues et qui, dans le toast qu'il prononça lors du dîner offert au président américain, déclarait : « *La paix ne peut pas être obtenue seulement en pleurant ou en criant son nom : elle ne peut être maintenue que si elle repose sur une force adéquate (...), même si cela suppose le sacrifice temporaire des intérêts individuels.* »

C'est là, semble-t-il, la philosophie d'une visite avant tout destinée (comme cela fut aussi le cas à Tokyo) à confirmer et à renforcer les liens militaires, stratégiques et, éventuellement, économiques, entre les Etats-Unis et leurs deux grands alliés régionaux, en même temps, bien entendu, qu'à conforter les relations personnelles des trois dirigeants, dont les positions publiques ont rarement paru aussi proches.

R.-P. PARINGAUX.

● *Manifestation contre la politique étrangère de M. Reagan.* — Environ vingt mille personnes selon la police, cinquante mille selon les organisateurs, ont manifesté, samedi 12 novembre, aux abords de la Maison Blanche pour protester contre la politique étrangère du président Reagan. M. Jesse Jackson, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle, a accusé le président « *d'utiliser de plus en plus la puissance militaire en premier plutôt qu'en dernier ressort* ». — (A.P.)

ASIE

Chine

UN PILOTE MILITAIRE CHINOIS SE RÉFUGIE A TAIWAN

Taipeh (*Reuter, A.F.P.*). — Un pilote militaire de la République populaire de Chine s'est posé le lundi 14 novembre, avec son chasseur MIG 17 sur l'aéroport international de Taipeh et a demandé l'asile politique aux autorités de Taiwan. Un porte-parole officiel a indiqué que l'appareil avait décollé d'une base aérienne située dans la province du Zhejiang. Il a ajouté que le pilote recevra une récompense de deux millions de dollars en or.

C'est la première fois depuis plusieurs années qu'un pilote militaire de Chine populaire se réfugie directement à Taiwan. D'autres pilotes se sont en revanche enfuis ces derniers temps vers la Corée du Sud, d'où ils se sont ensuite rendus à Taiwan.

● *Reprise des consultations sur Hongkong.* — La Chine et la Grande-Bretagne ont repris, ce lundi 14 novembre à Pékin, leurs négociations sur l'avenir de Hongkong. Cette nouvelle session de consultations s'ouvre alors que la Chine vient de rappeler qu'elle était déterminée à proclamer unilatéralement « *sa politique et ses principes* » concernant le territoire dans le courant de l'an prochain, si aucun accord n'est intervenu entre-temps avec la Grande-Bretagne. — (*A.F.P.*)

Pakistan

REGAIN D'AGITATION DANS LE SIND ET AU PENDJAB

Islamabad (*A.F.P., A.P., U.P.I.*). — De nouveaux et sérieux incidents se sont produits au Pakistan, où l'opposition s'efforce de relancer sa campagne d'agitation contre le ré*gime militaire*.

Dans la province méridionale du Sind, des centaines de personnes ont été arrêtées au cours de la nuit du 11 au 12 novembre. La police avait pour ordre d'interpeller les « délinquants » et de confisquer les armes détenues illégalement, mais il semble évident que l'opération avait pour but d'intimider les partisans du Mouvement pour la restauration de la démocratie. Au moins trois manifestations ont, d'autre part, été dis*persées par la police*.

Le samedi matin 12 novembre, huit cents prisonniers politiques détenus à Hyderabad, la seconde ville du pays, ont lancé, à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire, des slogans hostiles au régime et se sont également attaqués à leurs gardiens. Cette révolte, la seconde en une semaine dans le Sind, coïncidait avec l'annonce du maintien en détention sans jugement, pour une nouvelle période de quatre-vingt-dix jours, de responsables de l'opposition.

A Lahore, la capitale de la province du Pendjab, la police avait bouclé la ville, samedi 12 novembre, pour empêcher le déroulement de deux manifestations organisées par les avocats. Elle a également fait irruption dans l'enceinte de la Haute Cour, pour y arrêter trois personnes.

EUROPE

Pologne

Les autorités tentent de faire admettre de nouvelles hausses de prix

Les autorités polonaises ont présenté deux « options » pour la nouvelle hausse de prix attendue au début de l'année prochaine : ces « options », exposées samedi 12 novembre par la presse de Varsovie, correspondraient, selon les données officielles, à une hausse globale du coût de la vie de 4,5 % ou 6,5 % « seulement », alors même que les augmentations envisagées vont de 10 % à presque 70 %, et touchent à peu près tous les produits de base, y compris le pain et le beurre. La première « option » est supposée rapporter à l'Etat 120 milliards de zlotys, la seconde, qualifiée de « sociale », parce qu'elle fait porter l'essentiel des hausses sur des produits *déjà très rares, comme la viande de* bonne qualité, rapporterait 164 milliards de zlotys.

Les « compensations » envisagées semblent symboliques : entre 300 et 400 zlotys pour les salaires les plus bas, c'est-à-dire, une livre de jambon au prix actuel.

Ces hausses, selon la terminologie officielle, « *n'interviendront pas cette année* » — ce qui signifie sans doute qu'elles seront introduites le 1er janvier prochain. Elles s'ajouteront aux augmentations massives des prix qui ont suivi la proclamation de l'état de guerre, et ont entraîné une forte baisse du niveau de vie au cours de l'année 1982.

Pour tenter de fournir un exutoire au mécontentement attendu, le pouvoir a lancé une opération dite de « consultation » à propos des hausses de prix. Ce type de « consultation » se traduit d'ordinaire par la publication, dans la presse, d'opi*nions appuyant sur le fond le prin*cipe de la hausse et, éventuellement, en critiquant les modalités. Cependant, les dirigeants semblent prendre au sérieux les risques de dérapage social : l'affaire du rationnement-surprise du beurre, au début du mois, et les vives réactions suscitées au sein de la population, et même au sein des nouveaux « syndicats » patronnés par le pouvoir, ont constitué un premier avertissement. Certains responsables de second rang ont été sanctionnés, ce qui a permis à la presse de féliciter le général Jaruzelski pour la manière dont il a réagi à l'affaire. Le rationnement demeure. — (*A.F.P., U.P.I., A.P.*)

Espagne

UN OFFICIER DE MARINE ASSASSINÉ A BILBAO

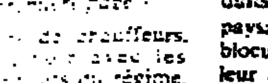
Bilbao (*Reuter*). — Un officier de marine, le lieutenant Antonio de Vicente Comesana, a été tué samedi 12 novembre près de Bilbao par des assaillants soupçonnés d'être des séparatistes basques. La police a précisé que les cartouches retrouvées sont du même type que celles utilisées par les militants de l'ETA.

U.R.S.S.

M. ANDROPOV « VA BIEN »

Différents responsables soviétiques se sont appliqués à donner des nouvelles rassurantes sur *la santé de M. Youri Andropov*, qui n'a pas été vu en public depuis la mi-août.

Le secrétaire général du P.C. soviétique « *va bien* », a déclaré à Bombay le ministre soviétique de la construction lourde, M. V. Goldine. Le rédacteurs en chef des *Izvestia*, M. Lev Tolkunov, a annoncé, dans une interview publiée dimanche à Tokyo par le quotidien *Asahi Shimbun* que M. Andropov réapparaîtrait *prochainement en public*. A Moscou, les « sources » soviétiques font état de la « *convalescence* » du chef du parti et de sa prochaine réapparition. L'une de ces « sources » a indiqué que l'absence de M. Andropov au défilé des cérémonies de l'anniversaire de la révolution d'Octobre était *sans grande signification*, d'autant que l'intéressé « *n'apprécie guère les apparitions en public* », mais a ajouté que la présence (ou l'absence) du dirigeant à l'occasion d'un plénum du comité central, « *où des décisions réelles sont prises* », serait beacoup plus significative. Une confidence qui a l'avantage de faire durer le suspens pendant plusieurs semaines encore, puisque le prochain plénum est prévu pour le mois de décembre. — (*U.P.I., A.F.P.*)







هكذا من الأصل

Voyage à travers la résistance afghane

(Suite de la première page.)

Les corporations de chauffeurs, qui n'ont rien à voir avec les fantomatiques syndicats du régime, traitent d'égal à égal avec les responsables de la résistance, et probablement aussi avec les gouvernementaux. Les camions chargés de marchandises passent aisément les barrages militaires moyennant un petit bakchich que ne dédaignent pas non plus les Soviétiques. Là où la concurrence entre chauffeurs peut être vive, leurs corporations mettent sur pied une réglementation. Ainsi, pour aller du Hazaradjat libéré au Pakistan (quinze heures de Jeep si tout va bien), on peut partir de deux bazars : l'un, hazara chiite, a plus de clients, pour des raisons géographiques ; l'autre, pachtoune sunnite, est un point de passage obligé à partir du premier. Les deux corporations ont donc signé un accord : les véhicules partent par groupe de deux : un chauffeur chiite et un autre sunnite (ce qui est appréciable en cas de panne dans le désert). Le prix est fixe et payé directement au bureau de la corporation.

Les partis locaux de la résistance se gardent bien d'interférer, se contentant de prélever une taxe par véhicule. C'est une constante que l'on rencontre dans toute la résistance afghane : les combattants répugnent à intervenir dans la vie économique et sociale sauf en cas d'abus manifeste (stockage de blé en période de pénurie par exemple). Ce respect pour la société civile s'explique par le traumatisme qu'a constitué l'interventionnisme violent et maladroit des communistes (surtout de la tendance khalq) mais aussi par l'influence du droit islamique, qui se contente de fixer les limites dans laquelle une transaction est permise. Enfin aucun des partis n'est suffisamment fort pour prendre en main l'économie de la résistance. Mais cette autonomie de la société civile constitue aussi un atout pour la résistance qui jouit ainsi d'une grande souplesse et d'une grande capacité à s'adapter aux circonstances.

Un réseau de solidarité

Au Hazaradjat, que l'on a cru assiégé et affamé, les bazars poussent comme des champignons. En revanche, dans la province limitrophe de Ghor, plus aucun camion n'est passé depuis 1979 et le seul bazar encore ouvert est aux mains des soviétiques, Si bien que les paysans font quatre à cinq jours de voyage à cheval ou à pied pour s'approvisionner dans les bazars hazaras. Des commerçants de Kaboul y délèguent leurs fils, menacés par le service militaire, pour tenir la boutique jusqu'à l'hiver. On y trouve de tout : thé, tissus, cigarettes et antibiotiques... Au Hazaradjat chiite, cette apparente normalisation a un aspect un peu surréaliste : les résistants, principalement groupés dans la Shura (le «conseil», organisation modérée et cléricale), ont repris les habitudes de l'ancien régime : conscription, uniformes en loques des soldats, bureaux (avec horaires de travail et repos hebdomadaire), impôts, carte d'identité, etc. Pour circuler quand on est étranger, il suffit d'avoir une lettre d'introduction, dûment tamponnée, et de prendre l'autobus. Pas de guide, pas d'escorte. A quoi bon, puisque tout est normal !

Certes, tout cela est précaire : il suffit que les Soviétiques coupent l'unique route qui va de Kaboul au centre du pays pour que toute cette économie s'effondre. Il suffit que les bazars soient bombardés régulièrement (jusqu'ici, ils n'ont été attaqués qu'une ou deux fois par an, sans résultats tangibles). A la moindre rumeur les prix flambent. Mais les Soviétiques doivent aussi nourrir la capitale et ils ont besoin des produits alimentaires et du bois que les paysans vendent dans les bazars. Un blocus économique des campagnes leur coûterait très cher en subventions pour approvisionner la ville. Car il s'établit, dans cette guerre, des équilibres entre les deux camps et il est difficile de savoir lequel en retire le plus grand bénéfice à long terme.

Dans les régions tribales ou reculées, la résistance a rarement mis en place une structure politique pour encadrer la population. Les gros propriétaires, s'il y en a, sont généralement partis au Pakistan, comme partout dans le pays. Le pouvoir est aux mains des *malek*, ces chefs de village désignés par consensus, et des «barbes blanches». On circule généralement de village en village, reçu selon le cérémonial traditionnel de l'hospitalité afghane. Il suffit d'être présenté par les gens du village précédent.

Ici le lien personnel l'emporte sur les considérations politiques même si la population se situe sans ambiguïté dans la résistance. Chaque Afghan se sent lié à un groupe communautaire (la *gawm*) qui peut aussi bien être une tribu, un clan, une parentèle ou une simple communauté villageoise. Cette appartenance dessine un réseau de solidarité capable de résister à bien des haines politiques. C'est ainsi que dans la province de Ghor j'ai pu rencontrer un homme que tout le monde tenait manifestement à juste titre pour un agent gouvernemental : voyageant de village en village, sous prétexte de commerce, il faisait de la propagande en faveur du régime, pour lequel il avait officiellement travaillé jusqu'à l'an passé. Un groupe de la résistance a tenté de l'abattre, mais sa *gawm* a fait savoir que sa mort au combat ne serait pas considérée comme une offense, mais son exécution sur son territoire impliquerait, en revanche, le devoir de vengeance, débouchant sur une de ces vendettas que la résistance veut à tout prix éviter. L'homme est donc libre. Mais là encore, le jeu est réversible, et la résistance bénéficie souvent d'informations fournies par des gens du gouvernement qui, même communistes convaincus, préviendront leur groupe de ce qui les menace.

Dans ces zones traditionnelles, le poids des notables est généralement plus fort que celui des religieux et la justice relève plus souvent des *jirga* (conseil des «barbes blanches», voire de tous les hommes adultes) que des *qazi* (juges religieux). Mais n'en concluons pas que la société traditionnelle afghane a su s'adapter à une guerre longue et peu spectaculaire. Une étude plus précise des partis de la résistance, de leur implantation et de leur pratique de la guerre, montre que là où la résistance est la plus efficace la société a subi une nette évolution, caractérisée en particulier par l'émergence de cadres islamistes jeunes et nouveaux, cela au moment précis où les Soviétiques, abandonnant toute politique de « bolchévisation » des campagnes, bâtissent leur politique de pacification sur les mécanismes de la société traditionnelle, à l'instar des Britanniques au dix-neuvième siècle.

OLIVIER ROY.

Prochain article :

La guerre sainte.

L'ÉLECTION MUNICIPALE D'AULNAY-SOUS-BOIS ET LA COHÉSION DE LA MAJORITÉ

Le bon report des suffrages de l'extrême droite assure une nette victoire à l'opposition

Il n'y a pas eu, pour la gauche, de miracle d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). La victoire de l'opposition est nette. La liste conduite par M. Jean-Claude Abrioux (R.P.R.) devance celle du maire communiste sortant, M. Pierre Thomas, de 2369 voix, alors qu'en mars dernier, avant l'invalidation du scrutin par le Conseil d'Etat, la gauche l'avait emporté de 302 voix.

Les transferts de voix se sont opérés de façon presque parfaite de part et d'autre. Il y a eu 412 votants de plus qu'au premier tour, mais cette augmentation de la participation n'a pas modifié ces reports. La liste de M. Abrioux, constituée par le R.P.R., l'U.D.F. et le CNIP, recueille 54,41 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire, à 0,04 point près, exactement le potentiel de voix dont disposait l'opposition après le premier tour (54,45 %).

Les 2480 électeurs qui avaient soutenu la liste du Front national se sont presque tous ralliés au chef de file de l'opposition. M. Jean-Marie Le Pen, furieux de l'« *ostracisme* » manifesté à son endroit par l'état-major du mouvement chiraquien, n'avait pourtant donné aucune consigne précise de vote. Au contraire, les affiches apposées à Aulnay par ses militants stigmatisaient le « *mépris inexcusable* » du R.P.R., parlaient de la « *légitime indignation* » de ses électeurs locaux et n'appelaient même pas à « *faire barrage* » aux communistes, comme le président du Front national l'avait dit au lendemain du premier tour.

La liste de l'union de la gauche a récupéré quelques-uns des suffrages accordés le 6 novembre à l'extrême droite dans les bureaux où elle avait recueilli, jusqu'à présent, la majorité absolue, mais ce mouvement est demeuré trop limité pour influer sur le résultat final.

Par rapport au potentiel de voix de gauche à l'issue du premier tour, la liste de M. Thomas a ainsi gagné 2,34 points au bureau 28 ; 2,11 points au bureau 18 : 1,71 point au bureau 34 : 1,55 point au bureau 27 ; 1,26 point au bureau 31 ; 1,08 point au bureau 32 : 0,9 point au bureau 24 ; 0,8 point au bureau 6, avec une exception au bureau 36, où elle a perdu 1,68 point. Au total, cette liste ne progresse que de 0,04 % sur l'ensemble des suffrages dont la gauche bénéficiait une semaine auparavant (45,58 % contre 45,54 %). Les ralliements à M. Thomas de l'extrême gauche (Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire) et du chef de file de la liste d'intérêt local « Aulnay demain », M. Roger Henriot, ancien memebre du M.R.G., n'ont pas modifié les données du scrutin.

Les manœuvres de dernière heure et quelques incidents n'ont pas influé non plus sur le corps électoral. L'opposition avait notamment dénoncé, samedi, la diffusion de deux « *faux tracts* » visant à « *gonfler* » le nombre des bulletins nuls au profit de la majorité sortante. Le premier appelait les électeurs à rayer, sur la liste de M. Abrioux, le nom du candidat du CNIP, M. Yves Van Ghele, ancien membre du Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite). Le second appelait à y ajouter le nom de M. Guy Viarengo, qui avait conduit la liste du Front national. Il y a eu 123 bulletins nuls de plus qu'au premier tour, ce qui n'a eu qu'une incidence *infime*. Dans la nuit de vendredi à samedi, la permanence du maire communiste sortant avait connu un début d'incendie provoqué par deux *cocktails Molotov*, mais cette tentative d'attentat est passée pratiquement inaperçue.

En définitive, M. Abrioux l'a emporté dans 27 des 37 bureaux de vote, et notamment dans tous les bureaux du canton sud de la ville dont il est devenu le conseiller général en mars 1982. La gauche reste majoritaire dans la moitié des bureaux du canton nord, où se situent les grands ensembles à forte population ouvrière et immigrée, mais ses positions s'y sont considérablement effritées. Après Dreux (Eure-et-Loir), Sarcelles (Val-d'Oise), Antony (Hauts-de-Seine) et Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), Aulnay-sous-Bois devient donc la cinquième commune de plus de trente mille habitants prise à la majorité présidentielle par l'opposition à la suite des invalidations prononcées pour fraudes par le Conseil d'Etat, la gauche n'ayant conservé que la municipalité de *Trappes (Yvelines)*.

« Les paras à l'Elysée ! »

Bien que certains facteurs particuliers soient entrés en ligne de compte, notamment la mort de l'ancien maire, Robert Ballanger, ancien président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, dont l'audience personnelle était très forte, le cas d'Aulnay illustre avec quelle rapidité s'est dégradé le crédit de la gauche depuis mai 1981. Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. François Mitterrand y avait recueilli, en effet, 60,11 % des suffrages exprimés. Plus que la fraude relevée par le Conseil d'Etat, au deuxième tour de mars dernier, dans le bureau 33, les électeurs aulnaysiens ont voulu, dans leur majorité, sanctionner à la fois le parti communiste, qui dirigeait la mairie depuis dix-huit ans, et la politique de la majorité. La sanction semble même frapper beaucoup plus le gouvernement que le P.C., si l'on considère que dans cette commune industrielle, aux moyens financiers importants, la gestion communiste s'était traduite, au fil des ans, par d'importantes réalisations dans tous les domaines.

Le maire battu, M. Thomas, affirmait d'ailleurs, dimanche soir, que la victoire de la droite tenait certes à la « *démagogie effrénée* » du chef de file de l'opposition, mais aussi à « *la récupération d'un mécontentement légitime existant à Aulnay, comme dans l'ensemble du pays, en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de conditions de vie* ».

Le vainqueur, M. Abrioux, soulignait que son succès signifiait non seulement « *le rejet d'une gestion socialo-communiste aberrante* », mais aussi, « *au plan national, le refus d'une politique économique et sociale irréaliste* ».

Plusieurs centaines de militants de l'opposition ont défilé dans les rues de la ville, drapeaux tricolores *en tête et derrière une banderole* attestant le changement intervenu sous une formule sans ambiguïté : « *Changement de propriétaire !* ». Toutefois, M. Abrioux n'a pas pu pénétrer à l'intérieur de l'hôtel de ville, isolé par les forces de l'ordre, la délégation spéciale mise en place depuis la décision d'invalidation ayant refusé cet accès à tous les candidats. Il n'y a pas eu d'incident grave malgré la présence d'une cinquantaine de militants d'extrême droite venus d'ailleurs et appartenant, du moins certains d'entre eux, au P.F.N. et au GUD (Groupe Union Défense).

Quelques représentants de la presse ont été néanmoins insultés, ou traités de « *bougnoules* » et quelques militants d'extrême gauche aspergés de gaz lacrymogènes. La foule joyeuse criait « *Nettoyez la mairie !* », « *Mitterrand démission !* », « *Les cocos à Moscou !* ». Les jeunes gens d'extrêmes droite, cheveux courts, blousons de cuir noir, foulards sur le bas du visage, scandaient : « *Ils ont le SIDA !* » et « *Les paras à l'Elysée !* ». Le héros de la soirée, M. Abrioux, affirmait sa volonté de gérer « *sans esprit partisan* » une ville d'Aulnay « *enfin libérée* ».

ALAIN ROLLAT.

	13 NOVEMBRE		6 NOVEMBRE		13 MARS		6 MARS	
Inscrits	40 927		40 934		42 248		42 248	
Abstentions	32,81 %		33,83 %		30,68		37,24	
Suffrages exprimés	26 853		26 594		27 874		25 694	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Un. opp. (M. Abrioux, R.P.R.)	14 611	54,41	12 083	45,13	13 786	49,45	12 130	47,20
Un. g. (M. Thomas, P.C.F.)	12 242	45,58	10 733	40,35	14 088	50,84	12 563	48,89
F.N.			2 480	9,32				
Act. loc. (M. Henriot, div. g.)			939	3,55				
V.T. (M. Gaillemot, L.O.) (1)			439	1,65			625	2,43
P.C.I. (M. Segura)							376	1,46

(1) V.T. (Voix des travailleurs) : Lutte ouvrière + Ligue communiste révolutionnaire.

Le P.C.F. et le reflux de la gauche

(Suite de la première page.)

En termes d'opinion publique, il apparaît secondaire par rapport aux *divergences sur la politique économique* et sociale. Contrairement au P.S., le P.C. met l'accent sur ces divergences plutôt que sur celles qui touchent à la politique étrangère : les amis de M. Marchais se sentent plus à l'aise sur ce terrain-là, où ils jugent la distinction plus payante du point de vue de la concurrence électorale. En outre, ils sont, en matière extérieure, isolés. Car le chef de l'Etat a su élargir le consensus national qui entoure *traditionnellement* l'action de la France.

Pourtant, à ce même moment, pèse sur la gauche, et plus particulièrement sur les socialistes français, la mémoire de leur propre histoire. Ne se sont-ils pas toujours brisés sur des situations de conflits internationaux : la S.F.I.O. une première fois après la première guerre mondiale, une seconde fois à l'occasion de la seconde, une troisième fois après 1956, l'expédition de Suez et la guerre d'Algérie. La gauche elle-même ne s'est-elle pas rompue en 1947, au plus fort de la guerre froide ?

A l'inverse, et plus récemment, elle s'est ressoudée en période de détente (1972 et le programme commun), puis redéchirée dans une phase que l'on a pu dire de retour à la guerre froide (1979-1981, Afghanistan, Pologne). Il n'échappe à personne qu'aujourd'hui l'enjeu est historique. M. Mitterrand avait été dûment averti par les Soviétiques du sérieux de l'affaire. Dès 1980, l'hebdomadaire *Temps nouveaux* l'avait classé « *à la droite de la droite* ». M. Mitterrand avait alors répliqué en observant que, pour ne pas encourir de tels qualificatifs, il fallait « *garder la bouche scellée sur les deux lettres et ce chiffre tout rond : SS-20* ».

Cette question, primordiale pour l'U.R.S.S., est, à l'évidence, de celles qui perturbent le plus le P.C.F.. Elle n'est pas la seule : citons, parmi les échéances intérieures, les négociations salariales et les restructurations industrielles, avec les inquiétudes que celles-ci suscitent pour l'emploi, notamment dans la sidérurgie et surtout le charbon. Les Charbonnages, qui entrent en grève, sont présidés par un élu communiste, membre du comité central, M. Georges Valbon ; les plans du gouvernement contrarient à ce point le P.C.F. que M. Valbon a *présenté sa démission*. Cette décision politique n'a pu être prise qu'au niveau de la direction du parti (1). Dans le même temps, la C.G.T. fait savoir que l'« écart » entre ses propres orientations et la politique du gouvernement s'est accru. Il est des signes qui ne trompent pas.

Tout concourt donc à poser la question de la cohésion de la majorité et de la participation des communistes au gouvernement. Il n'est plus un dirigeant socialiste qui n'intègre, désormais, dans ses hypothèses celle d'une possible dissociation du P.C.F. de la coalition gouvernementale. Cette hypothèse mérite un nouvel examen pour trois raisons.

1) Les communistes mettent maintenant leurs échecs électoraux au compte de la politique de la gauche. 2) Ces revers affectent le cœur même du dispositif communiste. 3) L'image du P.C.F. continue de se dégrader dans l'opinion : le comité *central, réuni lundi* et *mardi à Montreuil*, traite, précisément, de la stratégie de communication que doit adopter le P.C.F.

Le fait nouveau, dont l'élection d'Aulnay a été l'occasion, est l'interprétation qui est donnée du recul de la gauche. Entre les deux tours, M. Paul Laurent avait trouvé les mêmes mots que M. Chirac pour évoquer l'« *exaspération* » des couches *populaires face aux carences* gouvernementales. Dimanche, M. Marchais et, en termes plus nets encore, M. Marcel Rosette, président des élus communistes, a parlé de l'abstention « *des gens mécontents de l'action du gouvernement* ».

Voilà qui est clair. Il est non moins clair que le « *communisme municipal* », grâce aux relais de tous ordres qu'il lui procure, est la principale victime de cette politique. Et même si le P.C.F. peut se prévaloir du fait que, à l'occasion des élections cantonales partielles, il résiste mieux que le P.S., il reste, pour l'opinion, un parti en déclin, dont la présence au gouvernement est perçue comme un handicap pour le pouvoir.

Une gauche minoritaire, sur laquelle pèse l'hypothèque communiste, alors que, en face, la droite reste murée dans une hostilité de principe (2), tel est le tableau. Il est sombre.

Cependant le pouvoir n'est pas sans défense. L'appui des évêques prive le P.C.F., dans l'affaire des euromissiles, sinon d'un relais, du *moins d'un écho qui lui aurait* permis d'être plus offensif. Le même P.C.F. se voit contraint de « vérifier » l'accord de 1981, qui fonde sa participation au gouvernement. Dans l'esprit des dirigeants socialistes, cette « vérification » doit principalement porter sur la politique extérieure. *Il s'agit*, en quelque sorte, de réussir avec le P.C.F. ce qui l'a été avec le P.S. : le « verrouillage » – ou, si l'on préfère, la « synthèse » – sur des questions dont le président de la République dit, à peu près à chaque conseil des ministres, qu'elles sont décisives pour le pays. Au congrès de Bourg-en-Bresse, les deux principaux discours, ceux de MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin, étaient une défense et illustration de la politique d'« d'équilibre » de la France dans le monde. Avant le sommet P.C.F.-P.S. prévu fin novembre, l'objectif est le même : l'union aux conditions posées par M. Jospin (et par M. François Mitterrand), afin que *la politique du gouvernement*, et notamment sa politique extérieure, cesse d'être « décrédibilisée » de l'intérieur. Le moins que l'on puisse dire est que le sommet P.C.F.-P.S., qui doit décider de l'avenir immédiat (à l'horizon 1986) de la coalition majoritaire, est à la fois nécessaire et difficile. De chaque côté les enchères montent au fur et à mesure que l'obstacle se rapproche.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Elle était envisagée dès le mois de juin dernier, après que M. Fiterman eut exprimé le désaccord de son parti sur la politique charbonnière du gouvernement lors d'un comité interministériel le 30 mai (voir *le Monde du 8 juillet*).

(2) Ainsi, les efforts de M. Barrot pour convaincre l'enseignement privé de ne pas négocier sont le plus récent exemple de cette attitude.

REJETANT TOUTE ACCUSATION DE FRAUDE

M. Marchais attribue les « pertes de la gauche » au recul du P.S.

M. Georges Marchais a prononcé, dimanche 13 novembre, devant le troisième congrès de l'Association nationale des élus communistes et républicains, réuni au Palais des sports de Saint-Denis, un discours dans lequel, après avoir évoqué, brièvement, les « *scandales politico-financiers* » auxquels avaient été mêlé, dans le passé, l'actuelle opposition, M. Marchais a déclaré qu'« *aucun chiffre, aucun résultat* » *ne permet d'affirmer que* les défaites subies par « *la gauche* » dans les élections municipales partielles peuvent être imputées « *à une fraude qui aurait eu lieu au mois de mars dernier* ».

M. Marchais a expliqué que « *ces résultats s'insèrent, sans aucune amplification significative, dans une tendance générale à une baisse électorale de la gauche* », tendance avérée par les élections cantonales partielles. Il a observé que si la gauche avait perdu 8,56 points au premier tour de scrutin à Aulnay-sous-Bois par rapport au 6 mars dernier, il n'avait manqué « *que onze voix au maire communiste par rapport à mars dernier, dans le bureau n° 33 qui avait été à l'origine de l'annulation* ».

« *Enfin*, a déclaré M. Marchais, *on peut, à l'examen détaillé de ces différents résultats, déceler sans grand risque de se tromper l'origine des pertes des voix de la gauche : on le voit naturellement à Villeneuve-Saint-Georges, où tout montre que la victoire était possible si les conditions de l'union de la gauche avaient été franches et loyales ; mais on le voit dans toutes les autres communes où, partout, les pertes de la gauche sont plus importantes dans les bureaux de vote où le parti socialiste [avait] enregistré ses meilleurs résultats en 1981.* » Ces résultats confirment, selon le secrétaire général du P.C.F., les indications qui ressortent des élections cantonales partielles : forte baisse du P.S., léger redressement du P.C.F. (voir *le Monde* daté 9-10 octobre). Or les municipalités perdues avaient été conservées, en mars dernier, « *sur le fil* ».

Une campagne préparée de longue date

M. Marchais a déclaré, ensuite, que les communistes doivent s'adresser à eux-mêmes « *quelques reproches* » pour n'avoir pas pris, dès le début, la mesure de la « *campagne de grande ampleur, préparée méticuleusement et de longue date* », et dont le premier acte avait été le dépôt par l'opposition, après les élections municipales de mars, de « *trois mille six cents demandes d'annulation* » auprès des tribunaux administratifs.

« *Il faut dire*, a ajouté M. Marchais, *que nous avions des excuses : accuser les élus communistes de fraude et de tricherie est tellement opposé à tout ce que nous sommes ! (...), ce seraient ces hommes et ces femmes, dont la rectitude morale – le mot ne nous fait pas peur – est devenue proverbiale, qui auraient couvert des irrégularités avec des ruses de maquignon ? Non, nous sommes-nous dit lorsque cette gigantesque manipulation a commencé, c'est trop gros, ce mensonge ne prendra pas.* »

Or, selon M. Marchais, « *c'est, précisément, parce que l'honnêteté et le respect, en toutes circonstances, du suffrage universel constituent des points forts des élus communistes, que cette machination a été lancée, avec les énormes moyens dont elle dispose* ». « *Car il en va ainsi*, a-t-il dit, *de manière méthodique, systématique à l'encontre de tout ce qui fait l'image de notre parti.* »

Ainsi, a déclaré le secrétaire général, les adversaires du P.C. mettent en cause son attachement à la liberté, « *en s'appuyant sur les manquements graves à la démocratie, qui ont existé ou qui existent dans des pays où se construit une société socialiste* ». De même, la position des communistes sur les événements de Pologne leur a valu d'être accusés de ne pas défendre les intérêts de la classe ouvrière et les droits des syndicats. Il sont, aussi, présentés « *comme des diviseurs (...), prêts à sacrifier l'union si cela pouvait servir* [leurs] *intérêts* ». Enfin, à propos des euromissiles, « *on assimile, contre toute vraisemblance, les choix souverains* [du P.C.F.] *à ceux d'un Etat étranger* ». M. Marchais a souligné que ces « *campagnes* » ne sont pas « *sans effet* », qu'elles font du « *mal* » au P.C.F. et « *obscurcissent* » le sens de ses positions. Aussi les communistes doivent-ils, à leur tour, « *engager l'offensive sur ce terrain* ». « *Les militants, les élus communistes, ont les mains propres*, a déclaré M. Marchais. *Ils n'ont pas peur du verdict populaire, ils le respectent en toutes circonstances, et ils ne demandent rien d'autre que la même vigilance démocratique de la part de tous ! Puisqu'on parle de la fraude électorale, nous en reparlerons ! Et on verra, le moment venu, qui la combat et qui s'en accommode, s'il ne l'organise pas.* »

Le secrétaire général a ajouté : « *Nul ne doit se faire d'illusion quant à notre résolution unitaire et constructive. Et nul ne doit, non plus, se faire d'illusion quant à notre volonté de travailler à un élargissement de l'audience de notre parti, tant il est vrai que l'expérience a montré qu'un parti communiste influent et actif est indispensable pour que le mouvement populaire aille de l'avant.* »

Parler vrai

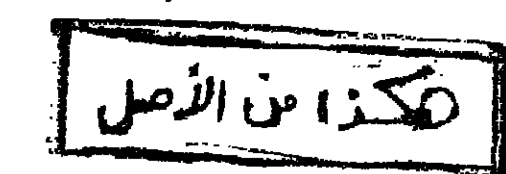
Que la « *rectitude morale* » des militants et des élus communistes soit incontestable, d'accord. Que les élus du P.C.F. ne s'enrichissent pas grâce à leur mandats, c'est évident. Qu'ils ne *soient pas « corrompus »*, on en est convaincu. Faut-il pour autant avaler comme pain béni toutes les conclusions que M. Georges Marchais tire de ce constat ?

« *Non*, affirme le secrétaire général du P.C.F., *les militants, les élus communistes ne « fraudent » pas ; ils ne l'ont jamais fait.* » Eh bien si, quelques-uns l'ont fait. Ne serait-ils qu'une poignée, ils l'ont fait. Et se fier, pour le reconnaître et le dire, aux *décisions du Conseil d'Etat, n'est* pas participer à une campagne « *proprement monstrueuse* » nourrie de « *haine anticommuniste* ». Ce n'est pas, non plus contester l'« honnêteté » de l'ensemble des élus communistes. Honnêteté dont *l'Humanité* estime qu'il s'agit de leur « *point fort* », comme si les autres l'étaient moins, par nature, puisqu'ils ne sont pas communistes.

Dès lors que la fraude, selon *M. Marchais, est une pure invention* de la droite et de la presse qui la soutient, les échecs électoraux de la gauche ne seraient imputables qu'aux reculs massifs du parti socialiste. La direction du parti socialiste est bien mal payée d'avoir fait silence sur les fraudes passées et d'avoir reconduit, comme si de rien n'était, des listes d'union là où les scrutins de mars étaient annulés.

On peut comprendre que M. Marchais décerne à tous les élus communistes un brevet de bonne conduite, niant ainsi les fautes de quelques-uns. Mais il est permis, sans « *haine* », de ne pas admettre le mensonge. On peut comprendre que, par souci unitaire et afin de ne pas amoindrir encore un peu plus les chances électorales de la gauche, la direction du parti socialiste se soit contrainte à la discrétion. Faut-il pour autant admettre le silence ? Après réflexion, après avoir beaucoup tardé, le P.S., par la voie de son numéro 2, M. Jean Poperen, a répondu que non.

JEAN-YVES LHOMEAU.



هكذا من الأصل

Les élus communistes à la recherche d'une « autre façon de gérer »

Les difficultés que connaît le parti communiste, dans des villes qu'il administre, souvent, depuis longtemps, ont été illustrées par l'ampleur de ses reculs électoraux, lors des élections de mars dernier, et par la perte, lors de scrutins partiels, de municipalités qu'il avait, dans un premier temps, conservées de peu. Le troisième congrès de l'Association nationale des élus communistes et républicains (A.N.E.C.R.), réuni au Palais des sports de Saint-Denis le samedi 12 et le dimanche 13 novembre, a été l'occasion, pour les responsables communistes, de préciser leur conception de ce que doit être, aujourd'hui, la gestion municipale du parti.

Dans le rapport introductif qu'il a présenté samedi, M. Marcel Rosette, sénateur du Val-de-Marne, président de l'A.N.E.C.R., a indiqué que le P.C.F. avait perdu cinquante-sept mairies de communes de plus de trois mille cinq cents habitants (1), par rapport aux résultats de 1977, mais qu'il avait gagné quatre-vingt-quatorze mairies de communes moins importantes, ce qui établit le nombre total de ses maires à mille quatre cent quatre-vingt-sept (dont deux cent huit apparentés), soit trente-sept de plus qu'en 1977. Le nombre des conseillers municipaux communistes et apparentés est proche de vingt-sept mille.

M. Georges Marchais a souligné, dans le discours qu'il a prononcé à la fin du congrès, que ces maires et ces conseillers municipaux sont *« les élus de tous »*. Le secrétaire général du P.C.F. a apporté des assurances aux élus du parti, surtout aux maires, en soulignant que ceux-ci ne représentent pas *« les seuls communistes ni même* [leurs] *seuls électeurs »*, mais *« toute la population dans sa diversité »*. M. Marchais a souligné la différence entre le maire communiste, qui *« se doit de réaliser un programme adopté dans l'union par l'ensemble de la liste qu'il a conduite »*, et le secrétaire de cellule ou de section, qui *« met en œuvre une politique, celle que son parti a définie lors de son congrès »*. Il a précisé que les élus ne sont *« ni des relais ni les courroies de transmission »* des responsables locaux du parti.

Sortir de son bureau

Cette mise au point aura été appréciée par les maires, qui avaient réagi diversement, dans la période 1977-1981, aux incitations dont ils avaient été l'objet et qui visaient à leur faire traduire, dans l'exercice de leur mandat, la politique — dirigée contre le P.S. — qui était, alors, celle du P.C.F. En revanche, M. Marchais a repris certains griefs des cadres du parti à l'encontre des élus, en mettant en garde ceux-ci *« contre toute tendance à s'engluer dans des tâches administratives, voire bureaucratiques »*. *« Nul,* a-t-il dit, *ne peut penser connaître une fois pour toutes les besoins des habitants, comme s'il s'agissait de réalités intangibles. Il faut, au contraire, être attentif à ce qui se transforme, à ce qui apparaît, aux aspirations qui grandissent et qui peuvent nous conduire à revoir telle forme de gestion, à abandonner telle manière de faire, à expérimenter tel style nouveau de travail. En un mot, il nous faut mettre en œuvre une gestion du quotidien. Et pour y parvenir, la meilleure boussole, c'est le contact direct, la relation suivie, la présence sur le terrain. »*

M. Rosette a précisé, dans son rapport, les principes qui doivent guider cette *« autre façon de gérer »*. Il a souligné lui aussi, comme devait le faire dimanche M. Marchais, qu' *« une bonne gestion ne se fait pas à partir d'un bureau »*.

Dans le domaine économique, M. Rosette a incité les maires à soutenir les contrats proposés par M. Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi, à favoriser la coopération entre les entreprises, à offrir à celles-ci des infrastructures, à participer à des études de solutions industrielles pour les entreprises en difficulté, à faire en sorte que les *« friches industrielles »* ne soient pas l'occasion d'opérations immobilières, mais soient réservées à des activités industrielles.

Il s'agit, en fait, pour les élus communistes, de défendre la vocation industrielle des communes qu'ils administrent dans les banlieues des grandes villes et de lutter contre ce que M. Rosette a appelé la *« stratégie de l'organisation de la vie sociale »* mise en œuvre par la droite, qui *« a réussi à modifier la composition de la population »* des communes à municipalité communiste.

La modernisation du communisme municipal ne doit pas, toutefois, aux yeux des responsables du P.C.F., se borner à des tentatives, aléatoires au demeurant, pour protéger le milieu sociologique qui avait été propice à son enracinement. Certes, les communistes revendiquent la maîtrise des élus sur l'attribution des logements sociaux construits dans leur commune — afin de s'opposer, notamment, à la concentration travailleurs immigrés sur leur territoire —, mais M. Rosette a souligné que certaines hiérarchies de priorités doivent être révisées et que, par exemple, certaines aides sociales des communes doivent être étendues à des familles disposant de plus hauts revenus que celles qui en bénéficient aujourd'hui.

M. Rosette a exprimé sa *« préoccupation »* devant le risque que certaines des propositions de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, *« ne se traduisent par l'institutionnalisation du dualisme scolaire au sein du service public »*, mais il a, surtout, appelé les élus communistes à faire *« plus, beaucoup plus en direction* [de] *et avec la jeunesse »*. Retrouver le contact avec la jeunesse, c'est, en effet, la condition principale d'un renouveau du communisme municipal.

PATRICK JARREAU.

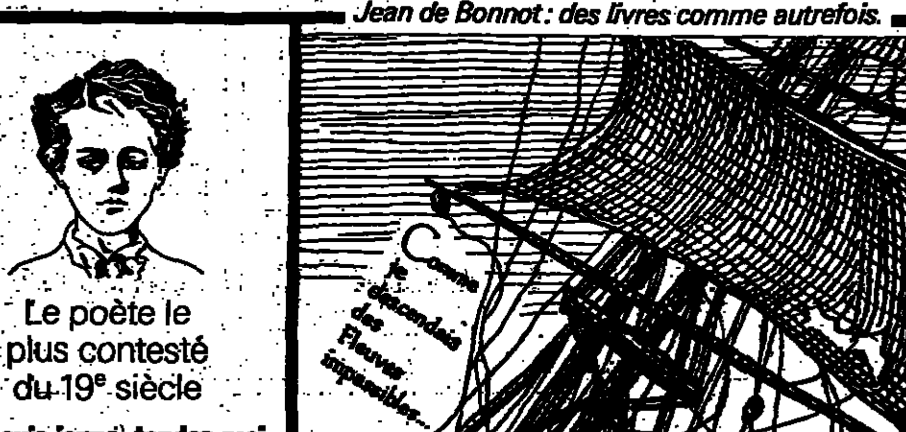
(1) Dont seize villes de plus de trente mille habitants, auxquelles se sont ajoutées Sarcelles, Antony, Villeneuve-Saint-Georges et Aulnay-sous-Bois.

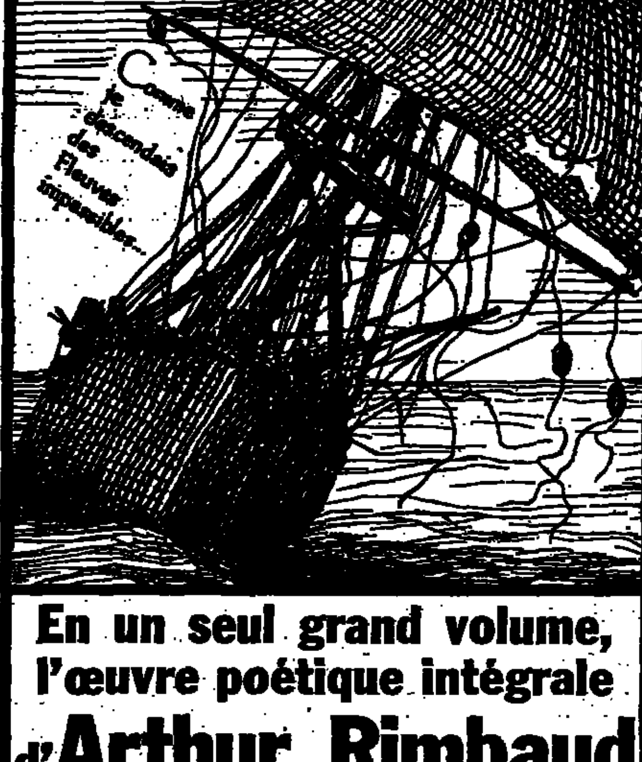
RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré au marathon budgétaire à l'Assemblée nationale, publié dans *le Monde* daté 13-14 novembre 1983, une erreur technique nous a fait qualifier M. Michel Rocard de « monstre technique » ; c'est bien entendu « ministre technique » qu'il fallait lire.











Le Monde

société

LA RÉPONSE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

La déclaration du Comité national

La déclaration intitulée « Réponse du comité national de l'enseignement catholique au texte gouvernemental du 19 octobre 1983 » a été adoptée, le 12 novembre, par 36 voix contre 1. En voici le texte complet :

« Le Comité national de l'enseignement catholique, réuni le 12 novembre 1983, a procédé à l'examen du texte que le gouvernement a publié le 19 octobre 1983, concernant les rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé.

» Le Comité de l'enseignement catholique affirme à nouveau que la nécessaire rénovation du système éducatif français ne peut être réalisée hors d'un pluralisme d'établissements qui, seul, permet l'expression de projets spécifiques et le libre choix de l'école pour les parents et les personnels. Cela implique la reconnaissance de la liberté effective de l'enseignement sans pénalisation d'aucune sorte, dans l'égal accès de tous à l'éducation et dans le respect des consciences et des choix éducatifs, individuels et collectifs.

» *Le texte du gouvernement présente* quelques ouvertures en ce sens : le Comité national en prend acte et *il s'associera à toute* recherche qui permettra d'établir, sur les bases définies ci-dessus, une paix *scolaire* durable.

» Par contre, le Comité national constate le caractère ambigu des orientations et des objections de ce texte, qui ne fait pas apparaître clairement des espaces de liberté que l'enseignement catholique estime essentiels et qui pourraient être remis en cause :

— L'autonomie juridique et administrative des établissements *liés à l'Etat par contrat* ;

— Le libre choix du chef d'établissement, et, par lui, de son équipe éducative :

— Le libre choix des parents et des *personnels en fonction d'un projet* éducatif qui puisse se référer notamment à des valeurs religieuses ;

— La liberté d'élaboration de ce projet éducatif et celle de la formation des personnels.

» Il récuse fermement tout ce qui conduit *dans le texte à une assimilation* du secteur privé sous contrat au secteur public, en particulier : la nomination du chef d'établissement par l'autorité publique et la titularisation des enseignants volontaires dans les corps corresponsants de l'enseignement public, mesures génératrices d'un *mécanisme irréversible* d'intégration.

» C'est pourquoi le Comité national ne peut pas accepter toutes les orientations et tous les objectifs de ce texte, ni la globalité de la méthode proposée.

» Cependant dans le cadre de l'adaptation à l'évolution des structures et des besoins du pays, le Comité national est conscient de problèmes à résoudre et ouvert à ces aménagements possibles. Se référant à sa déclaration du 9 janvier 1983 *et aux propositions gouvernementales* du 19 octobre 1983, il est prêt à étudier quatre groupes de pro*blèmes posés à l'enseignement* privé sous contrat :

— L'entrée de celui-ci dans un système budgétaire prévisionnel et, par voie de consquence, les conditions de création ou de fermeture de classes ou de sections.

— Son adaptation au contexte nouveau de la décentralisation du système éducatif et les modalités de prise en charge financière des établissements par les collectivités territoriales concernées.

— *Sa participation a des projets* d'expérimentation et d'innovation pédagogiques.

— *Un statut spécifique pour le* corps enseignant des établissements privés sous contrat prévoyant notamment une formation initiale et continue, assurée à l'initiative et sous la responsabilité de l'enseignement privé.

» Le Comité national souligne l'importance que prendront, dans le même temps, l'apurement des contentieux en cours et la clarification des dispositions budgétaires prochaines.

» L'engagement d'un processus de *fonctionarisation des personnels*, qui placerait l'enseignement catholique devant un fait accompli, avant même l'ouverture de *négociations*, serait en particulier, inacceptable.

» Toute initiative législative ou réglementaire, visant à transformer la situation actuelle, en dehors de l'accord des parties concernées, obligerait le Comité national à cesser une négociation éventuellement engagée et à en informer l'opinion publique.

» Le Comité national exprime enfin son espoir de voir le dialogue se situer, au-delà des passions, dans la seule pesrpective de servir les intérêts du pays et les aspirations des jeunes et de leurs familles. »

UN « PARLEMENT »

Le Comité national de l'enseignement catholique (C.N.E.C.) est une sorte de parlement. Toutes les composantes de l'école catholique sont représentées par ses quelque quarante membres, y compris *le* syndicat C.F.D.T., dont la position favorable à l'intégration du privé au public tranche avec les autres.

Le C.N.E.C. assure un rôle de coordination. *Il est présidé* de droit par le président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, actuellement MgrJean Honoré, archevêque de Tours. Le secrétaire général de l'enseignement catholique, le chanoine Guiberteau, et *ses adjoints sont nommés par* l'épiscopat. Ils sont membres de droit du C.N.E.C.. Les autres membres sont élus ou cooptés. Ce *sont* les représentants des parents d'élèves (UNAPEL), des *enseignants*, des chefs d'établissement, des *gestionnaires*, des directeurs diocésains, des organismes de formation et d'inspection, des religieuses, des anciens élèves, des institutions catholiques, de mouvements d'action catholique.

M.Lefebvre, ancien président de l'UNAPEL, qui *s'était* illustré en 1978 en parlant *« des fous et des assassins »* à propos partisans du programme commun, a été samedi l'un des plus *durs au sein* du C.N.E.C.

Un oui associé de réserves

(Suite de la première page.)

L'enseignement privé se sentait, aux dires du chanoine Guiberteau, *« enfermé dans ce cadre »*, pris au piège d'un enclos délimité dont il ne voulait pas. L'établissement d'intérêt public proposé par M. Savary lui semblait agencer la mainmise de la puissance publique sur les initiatives privées; l'insertion du secteur privé dans la carte scolaire réduisait le *choix des parents*, *et la titularisation* des personnels enclenchait à ses yeux un processus d'intégration. Le CNEC avait alors exigé des *« garanties explicites »* contre ces dangers. Faute de quoi, point de dialogue.

Ces garanties n'ont pas été à proprement *parler explicitées*. La *démarche* adoptée cette fois par M. Alain Savary est toute différente. Plutôt que de dessiner ce que pourrait être demain un système scolaire dont le « dualisme », c'est-à-dire la démarcation entre deux réseaux d'établissements, devrait être réduit, le ministre de l'éducation nationale a préféré poser quelques grands principes : égalité de tous devant *l'éducation*, respect *des* consciences, liberté de l'enseignement. Et surtout, ensuite, dresser un inventaire *« non exhaustif »* des problèmes à résoudre. C'est la balle qu'ont saisie les responsables de l'école catholique.

A pragmatisme, pragmatisme et demi. C'est vrai qu'il y a des problèmes, reconnaissent-ils ; nous n'avons pas tout à fait la même liste que vous. Mais pourquoi ne pas s'asseoir et en parler ?

Tous, parmi eux, n'ont pas abandonné leurs préventions. Au Comité national, samedi, chaque mot de la réponse préparée la semaine précédente par la commission permanente a été décortiqué. Les amendements ont fleuri. La pression exercée ces dernières semaines par les milieux politiques de l'opposition a écarté certaines formulations plus conciliantes. La ligne dure, représentée surtout par le SNEC-C.F.T.C. et par M. Henri Lefebvre, ancien président de l'UNAPEL, s'est ralliée, préservant l'unité. Elle n'a pu obtenir que le texte se termine sur l'avertissement de rupture en cas de décision unilatérale du gouvernement. Finalement, le dernier paragraphe, plus ouvert dans le ton, s'est imposé.

Victoire des modérés, qui, par la voix du chanoine Guiberteau, déclarent : *« Il serait catastrophique que les discussions s'engagent et doivent se briser... Nous voulons essayer de résoudre les problèmes urgents avec ce gouvernement. »* Victoire que les évêques ont façonnée, avec d'autant plus de résolution qu'ils rappelaient, le 6 novembre dernier, à Lourdes, *« la responsabilité des familles face aux tendances monopolisatrices »*, comme pour assurer les ultras des limites qu'ils fixent à la conciliation.

Une conciliation à laquelle le Comité national d'action laïque (CNAL) se refuse, créant une situation symétrique, mais « en creux », de celle qui suivit les premières propositions de M. Savary. Le gouvernement se trouve confronté à la méfiance née dans les rangs de ses amis. Mais ici, l'unité, *même de façade, fait défaut*. Le groupe parlementaire socialiste a, d'emblée, pris fait et cause pour le ministre de l'éducation nationale, appuyant à travers lui le président de la République. Le P.C.F. *« partage la démarche »* de M. Savary. Cependant, les deux partis soutiennent le CNAL et participeront à ses prochains meetings. La C.G.T. aussi. Pas la C.F.D.T. qui approuve les *propositions* de M. Savary, ni F.O. qui les désapprouve... Quel sera le poids des opposants au sein de la majorité, de ceux qui dénoncent, tel M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du C.N.A.L. dans le numéro de *l'Ecole libératrice* du 12 novembre, *« une gauche se voulant « moderniste », mais apeurée face aux pressions de la droite et rendue jusqu'à ces derniers temps aphone, voire amnésique, par sa crainte d'affronter des cléricaux ayant pourtant avec impudence accaparé l'idée de liberté »* ?

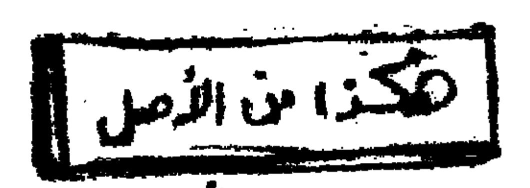
Ces divergences seront vraisemblablement exploitées par la droite. La voici prise à contre-pied par la réponse des dirigeants de l'enseignement catholique, qui ne l'ont pas écoutée. L'acceptation de discussions paraissait *« impossible »* à M. Jacques Barrot, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement. M. Michel Debré avait annoncé qu'il serait *« médusé si l'enseignement catholique jouait le jeu hasardeux et dangereux de négocier »*. M. Debré, qui, décidément, n'arrive pas à se souvenir que, lorsqu'il avait fait voter sa loi en 1959, il avait eu à surmonter l'hostilité conjuguée de nombreux catholiques *et* de ses adversaires politiques, risque fort d'être *« médusé... »*

En ce sens, M. Savary peut être rassuré ! Le terrain reste mouvant sous ses pas et sous ceux de ses partenaires engagésdans cette confrontation sur un problème *centenaire*. *Pour que le sol ne se dérobe pas, il* faudra encore triompher de nombreuses embûches. Les dirigeants de l'enseignement privé proclament qu'ils écouteront avec une attention soutenue les propos du ministre de l'éducation nationale au cours de l'examen parlementaire du budget pour y déceler ses intentions profondes. L'annonce par lui d'un début de mise en œuvre de la titularisation *des maîtres du privé avant un accord* serait, préviennent-ils, un *casus belli*.

CHARLES VIAL.



هكذا من الأصل



A M. SAVARY

Paul Guiberteau le chanoine du dialogue

« Impénétrable », dites-vous ? Pour son entourage professionnel, le chanoine Paul Guiberteau n'est pas du genre expansif. Né à Nantes en 1924, il a beau préciser... *« Mais ma famille venait du sud de la Loire »,* personne n'aurait l'idée de le prendre pour un méridional. Et le sourire, incessant lorsqu'il doit se livrer à cet exercice inhabituel qui consiste à parler de lui, n'efface pas l'impression de réserve.

Sans raideur cependant. De ses origines modestes, Paul Guiberteau a gardé, comme son père menuisier, le goût de l'ouvrage bien fait. Un goût naturel, dénué d'emphase. Le travail c'est sérieux, un point c'est tout. Au moment où se joue l'existence peut-être, l'avenir à coup sûr de l'enseignement catholique, en cette période où la décision qu'il va prendre, les mots qu'il va prononcer tomberont dans un pays qui hésite aux marges de la guerre scolaire, le « Père » Guiberteau, sollicité de toutes parts, ne presse ni le pas, ni le verbe. Entre cinquante interviews et l'animation des instances dirigeantes qu'il préside ce week-end, l'allure se retient, et les nuits sont sans cauchemars. *« Je ne vis pas ces événements avec passion. Je les vis sérieusement. »*

Les points de vue divergents, les opinions contraires, les convictions antagonistes, il connaît. Ce quasi-sexagénaire, solide comme le mont Rose qu'il aima escalader, ne redoute pas les affrontements. Sa vocation de prêtre jaillit paisiblement dans son enfance. Mais quand il prépare sa licence de philosophie, ce fut à la fois à l'Institut catholique de Paris et à la Sorbonne. Le privé et le laïque. Le voici professeur au collège Saint-Stanislas de Nantes dont il deviendra directeur. En même temps, il est aumônier de J.E.C. *« Le service des jeunes »,* une constante dans sa vie, souligne-t-il. Et la J.E.C., dont il deviendra aumônier diocésain regroupe au moins autant de lycéens scolarisés dans le public que dans le privé. *« C'est vrai,* avoue-t-il à peine songeur, *j'aurais pu aussi bien me consacrer complètement aux aumôneries des établissements publics. »* D'ailleurs, profondément enraciné dans une responsabilité voyante au sein de l'enseignement privé — il en est directeur diocésain en 1967 — il ne gâte jamais ses bons rapports avec les prêtres présents dans le monde ouvrier et dans les milieux d'extrême gauche très vivaces en Loire-Atlantique. La municipalité de Nantes est à droite, puis à gauche. Le christianisme traditionnel, l'action catholique, l'anarcho-syndicalisme mêlent leurs influences : pendant quatorze ans, l'abbé Guiberteau dirige l'enseignement catholique du diocèse sans faux pas. *« Parce que c'est un diocèse équilibré,* dit-il, comme pour s'excuser. *Quarante-deux pour cent des élèves sont dans le privé. Le technique et l'enseignement agricole sont bien implantés. »*

Equilibré. C'est peut-être le mot qui résume le personnage. En tout cas, sa réputation de diplomate est déjà bien établie quand, en 1981, les évêques français souhaitent placer à la tête du secrétariat général de l'enseignement catholique un homme de fermeté et d'ouverture, de raison et de dialogue. L'alpiniste entiché de montagne où il passe ses vacances depuis quinze ans cherche le silence des sommets de la Vanoise, car il aime écouter. *« Si j'ai le contact facile,* reconnaît-il, *ce n'est pas que je me précipite vers mes interlocuteurs. C'est que je les écoute. »* Parce qu'on insiste, il ira jusqu'à la confidence. *« Bien sûr que j'écoute un homme comme Michel Bouchareissas. Chacun peut apporter à autrui. Je l'écoute parce que je crois qu'il pense ce qu'il dit. »* Un temps, rompu d'un sourire : *« Nous ne sommes pas ennemis. J'irais volontier déjeuner avec lui... »*

Et l'abbé Guiberteau, qui ne se sent plus tout à fait Nantais et pas encore Parisien se reprend à rêver à la cure d'un village de montagne, où il affectionnerait prendre sa retraite. Mais il sait trop que ce n'est pas pour demain. Auparavant, une autre tâche l'attend, plus difficile encore que gravir une nouvelle fois la Barre des Ecrins : *« Arriver à créer les conditions d'osmose entre les différentes façons d'éduquer les jeunes. Arriver en France à un équilibre entre l'enseignement privé et l'enseignement public. »*

— L'équilibre encore, vous voyez bien.

C. V.

M. BOUCHAREISSAS (CNAL) : Une réponse qui n'en est pas une

M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), nous a déclaré : *« Depuis l'arrivée de la gauche, les responsables de l'enseignement catholique, sous le contrôle constant de la droite politique, jouent la montre. Ils en font aujourd'hui encore la claire démonstration. Non seulement les propositions Savary leur font la part belle, compte tenu, notamment, de la distance énorme qu'elles marquent par rapport aux engagements électoraux du gouvernement, mais voilà que le Comité national de l'enseignement catholique en rajoute à travers une réponse qui n'en est pas une. A notre sens, la méthode ne peut plus aboutir. Il faut en changer.*

« IL N'Y A PAS DE RAPPORT ENTRE LA BOMBE ET L'ÉCOLE » affirme Mgr Vilnet

La dissuasion nucléaire en échange de l'école privée ? Un tel marchandage serait *« indigne »*, a déclaré, dimanche 13 novembre, à Lille, Mgr Jean Vilnet, président de la conférence épiscopale française : *« Il n'y a aucun rapport direct entre la prise de position des évêques français sur le pacifisme et le débat avec le gouvernement sur l'enseignement. »*

La Fédération protestante de France demande un « gel nucléaire, même unilatéral »

Les quatre cents délégués des Eglises, œuvres, institutions et mouvements qui composent la Fédération protestante de France se sont réunis du 11 au 13 novembre à La Rochelle.

Dix-septième assemblée générale de la Fédération, cette réunion, qui a lieu tous les quatre ans, n'a pas de pouvoir délibératif — sauf celui d'accepter ou de refuser les demandes d'adhésion à la Fédération. Le but de l'assemblée est d'établir un « bilan de santé » des Eglises de la Réforme et de tracer quelques pistes pour l'avenir. Cette année, la réunion, qui suivait de quelques jours la déclaration des évêques catholiques français sur la dissuasion nucléaire, était dominée par la question de l'armement nucléaire. La prise de position de la Fédération protestante contre la dissuasion nucléaire et en faveur d'un *« gel nucléaire, même unilatéral »*, est forcément interprétée comme une réponse contradictoire à la position catholique officielle.

La Rochelle. — Les protestants avaient beau dire que leur assemblée débordait largement les questions de la guerre et de la paix — questions inscrites de longue date à leur ordre du jour, — que le thème qu'ils avaient retenu, *« Choisir la vie »*, se voulait un prolongement de celui de l'Assemblée mondiale du Conseil œcuménique des Eglises, que l'admission au sein de la Fédération, de sept nouvelles Eglises dans la mouvance évangélique et pentecôtiste était d'une grande importance pour l'avenir, qu'il ne fallait pas négliger les autres vœux votés par l'assemblée (Proche-Orient, chômage et montée du racisme en France, persécution des chrétiens en U.R.S.S...), rien n'y faisait. Les journalistes revenaient à chaque instant sur la déclaration des évêques catholiques, qui avaient estimé *« moralement acceptable »* la dissuasion nucléaire.

Déjà dans son rapport préliminaire, le pasteur Jacques Maury avait laissé percer ses réserves face à la position catholique en regrettant *« le constant recours, dans les déclarations ecclésiastiques* [notamment] *dans celle des évêques, aux catégories du « moral » et du « légitime »* et en refusant le *« manichéisme diabolique qui coupe le monde en deux camps opposés* (le Monde du 12 novembre). En privé, le président de la Fédération protestante reconnaît qu'il trouve *« dangereux de faire une distribution des prix »*, car, ajoute-t-il, *« je suis troublé par le fait que les Eglises se trouvent souvent alignées sur les positions politiques de leurs pays respectifs. L'Eglise doit certes être enracinée dans un lieu, mais en gardant sa distance des pouvoirs publics, avec l'Evangile comme seule référence. »*

De notre envoyé spécial

Quant à la distinction faite par les évêques entre éthique individuelle et éthique collective — à savoir que la non-violence évangélique ne saurait être appliquée aux Etats, — le pasteur Maury pense que *« l'Evangile s'adresse à la relation interpersonnelle, sans qu'on puisse faire une distinction d'avec l'éthique collective. L'Evangile propose une dynamique plutôt qu'un traité de morale et il interpelle les hommes individuellement et collectivement »*. Enfin, libre d'élaborer ses propositions, le pasteur Maury se méfie des subtilités techniques. *« Nous ne pouvons guère nous prononcer sur autre chose que des objectifs simples tels que le « gel nucléaire »,* dit-il. *Et plutôt que de se borner à protester contre l'implantation des missiles Pershing, appeler aussi résolument l'U.R.S.S. à retirer les SS-20 qui ont provoqué le problème ».*

Débat démocratique

L'assemblée de La Rochelle a dépassé en quelque sorte le président de la Fédération protestante. Le vœu sur la paix, adopté par 124 voix contre 13 avec 11 abstentions, après avoir réclamé *« un véritable débat démocratique sur ces questions qui ne peuvent être laissées aux seuls arguments des spécialistes et des stratèges »*, et refusé *« de se résigner à la bipolarisation du monde entre les deux blocs antagonistes de l'Est et de l'Ouest, et de considérer l'une ou l'autre des idéologies en cause comme un mal absolu »*, déclare notamment : *« On ne peut accepter de s'installer dans la dissuasion nucléaire. Nous demandons donc à notre pays d'avoir le courage de s'engager vers un « gel nucléaire » comme premier pas de désescalade du surarmement, même unilatéral. »*

Cette prise de position va plus loin encore que celle des évêques catholiques américains, qui s'étaient prononcés en mai dernier en faveur d'un « gel nucléaire » bilatéral : les protestants français pensent que les chrétiens doivent faire le premier pas, unilatéralement. Les deux derniers mots — *« même unilatéral »* — récusés par le pasteur Maury — ont fait l'objet d'un amendement visant à les supprimer purement et simplement. L'amendement, n'ayant recueilli que 26 voix fut rejeté.

La motion sur la paix se termine par une série de propositions concrètes : inciter les chrétiens à un effort, *« autant que possible œcuménique »*, de réflexion et d'information sur la paix, notamment pour ce qui est de la résistance non violente.

Cette prise de position sur la paix est largement inspirée d'un document de travail élaboré par les six membres protestants du comité mixte créé en 1967 par la Fédération protestante et l'Eglise catholique, animé par le pasteur Albert Nicolas et le Père René Girard, afin d'étudier les rapprochements œcuméniques possibles sur des questions comme celle de la paix. Malgré la présence parmi les six membres catholiques du comité de deux évêques, Mgr Duval et Mgr Bussini, les protestants ignoraient l'imminence de la déclaration épiscopale de Lourdes — à tel point que le document de travail discuté à La Rochelle devait être présenté au comité mardi 15 novembre !

Est-il surprenant, dès lors, que la prise de position de La Rochelle paraisse — malgré les protestations sincères du pasteur Maury — comme une réponse un peu verte à la déclaration — unilatérale ! — des évêques catholiques ?

ALAIN WOODROW.

Le Monde

sports

RUGBY

Le match nul du XV de France face à l'Australie

Abus de confiance

Clermont-Ferrand. — Il faut donc se méfier des déclarations d'intention. Bob Dwyer, l'entraîneur australien, et Jacques Fouroux, l'homme de terrain de l'équipe de France, ont *abusé le public de Clermont-Ferrand.*

Le premier avait prédit : « *Nous jouerons notre jeu* » et le second lui avait bravement répondu : « *Nous sommes prêts pour le défi de l'attaque.* » Pauvres de nous ! Il s'agissait là de vilains mensonges traduits par la réalité amère d'un match indigeste comme une bouillie et épais comme le brouillard qui enveloppait les volcans d'Auvergne à l'occasion de ce premier test qui donne beaucoup à réfléchir avant le second,prévu pour samedi prochain au Parc des Princes.

Les gentils Kangourous, princes de l'offensive, et ambassadeurs patentés d'un rugby à hauts risques, rangèrent, pendant quatre-vingts minutes dans leur poche l'impertinent arsenal qui a établi leur réputation pour s'engager sans remords dans une stratégie à la roumaine, froidement réaliste.

Pot de colle

On les comprend un peu. Quatre jours plus tôt, à Agen, ils avaient essuyé une raclée assez solide (36-6) pour songer à tempérer leur nature d'artistes. La grande leçon du match nul (15-15) de Clermont-Ferrand tient au moins dans la révélation de leur faculté à se noircir les mains dans les soutes des mêlées.

Au risque de déplaire, ils avaient monté un scénario suffisamment *inattendu pour que les Français tombent* dans le pot de colle posé sous les pieds du paquet d'avants. Cette revanche des ingénus sur les forts en thème *se décida*, en effet, à ce niveau de l'affrontement, comme toujours en rugby, où la conquête de la balle dicte la ligne d'un match.

Celle-ci se révéla finalement simple une fois que, la première demi-heure écoulée, les Australiens comprirent que leur cause n'était pas perdue d'avance. Dès la troisième minute, un drop de Mark Ella leur avait enlevé la crainte manifeste qui les habitait. A la onzième minute, une pénalité de Jean-Patrick Lescarboura, des pieds duquel ne cesseront de fuser des « exocets » parfois meurtriers, avait rétabli la balance.

A la dix-huitième minute, après que Codorniou eut assassiné une attaque déployée par la ligne de trois-quarts, le jeune Dacquois avait également pris trois pas d'élan pour aligner trois points supplémentaires.

A la vingt-troisième minute enfin, Jean-Baptiste Lafond avait creusé l'addition avec un drop joliment ajusté du bord de la touche, à la distance respectable de 40 mètres.

Certes, il s'agissait de trois bons coups, mais un capital de 6 points — le montant de l'avance des Français à cet instant — n'assure jamais une rente très solide. La preuve en fut administrée à la trente et unième minute avec une pénalité sortie du pied droit de l'ailier David Campese établissant le score de mi-temps (9-6).

Ces épisodes n'avaient été que des

De notre correspondant

parenthèses dans l'allure générale du match, bien plus intéressantes à disséquer car elles annonçaient, sans qu'on s'en doute alors, le lent dépérissement du jeu français. Rives et ses compagnons du pack éprouvaient déjà du mal à maîtriser la *générosité* à *la hausse* de leurs adversaires, qui s'affichaient sans complexe dans la manière de pourrir les conquêtes françaises en touche et en mêlée, concrétisée, dans le premier cas, par des infiltrations énergiques dans l'alignement et, dans le second, par une propension diabolique à désaxer le point d'intimité des seize avants.

Chandelle

On les qualifiera de hors-d'œuvre. La stratégie australienne qui s'affirmera, de manière caricaturale, dès le début de la deuxième mi-temps avec un coup de grisou allumé par une chandelle du demi d'ouverture Mark Ella. Retombée au pied des poteaux français, elle termina sa trajectoire dans les bras du troisième ligne Roche, puis dans l'en-but.

Pourquoi changer de ligne de conduite quand on mène par 12 à 9 ? Personne ne songea, par la suite, à critiquer la déprimante *orthodoxie australienne. Des ballons* grappillés montaient vers les nuages dans un désespérant rugby boum-boum, tandis que la troisième ligne française, empâtée, oubliait de communiquer avec les lignes arrière au point de provoquer le courroux du président Ferrasse, surtout fâché *contre Jean-Luc Joinel.*

La pénalité, puis le drop de Lescarboura et, enfin, le drop définitivement égalisateur d'Hawker sont à ranger au rayon des simples péripéties.

En revanche, la sortie du terrain de Jean-Baptiste Lafond (1) à la *44e* minute, clavicule cassée, était de nature à provoquer un vif ressentiment. D'abord parce que la charge de son adversaire *ne fut pas loyale.* Ensuite, parce que le racingman, désormais surnommé « Blanco Blanc », en raison du génie ondoyant qui l'unit à son *prédécesseur* au poste d'arrière du quinze tricolore, avait été le seul, avant sa blessure, à vouloir prouver que le rugby peut être une fête.

Les Australiens n'étaient pas venus pour ça. Jacques Fouroux non plus, apparemment, qui répéta à plusieurs reprises, dans le vestiaire, qu'on aurait dû assommer bien plus tôt le talonneur MacBain, dont la *bonne tête de chanteur folk fut gratifiée*, à la 8e minute, d'un coup à faire tomber un bœuf en guise de réponse à ses multiples petits trucages. Après une déclaration aussi renversante, il ne restait plus qu'à quitter le stade en rêvant à de plus nobles ambitions pour la revanche parisienne de samedi prochain.

LLIBERT TARRAGO.

(1) Il sera remplacé pour le deuxième test-match par Serge Gabernet.

FOOTBALL

La France (0) et la Yougoslavie (0) n'ont pas pu se départager

Zagreb. — Pour son dernier déplacement à l'étranger avant le championnat d'Europe de football (juin 1984), l'équipe de France a fait match nul (0-0) avec la Yougoslavie, le 12 novembre à Zagreb.

Un résultat qui a satisfait les deux entraîneurs sans combler leur attente : les promesses d'un renouveau du football yougoslave pour Todor Veselinovic et la recherche de l'efficacité pour Michel Hidalgo.

Les conséquences de l'exode

Au cours de sa carrière de footballeur, Todor Veselinovic avait souvent joué le rôle de bourreau contre les Français. Avec quatre buts en trois matchs, dont deux réussis en Suède pendant la Coupe du monde de 1958, il est, aujourd'hui encore, le meilleur buteur yougoslave pour les rencontres entre les équipes des deux pays. Vingt-cinq ans plus tard, comme entraîneur, il pourrait être, à son tour, victime des Français après la défaite de sa sélection en avril dernier à Paris (4-0) et surtout le résultat nul de Zagreb, où, à la fin du match, le public scandait : « *Todor, fous le camp !* ».

A moins d'une surprenante victoire le mois prochain à Cardiff, l'équipe yougoslave ne participera pas à la phase finale du prochain championnat d'Europe en France. Après sa piteuse exhibition lors de la dernière Coupe du monde, où elle avait laissé la qualification dans son groupe à l'Espagne et à l'Irlande du Nord, nul ne conteste plus que le football yougoslave traverse une crise sans précédent.

Présents à Zagreb avec d'autres compatriotes qui comme eux ont

De notre envoyé spécial

terminé leur carrière en France, Ivan Curkovic et Ivica Osim étaient d'accord sur la cause principale de cette faiblesse : l'exode systématique de tous les internationaux. Ayant réussi une remarquable synthèse entre la rigueur de la formation propre aux pays de l'Est, le tempérament fier des Latins et le romantisme des Slaves, le football yougoslave est d'autant plus vulnérable au pillage organisé par les clubs occidentaux depuis deux *ou trois décennies qu'il ne reconnaît* pas le professionnalisme et accorde le droit d'exode à tous les joueurs dès l'âge de vingt-huit ans.

Saignée

Au cours des vingt dernières années, plusieurs centaines de footballeurs yougoslaves ont pris le chemin de l'Europe occidentale, des Etats-Unis ou de l'Australie. A l'heure actuelle, une centaine d'anciens internationaux et presque autant d'entraîneurs monnaient leur expérience à l'étranger au *lieu* de la transmettre aux jeunes. Le championnat national yougoslave est le seul au monde où on ne trouve pratiquement plus de joueurs internationaux de plus de vingt-huit ans.

Cette saignée opérée sans retenue a fini par avoir des retombées. Aujourd'hui, l'école yougoslave s'est considérablement appauvrie. Les internationaux ne trouvent plus place dans les meilleurs clubs occidentaux mais dans les compétitions de second plan. Ainsi, les Yougoslaves, qui étaient au nombre de dix-sept en première division française pour la saison *1976-1977, ne sont plus que sept* cette année. Il en reste un seul en première division italienne et, pour la première fois, on n'en trouve plus dans le championnat allemand.

Pour rencontrer l'équipe de France, *seul le* Parisien Safet Susic avait été rappelé au pays. Privé de ces mercenaires à la valeur consacrée et entretenue dans les grands clubs occidentaux, Veselinovic en est réduit à multiplier les expériences. Ainsi, le milieu de terrain Srecks Katanec, (dix-neuf ans), qui débutait en sélection, était le cinquante-cinquième joueur appelé en équipe nationale à l'occasion des sept derniers matchs. *Une profusion* qui traduit l'embarras du sélectionneur mais va surtout à l'encontre de la cohésion et de *l'esprit d'équipe recherchés.*

Dans ces conditions, la maîtrise du jeu par les Français en première mi-temps grâce à Alain Giresse, Jean Tigana et Luis Fernandez, les milieux de terrain, bien *soutenus par les arrières, n'avait* rien de surprenant. Malgré la présence dans leur capitale (1) de sept Croates (deux du Dynamo de Zagreb et cinq d'*Hajduk Split*) en équipe nationale, les vingt mille spectateurs n'avaient pas ménagé leurs sifflets à la mi-temps.

Inefficacité

Si les Yougoslaves ont profité ensuite du fléchissement de Tigana et de Fernandez, un peu émoussés, pour réagir et exercer une pression trop brouillonne, les occasions de but les plus franches ont *été* pour les Français. Mais, tour à tour, *Dominique Rocheteau en manquant* son dernier contrôle devant le gardien, Daniel Xuereb en croisant trop une reprise de volée et Jean-Marc Ferreri en ratant son lob à l'ultime minute du match n'ont pas su saisir l'occasion de donner à l'équipe de France sa première victoire en Yougoslavie.

En l'absence de Michel Platini, qui, avec ses vingt-quatre buts en équipe de France, *a souvent masqué* l'inefficacité des attaquants de pointe, ce problème se pose avec de plus en plus d'acuité à quelques mois du championnat d'Europe. Entreprenants dans leur club, les espoirs du football français comme Daniel Bravo manifestent, en équipe nationale, une timidité de débutants, en préférant presque toujours les passes en retrait aux *ouvertures ou aux prises de risques* personnels.

De plus, lorsque l'occasion se *présente, il leur manque la maîtrise* et le sens du but que l'on reconnaît en France aux attaquants... étrangers. Depuis Hervé Revelli, le dernier lauréat français au classement des buteurs du championnat, en 1970, les Yougoslaves, de Josip Skoblar en 1971, 1972 et 1973 à Vahid Halilodzic en 1983, se sont partagés avec les Argentins les lauriers des buteurs et la plupart des postes d'attaquant de pointe dans les grandes équipes.

Ecartés de ces postes durant *toute la décennie* 1970, les *footballeurs* français paient, aujourd'hui, leur manque d'*expérience* dans ce domaine. N'était-il pas pour le moins cocasse de constater que l'inefficacité des Français à Zagreb était peut-être une autre conséquence indirecte de cet exode *massif* des footballeurs yougoslaves ?

GÉRARD ALBOUY.

(1) La Yougoslavie est composée de six républiques (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Serbie, Slovénie, Macédoine), très attachées à leur langue, leur culture et leurs « différences ».

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Septième journée)

Orthez b. Tours	93-79
Lyon b. Challans	91-81
Limoges b. Le Mans	95-87
Stade Français b. *Monaco	80-79
Antibes b. *Caen	80-65
*Vichy b. Villeurbanne	100-86
*Avignon b. Reims	99-70

Classement. — 1. Orthez, 20 pts ; 2. Limoges, Stade Français, 19 pts ; 4. Antibes, 17 pts ; 5. Le Mans, 16 pts ; 6. Lyon, Tours, 15 pts ; 8. Villeurbanne, Avignon, 13 pts ; 10. Vichy, Caen, Monaco, 11 pts ; 13. Challans, 9 pts ; 14. Reims, 7 pts.

Escrime

CHAMPIONNATS D'EUROPE A LISBONNE

L'Italien Andrea Borella a conservé son titre européen au fleuret en dominant en finale l'Allemand de l'Ouest Klaus Reichert par 10 touches à 5, le 13 novembre à Lisbonne. La France, l'Union soviétique et la Hongrie ne participent pas à ces championnats d'Europe.

Football

CHAMPIONNAT D'EUROPE

Après la France, qualifiée d'office, et la Belgique, le Portugal a assuré sa place en phase finale du championnat d'Europe des nations en battant l'Union soviétique par 1 but à 0, le 12 novembre à Lisbonne. Le but a été marqué par Jordao sur penalty. Les Portugais, qui ne s'étaient plus qualifiés pour une coupe du monde ou un championnat d'Europe depuis vingt-six ans, ont éliminé les Soviétiques, les Polonais et les Finlandais.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division

Groupe A

(Dix-neuvième journée)

*Marseille b. La Roche-sur-Yon	4-0
*Lyon b. Thonon	2-0
Nice b. *Béziers	2-1
*Montpellier b. Besançon	4-2
*Limoges b. Cuiseaux-Louhans	2-0
*Cannes et Libourne	1-1
*Gueugnon et Alès	0-0
*Grenoble b. Martigues	2-1
Angoulême b. *Sète	1-0

Exempt : Villefranche.

Classement. — 1. Marseille, Lyon, 29 pts ; 3. Nice, Limoges, 27 pts ; 5. Montpellier, 25 pts ; 6. Cannes, 22 pts ; 7. Alès, Thonon, 20 pts ; 9. Grenoble, 19 pts ; 10. Gueugnon, 17 pts ; 11. Besançon, Angoulême, Martigues, Béziers, Sète, 15 pts ; 16. Villefranche, Libourne, 13 pts ; 18. Cuiseaux-Louhans, La Roche-sur-Yon, 12 pts.

DEUXIÈME DIVISION

Groupe B

(Dix-septième journée)

Tours b. Roubaix	2-0
*Valenciennes b. Le Havre	4-1
*Stade Français 92 et Orléans	0-0
*Mulhouse b. Racing C.P.	2-1
*Reims b. Red Star	4-2
*Châteauroux et Guingamp	0-0
Sedan b. *Angers	1-0
*Abbeville b. Quimper	2-0
*Dunkerque b. Monteeau	1-0

Classement. — 1. Tours, 27 pts ; 2. Le Havre, 25 pts ; 3. Stade Français 92, 22 pts ; 4. R.C. Paris, Mulhouse, Reims, 21 pts ; 7. Guingamp, Orléans, 19 pts ; 9. Valenciennes, 18 pts ; 10. Sedan, Châteauroux, 15 pts ; 12. Abbeville, 14 pts ; 13. Red Star, 13 pts ; 14. Angers, Dunkerque, 12 pts ; 16. Monceau, Quimper, 11 pts ; 18. Roubaix, 10 pts.

Judo

CHAMPIONNAT D'EUROPE JUNIORS A ARNHEM

Le Français Vincent Vieille-Marchiset est devenu champion d'Europe junior en mi-légers (moins de 65 kilos), le 12 novembre à Arnhem (Pays-Bas). Eric Bourdon en mi-moyens (moins de 78 kilos) et Jean-Louis Geymond en moyens (moins de 86 kilos) ont gagné une médaille de bronze.

Planche à voile

CHAMPIONNAT DU MONDE WINDGLIDER

Pour la cinquième année consécutive, le Néerlandais Stefan Van Den Berg a remporté le championnat du monde des Windglider (série olympique), organisé aux Bermudes. Il a devancé de justesse les deux autres favoris, l'Italien Klaus Maran et le Norvégien Rasmussen. Le Français Patrice Villier a pris la quatrième place. Deux autres Français ont terminé dans les dix premiers : Gildas Guillerot, huitième, et Calvet, dixième.

RÉGIONS

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

« La réforme de la décentralisation doit dépasser les clivages politiques »

déclare M. Michel Giraud

Invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », le 13 novembre, M. Michel Giraud, sénateur (R.P.R.) du Val-de-Marne, maire du Perreux, président du conseil régional d'Ile-de-France et président de l'Association des maires de France, a commenté plusieurs sujets d'actualité, et notamment la réforme de la décentralisation et la place de la région Ile-de-France, la sécurité, l'immigration et l'extrême droite.

● LA DÉCENTRALISATION. — « *Je suis depuis toujours pour une décentralisation, menée de façon ambitieuse et déterminée, et il m'est arrivé de regretter naguère, c'est-à-dire avant mai 1981, qu'on s'y prenne un peu tard et de façon un peu timide. Je m'attache, aujourd'hui, à exercer le pouvoir exécutif avec, en toute circonstance, le souci de l'intérêt général et du service public.*

» *Il y a, dans la loi du 2 mars 1982, une part d'irréversible. On ne reviendra pas en arrière, par exemple, en ce qui concerne les contrôles, les tutelles, les nouveaux pouvoirs des élus.* »

M. Giraud, qui estime que « *la réforme de la décentralisation doit dépasser les clivages politiques, puisque c'est la France qui est en jeu* », regrette cependant « *qu'une loi qui avait été présentée comme le début d'une grande réforme s'enlise un peu dans les sables, parce qu'on s'aperçoit, aujourd'hui, que sa mise en œuvre butte sur une triple série de blocages : financiers, syndicaux et politiques. Il ne faudrait pas que la grande réforme du septennat devienne l'* « *Arlésienne socialiste* ».

Autre critique : les transferts de ressources (par l'Etat) aux collectivités locales (régions, départements, communes) n'évoluent pas de pair avec les transferts de pouvoirs et de compétences.

Faut-il, alors, accroître la fiscalité locale et régionale ? « *Soucieux des intérêts du contribuable, je veille, en tant que président du conseil régional d'Ile-de-France, à ce qu'il n'y ait pas une progression excessive de la fiscalité directe et indirecte, et je contiens l'une et l'autre dans des limites inférieures à celles qu'on constate dans les autres régions.* »

● ILE-DE-FRANCE. — Si la Corse est une « *mauvaise vitrine de la décentralisation* », l'Ile-de-France a, elle aussi, « *un certain nombre de spécificités, et la prise de conscience de l'identité régionale se fait progressivement. Les dix millions d'habitants commencent à constituer ensemble une communauté* ».

« *Il ne faut pas*, selon M. Giraud, *que les collectivités s'engagent dans des politiques d'assistance aux entreprises en difficulté, et les régions doivent conserver leurs capacités d'investissement en équipements. Les collectivités et notamment les régions ne peuvent avoir que des initiatives adjuvantes et sectorielles.* »

● LA SÉCURITÉ. — « *On a le sentiment que le délinquant passe avant la victime. Toute forme de laxisme ne peut qu'encourager la récidive. Il y a eu un récital de mesures : l'amnistie, la suppression des quartiers de haute sécurité, la suppression de la peine de mort — je l'ai votée, j'en parle donc très librement, mais on attendait une peine de substitution qui n'est jamais venue, — la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, l'abrogation de la loi anticasseurs. Bref, aujourd'hui, la confiance s'est émoussée dans la justice. L'efficacité de la police est parfois remise en cause, en raison de directives contradictoires ou d'encouragement, à la rivalité.* »

● L'IMMIGRATION. — « *Il faut s'opposer vigoureusement à tout ce qui est immigration clandestine et ensuite mener des négociations actives avec tous les pays d'origine. (...) Il faut savoir aussi mener une politique d'intégration sociale cohérente, progressive, à condition que les règles du jeu soient bien affichées.* »

● L'EXTRÊME DROITE. — « *Si aujourd'hui l'extrême droite fait des scores supérieurs à son niveau habituel, c'est parce qu'un certain nombre de Français réagissent en excédés du socialisme. (...) L'opposition doit avoir une attitude positive. Il lui appartient, par son unité, sa cohérence, la clarté de son projet politique, d'offrir à ces Français les raisons d'adhérer à un vrai projet de renouveau.* »

LOGEMENTS SOCIAUX A PARIS : LES PROPOSITIONS DE M. QUILÈS A M. CHIRAC

Dans un communiqué rendu public samedi 12 novembre, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, précise les offres que son prédécesseur M. Roger Quilliot et lui-même (*le Monde* du 26 octobre) avaient faites à la Ville de Paris pour l'aider à construire des logements sociaux. M. Quilès propose à M. Chirac de signer un contrat par lequel l'État s'engage à verser en deux ans (1984-1985) 4 milliards de francs à condition que la capitale édifie dix mille logements sociaux dont trois mille logements locatifs intermédiaires et sept mille en H.L.M. (cinq mille neufs et deux mille rénovés).

L'État met aussi à la disposition de Paris des terrains lui appartenant ou appartenant à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. d'une surface d'environ 20 hectares au prix de 1 000 francs le mètre carré. Selon le ministère la signature de ce contrat devrait intervenir au cours de cette semaine.

SCIENCES

● *Progress-18 s'est détaché de Saliout-7.* — Progress-18, le vaisseau spatial automatique soviétique qui a ravitaillé la station orbitale Saliout-7, a terminé sa mission, annonce l'agence Tass. Il s'est détaché, dimanche 13 novembre, du train spatial Saliout-7/Soyouz T-9, à bord duquel Vladimir Liakhov et Alexandre Alexandrov sont depuis le 27 juin.

HIPPISME

Une jument française gagne la triple couronne américaine

La jument française All Along, *appartenant à M. Daniel Wildenstein, entraînée par Patrick Biancone, montée par son jockey anglais Walter Swinburn Jr., a enlevé, samedi 12 novembre, le Washington D.C. International, qui se dispute chaque année sur invitation. Cette victoire, qui rapporte 1 million de dollars (8 millions de francs) au propriétaire de la jument, venant après celles de* All Along *dans le Rothmans International de Toronto, le 16 octobre, et dans le Turf-Classic de New-York, le 30 octobre, permet à celle-ci déjà triomphatrice du Prix de l'Arc de Triomphe à Longchamp, de remporter la fameuse « triple couronne » américaine et de totaliser une somme de gains jamais atteints en territoire étranger par un pur-sang de notre élevage : 2 millions de dollars (16 millions de francs). La course fut sans histoire :* All Along *l'emporte par trois longueurs devant le quatre-ans français* Welsch Term *et le favori américain* Majesty's Prince.

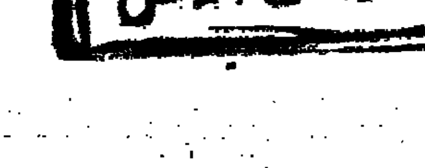
TENNIS

Cinquième victoire de McEnroe à Wembley

John McEnroe a remporté, dimanche 13 novembre, la finale du tournoi professionnel de Wembley (250 000 dollars) — ce qui porte à cinq le nombre de ses victoires — en battant sans difficulté Jimmy Connors 7-5, 6-1, 6-4.

A la différence de la finale de 1981, où les deux joueurs en étaient presque venus aux mains, ce match cent pour cent américain fut étouffé dans l'œuf au onzième jeu de la première manche. Connors, à ce moment, reçut un avertissement pour « obscénité verbale ». Après quoi, le vainqueur de Flushing Meadows ne retrouva plus jamais un moral de vainqueur, face au vainqueur de Wimbledon.

Remarque de Connors à la fin du match : « Le public aime nous voir batailler, et c'est l'esprit de ce jeu-là qui m'amuse encore. Avec l'application stricte de leurs règles et règlements, les superviseurs de tennis veulent nous transformer en robots. Si ça doit continuer, je ne disputerai plus que les tournois du Grand Chelem et des exhibitions. »



Le Monde

ECONOMIE

Le poids du service de la dette extérieure interdit pour longtemps à la France une politique de relance

Dans les quinze jours qui précédèrent l'ajustement monétaire du 23 mars 1983 et la dévaluation du franc qui en résulta, la discussion fit rage au sein du gouvernement sur l'importance des mesures à prendre et sur la dose d'austérité à administrer au pays. Sur onze ministres, deux seulement, au départ, se montraient partisans de maintenir la France au sein du système monétaire européen (S.M.E.), au prix d'un freinage sans douceur de la consommation : leur objectif était de ralentir la croissance alarmante des déficits de la balance commerciale et de la balance des paiements, qui avaient, en 1982, battu des records historiques de, respectivement, 102 et 79 milliards de francs, et de mettre un terme au gonflement non moins alarmant de l'endettement auprès de l'étranger. A M. Delors qui, dès le début de l'année, avait déclaré que *« cela ne pouvait plus durer »*, s'opposait, entre autres, M. Chevènement, soucieux de ne pas déchirer encore davantage le tissu industriel et partisan, on le sait, d'une sortie éventuelle du S.M.E., couplée avec un allégement des contraintes externes. M. François Mitterrand, pris entre ces opinions contradictoires, resta hésitant un certain temps.

Un élément, alors, fit pencher la balance vers l'austérité : ce furent les chiffres présentés par les experts de la Banque de France sur le poids de la dette extérieure dans les années à venir. Comme le *« Mané, Thekel, Pharès »* apparu autrefois à Balthazar, roi de Babylone, peu avant l'écroulement de son royaume, ils parurent si effrayants aux yeux de certains de nos dirigeants qu'ils suspectèrent, dit-on, ces experts de les avoir gonflés à dessein. Hélas ! Il n'en était rien, et leur prise en compte fut décisive pour l'adoption du plan de rigueur du 25 mars 1983, avec ses prélèvements massifs sur la consommation des ménages.

Que révélaient donc ces chiffres ? Tout simplement ceci : au rythme où s'accroissait la dette extérieure et, même, en ne prenant en considération que les emprunts déjà émis, la charge annuelle de cette dette en devises allait représenter un poids tel que, dès 1985, la France serait contrainte d'y consacrer l'intégralité de sa capacité annuelle d'emprunt à l'étranger (voir tableau page 14). Cette capacité était estimée à 10 milliards de dollars environ (80 milliards de francs sur la base des cours actuels), montant jugé admissible en fonction de l'état des marchés et de la bonne volonté des prêteurs, bien inférieur toutefois aux 15 milliards de dollars obtenus des bailleurs de fonds étrangers en 1982 et aux 12 milliards de dollars reçus d'eux en 1983. En gros, la France allait donc devoir emprunter pour rembourser, et se trouver ainsi dans l'incapacité de recourir à l'étranger pour combler, en supplément, le déficit de sa balance commerciale et de sa balance des paiements.

Aujourd'hui, ces chiffres ne sont plus totalement secrets. A défaut de pouvoir consulter la note confidentielle écrite à la fin de l'année dernière par le directeur de la prévision au ministère du budget, de l'économie et des finances, qui les esquissait déjà, on peut en trouver une confirmation discrète dans le rapport du groupe de travail pour la préparation du IXe Plan consacré à la politique monétaire, aux pages 172 et 173 de ses annexes. Hors de nos frontières, à Londres par exemple, de tels chiffres sont ouvertement cités, comme l'indique notre collaborateur Christopher Hugues.

Une stabilisation très délicate

Dans ces conditions, on comprend que M. Delors, annonçant, le 19 octobre dernier, que la balance des paiements française avait été positive au troisième trimestre de 1983, ait pu déclarer : *« Cela nous permettra de moins emprunter à l'étranger. »*

Comme on l'a vu, le poids des emprunts déjà lancés conduit à obtenir, à tout prix, une stabilisation de la masse globale des emprunts extérieurs, à défaut de pouvoir la réduire rapidement. C'est alors que le problème se complique, du fait de l'existence de dépenses incompressibles en devises, dues aux besoins de financement extérieurs. Pour l'année 1984, la France devra consentir 30 milliards de francs, au minimum, de crédits commerciaux à ses clients internationaux, essentiellement pour les grands contrats d'équipement ou de travaux, sous peine de ne pouvoir obtenir ces contrats, tant ces clients sont démunis et tant la concurrence mondiale est vive.

Or ces crédits, qui constituent un solde net après remboursements sur crédits antérieurement accordés, sont consentis en dollars ou autres monnaies étrangères. Voilà donc déjà 30 milliards de francs en devises à trouver. Ensuite, on constate, à l'heure actuelle, que les investissements directs des Français à l'étranger par divers canaux, fort mal contrôlés en dépit de la réglementation, atteignent une dizaine de milliards de francs, solde net après déduction d'une vingtaine de milliards de francs d'investissements étrangers en France. Voilà encore 10 milliards de francs de sorties de devises. Enfin, il faut tenir compte également des prêts en devises que le Trésor consent, bon an mal an, à certains Etats étrangers. Au total, avant même de commencer, 50 milliards de francs en devises sont à dépenser de toute façon. Si on désire que la masse de l'endettement n'augmente plus, comme la situation l'exige, ce montant devra être couvert par un excédent correspondant de la balance des paiements courants. En outre, il conviendrait de majorer cet excédent de 30 à 40 milliards de francs correspondant aux paiements des intérêts sur la dette : si ces intérêts ne sont pas payés sur l'excédent et doivent, à leur tour être empruntés, la masse de l'endettement continue à augmenter, par un processus pervers bien connu. Seuls les remboursements en capital de la dette peuvent être empruntés, car cela revient à maintenir l'encours de cette dette au niveau précédent.

Récapitulons donc : dans les années qui viennent, il conviendrait que la balance des paiements française, déficitaire de 79 milliards de francs en 1982 et, peut-être, de 30 milliards de francs en 1983, soit non seulement équilibrée, mais très excédentaire, de l'ordre de 80 à 90 milliards de francs. Une telle performance est fort difficile à obtenir. M. Delors lui-même limite ses ambitions à un excédent commercial de 30 milliards de francs, et 40 milliards de francs pour la balance des paiements (R.T.L.-*le Monde* du 30 octobre 1983).

Le tableau relatif à la balance des paiements (page 14) indique clairement que l'excédent du solde des services et transferts invisibles, dont l'augmentation, dans le passé, avait pu atténuer l'ampleur du déficit commercial, est en période de diminution : parmi les composants de ce solde, le poste « rentrées sur grands travaux » est déjà en forte contraction, du fait du marasme régnant chez les grands clients (pays en voie de développement, mais aussi pays exportateurs de pétrole).

Par ailleurs, la forte et spectaculaire diminution du déficit de la balance commerciale française est fragile et aléatoire. Certes, et pour une part appréciable, elle traduit une reprise des exportations et une diminution des importations : le contraire serait inquiétant après l'adoption du plan de rigueur de mars 1981.

L'ampleur des « anticipations »

Mais elle intègre également une réduction des stocks de pétrole de l'ordre de 10 à 12 milliards de francs en 1983, acquise une fois pour toutes, ainsi qu'un rattrapage après le formidable gonflement du déficit commercial au premier trimestre 1983 (30 milliards de francs, soit un rythme annuel de 120 milliards de francs).

On ne dira jamais assez l'ampleur des « anticipations » pendant ce premier trimestre : depuis la tempête monétaire européenne de la première quinzaine de décembre 1982, apaisée *manu militari* par les banques centrales, tout le monde savait qu'un ajustement monétaire inéluctable se produirait au lendemain des échéances électorales du milieu de mars suivant, en France et en Allemagne. Face à une telle certitude, tout de même assez rare, nombre d'agents économiques et d'entreprises françaises précipitèrent leurs achats à l'étranger, comme en témoigne le gonflement des crédits accordés par certaines banques en province pendant ce même premier trimestre.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 14.)

Précarité bancaire

L'établissement financier qui vient de faire l'objet d'une opération de sauvetage *in extremis* n'est pas une quelconque banque chilienne ; la firme industrielle à laquelle il avait prêté huit à neuf fois son capital au mépris des règles élémentaires de prudence n'est pas non plus une société d'Amérique latine poussée comme un champignon à coups de crédits internationaux. L'imprudent établissement en question n'est autre qu'une des plus prestigieuses et anciennes banques privées de la R.F.A., Schroeder, Munchmeyer Hengst (S.M.H.), dirigée par le comte Ferdinand von Gallen, qui jusqu'à la semaine dernière était le président de la Bourse de Francfort. Quant à l'emprunteur téméraire, c'est une holding allemande, I.B.H., qui, entre autres, est le quatrième fabricant de matériel de travaux publics du monde, possédant des filiales à l'étranger, en France notamment.

I.B.H. appartient à une profession où la capacité de production est environ le double de celle qui serait nécessaire pour satisfaire les demandes en cours. La société comptait sur une reprise qui n'est pas venue pour se remettre à flot. S.M.H. n'avait pas moins du tiers de ses actifs constitués en prêts divers accordés à I.B.H., d'où la détermination quasi désespérée de M. von Gallen de soutenir à tout prix un débiteur dont la banqueroute aurait été catastrophique pour lui. S.M.H. ne doit sa survie qu'à la transfusion de fonds opérée par les grandes banques d'outre-Rhin.

Il aura suffi à M. von Gallen de disposer d'une filiale à Luxembourg et d'avoir fondé avec I.B.H. une société commune pour tourner le plus légalement du monde les dispositions interdisant à une banque allemande de prêter plus de 75 % de son capital à un seul débiteur. Les exemples n'ont pas manqué non plus, depuis dix ans, d'établissements financiers payant chèrement une politique aventureuse de crédit. Cela apparemment n'a guère influé sur le comportement de S.M.H. Qu'un tel « accident » soit encore possible, dans un des pays réputés les plus sages, en dit long sur la précarité des systèmes financiers sous la dépendance desquels se trouvent les différentes économies nationales. On peut aussi s'attendre à une exaspération de la guerre des prix sur le marché international des travaux publics, car I.B.H. a plus que jamais besoin d'argent frais. Voilà un exemple de la façon, pas toujours saine, dont s'opère aujourd'hui le ralentissement de l'inflation.

P. F.

Plus la France exporte plus elle s'endette

Lorsque les pouvoirs publics mettent en regard de l'endettement brut du pays le montant important de ses créances à moyen et long terme sur l'étranger (295,4 milliards de francs et 212,3 milliards de francs respectivement, ce qui ramène l'endettement net, véritable, à 83 milliards de francs au 31 décembre 1983), ils soulèvent une querelle qui risque de se prolonger : celle sur la fiabilité des créances françaises.

Le rapport du groupe de travail du IXe Plan sur la politique monétaire juge leur qualité moyenne « médiocre ». A la fin de 1981, et cela ne s'est guère arrangé depuis, la part des pays non pétroliers en voie de développement était de 55 %. Si on retirait l'ensemble de nos créances, toutes catégories confondues, y compris les crédits en devises sur ressources empruntées à l'étranger, on s'aperçoit que le Brésil, à lui tout seul, dépasse 50 milliards de francs (dont une quarantaine en devises), l'Argentine, environ 13 milliards de francs, la Côte-d'Ivoire, un peu plus de 13 milliards, le Maroc, un peu plus de 12 milliards (soit 1,5 milliard de dollars sur les 13 de la dette totale de ce pays) sans oublier, évidemment, la Pologne, un peu plus de 16 milliards de francs, la Roumanie, un peu moins de 10 milliards, et les pays pétroliers, le Mexique, un peu moins de 40 milliards de francs, dont une vingtaine en devises, le Venezuela, un peu en dessous de 20 milliards de francs, le Nigéria, environ 13 milliards, l'Egypte, un peu moins de 14 milliards de francs.

Ces chiffres appellent deux sortes de commentaires.

Le premier est que, de plus en plus nombreux, les pays débiteurs, qui sont nos clients la plupart du temps, demandent et obtiennent le rééchelonnement de leurs dettes. Tout commença avec la Pologne, suivie par la Roumanie, puis le Mexique, en continuant avec l'Argentine et le Brésil (les experts avancent des délais de dix à quinze ans ou même, peut-être, davantage...) puis, tout récemment, le Maroc.

Pour le pays fournisseur, et prêteur, l'échéance des remboursements s'éloigne, phénomène d'autant plus pervers, et dangereux, que les capitaux prêtés à ces pays sont eux-mêmes empruntés, sur le marché de l'eurodollar, par les prêteurs. Le phénomène n'affecte guère les États-Unis, ou plutôt leurs banques, qui empruntent dans leur propre monnaie, mais il affecte directement la France, dont les dettes sur les marchés financiers mondiaux sont tout à fait certaines, tandis qu'une part appréciable de ses créances deviennent passablement incertaines.

L'« engrenage diabolique »

Relevant, par ailleurs, les dangers que présente l'« engrenage diabolique » des crédits à l'exportation. Il y a une vingtaine d'années encore, les crédits accordés aux acheteurs étaient libellés en francs pour le montant des achats effectués, puis, progressivement, les acheteurs demandèrent, en plus, que le fournisseur assure le financement des dépenses locales. Allant encore plus loin, ils demandèrent que ces financements soient consentis en dollars, avec, en prime, un prêt supplémentaire, toujours en dollars, pour améliorer leur balance des paiements. Pour le Brésil, avant les événements récents, les fournisseurs arrivaient à prêter 200 ou 250 pour une fourniture de 100. Et voilà comment ce pays a pu accumuler une dette de 100 milliards de dollars... Pour la France, au surplus, afin d'éviter que la multiplication des prêts en francs ne permette aux clients étrangers de jouer contre notre monnaie lorsqu'elle se trouve en difficulté (les fameux eurofrancs circulant sans contrôle à l'étranger), le Trésor oblige, maintenant, les industriels français à effectuer leurs prêts en devises qu'ils doivent emprunter. Résultat : leurs clients paient tout de suite en devises pour le plus grand bénéfice de la balance commerciale, mais, conséquence finale, plus la France exporte, plus elle s'endette.

Ajoutons, enfin, que, depuis deux ans, l'essentiel de l'endettement français a été contracté par les entreprises du secteur public, dont certaines ne peuvent, en aucun cas, rembourser en devises, faute des rentrées correspondantes : c'est le cas de la S.N.C.F., des P.T.T., du Crédit foncier de France et du Crédit national, du Crédit d'équipement aux P.M.E., des sociétés de développement régional et, pour la plus grande part maintenant, d'E.D.F. qui pouvait, auparavant, expliquer qu'elle empruntait pour construire des centrales nucléaires et économiser le pétrole. Dans le cas de ces entreprises, l'endettement brut se confond avec le net, et il faudra bien trouver les devises pour rembourser.

F. R.

« LA FRANCE QUAND MEME », de Michel Cicurel

Un discours optimiste sans complexes

Les Français sont moroses. Ils voient leur pays sur la pente du déclin. Or rien ne justifie leur découragement. Non seulement il ne correspond pas à la réalité, mais il est dangereux. C'est ce que, sans cocorico mais aussi sans complexes, nous affirme, faits et raisonnements à l'appui, Michel Cicurel, dont les lecteurs du *Monde de l'économie* ont lu les articles pendant les années 1977 à 1981. *« Il est clair que la situation de la France s'est dégradée en deux ans, mais rien d'irréparable n'a été commis »*, nous dit l'auteur, qui, sans que son livre prenne jamais l'allure d'un pamphlet engagé, ne cache pas que ses préférences vont à Raymond Barre. Pour lui, la France économique est aujourd'hui coupable d'un *« péché »* : elle est *« exagérément déprimée, au sens psychologique du terme »*, et cette *« dépression de l'âme française entraîne la dépression économique »*. Les victimes de cette maladie de langueur n'ont plus d'excuses : la lecture de *la France quand même* peut contribuer, et de façon agréable, ce qui ne gâche rien, à les guérir.

Ses vertus thérapeutiques, le livre les tire d'une suite de démonstrations bien conduites qui assainissent l'esprit en remettant en question des idées reçues à coloration indûment négative. La France a une obsession quasi « soviétique » de l'insuffisance de ses investissements. En réalité, elle a dans l'ensemble très bien investi, comme en témoigne son maintien à travers les années et les crises dans le peloton de tête des champions de la civilisation industrielle ; ce qui lui reste plutôt à apprendre, c'est qu'*« il est profitable de supprimer les activités qui travaillent à perte, même si l'on ne crée rien à la place »*.

Dans une première partie, Michel Cicurel montre comment la France a su réagir positivement aux chocs qui ont successivement secoué son économie : le choc du grand large avec l'ouverture des frontières, qui a appris aux producteurs de ce pays la compétitivité, une notion quasiment ignorée du temps où la France protégée n'avait pour débouché extérieur que la chasse gardée de ses colonies ; les chocs du pétrole auxquels elle a répondu par un programme nucléaire qui lui donne un atout considérable ; le *« choc de l'argent mondial »*, avec l'apparition d'énormes capitaux vagabonds dans un monde privé de système monétaire. Là encore, la France a relevé avec panache et profit pour elle le défi : son appareil bancaire est un des plus performants du monde.

C'est quand la France doute de ses capacités qu'elle risque de faire des bêtises : elle se comporte alors comme un enfant gâté dont les fantasmes risquent de compromettre les chances. Tel est le thème de la deuxième partie : « Les caprices de Marianne ». Ces caprices prennent parfois la forme de sophismes qui ont la vie dure des préjugés. Vous voulez savoir pourquoi le « partage du travail », ça ne marche pas, et même si vous ne voulez pas le savoir, vous avez le devoir de lire les pages dans lesquelles Michel Cicurel, avec une grande économie de moyens et un bonheur d'arguments et d'expression qu'on rencontre dans beaucoup de chapitres (lui qui, brocardant les défenseurs trop crispés de la francophonie, qualifie le français de « dialecte » dans le monde moderne, sait excellemment se servir de son idiome natal), présente les arguments de la critique. Si on veut combattre le chômage, c'est travailler davantage qu'il faut faire. Mais cela est dit sans mystique : le travail n'est pas un but en soi, l'objectif reste la satisfaction des besoins. Les Français ont montré jusqu'à ce jour qu'ils entendaient bien rester dans la course : on ne les a pas encore vus prêts à sacrifier à leurs loisirs leur niveau de vie. C'est un contresens de croire que les gens veulent du temps libre (une retraite prématurée est souvent un drame), ils veulent, remarque justement l'auteur, du « bon temps », et, pour s'offrir de bonnes choses (matérielles ou spirituelles), il faut de l'argent.

Ce qui menace en définitive la France, ce sont quelques idées fausses (par exemple, sur le commerce extérieur, Michel Cicurel explique pourquoi il n'y a pas a priori de raison de s'alarmer de la fameuse « pénétration » du marché intérieur par des produits de consommation fabriqués ailleurs) et les mirages auxquels elle risque de se prendre. Parmi ceux-ci figure l'obsession de l'égalité, alors qu'au contraire la *« tolérance d'un certain désordre inégalitaire »* s'impose à un pays qui veut tenir compte des réalités économiques. La France méconnaît son génie quand elle est trop éprise d'ordre et de règlement, car elle excelle dans l'improvisation. Au fond, l'auteur non seulement est amoureux de son pays, il l'est de l'époque où il vit. Là où d'autres dénonceraient des manifestations plus ou moins pathologiques de désordre, il a tendance à voir le foisonnement non programmé de la vie.

Le goût de la nouveauté le conduit parfois, lui qui, sans en avoir l'air, présente à ses lecteurs un magistral cours d'économie appliquée (on retiendra notamment le plaidoyer pour un franc fort), à contredire les principes dont il s'inspire. La nouvelle division internationale du travail, qu'il accepte sans crainte, est-elle compatible avec l'ambition qu'il prend à son compte d'*« être présent partout et de façon significative »* dans les *« techniques de pointe »* ? Un des points forts de son livre est pourtant le passage où il démonte l'illusion qui se cache derrière l'idée selon laquelle coexisteraient dans l'économie française des secteurs de pointe exposés à la concurrence internationale et des secteurs abrités.

Un livre écrit par un « libéral intelligent », qui relève les aspects positifs pour la maturité de la société française de l'expérience en cours de la gauche.

PAUL FABRA.

★ *La France quand même*, de Michel Cicurel. Robert Laffont. 320 pages, 75 F.

Le Monde de l'économie

Le poids du service de la dette extérieure interdit pour longtemps à la France une politique de relance

(Suite de la page 13.)

De toute façon, parvenir à un excédent substantiel de la balance des paiements revient à obtenir non seulement le rééquilibre mais encore un très large suréquilibre de la balance commerciale, et, ceci, pendant des années.

On saisit parfaitement les implications d'une telle exigence. Si la France se maintient dans le S.M.E. et veut rester en bons termes avec ses prêteurs mondiaux, il est désormais *totalement interdit à son gouvernement*, quel qu'il soit, de desserrer tant soit peu les freins et de relancer même très modérément l'économie avant 1986 et même au-delà. *La* consommation ne devra pratiquement pas augmenter et les entreprises publiques seront contraintes de réduire leurs emprunts à l'étranger, qui ont largement contribué, on le sait, à alourdir l'endettement, ce qui implique un relèvement supplémentaire de leurs tarifs et une diminution de leurs dépenses.

Le recours à l'endettement extérieur ne pourra que se poursuivre, mais à une cadence également réduite. Un tel programme n'est sûrement pas de nature à garantir la stabilité politique en France, où, dans les années qui viennent, le rythme des alternances pourrait se précipiter, tant la facture sera lourde pour les partenaires sociaux, soumis, en permanence, à une forte tension.

A l'étranger la cote de la France, très basse en décembre 1982, est en hausse très nette, *notamment aux Etats-Unis*, à la faveur du plan de rigueur de mars 1983 et de ses premiers effets sur les équilibres extérieurs. Les emprunts français se placent très bien actuellement (il est vrai que les emprunteurs considérés comme solvables deviennent de moins en moins nombreux), et si l'amélioration actuelle se poursuit la France aura le loisir de consolider sa dette en allongeant sa durée, comme vient de le faire la Suède en empruntant à vingt ans. Mais tout dérapage sera impitoyablement sanctionné par une perte de confiance de la part de l'étranger, avec tout ce que cela comporte, y compris l'intervention du Fonds monétaire international dans un an ou deux, comme certains l'évoquent ouvertement de l'autre côté de l'Atlantique. Le chemin sera donc long et douloureux et *il n'est pas sûr que les Français en aient encore pris totalement* conscience, dans la majorité comme ailleurs.

FRANÇOIS RENARD.

La charge du remboursement va presque doubler d'ici à 1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Intérêts	25	30	40	45	(45)
Capital	15	20	20	38	(45)
Total	40	50	60	83	90

En milliards de francs.

Le déficit de la balance des paiements courants avait triplé de 1981 à 1982

en milliards de francs	1978	1979	1980	1981	1982
Balance commerciale		– 13,5	– 56,6	– 54	– 102
Solde des services et transferts « invisibles »		+ 35,6	+ 39	+ 28,3	+ 13,7
Balance des paiements courants		+ 22	– 17,6	– 25,7	– 79,3

AU DÉBUT DE 1983

L'endettement brut s'élevait à plus de 500 milliards de francs

Chiffres officiels au 31/12/82 publiés le 28 juin 1983	295,4
Actualisation aux cours du dollar du 1/10/83	337,4
Remboursements en capital du 31/12/83 au 1/10/83	– 14
Nouveaux emprunts ...	+ 60
Solde sur emprunt du Trésor octobre 1982 .	+ 8
Emprunt communautaire juin 1983	+ 28
Position débitrice des *banques à court terme*	+ 85
	504,4
Emprunt à l'Arabie Saoudite de 2 milliards de dollars (16 milliards de francs) ..	(Tirage inconnu)

Une tentative d'estimation du total des emprunts

En France, l'importance réelle de la dette extérieure reste un secret d'Etat, bien que la Rue de Rivoli ait, à la fin de juin dernier, levé pour la première fois un coin du voile, avec un chiffre de 295,4 milliards de francs au 31 décembre 1982, soit 44 milliards de dollars environ au cours de l'époque, en endettement brut. Depuis, cet endettement brut s'est encore gonflé comme l'indique le tableau ci-contre. Outre la réévaluation de la dette en fonction de la hausse du dollar (8 F actuellement contre 6,68 F à l'époque), on a pu y ajouter de nouveaux emprunts contractés (une soixantaine de milliards de francs), le solde d'emprunt au Trésor d'octobre 1982 (8 milliards de francs tirés en 1983 sur un total de 32) et l'emprunt communautaire de juin 1983 (28 milliards de francs). Le tirage sur l'emprunt à court terme contracté auprès de l'Arabie Saoudite (*16 milliards de francs*) reste indéterminé.

Il a paru rationnel d'ajouter à cet endettement brut ce qui n'y figure pas officiellement, c'est-à-dire la position, à court terme, des banques françaises vis-à-vis de l'étranger, c'est-à-dire la différence entre leurs créances sur les non-résidents et leurs dettes *vis-à-vis de ces non-résidents.* Or, cette position, encore créditrice ou équilibrée il y a deux ans, est devenue lourdement débitrice près de 90 milliards de francs après déduction des doubles comptages. Comme l'indique la Banque de France dans son bulletin du troisième trimestre 1983, ce débit est à court terme *puisqu'il résulte de la différence entre les emprunts des banques* à l'étranger à court terme (281,9 milliards de francs) et leurs crédits à long terme consentis à l'étranger (172 milliards de francs). Une telle différence peut être considérée comme un endettement supplémentaire vis-à-vis de l'extérieur, correspondant, pour une part, aux avances en devises aux entreprises françaises.

Relevons enfin que, selon notre correspondant Christopher Hughes, *la City de Londres* estime à près de 70 milliards de dollars (560 milliards de francs) l'endettement brut de la France, contre 63 milliards de dollars figurant dans ce tableau (l'équivalent de 504,4 milliards de francs). A l'origine de cette divergence, on trouve, de l'autre côté du Channel, la prise en compte de *l'emprunt saoudien* (toujours hypothétique) et d'emprunts de banques françaises consentant des crédits à des non- résidents, qui peuvent, ou non, être retenus, dans les estimations, suivant la qualité des emprunteurs.

F. R.

مكبر من الأصل

Stabiliser les prix ou se couvrir contre les fluctuations

Face à l'instabilité des cours des matières premières et des produits agricoles, il est deux grands types de réactions possibles. L'une consiste à concevoir et à essayer d'appliquer des mécanismes propres à stabiliser les marchés. C'est cette conception qui inspire la politique agricole commune et qui jouit d'un grand prestige en France, au point que la seconde y est ou bien systématiquement ignorée ou bien, à quelques exceptions près, discréditée. Cette deuxième méthode, qui est en gros celle des pays anglo-saxons, part de l'idée que, même réduit à un rôle marginal, un marché libre est indispensable pour assurer l'équilibre entre l'offre et la demande. Cependant, comme c'est le cas pour le pétrole, les variations de cours seront d'autant plus amples que les quantités vendues à un cours librement débattu seront faibles. Le corollaire est de créer simultanément des marchés à terme pour permettre tant aux producteurs qu'aux utilisateurs de s'assurer d'un cours d'avance et, partant, d'éliminer en principe le risque (1).

La réalité des choses est évidemment différente. A l'abri des politiques de stabilisation se développent des rentes de situation ; les producteurs se trouvent peu ou prou déchargés d'une partie essentielle de leurs tâches qui consiste précisément à prévoir l'état futur de la demande et de s'y adapter en conséquence (le vocabulaire traditionnel qualifie fort justement de « spéculation agricole » l'acte qui consiste à semer aujourd'hui pour récolter demain). D'où l'apparition de surplus invendables qui coûtent très cher et sont la manifestation d'une mauvaise utilisation des ressources disponibles. Mais les marchés à terme, conçus à l'origine pour neutraliser les effets des fluctuations de cours, en mobilisant la spéculation au profit de la stabilité, sont souvent détournés de leur *finalité*. L'utile fonction d'anticipation de l'avenir tourne au casino. Cependant, en France, étant donnés les habitudes acquises et les préjugés ambiants, le danger est plutôt dans l'exaltation des vertus de la stabilisation toujours plus ou moins artificielle et dans le mépris injustifié des techniques de couverture à terme. Le gouvernement socialiste n'a pas été insensible à l'argument. On lui doit une réforme d'inspiration libérale de la Bourse de commerce (loi du 8 juillet 1983). Sa mise en vigueur doit moderniser progressivement les marchés français des matières premières, à commencer par celui du sucre blanc. Cette loi propose un ensemble de mesures visant à renforcer le contrôle des marchés à terme et à moraliser la collecte de l'épargne à risque indispensable à leur fonctionnement.

(1) En vertu d'un contrat à terme, le vendeur s'engage à livrer à l'acheteur à une date convenue d'avance une marchandise dont le prix est fixé tout de suite.

Prochainement, un marché à terme pour du pétrole brut

Par YVES SIMON (*)

La prochaine ouverture à Londres, le 21 novembre, d'un marché à terme de pétrole brut représente le dernier effort des Bourses de commerce pour mettre en place une gamme complète de marchés de produits pétroliers.

Les premiers marchés furent ouverts le 14 novembre 1978 par le New York Mercantile Exchange (Nymex). Les contrats portaient sur le fuel domestique. Très faibles dans un premier temps, les transactions se sont progressivement étoffées. Le véritable essor de ce marché date du début de l'année 1981 (*cf.* tableau). Il est concomitant à l'accélération des mesures de déréglementation prises aux Etats-Unis par le président Reagan.

Le succès du marché du fuel domestique a conduit à élargir la gamme des produits négociés à terme. Cette extension s'est faite, dans un premier temps, en direction de l'essence. Le marché ouvert le 5 octobre 1981 a bien répondu aux espoirs que les responsables du Nymex avaient placé en lui.

Pendant plusieurs années, et au moins jusqu'en 1981, le scepticisme était de rigueur quant aux possibilités de développement de ces marchés. Les premiers succès ont sévèrement ébranlé l'hostilité et l'indifférence. L'ouverture en mars 1983 des marchés de brut de New-York et de Chicago est la meilleure preuve du potentiel offert par les marchés à terme pétroliers. Six mois après le début des transactions, le marché de New-York se développe bien. Les transactions ne dépassent pas toutefois 50 000 contrats par mois. La faiblesse relative de ce chiffre ne doit pas conduire à remettre en cause la pérennité du marché du brut. Son essor est inscrit dans la participation des milieux professionnels et dans le récent accroissement de la position de place. Comme l'avaient correctement anticipé certains observateurs, l'essor du marché du brut, conséquence logique du développement des premiers marchés de produits raffinés, sera lent à se matérialiser.

Conçus aux Etats-Unis et mis en place en fonction des besoins propres de ceux-ci, les marchés à terme de produits pétroliers n'ont pas tardé à se développer en Europe. A cet effet fut créée à Londres, en octobre 1980, une nouvelle Bourse de commerce : l'International Petroleum Exchange (IPE). Les transactions y ont débuté le 6 avril 1981. Elles sont importantes (*cf.* tableau) et progressent régulièrement. Elles concernent des contrats libellés en dollars américains portant sur 100 tonnes (31 000 gallons) de gazole livrable à Amsterdam, Rotterdam et Anvers. Après la décision des responsables de l'IPE de négocier un contrat de brut qualité Brent mer du Nord, il est probable qu'un marché de l'essence verra prochainement le jour.

Les modifications de l'environnement pétrolier expliquent et justifient tout à la fois l'apparition et le développement de ces marchés à terme.

Jusqu'en 1973, l'industrie pétrolière était caractérisée par une très forte intégration, une importante concentration et une remarquable stabilité des prix. Les grandes compagnies (Majors) jouaient un rôle déterminant. Elles extrayaient le pétrole, le transportaient, le raffinaient et distribuaient par leur propre réseau commercial les différents produits raffinés.

En 1973 et 1974, l'économie pétrolière fut brutalement perturbée par les hausses importantes décidées par l'OPEP et par la progressive prise de contrôle par les pays producteurs de certains stades de la filière pétrolière. Les Majors continuèrent à jouer un rôle fort important, mais il ne fut plus exclusif. C'est à cette époque que se développèrent les premiers marchés libres.

Ces marchés sont des marchés résiduels et, en vertu de cela, une faible variation de l'offre ou de la demande suffit à provoquer de très fortes fluctuations des prix. Les plus importants sont situés à New-York et aux Caraïbes, à Amsterdam, Rotterdam et Anvers, ainsi qu'à Singapour. Leur influence ne cesse de croître depuis une dizaine d'années. Alors qu'ils représentaient moins de 1 % du marché des produits pétroliers avant 1974, leur part s'est progressivement accrue au point de représenter, selon les années et les produits, entre 5 % et 40 % du marché mondial.

Ce développement des marchés libres, joint à l'instabilité des prix, perturbe dangereusement l'économie pétrolière. C'est pour remédier aux inconvénients qu'impliquent ces fluctuations que sont apparus les marchés à terme de produits pétroliers.

Soyons bien clair : ces marchés ne modifieront pas ni à court terme ni probablement à moyen et à long terme la géopolitique de l'énergie. Les marchés à terme ne sont que des instruments techniques dont la fonction principale est d'offrir une protection contre les risques de prix qui ne peuvent être pris en charge par les professionnels de l'industrie pétrolière.

Mais, en protégeant certains opérateurs, ne permettent-ils pas à d'autres intervenants de spéculer ? Et ces opérations ne risquent-elles pas de dégénérer et d'accroître l'instabilité des cours ?

Il est exact que sur les marchés à terme les opérations de spéculation sont importantes. Elles sont même indispensables car elles servent de contrepartie aux opérations de couverture. C'est le revers de la médaille.

Il est également vrai que personne n'est à l'abri d'un accident et que certains marchés ont à plusieurs reprises notoirement très mal fonctionné. Il faut cependant remarquer que, tout en étant spectaculaires, ces incidents sont rares, ne concernent que certains types de marchés et résultent souvent d'« erreurs » humaines (*cf. l'encadré ci-contre*). En dehors de circonstances exceptionnelles (comme celles ayant entouré l'affaire Hunt), les marchés à terme ne sont pas à l'origine de l'instabilité des cours. Ils en sont bien au contraire la conséquence. L'exemple des produits pétroliers en est une parfaite illustration. Ces marchés n'existaient pas tant que les prix étaient stables car ils n'offraient alors aucune utilité. Ils ne se sont développés qu'à partir de 1979, en réaction à l'instabilité des cours, elle-même induite par le développement des marchés libres. Dès que les prix se stabiliseront, l'activité sur les marchés à terme se réduira. La seule façon de les faire disparaître serait de stabiliser durablement les cours des produits pétroliers et/ou de supprimer les marchés libres.

Quatre avantages pour les utilisateurs français

En attendant qu'une telle éventualité se présente, les pouvoirs publics et la Banque de France doivent continuer la politique qu'ils ont mise en place et accorder aux entreprises françaises qui en font la demande les autorisations nécessaires pour opérer sur les marchés à terme étrangers.

Les industriels français en mesure d'utiliser ces marchés pourraient, en effet, en tirer quatre avantages :

- Une protection contre le risque de prix et la possibilité de verrouiller leurs marges de profit.
- Une aide dans la gestion de leur approvisionnement pétrolier.
- Une réduction du coût de financement de leurs stocks.
- Une fixation à l'avance du prix de leurs produits pétroliers.

Les marchés à terme de Londres et de New-York sont-ils aujourd'hui en mesure d'offrir tous les services qui viennent d'être énumérés ?

La réponse doit être nuancée. Seuls, les marchés du fuel et de l'essence sont pour l'instant opérationnels, à condition de ne pas y effectuer des transactions volumineuses. Pour le fuel industriel et les autres produits raffinés, il n'existe pas de marchés à terme. Pour le brut, enfin, les marchés ne sont pas actuellement très utilisés, même si tout laisse penser qu'ils le seront dans les prochaines années.

(*) Professeur à l'université Paris IX-Dauphine. Professeur associé à H.E.C.

La fonction de la spéculation

Le fonctionnement des Bourses de commerce autorise les opérateurs à intervenir sur les marchés à terme avec une mise de fonds représentant 10 % et parfois moins de la valeur de ce qu'ils achètent ou vendent.

N'y a-t-il pas là un danger ? *Pour le spéculateur, c'est indiscutable, mais c'est son problème.* Pour l'intérêt général, la réponse n'est pas aussi brutale. Si, grâce aux appels de fonds effectués tous les soirs après la clôture des transactions, la chambre de compensation possède en permanence des garanties financières représentant à tout instant au moins 10 % à 15 % de la valeur des positions détenues par les spéculateurs, il y a tout lieu de penser que la sécurité du marché n'est pas entamée.

Cette façon d'opérer ne permet-elle pas aux opérateurs de spéculer à la hausse ou à la baisse et aux prix à terme de diverger dangereusement des prix des produits physiques ?

S'il n'y avait que des spéculateurs sur le marché à terme, la réponse serait évidemment positive. Si, par contre, de nombreux professionnels interviennent simultanément sur les marchés physiques et à terme, il n'y a pas de risque d'écart durable entre les prix à terme et ceux du comptant. Dès qu'apparaîtrait une divergence non justifiée, ces professionnels effectueraient immédiatement des opérations d'arbitrage.

La présence d'un marché physique sous-jacent au marché à terme a pour effet de créer un ressort de rappel extrêmement contraignant qui a pour conséquence de faire évoluer les prix de manière parallèle sur les deux marchés.

L'AGRÉMENT SPÉCIAL DE LA BANQUE DE FRANCE

En dérogation à la réglementation des changes, l'agrément spécial de la Banque de France permet aux négociants et aux entreprises industrielles d'opérer librement sur les marchés étrangers.

Les sociétés bénéficiaires de cet agrément sont cependant limitées par des plafonds d'engagement. Elles doivent par ailleurs indiquer très précisément leur position de change à la Banque de France.

Près de quatre-vingts sociétés ont obtenu l'agrément spécial de la Banque de France. Etant donné que quatre grandes entreprises industrielles en font bénéficier d'autres sociétés de leur groupe, ce sont finalement cent quatre-vingts sociétés qui utilisent les facilités de l'agrément spécial.

Grâce à cette procédure gérée par le service « négoce international » de la Banque de France en liaison avec le Trésor, les entreprises françaises se trouvent placées dans une situation identique à celle de leurs concurrents étrangers.

La mise en place de l'agrément spécial traduit une indéniable compréhension des rouages du négoce international.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS SUR LES MARCHÉS A TERME DE PRODUITS PÉTROLIERS A CONNU UNE TRÈS VIVE PROGRESSION

PRODUITS NÉGOCIÉS	BOURSES	1978	1979	1980	1981	1982
Fuel domestique ...	NIMEX	116	33 804	238 284	995 506	1 745 526
Gazole	IPE	–	–	–	149 722	623 308
Essence avec plomb.	NYMEX	–	–	–	7 300	104 082
Propane	NYCE	–	57	25	496	16 919

Unités : nombre de contrats.
N.B. : le volume d'un contrat est de 42 000 gallons.

Le ronron de la politique agricole commune

Par JEAN CORDIER (*)

Les articles concernant le marché du cacao dans le *Monde* du 25 octobre illustrent la difficulté de prendre pour les opérateurs des positions rationnelles sur un marché compétitif. Les prix du cacao montent, les prix du cacao baissent, que faut-il faire ? Vendre au comptant, acheter à livraison différée, se couvrir en tant que producteur ou utilisateur sur un, voire plusieurs marchés à terme ?

Les prix fluctuent sur un marché agricole, et ceci est tout à fait naturel. Si la demande de produits agricoles et alimentaires est relativement stable, l'offre en revanche subit des chocs dus aux aléas climatiques et à différents problèmes d'ordre biologique qui sont encore mal maîtrisés par les scientifiques. Ces fluctuations de prix perturbent l'activité économique de la filière alimentaire en introduisant des risques financiers importants. Si les prix baissent, l'activité agricole voit sa profitabilité diminuer, alors que les industries de transformation voient leur marge augmenter. Inversement, une hausse des prix pour un produit agricole permet une meilleure rémunération de l'activité agricole mais une dégradation des marges pour l'industrie. Les positions d'acheteur ou de vendeur portent alors une espérance de rendement mais aussi un risque associé. La balance rendement-risque doit alors être gérée en fonction des contraintes de l'entreprise et des possibilités du marché.

Fort heureusement, les principes économiques sont clairs et il existe des professionnels de ces marchés compétitifs : agriculteurs, négociants ou industriels : ils commercialisent, échangent et achètent avec la plus grande rationalité des matières premières, des taux de change, des taux d'intérêt ou autres produits de base. Je crains toutefois que les compétences nécessaires à l'exercice de ce métier ne soient pas répandues en France, et, plus grave, ne soient pas en progression parmi les intéressés.

Les organisations de marché mises au point en France et en Europe ont très souvent pour objectif la « stabilisation » des prix et indirectement la stabilité du revenu des producteurs agricoles. L'idée d'une nécessaire stabilisation de prix est devenue si commune que la majorité des responsables agricoles y croient comme à une vérité première.

Ceci est très grave pour l'ensemble de la filière alimentaire française. Les organisations de marché existantes constituent de puissants soporifiques pour le développement des compétences humaines au niveau des marchés agricoles. Pourquoi se faire du souci, pourquoi investir dans des ressources humaines qui n'ont pas d'utilité immédiate ? Où se trouve la difficulté pour les opérateurs si l'argent du contribuable (ou du consommateur dans le cas du système européen) soutient les prix à un niveau tel qu'ils ne risquent pas de fluctuer ? Nous sommes tellement satisfaits de ce sentiment de calme et de sécurité en France que nous souhaitons voir se développer le même genre de système sur les marchés internationaux.

Le prix de soutien, stable par nature, possède cependant son talon d'Achille. Qui dit soutien, dit financement extérieur. De ce fait, la responsabilité du marché quitte les professionnels pour aller vers une autorité publique nationale ou internationale qui dispose d'un budget adéquat. Dès lors, le prix ne transmet plus une information utile pour les opérateurs en ce qui concerne les quantités à produire, les qualités, les lieux de production, etc. Quelques années plus tard, le budget « adéquat » ne suffit plus à financer les erreurs de soit-disant « marché ». Si le système craque, les opérateurs endormis n'ont plus qu'à réapprendre le difficile métier qui est le leur. Bien sûr, les conséquences sont coûteuses au niveau individuel comme au niveau de la société et peuvent être fort graves si des opérateurs de pays concurrents en tirent parti pour dominer les activités de négoce.

La gestion du risque naturel

En fait, il existe un choix fondamental de fonctionnement des marchés agricoles. Il concerne la méthode de gestion du risque naturel lié aux aléas, tant bio-climatiques que politico-économiques de ce monde.

– Faut-il stabiliser les prix artificiellement par des systèmes de prix de soutien (par rationnement de la demande mais avec création de surplus) ou de quotas (par rationnement de l'offre) ? Les prix stabilisés sont alors supérieurs au prix d'équilibre lié à la libre confrontation de l'offre et de la demande.

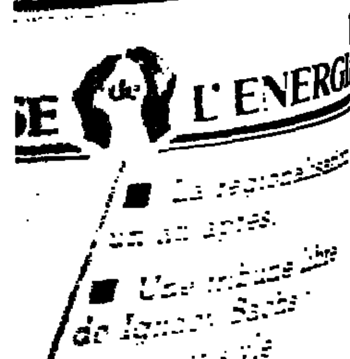
– Ou bien est-il préférable de faire fonctionner des marchés compétitifs et de créer des outils de gestion du risque pour les opérateurs ? Par outil de gestion, il faut entendre d'abord la mise en place de systèmes d'information complets et instantanés, d'outils individuels et collectifs de prévision (dont les approches peuvent être fondamentales ou empiriques) et enfin des outils de diversification du risque résiduel comme les marchés à livraison différée *(Cash forward market)* ou, mieux encore, les marchés à terme *(Future market)*.

Il est certain que le premier choix est celui de la facilité pour les opérateurs comme pour les pouvoirs publics, car il peut s'appliquer très rapidement et il ne demande que de l'argent. Quand on en dispose, il est effectivement tentant. Le second choix, lui, réclame deux choses de la part des opérateurs, de l'information et, surtout, de la formation. Du point de vue des pouvoirs publics, il faut alors de la discrétion, ce qui n'est pas toujours facile et éventuellement une aide à la formation des opérateurs et à leur information. Cette seconde possibilité est donc plus complexe et demande du temps, car elle touche à la formation humaine. Son intérêt vient du professionnalisme des opérateurs qui permet le fonctionnement et l'utilisation adéquats des outils de gestion des risques naturels de nos activités économiques.

Si le niveau moyen des prix des matières premières, des taux de change ou des taux d'intérêt est un problème crucial, leur variabilité ne doit pas gêner les opérateurs compétents. Au moment où les caisses européennes sont vides, les responsables économiques et surtout les professionnels devraient considérer sérieusement la seconde approche. La création récente des marchés à terme de la pomme de terre, du porc et de la pomme Golden en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, les nombreux projets qui existent, laissent penser que les « commerçants » du nord de l'Europe ont déjà choisi.

Le ronron organisé des marchés agricoles européens risque d'entraîner les pays non préparés, c'est-à-dire sans professionnels et sans outils de travail, vers le sous-développement. Les pays producteurs verront le devenir de leurs produits leur échapper et passer entre les mains de professionnels étrangers. Le dialogue Nord-Sud s'élèvera alors de quelques degrés en latitude dans l'hémisphère Nord...

(*) Professeur à l'Institut de gestion internationale agro-alimentaire (IGIA).



culture

ROCK

ENTRETIEN AVEC ELVIS COSTELLO

« Il reste peut-être une ou deux bonnes chansons à écrire »

« Changer est essentiel, *dit Elvis Costello.* Travailler est important. J'étais fatigué du son de la new-wave, *les clichés se formaient trop* facilement. En 1977, tout le monde disait qu'elle balaierait le rock'n roll, or, en l'espace de deux ans, elle est devenue aussi démodée que tout ce qu'elle était supposée remplacer. J'ai décidé alors de retourner à mes racines, la musique de mes seize ans, la soul (Tamla Motown) pour m'en servir comme base. L'accent mis sur le rythme refletait plus de sensualité que la new-wave, d'aspect cérébral. Pendant plusieurs années, on a trop ignoré le corps.

» Les années 60 ont perdu leur magie lorsque tout le monde a commencé à exploiter des idées limitées sur une demi-heure de musique *meublée par des solos et des improvisations* sans substance (qui n'avaient rien en commun avec les improvisations de jazz). C'était juste de l'auto-indulgence. Entre 1969 et 1976, il était presque honteux d'admettre qu'on faisait ou qu'on aimait la pop-music. Tout devait être intellectuel, voire spirituel, même si ça ne l'était pas du tout. Les escrocs ont fait beaucoup d'argent à cette époque en jouant les virtuoses et en faisant passer les vessies pour des lanternes.

» Je n'aime pas l'idée de culture apposée au rock. C'est parfois une erreur d'être trop révérencieux. On peut apprendre, mais on ne doit pas perdre *la notion du plaisir.* Les gens prennent souvent le rock trop sérieusement. C'est parti de quelque chose de très flou et incontrôlable, pour finir dans des livres didactiques et ennuyeux qui n'ont aucune relation avec ce qui concerne vraiment la musique. *Son but est d'éclater, pas* d'être contrôlée. Il y a dans l'idée d'une culture le sens d'un contrôle.

» Je suis plus attaché à la notion de *tradition : une technique artisanale* qui se transmet et que chacun adapte à sa personnalité. J'utilise des signes, des références. Il faut faire attention aussi de ne pas vivre dans l'ombre de ses modèles. Certains ne s'en remettent jamais. Je passe beaucoup de temps à écouter des disques (à les acheter aussi). Je garde constamment l'œil et l'oreille ouverts aux influences, aux possibilités d'écriture (le rythme d'un discours aux actualités télévisées, les conversations dans un pub). Je prends des notes tout le temps.

» Je ne tiens pas en place. Mon travail est très fragmenté. Ce ne sont pas vraiment comme des *moments d'inspiration : plutôt un* collage d'idées collectées et, avant de m'en apercevoir, j'ai écrit une chanson. Je suis de plus en plus attentif et exigeant sur le choix de mes mots, car après plusieurs albums on a tendance à se répéter.

Changement et fidélité

» Je m'efforce de composer au piano car j'en joue mal : ça offre plus de possibilités, car, lorsque je *suis perdu, j'écris des mélodies inu*suelles. Il est plus facile de composer des chansons lentes que des chansons rapides. Les originaux du rock'n roll sont presque impossible à écrire aujourd'hui. Il ne reste plus beaucoup de combinaisons avec *trois accords. Tout a été épuisé.* J'aimerais pouvoir penser qu'on peut encore exprimer des choses *importantes par* le rock. Il reste peut-être une ou deux bonnes chansons à écrire. Si elles existent, j'aimerais en avoir la paternité (bien que je ne sois pas très concerné par le rock en soi).

» *Je hais le rock «marathon»*, tous ces groupes américains (Foreigner, Kiss) avec quatre guitares et des pantalons en spontex qui aseptisent le haut des hit parades. J'aime à penser qu'ils n'ont rien à faire avec le rock. Il n'existe rien de plus édulcoré, de plus sage, que ces chansons qui parlent d'être sauvage. Jerry Lee Lewis, Little Richard, John Lennon, voilà ce que vous pouvez appeler «sauvage». On n'a pas besoin d'être limité, de jouer du rock'n roll pour être un rocker. John Lennon était à mon avis le plus grand chanteur de rock'n roll, pourtant il changeait de style. Il a enregistré des disques que vous ne pourriez pas qualifier de rock'n roll, mais il était l'un des seuls capables d'y revenir en maîtrisant l'essence et la simplicité de cette expression.

» Les Beatles ont changé ma vie quand j'avais neuf ans. Tout à coup, quand je m'amusais avec mes jouets, la musique est devenue autre chose qu'un bruit de fond. Tamla Motown a changé ma vie *quand j'en avais* quinze. Tous ces gens, toutes ces chansons restent importants même si j'ai changé et qu'ils provoquent en moi des émotions différentes. Plus tard, j'ai aimé des choses sans importance pour faire comme mes amis, être à la mode. A dix-huit ans, on change beaucoup pour trouver une personnalité en imitant les autres. C'est pourquoi les groupes apparaissent et disparaissent si vite, lorsqu'ils sont trop liés à la mode : les gens sont embarrassés d'avoir aimé des musiques si peu consistantes.

» Par contre, les p,emières émotions restent (les premiers bouleversements), elles suivent votre évolution. De fait, j'ai trouvé ridicule, en 1977, de rejeter les influences, de renier les anciennes idoles. Les Clash se moquaient des Rolling Stones et puis ils ont fait un troisième album comme eux. Ils s'en sont tirés parce qu'ils étaient brillants et qu'ils supportaient la comparaison. Mais la plupart des groupes punks manquaient d'imagination.

Leurs valeurs,leurs idées étaient les mêmes que celles des hippies. Leur *musique était similaire sauf* qu'ils jouaient plus vite et prenaient des drogues différentes. On a même organisé des festivals (j'ai participé à l'un d'eux en Belgique avec Clash et Damned), alors que l'idée même de réunir deux groupes punks aurait dû leur apparaître comme une contradiction fondamentale. Ils ont tout de suite *reproduit les mêmes* schémas. Je n'ai jamais été impliqué dans la scène punk (j'avais un travail le jour et une famille à nourrir), tout ce que j'en savais, c'était en lisant les journaux.

» J'essaie de varier suffisamment ma musique, pour stimuler mon imagination, et d'être honnête en reflétant ces changements plutôt que de spéculer sur une image qui m'a rendu célèbre (je serais beaucoup plus irrité de vendre un mauvais disque que d'en faire un bon qui *ne se vend pas). Il existe une forte* mythologie autour de l'image des Clash. Aujourd'hui, ils ont du mal à l'assumer : c'est difficile d'être rebelle et riche. Ils se séparent. Je ne me suis jamais posé comme un rebelle, un homme du peuple. Je suis juste un individu.

» Mon image ne m'obsède pas. Je ne me balade pas en me prenant pour Mad Max 2. On ne peut plus avoir le même rayonnement qu'autrefois. Il est dérisoire d'essayer de changer le monde. *C'est juste un job comme un autre.* Il est facile d'être gâté et de penser que les gens doivent s'occuper de vous. On doit se prendre en charge parce que l'attention qu'on vous accorde conduit facilement à penser que tout ce qu'on fait est intéressant, alors que ça n'est pas le cas. »

Propos recueillis par
ALAIN WAIS.

★ Discographie : *Punch The Clock* (RCA, ZL 25464).

AU CASINO DE PARIS

La présence du roi

On refusait du monde, le 13 novembre, pour Elvis Costello, qui aurait pu jouer à guichets fermés pendant une semaine au Casino de Paris. Fidèle à son image, le costume *noir taillé à la mode des* années 50, les lunettes façon Buddy Holly, accompagné de son pianiste Steve Nieve, Costello a débuté sous les ovations par une chanson de son nouvel album, le ton grave sur une mélodie dramatique.

Rejoint par le reste du groupe — les Attractions (Bruce Thomas à la basse et Pete Thomas à la batterie) augmentés de deux choristes noires et d'une section de quatre cuivres (celle des Dexys Midnight Runners première formule), — il a pris sa guitare pour attaquer deux heures de concert.

On l'a entendu dire *« Bonsoir Paris, ça va les amis ? »*, on n'était plus au temps — pas si lointain (1) — où il insultait son public et lui tournait le dos. Aujourd'hui, le *misterioso* de la new-wave parle, donne des interviews (pour la première fois depuis ses débuts) et écrit des chansons d'amour.

Passant en revue ses neuf albums, il enchaînait les morceaux sur les chapeaux de roues, nerveux et précis, abordant tous les styles de la soul au rock, du rhythm'n blues à la pop : des *compositions ramassées et réorchestrées* pour les besoins de la scène avec des arrangements périlleux, des ruptures. Chantant d'une voix aride et chargée de *feeling* des textes au vitriol, soutenu par des musiciens exceptionnels, Elvis Costello porte trente ans de tradition et d'évolution du rock, trente ans de mythes. Mieux qu'un héros, il en est le témoin, la conscience.

De Presley à Dylan, en passant par les Beatles et les formations de rhythm'n blues américaines, il reste l'unique détenteur de cette magie qui a parcouru les *années 50 et 60. Astucieux et* excentrique, auteur-compositeur boulimique, Elvis est la seule tête couronnée qui règne encore sur le rock. Dimanche, au Casino de Paris, personne n'aurait pu mettre en doute sa légitimité.

A. W.

(1) *Le Monde* du 10 août.

MUSIQUE

« DARDANUS » à Clermont-Ferrand

Le tour de force de Jean-Louis Jam

Longtemps privé d'institutions musicales propres, Clermont-Ferrand sort peu à peu de son *isolement* et a été récemment doté d'un orchestre de chambre régional, immédiatement adopté par les Auvergnats. L'accueil enthousiaste fait à *Dardanus* de Rameau, après trois heures de spectacle, dans une ville sans tradition d'opéra, prouve qu'il y a une forte demande dans ce public jeune, spontané, d'une grande fraîcheur de réaction.

On se souvient de la réussite d'un *Don Giovanni* il y a quelques années (*le Monde* du 9 octobre 1979).

Mais *Dardanus* n'est pas *Don Giovanni*, un ouvrage qui, malgré ses difficultés d'interprétation, imprègne la mémoire collective, sécrète un style et ne pose plus de problèmes d'assimilation. Tenir un public en haleine avec une œuvre aussi éloignée du théâtre moderne et des conventions de l'opéra romantique que *Dardanus* impliquait de communiquer une lecture directe et persuasive de cette musique superbe. C'est le tour de force accompli (comme pour *Don Giovanni*) par un professeur de lettres, *Jean-Louis Jam, qui, depuis dix ans*, laboure inlassablement le terrain difficile d'un orchestre non professionnel et d'un chœur universitaires sans cesse renouvelés.

Avec des instruments modernes, mais une technique baroque d'archet, d'ornementation, de vibrato, qu'il a fallu apprendre, à travers des sonorités un peu rocailleuses ou aigres, des phrasés souvent malhabiles ou mal dégrossis, Jean-Louis Jam a su faire passer l'essentiel, le style, la grandeur, l'émotion, la tendresse, le rêve de Rameau, caractérisant chaque page avec autant de vigueur intérieure que de subtilité et emportant finalement l'adhésion.

Car *Dardanus* s'est d'autre part révélé un trop gros morceau pour la *sympathique équipe clermontoise*. Ne pouvant reconstituer les fastes d'un spectacle de cour, le metteur en scène Pierre Lagueunière a dessiné des évolutions gluckistes assez étranges, accentuées par des danses désolantes de jeunes filles en chemise et pieds nus, qui relevaient de Jaques-Dalcroze et de Puvis de Chavannes, malgré quelques moulinets de poignet.

Les chanteurs (professionnels) étaient en général un peu novices, avec des voix et une technique incertaines, pour une œuvre aussi particulière. On retiendra surtout le charmant Dardanus que nous a peint *Bruce Fithian*, comme un personnage mélancolique de Watteau, en dépit d'une voix très fragile !

Quelles que soient les réserves *qu'on doive faire*, il faut reconnaître le sérieux d'un travail scénique qui a donné un contrepoint toujours renouvelé aux péripéties assez bizarres de l'œuvre, encore compliquées par l'introduction de pages musicales de la première version, superbes, *mais* qui ne contribuent pas à éclaircir le livret.

Mentionnons encore les décors sobres de Marcel Freydefont aux puissantes colonnes noires (délimitant des espaces souterrains et tragiques) qui, en tournant, transforment la scène en un brillant salon doré où tous les acteurs viennent peu à peu poser pour la « photo de famille », tandis que se déroule la majestueuse chacone finale.

JACQUES LONCHAMPT.

● *L'Académie des beaux-arts* a procédé, mercredi 9 novembre, à une double élection : celle du sculpteur Jean Cardot, au fauteuil précédemment occupé par Paul Belmondo, et, au titre d'associé étranger en remplacement de M. Grog, celle du cinéaste et acteur américain Orson Welles.

La voix du rêve africain

(Suite de la première page.)

Le 16 novembre à l'Espace Balard, les jours suivants dans les régions, Fela Anikulapo Kuti se produira avec le même orchestre symboliquement baptisé Egypt 80 parce que le musicien souhaite que les Africains prennent conscience du rôle *joué par leurs ancêtres dans l'histoire du monde* puisque l'Egypte, un des berceaux de la civilisation, était peuplée de gens de race noire et qu'elle avait à sa tête des pharaons noirs.

Fils d'une militante de la Woman International Democratic Federation, qui lui donnera une éducation bourgeoise classique à Londres, Fela, âgé aujourd'hui de quarante-quatre ans, a d'abord été fortement impressionné par Charlie Parker et Miles Davis, puis par la musique soul avant de mêler son expérience américaine *aux rythmes traditionnels et séquentiels* de l'Afrique et de prendre à son compte un rêve africain de construire à nouveau sa propre histoire.

Sur les débris de l'identité culturelle traditionnelle, Fela Anikulapo Kuti et d'autres créateurs avec lui, veulent réinventer la personnalité africaine. *« L'avenir est avec nous,* dit le saxophoniste nigérian, *car notre désir est neuf. Et la musique, c'est l'arme des donneurs de vie. »* Et le musicien d'interpeller l'Afrique désorganisée et en crise, de dénoncer les corruptions avec causticité et de chanter l'unité du continent.

Le concert du Brixton Academy de Londres devant un public composé en grande partie d'Africains s'est ouvert par deux thèmes *(You can run* et une composition du fils du saxophoniste) interprétés par l'orchestre seul. Puis l'un des musiciens a annoncé l'arrivée de son chef : *« I'm introducing the black President : Fela Anikulapo Kuti. »* Comme d'habitude, celui-ci ne jouera aucun titre déjà enregistré. En trois heures, cinq compositions seront proposées : *M.O.P. one, Just like that, Look and laugh, Custon Check Point* et la dernière sur l'*Organisation de l'unité africaine*.

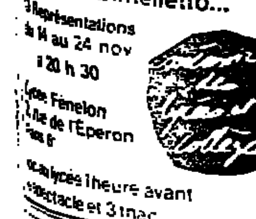
Chaque morceau s'organise dans des séquences qui peuvent parfois apparaître comme indépendantes les unes des autres (ainsi, à l'intérieur d'un titre, Fela chante une chanson traditionnelle en langue africaine), s'il n'y avait pas le rythme immuable et les reprises définies à la caisse claire. Aux claviers, au saxophone, à la *direction d'orchestre*, dans une danse ancestrale et enfin dans le chant, ou plutôt dans une forme de discours mi-chanté, mi-clamé, Fela est omniprésent.

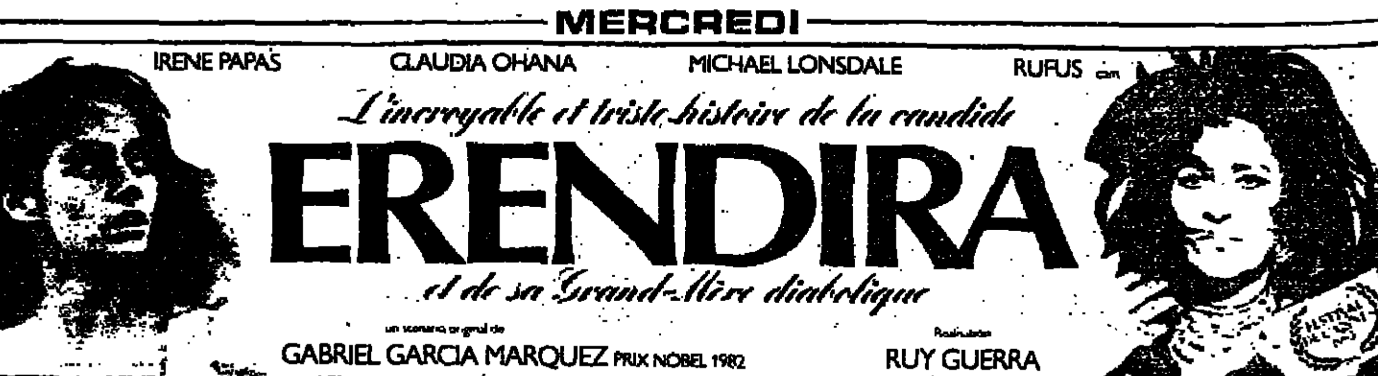
Il ouvre des forces libératrices devant un auditoire subjugué, heureux, entraîné à créer lui-même des mouvements avec le corps. Pendant ce temps, les cuivres éclatent de toute leur puissance dans des riffs éblouissants.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Espace Balard le 16, Palais d'Hiver, à Lyon, le 17, Nîmes (chapiteau) le 18, salle de la piscine à Toulouse le 19, Bordeaux (chapiteau) le 20, Toulon le 21, Théâtre de la Verdure, à Nice, le 22.







SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LULU. – Bataclan (721-18-81), 20 h 30.
L'INVITATION AU VOYAGE. – Lucernaire (544-57-34) 22 h 15.
POI VENNE L'INTELLETTO. – Lycée Fénelon (236-73-44), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11), à 19 h 30 : Vive Offenbach.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Intermezzo.
ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32) : 20 heures : La Tempesta (en italien).
BEAUBOURG (277-12-33), Débats-rencontres : 19 heures : Le gynophage ; à 21 heures : La revue Équivalences ; Concerts-animations : 19 heures et 20 h 30 : Opération Zig-Zag (œuvres de J. Dillon, J. Cage et Y. Holler) ; Cinéma vidéo : 16 heures : Duras filme ; 19 heures : l'Argentine à l'heure zéro.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). – Concert : 18 h 30 : D. Merlet (piano) – X. Gagnepain (violoncelle) (Beethoven, De Falla).

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), Semaines de la Marionnette ; 14 h 30 et 20 h 30 : J.-P. Lescot.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 18 h 45 : le Misanthrope.
BOUFFES - PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Louise-Emma.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Pinok et Matho ; 22 h 45 : Cabaret Dada.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Cajamarca ou le Supplice de Pizarre ; 20 h 30 : l'Entonnoir ; 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; II. 18 h 30 : Recatonpilu ; 20 h 15 : Six heures au plus tard.
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : la Mansarde bleue.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : les Sales Mômes.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande ; 21 h 15 : Restaurant de nuit.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Bouvard.
STUDIO FORTUNE, 21 h : Des hippies partout.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer.
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 18 h 30 : le Grand Ecart.
THÉATRE 13 (588-16-30), 21 h : l'Emoi d'amour.
UNION (246-20-83), 20 h 30 : le Chant général.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : M.-A. Estrella (Bach, Beethoven, Ravel).
Centre Pompidou, 20 h 30 : Quatuor Arditti (Wyttenbach, Harvey, Nono).
F.I.A.P. (589-89-15) 20 h 30 : M. Robson (Bach, Beethoven, Chopin, Fauré, Messiaen).

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)
Théâtre
Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : Tonio Kroger.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h, la Belle Nivernaise, de J. Epstein ; 17 h, le Pays de la haine, de H. Bartlett et J. Bricken ; Semaine du cinéma autrichien : 19 h, Ciel et Terre, de M. Pliz.

Les exclusivités

L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52).
L'AMIE (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS (Aus., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
ASSIA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f., Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (325-52-37).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
LE BOURREAU DES CŒURS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Tourelle, 20e (364-51-98).
BRULER LES PLANCHES (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
CARMEN (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Escurial, 13e (707-28-04).
CHANEL SOLITAIRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).
CHRONOPOLIS Logos III (H. sp.), 5e (354-42-34).
CLASS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City (v.o./v.f.), 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31), Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LA CRIME (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marignan, 8e (359-92-82).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).
DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).
L'ERMITE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).
LE FAUCON (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).
FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
FRANCES (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).
FURYO (Jap., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).
LE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE MORTE (Fr.-It.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LE GRAIN DE SABLE (Fr.) : Logos III, 15e (354-42-34) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Olympic Entrepot, 14e (545-35-38).
L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) (H. sp.).
LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE MARGINAL (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Athéna, 12e (343-00-65 ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (h. sp.).
MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) (h. sp.).
OCTOPUSSY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).
OUTSIDERS (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
PATRICIA (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ritz, 18e (606-58-60).
POUSSIÈRE D'EMPIRE (Franco-Vietnamien) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
LES PRINCES (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-77) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
RACKET (A., v.f.) (*) : Impérial, 2e (742-72-52).
LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (562-45-76) ; v.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Français, 9e (770-33-88) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Espace Gaîté (h. sp.) 14e (278-47-86).
ROSI ET LA GRANDE VILLE (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).
STAYING ALIVE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
TENDER MERCIES (A., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
TONNERRE DE FEU (A., v.f.) : Gaîté Boulevards, 9e (233-67-06).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Paris-Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version Delavault : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; version Gal : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; version Saurova : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (h.s.p.) : Denfert, 14e (321-41-01).
UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
UNDERGROUND U.S.A. (A., v.o.) : Action-Christine (h.s.p.), 6e (325-47-46).
VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (329-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
VIVE LA SOCIALE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
ZELIG (A.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Movies, 1er (260-43-99) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount Odéon, 5e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 14 novembre

LES FILMS NOUVEAUX

AU NOM DE TOUS LES MIENS, film français de Robert Enrico. – Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LES CŒURS CAPTIFS, film britannique de Michael Radford. – Logos, 5e (354-42-34) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
FAUX-FUYANTS, film français d'Alain Bergala et Jean-Pierre Limosin. – Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic, 14e (545-35-38).
GARÇON !, film français de Claude Sautet. – Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE, film français de Jacques Monnet. – Forum, 1er (233-42-26) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Sécrétan, 19e (241-77-99).
SOLLERS AU PARADIS, film français de Jean-Paul Fargier. – Studio 43, 9e (770-63-40).



COMMUNICATION

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

Le débat s'engage sur le thème des libertés

Les précisions données vendredi 11 novembre par le premier ministre, M. Pierre Mauroy, sur le texte de loi en préparation sur la presse (*le Monde* daté 13-14 novembre) ont déclenché les premières réactions dans les journaux et dans la classe politique. On observe un silence prudent de la part des partis de la majorité gouvernementale, alors même que l'intervention de M. Mauroy au congrès socialiste de Bourg-en-Bresse avait provoqué l'enthousiasme des délégués. *En revanche, l'ancien premier ministre,* M. Raymond Barre, s'indigne d'ores et déjà d'« *une atteinte à la liberté d'expression* ».

C'est bien sur le thème des libertés que va se développer le débat : liberté d'entreprendre, liberté des faibles contre les forts, libertés des lecteurs et des équipes rédactionnelles, etc. M. Robert Hersant, le seul véritablement visé, en raison de sa position particulière dans la presse sera d'autre part au centre de la bataille. Le projet prévoit qu'un groupe de presse régional ne pourra dépasser 15 % de la diffusion totale des quotidiens de province; dans l'état actuel des choses, M. Hersant est au-dessous de ce seuil, mais devrait choisir entre ses quotidiens à Paris et ses journaux en province.

Les réactions

M. JACK LANG, ministre de la culture :

« C'est une loi républicaine. C'est une loi qui est destinée à renforcer la liberté, à créer la transparence dans la gestion des entreprises de presse, et à interdire surtout le cumul. Or, en matière de liberté d'expression, le principal ennemi c'est la concentration du pouvoir économique entre quelques mains (...)

» Je constate que les premiers concernés — je veux dire les journalistes — sont heureux. Ils ont applaudi à cette mesure qui consiste à introduire la diversité, la pluralité. »

M. GEORGES FILLIOUD, secrétaire d'État chargé des techniques de communication :

« La liberté de la presse est l'affaire de chaque Française et de chaque Français et de leurs représentants élus. Ce sont toujours les adversaires de la liberté qui en proclament le plus haut les principes, alors qu'ils en ont abusé parce qu'ils étaient les plus forts, les plus puissants, les plus riches.

Une société dans laquelle le petit est condamné à être mangé par le gros n'est pas une société juste. C'est pourtant ce qu'il se passe dans la presse depuis quarante ans. Et que cela a assez duré. Il est tout de même paradoxal d'entendre invoquer le pluralisme par les groupes qui se sont attachés à le détruire à force d'argent, le plus souvent en se dissimulant derrière des prête-noms et des sociétés fantômes au mépris de la loi. Qu'ils ne viennent pas, ceux-là, donner aujourd'hui des leçons. »

M. RAYMOND BARRE, député (U.D.F.) du Rhône, ancien premier ministre :

« Il s'agit là, comme pour la liberté de l'enseignement, d'une tentative de main mise politique et syndicale sur la presse. » Cela est le reflet de *« l'expérience menée actuellement par le parti socialiste pour transformer la société pluraliste en une société uniforme, soumise au dogmatisme, à l'endoctrinement et à l'intolérance ».*

Mme BRIGITTE GROS, sénateur (gauche dém.) des Yvelines :

« Ce projet est en contradiction avec les engagements pris avant et après le 10 mai 1981 et avec la proposition 95 du projet socialiste. Au lieu « d'assurer l'indépendance des journaux face aux pressions du pouvoir » *il accentuerait au contraire la tutelle des pouvoirs publics sur les entreprises de presse. Il les soustrairait à la loi du marché pour leur imposer un dirigisme d'État. J'ose espérer que le président de la République prendra la sage décision de retirer ce projet de l'ordre du jour du conseil des ministres. »*

M. MICHEL GIRAUD, sénateur (R.P.R.) du Val-de-Marne, président du conseil régional d'Ile-de-France :

« Les propositions de M. Mauroy, conçues pour satisfaire certains militants socialistes déçus sont une médiocre opération politicienne qui vise en réalité la presse d'opposition. Il y a là une atteinte de fait à la liberté. Nous sommes en présence d'une incohérence supplémentaire. Car, à partir du moment où l'on veut conserver le monopole de l'audiovisuel, on est mal placé pour proposer une loi anti trust pour la presse. »

M. ANDRÉ AUDINOT, P.-D.G. du Figaro, député (non inscrit) de la Somme, président du Syndicat de la presse parisienne :

« Il s'agit d'un mauvais coup porté à la presse en général, d'un coup honteusement préparé à la sauvette. Le pouvoir a déjà mis sous sa coupe la communication audiovisuelle. Il en résulte qu'il a à sa botte la télévision, les radios, Havas, la Sofirad et j'en oublie. Et, par conséquent, il s'agit bien d'une atteinte à la liberté de la presse, même si cette mauvaise action ne vise qu'à détruire et à supprimer le groupe Hersant. (...)

» S'il doit y avoir un statut un jour, ce ne peut être que celui de la communication qui engloberait l'audiovisuel. Il pourrait d'ailleurs se résumer en six mots : la communication est libre en France. »

L'UNION NATIONALE DES SYNDICATS DE JOURNALISTES (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T.) :

L'U.N.S.J. *« prend acte »* du projet mais *« attend d'en connaître le contenu détaillé pour se prononcer définitivement ».* L'Union rappelle qu'elle *réclame « depuis longtemps des mesures pour garantir le pluralisme et l'indépendance de la presse écrite à l'égard des puissances financières. (...) Le projet en préparation semble en effet respecter l'esprit des ordonnances de 1944 et garantir la transparence des entreprises de presse.*

» En ce qui concerne les équipes rédactionnelles, l'U.N.S.J. prend acte de la volonté du gouvernement d'en prévoir l'autonomie, ce qui constitue une garantie pour l'emploi et la spécificité de la publication, mais elle rappelle qu'elle revendique aussi un droit spécifique des journalistes sur la vie du journal et en cas de changement de direction ».

Dans les quotidiens

FRANCE-SOIR : une médiocre opération de politique partisane

M. Mauroy camoufle ses intentions liberticides sous le manteau du *bien commun* (...) Cela est *si vrai* que le projet gouvernemental laissera intacts des monopoles régionaux tandis que le groupe Hersant sera le plus touché.

Il s'agit donc d'une médiocre opération de politique partisane qui concerne, désormais, l'ensemble des citoyens attachés aux libertés fondamentales dont celle de la presse est indissociable.

(GUY BARET.)

LIBÉRATION : floue à souhait.

Si elle ne mérite pas le tombereau d'injures qui l'ont accueillie à droite, il n'est pas sûr que cete loi soit digne de l'enthousiasme qu'elle risque de déclencher à gauche. Elle laisse notamment intact le vrai monopole de presse qui pèse sur la France : le patchwork des mini-monopoles régionaux. Elle laisse en jachère la plupart des problèmes de fond qui se posent à la presse (dont le déficit chronique n'est tout de même pas dû à Hersant). Annoncée à grands tambours, elle est floue à souhait et prête ainsi le flanc à l'accusation-même qu'elle voudrait rendre caduque : atteinte à la liberté de la prese.

(GÉRARD DUPUY.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : *nous préférons un monstre* comme Hersant.

Nous n'avons nul besoin que l'Etat nous vienne en aide au nom de principes qui cachent mal ses arrière-pensées. Nous préférons un système semi-libéral qui permet à un monstre comme Hersant de prospérer, à un système d'intervention qui normalise la presse (...) On souscrira ici à une seule des quatre propositions du premier ministre, celle qui concerne l'obligation faite à tout journal de posséder une équipe rédactionnelle autonome.

(PHILIPPE TESSON.)

L'HUMANITÉ : un point, de départ.

Cette loi antitrust (...) pourrait constituer aussi un point de départ, dans la concertation avec tous les intéressés, d'un véritable renouveau du pluralisme. Pour aider notamment la presse d'opinion et favoriser la création de nouveaux titres, le gouvernement devra en effet revoir entièrement le dispositif d'aides de l'Etat.

(JEAN-PIERRE RAVERY.)

LE MATIN DE PARIS : le premier ministre se retrouve seul.

Une surprise quand même dans ce débat qui s'amorce : où sont donc passés les dirigeants du P.S., ceux-là mêmes qui applaudissaient à tout rompre Pierre Mauroy quand il annonçait à Bourg-en-Bresse sa volonté de faire respecter l'esprit des ordonnances de 1944 ? En week-end peut-être... Dommage pour le premier ministre, qui se retrouve une fois de plus seul dans une bataille *difficile, l'opposition occupant le* terrain sans que le P.S. se manifeste.

(ALEXIS LIEBAERT.)

OUEST-FRANCE : oui à la clarté, non à la manœuvre.

« Nous voudrions croire à l'intégrale pureté des intentions du gouvernement. (...) Que l'Etat inter*vienne,* cela peut s'expliquer, qu'il intervienne dans tant de domaines, cela commence à inquiéter. Qu'un gouvernement intervienne à sens unique ou lorsque cela le sert ne pourrait qu'indigner. En deux mots, nous disons oui à la clarté, non à la manœuvre. »

(FRANÇOIS-REGIS HUTIN.)

LE PROGRÈS : faire disparaître ce quasi-monopole sur la radio et la télévision.

Une loi antitrust sur la presse. (...) c'est parfait dans le principe. Mais, en France, le gouvernement doit se rappeler — phénomène particulier à notre pays — que *le plus grand trust d'information,* c'est l'Etat. La première chose que devrait faire cette loi antitrust sur l'information, ce serait donc de faire disparaître ce quasi-monopole du pouvoir politique sur la radio et la télévision.

(JEAN BOISSONNAT.)

LA DÉPÊCHE DU MIDI : et le prix de revient des quotidiens ?

Vouloir une presse plus nombreuse, plus variée, indépendante et fière, chacun en est d'accord. Mais alors pourquoi Georges Fillioud n'a-t-il pas évoqué l'un des aspects vitaux qui conditionne trop souvent tous les autres : celui du prix de revient des quotidiens ? (...) Il est plus commode de légiférer sur le pluralisme des quotidiens que de permettre à la presse française de *s'épanouir en vivant* avec son temps l'aventure industrielle.

(FERNAND COUSTEAUX.)

L'empire attaqué

Si M. Robert Hersant et son groupe sont aujourd'hui la cible principale de la nouvelle législation en préparation, c'est que le « Citizen Kane » français en a trop fait. Et qu'il continue.

M. Robert Hersant avait vingt ans en 1940. Il déclarait alors au rédacteur en chef de *la Gerbe,* hebdomadaire national-socialiste et pro-allemand : *« Je veux devenir un grand patron de presse. »* De *l'Auto-Journal* en 1950 au *Dauphiné libéré* en 1983, il a patiemment construit son empire. Avec, depuis dix ans, une fantastique accélération et une boulimie que rien ne semble pouvoir arrêter. On ne prête qu'aux riches.

Au début fut *l'auto-Journal,* une spectaculaire innovation. Sa réussite est à la base d'un groupe, la Socpresse, multiple et puissant, qui comprend quatre grandes catégories : des quotidiens de province *(le Havre Presse, Paris-Normandie, Centre-Presse, le Dauphiné libéré...)*; des quotidiens à Paris *(le Figaro, l'Aurore, France-Soir)*; des hebdomadaires locaux et départementaux, en Normandie principa*lement; des publications* spécialisées dans le loisir, le sport, la maison *(Bateaux, Votre tricot,* etc.). Le groupe possède aussi des imprimeries en région parisienne et en province.

M. Hersant, dans son ascension, s'est plus comporté en homme d'affaires qu'en « politique » sectaire. N'a-t-il pas été élu et réélu pendant plus de vingt ans député de l'Oise sous des étiquettes variées ? Le « système Hersant » consiste beaucoup plus à contrôler la propriété des titres que le contenu rédactionnel, du moins en province, où ses journaux ont des orientations diverses. A Paris, c'est une autre *affaire. La main-mise sur l'Aurore* s'est traduite par la disparition de l'originalité politique de ce titre; *le Figaro* et *France-Soir* d'aujourd'hui sont passés à une opposition systématique au pouvoir en place, à un journalisme partisan qu'auraient désavoué aussi bien Pierre Brisson que Pierre Lazareff.

Là n'est pas, malgré ce qu'on ne manque pas de dire à droite, la raison du projet de loi. D'autres que lui ont foulé aux pieds la fameuse ordonnance du 26 août 1944, qui devait éviter toute concentration. Mais M. Hersant en a trop fait. Et son inculpation *en 1978 ne l'a pas arrêté, bien* au contraire. Aujourd'hui, nul ne sait exactement — faute de la « transparence » que prévoyait l'ordonnance, et que la nouvelle législation veut restaurer — comment s'organise « l'empire Hersant », ni d'où vient l'argent qui a servi à racheter tous les titres.

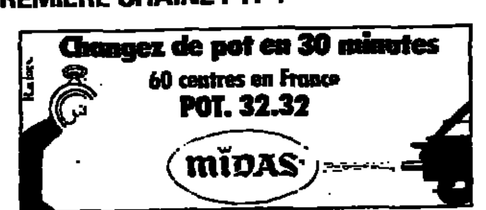
Ce qui est clair, en revanche, c'est que le renard va se changer en loup. L'empire va contre-attaquer. Reste à savoir quels seront ses alliés et jusqu'où ils s'engageront dans cette bataille.

YVES AGNÈS.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 14 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Film : L'Odyssée du sous-marin Nerka, de Robert Wise.
Film américain de R. Wise (1958), avec C. Gable, B. Lancaster, J. Warden, B. Dexter, R. Rickles (N. Redif.).
1943 : Un sous-marin américain est en opération dans le Pacifique. Un désaccord profond éclate entre le commandant et un lieutenant qui espérait obtenir son poste. Les hommes dans la guerre et l'exaltation des valeurs militaires. Mise en scène dans la tradition hollywoodienne. Excellente interprétation.

22 h 10 Magazine de la santé : Vieillir.
D'Igor Barrère et E. Lalou.
La vieillesse est-elle une maladie ? Des témoignages de personnes âgées, avec la participation du docteur Françoise Forette (hôpital Broca).

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Seconde Surprise de l'amour.
De Marivaux, mise en scène J.-P. Miquel. Avec L. Mikaël, J.-M. Flotats...
La marquise a perdu son mari, le cloître a ravi la fiancée du chevalier. Il ne reste aux deux amants qu'à s'aimer en dépit des vanités, des jalousies et des quiproquos. Légèreté et grâce du divin Marivaux.

22 h 25 Magazine : Plaisir du théâtre. De P. Laville.
Maréchal-Jouhandeau, au Théâtre du Rond-Point ; Topor-Ribes ; la Cage aux folles à Broadway...

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Film : Borsalino and Co.
Film français de J. Deray (1974), avec A. Delon, C. Rouvel, R. Cucciolla, D. Ivernel, A. Falcon, R. Kolldehoff (Redif.).
A Marseille, dans les années 30. Siffredi, caïd du « milieu », venge son ami Capella en abattant son meurtrier. Un puissant truand milanais, instigateur du meurtre, se venge à son tour. Guerre sans merci, tragédie de la pègre, arrière-plans politiques, La suite de Borsalino, *où Delon est seul, en vedette, en héros, n'est pas seulement une reconstitution « rétro ».*

22 h 20 Journal.

22 h 40 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
Bienvenue à bord avec l'amiral Leenhardt.

23 h 25 Prélude à la nuit.
Sonate pour basson et piano, *de Camille Saint-Saëns, par les musiciens de la République populaire de Chine, Jian Min Zhang, basson et Mme Chow Ching Ling, piano.*

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

Une semaine avec... **L'ILE-DE-FRANCE**

LES PROGRAMMES D'INFORMATION DE FR3-ILE-DE-FRANCE

● **A 18 h 30 :** Le magazine des sports, présenté par Denis Ferdet. Au sommaire : un reportage sur la gymnastique rythmique à Evry, en marge des championnats du monde de gymnastique à Strasbourg ; M. Jacques Chirac présente les installations du parc omnisports de Bercy ; toute l'actualité sportive du week-end. Invité : Gérard Albouy, du service des sports du *Monde.*

● **A 19 heures :** Les informations nationales et internationales présentées par la rédaction de FR3-Ile-de-France.

● **A 19 h 15 :** Les informations régionales. Au sommaire : résultats du second tour des élections municipales à Aulnay-sous-Bois, analyse et commentaire de Dominique Baillaud ; la politique de rééquilibrage à l'est du maire de Paris. Invité : François Grosrichard, chef du département « régions » du *Monde.*

17 h 6 Documentaire : Dieric Bouts.
17 h 35 C'est toujours la saison.
18 h 5 Dessin animé : Ulysse 31.
18 h 30 Sports.
18 h 56 Dessin animé.
19 h 1 Informations nationales et internationales.

FRANCE-CULTURE

20 h, La femme de couleur, de F. Pacqueteau, réal. A. Dave.
21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : L'Inquisition espagnole du quinzième au dix-neuvième siècle, avec B. Bennassar, J.-P. Dedieu, L. Sala-Molins.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : Six pièces pour orchestre de Webern, « Irisation » de Gaussin, « D'un espace déployé » d'Amy, par le Nouvel orchestre philharmonique, dir, P. Eotvos et G. Amy, sol. I. Jarsky, P.-Y. Artaud, P. Pouveret.
22 h 30, Fréquence de nuit : Feuilleton Haydn ; œuvres de Haydn ; vers 23 h 10, « Iberica » : œuvres de de Falla, del Encina, Las Huelgas.

Mardi 15 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes.
Magazine des handicapés.
14 h 5 A la découverte de l'énergie solaire : au camp d'été de Cornus. (C.N.D.P.)
14 h 25 Série : Amicalement vôtre.
15 h 15 Magazine de la santé : Vieillir (reprise).
16 h 15 Le forum du mardi.
17 h 30 Série documentaire : le paradis des chefs.
18 h Série : Le provocateur.
18 h 20 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Théâtre : La chienne dactylographe, de Gilles Roignant. Mise en scène de Daniel Benoin. Avec P. Castagné, I. Ehni...
Le monde luxueux de la féminité artificielle, à travers les mésaventures de Nina Carmona, créatrice de modèles sous l'occupation, convoitée par l'occupant allemand et suspectée par ses proches d'intelligence avec l'ennemi.
22 h 35 Balle de match : Tennis.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 Journal (et à *12 h 45*).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Ces merveilleuses pierres.
15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors (diff. le 13 nov.).
16 h 45 Entre vous, de L. Bériot.
Terre des hommes au Sénégal.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Film : Buffet froid.
Film français de B. Blier (1979), avec G. Depardieu, B. Blier, J. Carmet, G. Page, M. Serrault, J. Rougerie.
Un chômeur qui croit avoir tué un homme dans le R.E.R. devient l'ami d'un étrangleur dont sa femme a été victime et d'un inspecteur de police au comportement étrange.
Humour noir, accumulation de cadavres et logique de l'absurde. Un parcours révélateur du malaise de la société contemporaine, soumise à la violence et la déshumanisation. Le meilleur film de Bertrand Blier.
22 h 15 Magazine : Lire c'est vivre, de P. Dumayet.
Peter Ibbetson, de Georges Dumourier.
Le livre d'un grand humoriste dans la tradition de Dickens; sur l'art de diriger ses rêves. Avec Roger Wybot, patron de la D.S.T., le Père Biondi et le dessinateur Cabu. Une émission toute en finesse.
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
20 h 35 La dernière séance.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. 20 h 35, Dessin animé : *Bugs Bunny* ; *22 h 15,* Tex Avery ; 22 h 25, Les réclames ; 22 h 30, L'attraction.
20 h 50 Premier film : L'homme qui n'a pas d'étoile.
Film américain de K. Vidor (1955), avec K. Douglas, J. Crain, C. Trevor, W. Campbell, J.-C. Flippen, R. Boone.
Un aventurier, farouchement indépendant, s'arrête, un temps, dans une petite ville de l'Ouest. Il se trouve obligé d'intervenir dans un conflit entre une femme, propriétaire d'un ranch, et son voisin.
Un personnage solitaire et mythique, un western emporté par un grand élan lyrique : on reconnaît la marque de King Vidor, même si celui-ci considère n'avoir fait qu'un travail de commande.
22 h 40 Journal.
23 h Deuxième film : La glorieuse parade.
Film américain de M. Curtiz (1942), avec J. Cagney, J. Leslie, W. Huston, R. Whorf, G. Tobias, M. Decamp (N.).
Des années 1880 à 1940, la carrière de George M. Cohan, artiste de music-hall, compositeur d'une chanson pour les soldats de 1917, et décoré par le président Roosevelt. Un film prônant la démocratie et le patriotisme, après l'entrée des États-Unis dans la seconde guerre mondiale. James Cagney — c'est inattendu ! — danse et chante dans cette biographie romancée.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 06 Hier au cinéma : « Poil de carotte ».
Film de Julien Duvivier.
18 h 56 Dessin animé : Ulysse 31.
19 h 01 Informations.
19 h 35 Série : Rouletabille.

FRANCE-CULTURE

10 h 45, Les tests et la graphologie, par J.-M. Varenne.
11 h 2, Musique : Le Festival de Besançon (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Nous tous chacun.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Le Traître », de V. Volkoff.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture à Toulouse : à 15 h 20, Magazine international ; à *16 h 30,* Micromag ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30, Feuilleton : Encore heureux qu'on va vers l'été...
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : Temps irréversible et ruses contre la mort.
20 h, Dialogues : L'économie et l'histoire face aux problèmes du monde.
21 h 15, Festival de Besançon.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 2, Le matin des musiciens, E. Ansermet : œuvres de Duparc, Debussy, R. Schumann, Stravinsky, Honegger, Kodaly, Britten.
12 h, Archives lyriques.
12 h 35 Jazz : Éric Dolphy.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, D'une oreille l'autre : Œuvres de Beethoven, Lutoslawski, Szymanowski, Rossini.
17 h 5, Repères contemporains : Tolia Nikiprowetsky.
18 h, L'imprévu.
19 h 5, Studio-Concert : Œuvres de Tessier, Chaynes, Parmegiani, par le Sextuor d'ondes Martenot.
20 h, Jazz.
20 h 30, Concert : « Juditha Triumphans », de Vivaldi, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Panni, et l'Ensemble vocal Michel Piquemal, dir. M. Piquemal, sol. M.-A. Nicolas...
23 h, Fréquence de nuit : Jazz-club (en direct du New Morning) ; le quintette de H. Crawford, et D. Newman avec C. Newborn.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 14 NOVEMBRE

— *M. Louis Mermaz,* président de l'Assemblée nationale, est invité à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

— *M. Paul Laurent,* membre du secrétariat du comité central du P.C.F., participe à l'émission « Rédaction d'Europe » sur Europe 1, à 19 h 30.

MARDI 15 NOVEMBRE

— *M. Louis Viannet,* secrétaire confédéral de la C.G.T., est reçu à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

— *M. Didier Simond,* président de la chambre de commerce interdépartementale des Yvelines-Val-d'Oise, est l'invité de C.V.S., de 12 h à 13 h (95,5 MHz).

ATLAS : *Sept cartes maîtresses* (Lire pages 20 et 21.)

MEDIAS : *Trop riches, trop pauvres* (Lire page 27.)

TEMPS LIBRE : *Bouillabaisse de bords de Seine* (Lire page 28.)

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

DIX MILLIONS D'HABITANTS ET UNE RÉGION-CAPITALE

FORTE de ses dix millions d'habitants rassemblés sur à peine plus de deux centièmes du territoire national, l'Ile-de-France, région-capitale, est en passe de devenir une région tout court.

Le moment n'est pas encore venu de parler d'elle comme on le fait de l'Alsace, de la Bretagne ou de l'Auvergne, et il n'existe pas de nom pour désigner les habitants de la première région de France. Les «France-Iliens» sont encore à inventer. Pourtant, les signes sont là qui annoncent le début d'une prise de conscience régionale. Le temps est révolu où l'Ile-de-France n'était que le rassemblement disparate de provinciaux souffrant du mal du pays, victimes de la centralisation excessive de l'économie nationale.

Il ne s'agissait alors pour eux que de «monter à Paris» pour y gagner leur vie ; aujourd'hui, ils commencent d'habiter l'Ile-de-France. Le développement rapide de la vie associative, les taux élevés de participation aux scrutins locaux et le succès croissant des commissions municipales de concertation l'attestent : l'avenir des 1 278 communes de l'agglomération parisienne intéresse leurs habitants.

Paris leur province

Ce phénomène récent, né de la vague écologique et de l'engouement pour la défense du cadre de vie, a des résonances sur le développement actuel de la région. Fini le temps où l'Etat décidait en secret de l'aménagement de la région parisienne, peaufinait des schémas de développement prévoyant, au début des années 60, une agglomération de dix-huit millions d'habitants, une croissance verticale de l'urbanisation, semait là ses tours, ailleurs ses ateliers, plus loin ses usines.

L'Ile-de-France appartient à ceux qui l'animent, et d'abord aux élus locaux, maires et conseillers généraux, puis au conseil régional. La décentralisation a accéléré cette évolution. Puteaux accepterait-elle désormais d'abriter la Défense ? Les communes rurales de Seine-et-Marne laisseraient-elles disparaître les plaines agricoles pour permettre la réalisation d'une ville nouvelle ? Certainement pas.

L'exemple de l'abandon du projet présidentiel d'organiser une exposition universelle à Paris après les objections formulées par le maire de Paris, M. Jacques Chirac, et par le président du conseil régional, M. Michel Giraud, est la preuve récente et tangible d'un nouvel état d'esprit : l'indépendance.

L'opposition politique ne s'y est pas trompée. Après avoir formé des hommes aux affaires régionales, pris le pouvoir, tout le pouvoir, à la mairie de Paris *et* au conseil régional, elle est en train de chasser de ses fiefs le parti communiste, et fait, scrutin après scrutin, reculer la gauche. Les causes de ce recul sont multiples, comme le sont les récriminations des banlieusards : l'insécurité, la vie chère, le prix prohibitif des logements, les temps de transports encore trop longs...

Le «populo» d'antan a été repoussé plus loin ; petite et grande couronne s'embourgeoisent, lentement mais constamment. Les cadres, qui forment le gros des troupes régionales, s'interrogent. Cible privilégiée des taxes, des impôts, ils se reconnaissent plus volontiers dans le *pragmatisme*, la combativité des ténors de l'opposition, bien installés en Ile-de-France, même si l'écart demeure faible entre les vainqueurs et les vaincus.

Décrire cette région dont l'identité s'affirme chaque jour : voici ce que, durant toute la semaine, *le Monde* va s'efforcer de faire.

OLIVIER SCHMITT.

Des mairies de droite dans un pays de gauche

LE temps où Paris et ses emballements révolutionnaires faisaient trembler la tranquille province est bien loin. Le parti de l'ordre n'a plus besoin de s'appuyer sur les girondins des régions de la France profonde pour s'opposer aux montagnards parisiens. Bien au contraire.

Depuis longtemps, la capitale de la nation n'est plus le creuset privilégié des révolutions. En 1976, une majorité de droite à l'Assemblée nationale accepta d'autant plus facilement de la soustraire à la tutelle de l'Etat et de la traiter comme toutes les autres communes du pays qu'elle savait que la gauche n'avait guère de chances de pouvoir profiter de cette « libéralité ». Les élections municipales de 1977 le confirmèrent, même si par la suite les « giscardiens » purent regretter d'avoir laissé les « chiraquiens » se doter d'une telle citadelle de contre-pouvoir. De tout temps, le « prévost des marchands » a été tenté de faire de l'Hôtel de Ville de la capitale le centre de la contestation au pouvoir souverain.

La gauche, et surtout les communistes, victimes de l'évolution sociologique et urbanistique de Paris qui avait chassé leurs électeurs ailleurs, même ceux des quartiers traditionnellement les plus populaires de la ville, pouvait hier néanmoins se consoler en constatant que ce transfert de population avait renforcé ses fiefs de banlieue. Aujourd'hui, cela est fini. La ceinture « rouge » a éclaté. Les élections municipales partielles ont confirmé que les communistes, même avec le secours des socialistes, ne sont plus en mesure de résister à la pression des chiraquiens et des centristes.


Dessin de JY.

Les bastions municipaux que le P.C. avait su construire depuis des décennies disparaissent ou s'effritent. La région parisienne n'est plus, pour la place du Colonel-Fabien, cette fantastique réserve de gros bataillons qu'elle fut si longtemps. L'Ile-de-France, région capitale du pays, est devenue la capitale de la droite dans une France gouvernée par la gauche.

Le R.P.R. détient la mairie de Paris, la présidence du conseil régional, la présidence de deux conseils généraux (l'Essonne et les Hauts-de-Seine). Les centristes président trois conseils généraux (la Seine-et-Marne, les Yvelines et le Val-d'Oise). Les communistes n'ont pu conserver que les présidences de deux conseils généraux : le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis ; il n'en reste plus pour les socialistes. La droite gère 65 des 123 communes de la petite couronne, et 162 des 242 cités de plus de 3 500 habitants de la grande couronne. Et cela au moment même où la gauche accorde plus de pouvoirs et d'autonomie aux collectivités locales ! Même sa tentative de contre-balancer le pouvoir du maire de Paris en créant des mairies dans chacun des vingt arrondissements de la capitale s'est retournée contre elle, puisque toutes ont été gagnées par les alliés de M. Chirac.

Les socialistes, pourtant, pouvaient espérer que les urnes locales leur seraient plus favorables et que ce seraient eux qui profiteraient de la réduction de l'électorat communiste. Troisième parti d'Ile-de-France à l'élection européenne de 1979, derrière les giscardiens et les communistes, le P.S. était passé en tête au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 (24,79 % des suffrages exprimés pour M. François Mitterrand ; 24,08 % pour M. Valéry Giscard d'Estaing ; 20,32 % pour M. Jacques Chirac ; 16,51 % pour M. Georges Marchais). M. Mitterrand avait même obtenu le 10 mai dans la région parisienne un score supérieur à sa moyenne nationale : 53,21 % contre 52,22 %.

Aux législatives aussi, les socialistes avaient fait mieux ici qu'ailleurs, en multipliant par six le nombre de leurs députés : ils détenaient 6 mandats dans les huit départements de la région avant le renouvellement de l'Assemblée ; ils en avaient encore 37 après les élections partielles de janvier 1982, consécutives aux annulations décidées par le Conseil constitutionnel, où ils perdirent 2 sièges (un à Paris, un en Seine-et-Marne) gagnés en juin 1981. Cette fantastique percée ne leur fut donc d'aucune aide pour les cantonales de 1982 et pour les municipales de 1983, où aucun de leurs nouveaux députés briguant une mairie ne réussit à l'emporter. L'échec de la gauche fut particulièrement sensible en Ile-de-France puisque le P.C. perdit (avant même les partielles de cet automne) 33 des 119 communes de plus de 3 500 habitants qu'il gérait et le P.S. 24 des 70.

THIERRY BRÉHIER.

(Lire la suite page 23.)

Le roi Chirac

CHIRAC maire de Paris. Chirac en son donjon. Un portrait, un de plus, son appétit d'ogre et ses bottes de sept lieues, levé aux aurores, jamais couché, toujours pressé ; sonnez clairons, *ou plutôt*, paraît-il, dans son cas, trompettes de cavalerie. Un portrait ? A quoi bon. Corrézien né à Paris, Parisien né de Corrèze, il aurait donc deux amours, notre bon maire, paysan et énarque, la France profonde et la France vitrine, et une seule passion évidemment : le pouvoir.

Paris et Chirac, Paris-Chirac même depuis que cet homme s'est offert une *« réélection de maréchal »*, vingt arrondissements sur vingt, mention très bien, serait donc une affaire d'ambition, devenue histoire d'amour. L'Hôtel de Ville investi en 1977, ce n'était pas seulement pour la gloire du triomphe personnel, pour s'offrir un petit coin pas cher, ou un calmant gratifiant dans une carrière sinusoïdale, entre les années de grâce pompidoliennes et les premières désillusions giscardiennes.

Paris, pour reprendre l'expression d'un de ses proches, *« était à prendre : une bien belle mariée et une bien belle dot »*. On a épousé pour moins que cela. Même si l'on rêve encore plus grand, plus riche, plus titré, en un mot encore plus France. Des épousailles-étape, des épousailles-tremplin. Suave situation : être déjà l'opposition quand on est encore la majorité. Puis, après 1981, devenir majorité quand on est déjà dans l'opposition. Paris-Chirac, c'est donc d'abord cela : une forteresse, le royaume en république, le carrefour obligatoire des visiteurs illustres. La France reçoit à l'Élysée ou à Matignon. Chirac accueille à l'Hôtel de Ville. Paris, ville, est aussi capitale. Position idéale. Il n'est guère de visiteurs officiels qui ne fassent escale dans les salons d'honneur de la Ville et, on l'aura compris, pas de simples escales de politesse. L'escale est pour l'opposant. La politesse pour le maire.

Etre maire de Paris c'est être aujourd'hui premier ambassadeur de l'opposition en France, poste diplomatique inédit. Et, sans doute fort bien calculé. Lorsque Jacques Chirac se lança, sabre au clair, contre la présidence et l'opposition de l'époque, à la conquête de la capitale, il ne s'agissait pas seulement d'en devenir le maire. Même s'il n'est en France plus belle ville, plus grand nombre d'administrés, 2 000 000 d'habitants, plus vaste entreprise municipale, 40 000 employés, et plus riche féodalité.

Le calcul était ailleurs. Prémonitoire, peut-être, prémédité, qui sait : se préparer à une cure d'opposition le plus confortable, le mieux armée possible.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 25.)

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

L'Ile-de-France, région-capitale, compte 1 278 communes et 8 départements : Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, l'Essonne, les Yvelines, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne.

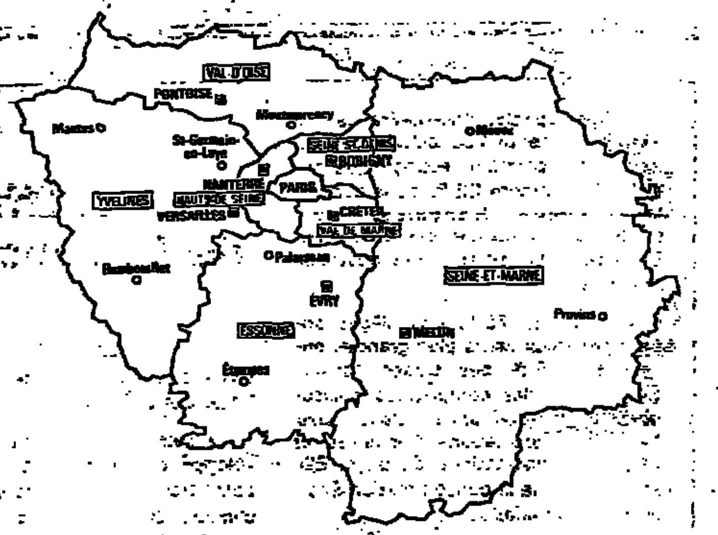
Sa superficie est de 12 007 km², soit 2,2 % du territoire national, où s'associent autour de l'agglomération centrale les cinq villes nouvelles de la grande couronne (Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Evry et Saint-Quentin-en-Yvelines) et une importante zone rurale.

Chaque jour les 10 064 900 habitants de la **région Ile-de-France effectuent 18,5 millions de déplacements d'une durée moyenne de vingt-neuf minutes. Ils disposent d'un réseau routier de 43 580** ***kilomètres,*** **dont 580 d'autoroutes et voies rapides, ainsi que de 120 000 places dans les parcs de stationnement. Chaque année, ils font 2 714,7 millions de voyages dans les transports en commun.**

L'Ile-de-France est ***bien*** **équipée et dispose de 522 hôpitaux, de 419 piscines, de 5 264 terrains de jeux, de 3 347 installations sportives couvertes, de 4,5 millions de lignes téléphoniques.**

Elle est représentée par le conseil régional d'Ile-de-France, qui a pour mission de contribuer au développement économique, social et culturel de la région. Il dispose d'un budget annuel de 3 milliards de francs, dont les deux tiers sont consacrés à l'amélioration de la circulation et des transports.

Le conseil est composé de 164 membres (33 députés, 17 sénateurs, 30 conseillers de Paris, 42 conseillers généraux et 42 représentants des communes) désignés par chaque catégorie d'élus. Depuis la loi du 2 mars 1982, c'est le président du conseil qui détient le pouvoir exécutif, naguère dévolu au préfet de région. Le président en exercice est, depuis 1976, M. Michel Giraud, sénateur et maire (R.P.R.) du Perreux, dans le Val-de-Marne, tête de file du groupe Union pour l'Ile-de-France qui compte 111 membres (R.P.R., U.D.F., divers droite). L'opposition régionale compte 53 membres répartis entre le groupe communiste (29 membres) et le groupe des socialistes et apparentés (24 membres).



PETIT ATLAS RÉGIONAL

La population

L'Ile-de-France a franchi en 1982 le cap des dix millions d'habitants : le recensement *effectué par l'INSEE au mois de mars de* l'année dernière indique une population totale de 10 064 900 personnes. Au lendemain de *la guerre, elle comptait 6,6 millions* d'habitants.

En plus de trente ans, la population régionale a donc augmenté de 3,5 millions de personnes, ce qui représente plus du quart de l'accroissement de l'ensemble de la population française entre le recensement de 1946 et celui de 1982. Par rapport à celui de *1975, la population régionale s'est accrue de* 181 000 personnes.

Si, depuis la fin du dix-neuvième siècle, l'Ile-de-France a connu une croissance soutenue de sa population, beaucoup plus rapide que celle de la province, la tendance s'est aujourd'hui inversée. Depuis 1946, on peut constater un ralentissement de l'écart *entre le rythme de croissance de la* population régionale et celui du reste du pays. A compter de 1962, la croissance régionale *elle-même s'est nettement ralentie.*

Cependant, la région garde un certain dynamisme démographique. La natalité y baisse moins qu'en province. Ainsi, entre 1975 et 1982, le taux d'augmentation *annuel de la population régionale imputable à* ce mouvement naturel reste voisin de 0,7 % contre 0,4 % pour l'ensemble du pays. Pourtant, la région a perdu, pour la première fois, en moyenne 40 000 habitants par an entre *1975 et 1982 au profit de la province et de* l'étranger, soit 300 000 personnes en sept ans, et se retrouve avec le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine et Champagne-Ardenne parmi les quatre régions qui enregistrent les déficits migratoires les plus importants.

La mobilité des habitants d'Ile-de-France est très importante. Un peu plus d'une personne sur trois a changé de commune de résidence entre 1975 et 1982. Pour la majorité de ces personnes, il s'est même agi d'un changement de département. En Seine-et-Marne, la mobilité est la plus forte. Les *actifs sont plus mobiles que les inactifs.* Entre 1975 et 1982, 41 % des actifs ont changé de commune, de résidence, ce qui n'était le cas que de 25 % des inactifs.

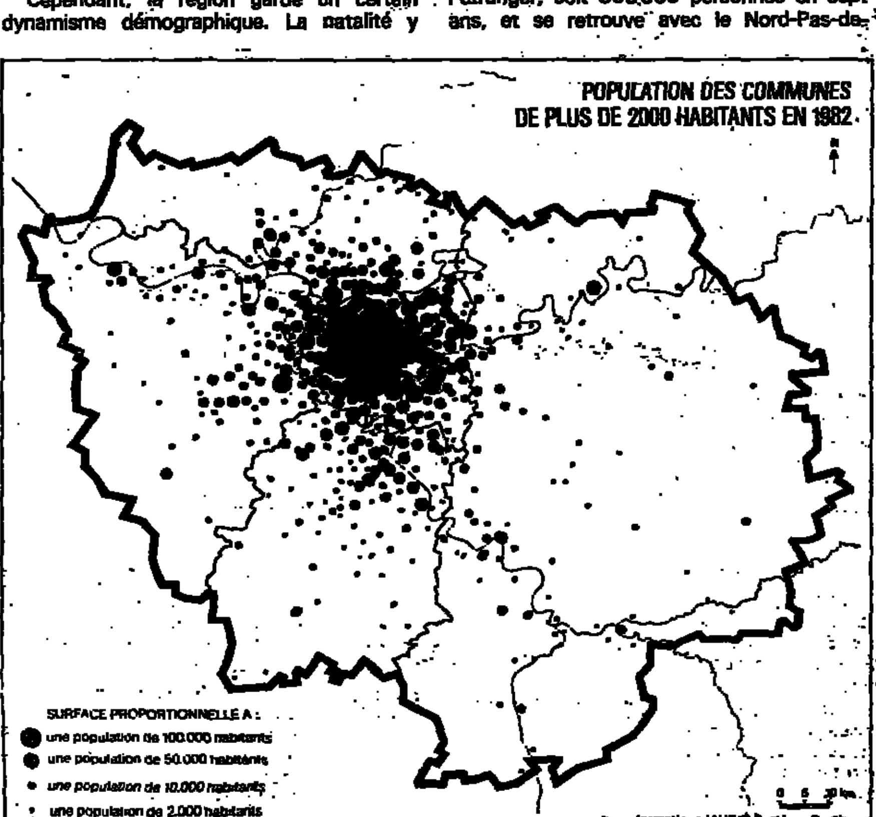
Parmi les éléments descriptifs de la population régionale, il faut noter l'importance de certains groupes d'étrangers dans les différents départements. Les Portugais et les *Algériens sont les deux nationalités les plus représentées.* Les premiers habitent surtout la Seine-et-Marne, les Yvelines, l'Essonne et le Val-de-Marne tandis que les seconds résident principalement dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise. Au total, les résidents étrangers sont au nombre de 1 290 000, ce qui représente 34 % du nombre total des résidents étrangers en France.

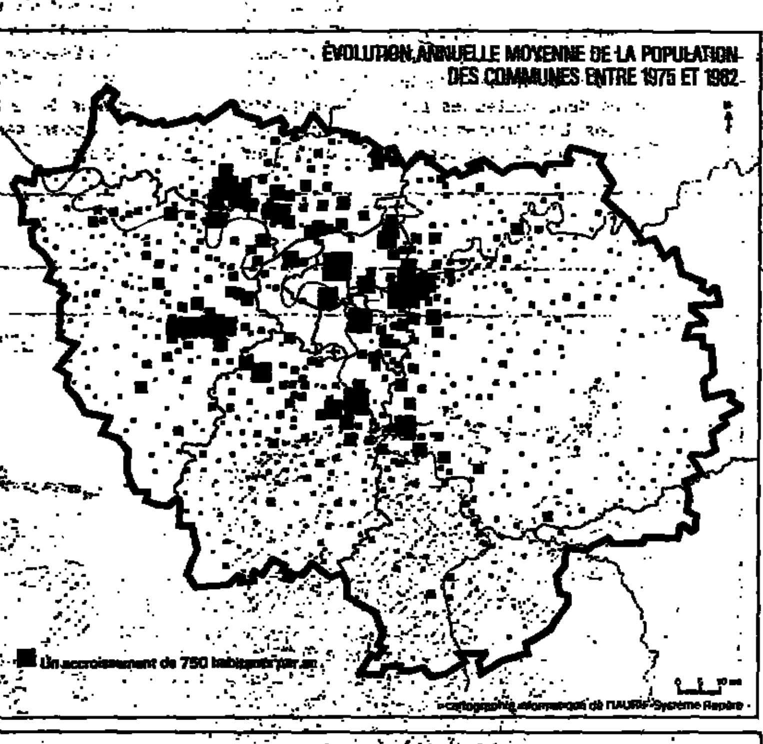
Si le centre de l'agglomération parisienne reste le plus peuplé, on assiste à une baisse continue des effectifs de Paris, deux fois moins importante qu'entre 1962 et 1975 (2 176 243 habitants en 1982 contre 2 299 800 en 1975), et de la petite couronne : les Hauts-de-Seine ont perdu 51 900 habitants entre deux recensements (1 387 039 *contre* 1 438 900), *la* Seine-Saint-Denis 2 201 habitants (1 324 301 contre 1 322 100) et le Val-de-Marne 19 045 habitants (1 193 655 contre 1 215 700).

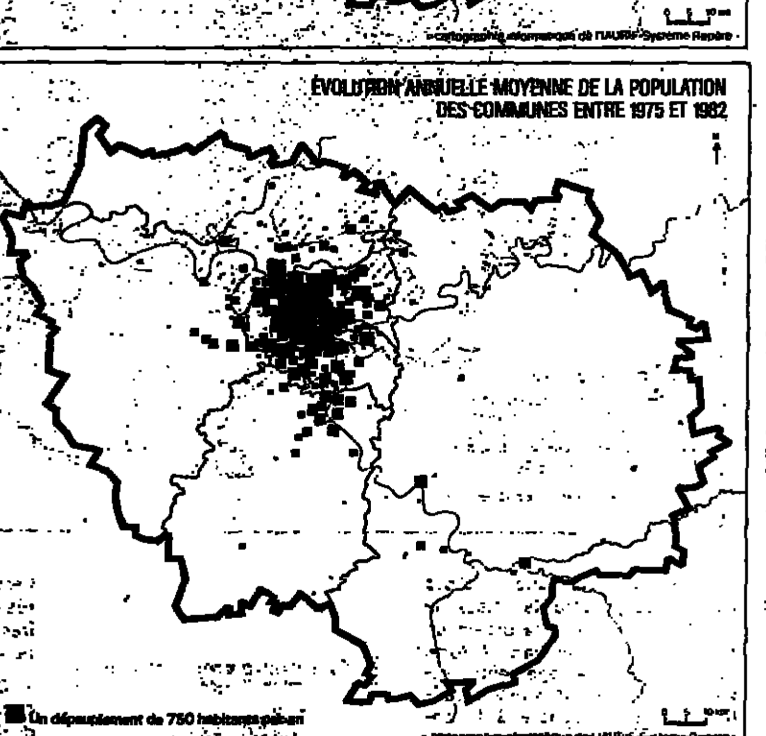
La grande couronne profite du desserrement de ces effectifs. Avec 887 112 habitants, la Seine-et-Marne compte 131 300 *nouveaux habitants, la population* des Yvelines est passée de 1 082 200 habitants en 1975 à 1 196 111 habitants aujourd'hui (+ 113 911), l'Essonne de 923 100 à 988 000 (+ 64 900) et le Val-d'Oise de 840 900 à 920 598 (+ 80 698).

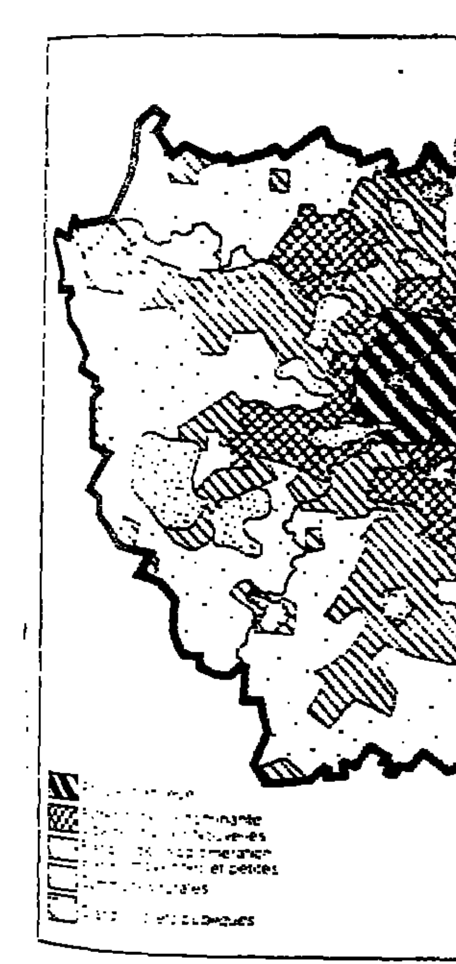
Depuis 1975, les villes nouvelles — Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Evry et Saint-Quentin-en-Yvelines — recueillent 44 % de la croissance de la population en grande banlieue. Du fait du dépeuplement du cœur de l'agglomération, l'accroissement de la population de cette zone est deux fois *plus élevé que celui de la région et* correspond en valeur à la croissance observée au niveau régional entre 1962 et 1968.

(Source : Direction régionale de l'INSEE pour l'Ile-de-France.)









Les chiffres de l'économie

Région-capitale, l'Ile-de-France n'a pas de vrai mérite à se tailler la part du lion dans le palmarès économique national. Elle compte 22 % de la population active française, soit 4 580 500 personnes qui produisent 27 % de la valeur ajoutée industrielle nationale.

Elle compte 78 % des sièges sociaux des deux cents plus grandes entreprises, 75 % des sièges sociaux bancaires et des compagnies d'assurances. L'Ile-de-France, c'est aussi 24% des exportations françaises et 28 % des importations du pays. Elle utilise 15 % de la consommation énergétique nationale.

Le dernier recensement indique que le taux de chômage régional est de 7,5 %. 30 % des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans alors que cette classe d'âge ne représente que 13 % des actifs. Ce sont des femmes dans la moitié des cas, alors qu'elles forment 44 % des actifs.

Pour l'ensemble de la région, le taux d'activité est de 48,4 %, presque identique à celui de 1975. Les hommes sont majoritaires dans toutes les activités économiques. Les femmes sont à peine plus nombreuses dans le secteur tertiaire (c'est-à-dire les bureaux) : 51 % des actifs.

Ce secteur tertiaire s'est encore développé en Ile-de-France : 22 % des actifs travaillent dans les services marchands, 20 % dans les services non marchands et 12 % dans le commerce, soit, au total, 64 % et 3 142 200 personnes.

La catégorie socio-professionnelle la plus répandue est celle des employés : un actif sur trois. Un actif sur quatre est ouvrier, un sur cinq exerce une profession intermédiaire et un sur six est un cadre ou exerce une profession intellectuelle supérieure. Si l'Essonne et le Val-d'Oise présentent la même configuration que l'ensemble de la région, des divergences apparaissent pour les autres départements.

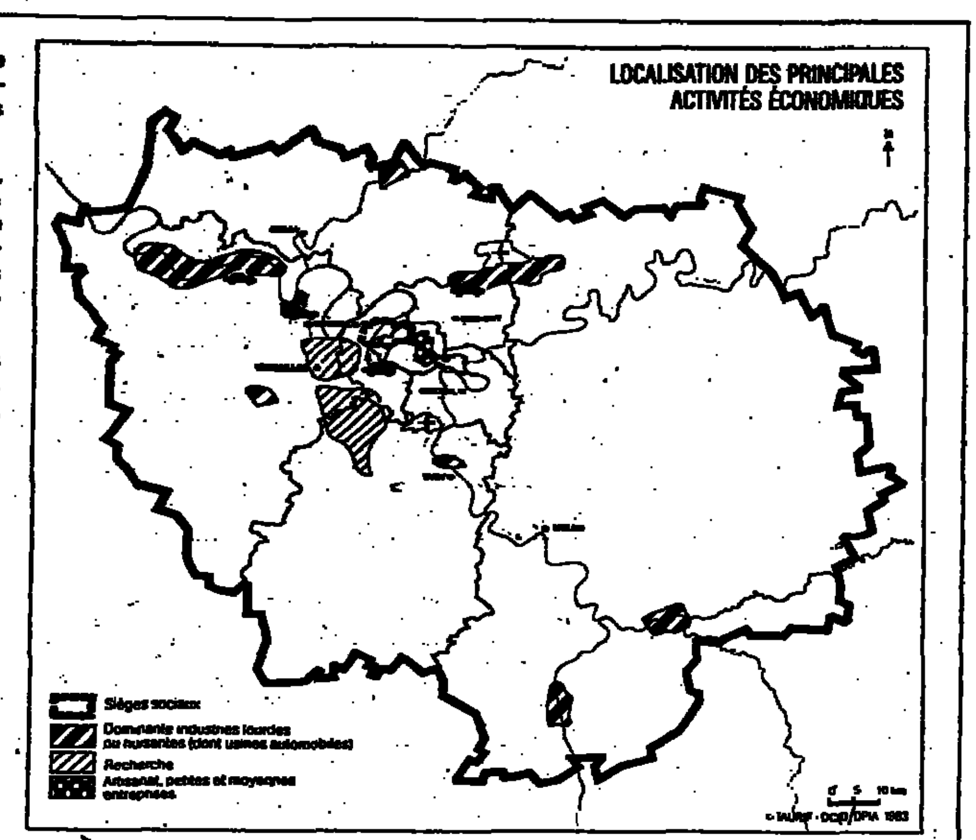
La Seine-Saint-Denis se distingue par une très forte proportion d'employés (37 % des actifs) et d'ouvriers (33 % des actifs).

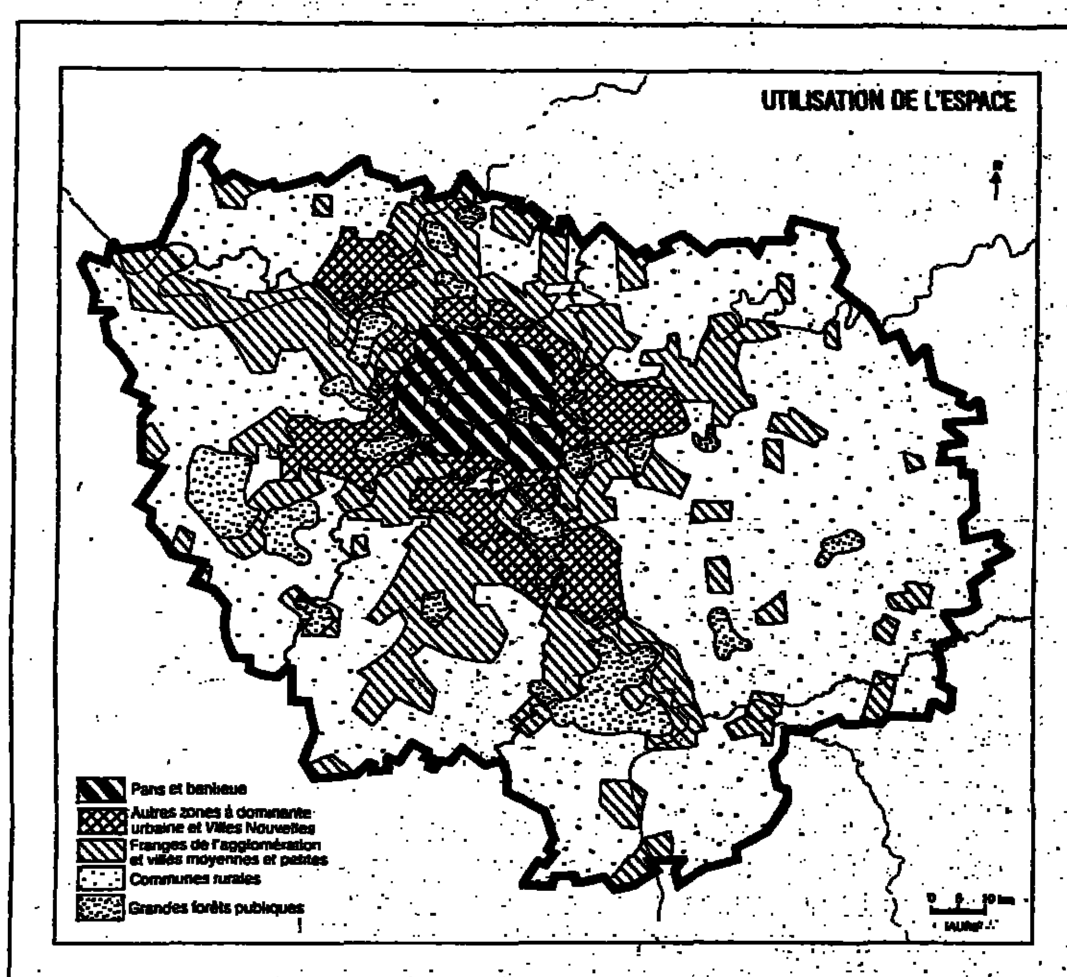
Paris et, dans une moindre mesure, les Yvelines et les Hauts-de-Seine concentrent une plus forte proportion de cadres et de professions intellectuelles (22 % des actifs à Paris). Les ouvriers y sont beaucoup moins nombreux que dans le reste de la région.

L'agriculture regroupe 34 800 actifs (10,8 %), l'industrie 1 103 400 actifs (24,1 %) et le bâtiment et les travaux publics 297 100 actifs (6,5 %), secteur qui subit le plus important recul dans les dernières années.

Les pôles d'appui de l'économie, outre le tertiaire, qui supplante toutes les autres activités, sont l'industrie lourde et principalement l'automobile et ses sous-traitants, la recherche (55 % des chercheurs français travaillent en Ile-de-France), le commerce, la construction électrique et électronique. Mais la région souffre d'une importante « désindustrialisation ».

(Source : Direction régionale de l'INSEE pour l'Ile-de-France et conseil régional.)





L'occupation du sol

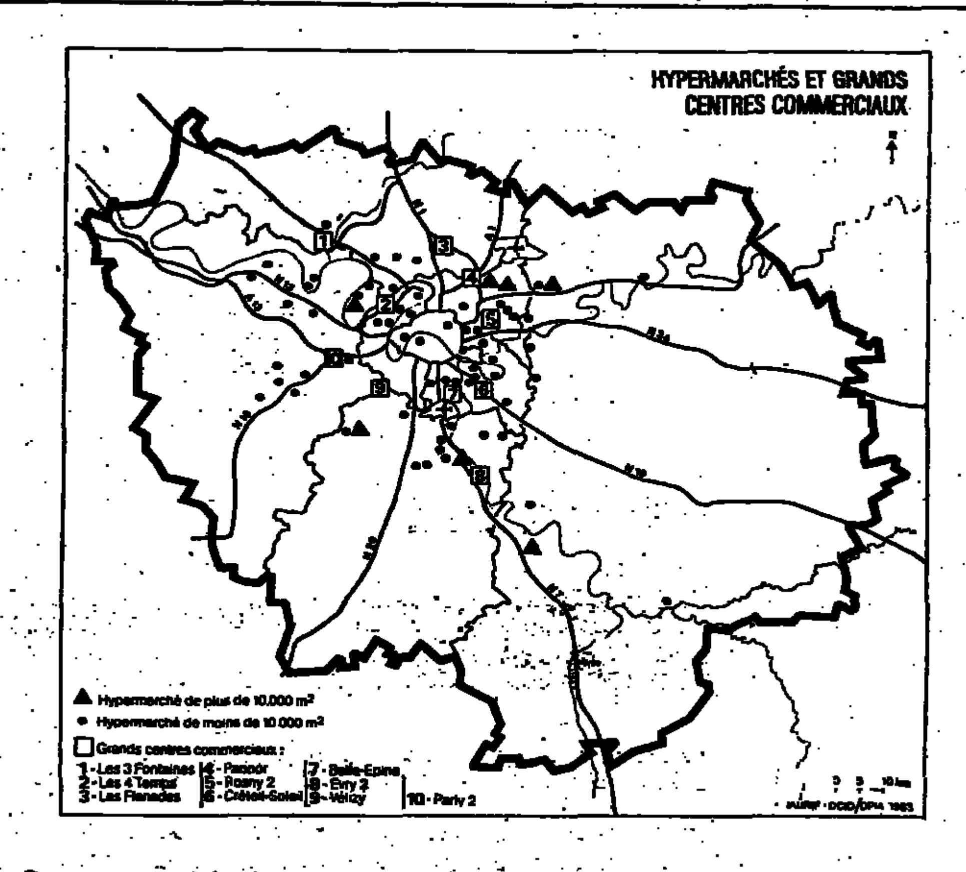
Une tache d'huile : c'est l'image qui illustre le mieux la croissance de l'espace urbain en Ile-de-France. D'un Paris à forte concentration de logements, qui s'est appuyé sur la « petite couronne » pour répondre à la demande de la population, aux communes rurales des banlieues les plus lointaines, le tissu urbain s'aère par étapes successives.

L'espace construit représente 73 % de l'occupation du sol, dont 42 % sont dévolus à l'habitat au centre de l'agglomération parisienne (Paris et les trois départements de la « petite couronne »), alors qu'il représente 13 % de l'occupation du sol dont 8 % à l'habitat dans les quatre départements de la « grande couronne ». Au total, l'espace agricole couvre 56 % des 12 007 kilomètres carrés de l'Ile-de-France et les espaces verts 24 %. L'espace urbain se contente des 20 % restants, soit 2 250 kilomètres carrés.

Le développement actuel de la « zone agglomérée » suit un axe nord-ouest/sud-est avec un certain déséquilibre au profit de l'Ouest parisien que vient corriger la croissance de Marne-la-Vallée à l'est et la politique actuelle de rééquilibrage des activités, des infrastructures et des équipements publics à l'est.

C'est décidément Paris qui dispose du moins de verdure : le dixième du sol a été laissé à la végétation dense et au milieu naturel ; restent 90 % se partageant ainsi : 75 % en tissu urbain dense et 15 % en tissu urbain agrémenté de végétation éparse, dont 6 % de pavillons.

Globalement, ces pourcentages sont de 80,4 % du sol utilisé par le tissu urbain dans les Hauts-de-Seine, 89,5 % en Seine-Saint-Denis, 81,1 % dans le Val-de-Marne, 65,2 % dans l'Essonne, 54,5 % dans le Val-d'Oise, 51,9 % dans les Yvelines et 45 % en Seine-et-Marne.



L'armature commerciale

Fortement peuplée, l'Ile-de-France est bien armée pour répondre à la demande des consommateurs. Elle disposait en effet en 1980 de plus de quatre cents hypermarchés et de nombreux centres commerciaux regroupant des enseignes très différentes, dont nous présentons ici les dix plus importantes.

C'est en 1983 que s'est ouvert à Sainte-Geneviève-des-Bois le premier hypermarché de la région. Inspiré d'un modèle expérimenté dans les années 50 aux Etats-Unis, ce type de structure a permis de répondre aux déplacements de la population du centre de l'agglomération vers la banlieue, à la volonté des consommateurs de trouver tout au même endroit — « one stop-shopping » — et au meilleur prix.

En Ile-de-France, ils ont permis de créer plus de seize mille emplois et couvrent près de 420 000 mètres carrés. Aujourd'hui, la structure commerciale régionale évolue peu puisqu'on peut constater la stabilité du petit commerce traditionnel et la stagnation des ouvertures de très grandes surfaces.

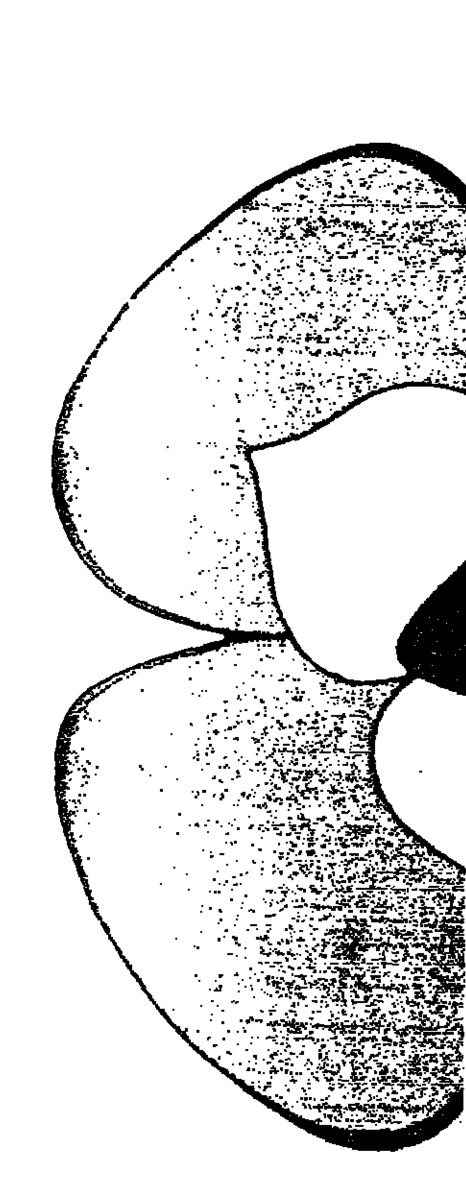
Les forces politiques

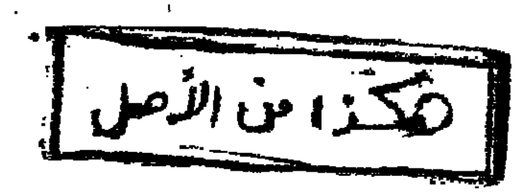
(situation au 7 novembre 1983)

	DÉPUTÉS				CONSEILLERS GÉNÉRAUX (conseillers de Paris pour Paris)					MAIRES		
	P.C.	P.S.	R.P.R.	U.D.F.	P.C.	P.S.	R.P.R.	U.D.F.	C.N.I.P. et mod.	P.C.	P.S. (5)	Opposition
Paris	0	12	15 (1)	4	6	16	76	49	16 (4)	0	0	1
Val-de-Marne (6)	2	4	2	0	16	5	6	7	9	14	8	25
Seine-Saint-Denis (7)	5	4	0	0	26	6	6	2	0	23	5	12
Hauts-de-Seine	5	2	5 (2)	1	12	2	15	10	1	6	2	28
Yvelines (8)	0	4	4	0	5	5	14	12	2	10	9	56
Val-d'Oise (8)	1	4	0	0	9	5 (3)	3	12	6	10	8	36
Essonne (8)	0	4	0	0	10	5	11	8	1	15	11	38
Seine-et-Marne (8)	0	3	2	0	4	10 (3)	8	5	10	4	13	32
Total Ile-de-France	13	37	28	5	88	54	139	105	41	82	56	228

(1) Dont M. Edouard Frédéric-Dupont (CNIP apparenté R.P.R.).
(2) Dont Mme Florence d'Harcourt (CNIP, N.I.).
(3) Dont un M.R.G.
(4) Dont les divers opposition nationale.
(5) Dont M.R.G. et divers gauche.
(6) A Limeil-Brévannes, le tribunal administratif a inversé les résultats, mais le Conseil d'État ne s'est pas prononcé ; le maire est donc toujours communiste.
(7) A Aulnay-sous-Bois, le deuxième tour des nouvelles élections n'a pas eu lieu à la date d'établissement de ce tableau ; elle est donc toujours comptée communiste. A Villepinte et à Noisy-le-Grand, la situation est semblable à celle de Limeil-Brévannes.
(8) Communes de plus de trois mille cinq cents habitants.






هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Mairies de droite dans un pays de gauche

(Suite de la page 19.)

Certes, les évolutions électorales et les retournements de l'opinion furent toujours plus rapides à Paris qu'en province. Mais ce ne peut être la seule explication. Dans les fiefs communistes, le bulletin au nom du candidat socialiste apparut longtemps comme le seul vote « utile » pour ceux qui ne supportaient pas l'omniprésence – supposée ou réelle – des hommes du P.C.

Le réveil militant de la droite, devenue opposition, redonna confiance à ses sympathisants, qui se détournèrent ainsi d'une position électorale qui pour eux ne représentait qu'un pis-aller. Le R.P.R. – surtout – et l'U.D.F. profitèrent ainsi du recul du P.C., et non le P.S., comme celui-ci avait pu l'espérer.

Cette évolution électorale prouve surtout que les socialistes, après quelques mois de pouvoir, n'ont pas su conserver les suffrages des classes moyennes, chez elles en Ile-de-France, qu'ils avaient réussi à attirer à eux.

La décentralisation s'est conjuguée avec l'évolution économique pour faire décroître, plus ici qu'ailleurs, la part relative des ouvriers parmi les salariés. Même dans la périphérie, les usines ont souvent laissé la place à des laboratoires, des administrations publiques ou privées.

L'ouvrier parisien de l'entre-deux-guerres a dû, dans les années 50, aller travailler en banlieue, mais aujourd'hui son fils est dessinateur dans un centre de recherche, sa bru secrétaire dans une petite boîte de publicité, sa fille agent de maîtrise dans une compagnie d'assurances et son gendre cadre au siège social d'une société dont les usines sont disséminées en province.

Les élections du 19 octobre aux caisses primaires d'assurance-maladie de la région parisienne ont confirmé cette structure socioprofessionnelle : la C.G.C. a fait mieux que sa moyenne nationale dans tous les départements de l'Ile-de-France à l'exception de la Seine-Saint-Denis ; elle est arrivée même en tête de toutes les organisations syndicales à Paris, dans les Hauts-de-Seine et dans les Yvelines. Alors que la C.G.T. et la C.F.D.T., qui *a priori* recueillent surtout les voix ouvrières, ont globalement réalisé un score inférieur à leur moyenne nationale dans six départements sur huit.

Ce score n'atteint la moyenne nationale que dans le Val-de-Marne et il ne la dépasse qu'en Seine-Saint-Denis – les deux départements dont le P.C. a pu conserver le conseil général ! Ces employés, ces cadres moyens, voire supérieurs, les socialistes avaient su les attirer, non seulement par rejet du giscardisme, mais aussi en rendant les tenants du pouvoir en place avant mai 1981 seuls responsables du « mal-vivre » en banlieue.

Aujourd'hui, les habitants des villages-dortoirs, des grands ensembles sans âme, doivent bien constater que leurs difficultés de transports, de cohabitation, n'ont pas disparu comme par miracle. S'il est un domaine où le changement ne peut avoir d'effets à court terme, c'est bien celui de l'urbanisme. Mais l'électeur est pressé !

Des récents résultats électoraux, il ne faut pourtant pas déduire que le P.S. a définitivement perdu pied en Ile-de-France. Il avait largement profité de l'effet amplificateur du scrutin majoritaire aux élections législatives de 1981 ; il en a considérablement souffert lors des cantonales de 1982 (dans les sept départements hors Paris de la région, il a obtenu au premier tour 26,40 % des suffrages exprimés, soit plus que M. Mitterrand le 26 avril 1981), voire lors des municipales, où beaucoup de villes ne furent perdues que par un faible écart de voix.

Il faudra attendre les élections européennes du printemps prochain pour mesurer en Ile-de-France, comme ailleurs, le nouveaux poids respectif des diverses forces politiques.

THIERRY BRÉHIER.

Les battants de l'opposition

LA droite s'est installée en Ile-de-France, et elle se sert largement des pouvoirs dont elle dispose. Nul ne peut plus ignorer l'importance pour le R.P.R. que son leader puisse disposer à sa guise de la mairie de Paris. Si le rôle de M. Michel Giraud, sénateur R.P.R., président du conseil régional, fut longtemps plus discret, il apparaît bien, maintenant, que son efficacité fut incontestable. Il sut, avant d'autres, expliquer que la reconquête du pouvoir sur l'Etat passait par la conquête de positions locales que les mouvements gaullistes avaient longtemps dédaignées. Aujourd'hui, au contraire, les chiraquiens sont plus à l'aise dans leurs combats locaux que leurs alliés giscardiens et centristes, plus habitués à l'action des notables qu'au travail des militants. C'est donc le R.P.R., avec son image populaire et battante, qui est le grand vainqueur des combats droite-gauche menés dans toutes les communes de l'Ile-de-France, et spécialement dans la proche banlieue parisienne, là où le P.C. était le plus fort.

M. Michel Giraud sut aussi préserver l'unité de la droite en des temps où ce n'était pas si facile, et jouer avant tout la carte de l'union (R.P.R., U.D.F. et modérés sont regroupés en un groupe unique au conseil régional depuis la création de celui-ci, en 1976). Si cela lui fut reproché en 1981 par les proches de M. Chirac, aujourd'hui cela sert l'image de propagandiste de l'union que veut se donner le maire de Paris. Il est clair, surtout, que la droite a su immédiatement comprendre l'importance de l'institution régionale en Ile-de-France.

Des hommes de poids qui, pour une raison ou pour une autre, ne trouvaient plus à s'employer dans la gestion de l'Etat n'estimaient pas déchoir à s'occuper des affaires de la région. M. Alain Griotteray, un des fondateurs du parti républicain (P.R.), auquel plusieurs échecs électoraux avaient fermé la porte des palais nationaux, est le grand argentier de l'Ile-de-France depuis 1976. Il a su trouver là une base d'appui logistique pour son action politique. M. Maurice Couve de Murville juge qu'un ancien premier ministre peut être de bon conseil en tant que président de la commission des finances du conseil régional. M. Jean-Pierre Fourcade, après avoir perdu et ses postes ministériels et la présidence des clubs Perspectives et Réalités, trouva à employer ses compétences en prenant en charge, en tant que vice-président du conseil régional, le principal dossier de la région, celui des transports.

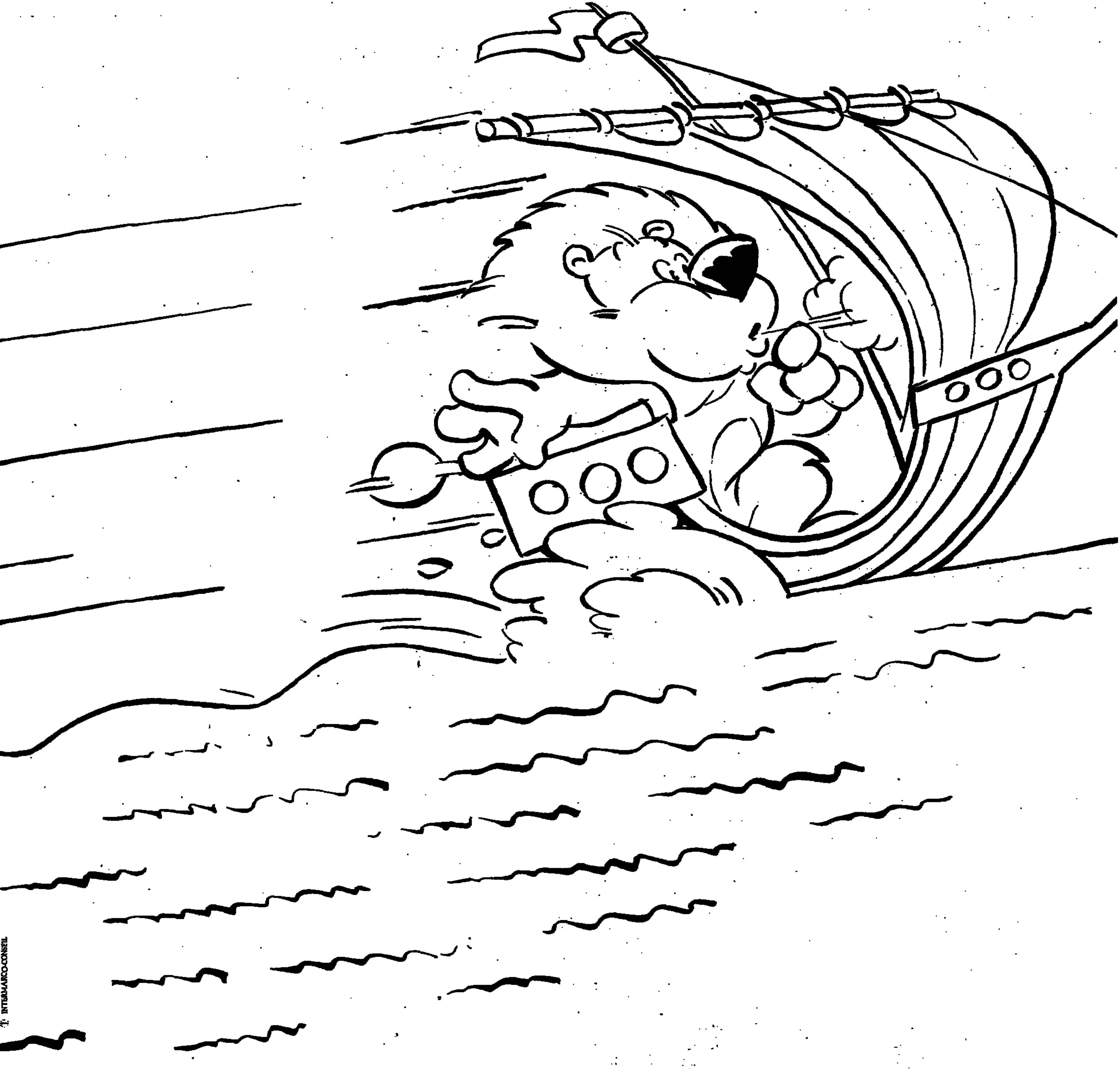
Nombreux sont les élus qui jugèrent que la place qu'ils s'étaient faite localement ne pouvait que prendre plus de poids si elle s'accompagnait d'un rôle régional. Tel est le cas, notamment, de M. Paul-Louis Tenaillon, président (C.D.S.) du conseil général des Yvelines, qui préside au conseil régional la commission des transports. D'autres vinrent se faire « reconnaître » là pour être mieux appuyés dans leurs combats locaux, tel M. Raymond Lamontagne (modéré), qui commença par représenter les « modérés » au bureau du conseil régional avant d'enlever au P.C. la mairie de Sarcelles. D'autres attendent ici que le sort des urnes leur soit à nouveau favorable, comme M. Alain Devaquet, qui, après avoir dû céder, en juin 1981, son siège de député R.P.R. à un socialiste (M. Georges Sarre) et après avoir conquis la mairie du onzième arrondissement, préside au conseil régional la commission du développement économique... M. Michel Giraud est le symbole de cette attitude. Il a su se faire admettre dans le petit groupe des leaders nationaux en s'appuyant sur l'importance de son rôle régional, en se faisant reconnaître comme l'homme de la région.

Face à cela, à gauche, c'est presque le vide... Ni le P.C. ni le P.S. n'ont su ou n'ont pu mettre en avant un leader régional. Certes, depuis mai 1981, leurs hommes de poids sont accaparés par la gestion de l'État ; mais, même avant, aucun d'entre eux n'avait accepté d'apparaître avant tout comme l'homme de l'Ile-de-France. Jusqu'à la victoire de la gauche. M. Georges Marchais et M. Michel Rocard siégeaient bien au conseil régional, mais leurs interventions n'y furent remarquées que parce que très rares. M. Paul Quilès, lui aussi, était membre de l'assemblée régionale avant son entrée au gouvernement, mais son action à l'état-major du parti socialiste était manifestement pour lui plus importante. Quant aux autres, ils semblent par trop préoccupés par leur travail local pour prendre la dimension du phénomène régional.

Nombreux sont pourtant les responsables socialistes qui ont su se donner l'image d'hommes d'une région, qu'ils y soient majoritaires ou minoritaires. A croire que l'Ile-de-France est trop proche de Paris. Aux yeux des détenteurs du pouvoir central, les affaires de la région sont de bien trop petite dimension comparées à celles de l'État. A part M. Charles Fiterman et M. Michel Rocard – mais ils font tous deux figure de minoritaires, le premier au gouvernement, le second dans son parti, – les ministres actuels, originaires de la région parisienne, n'ont jamais semblé se préoccuper de ses dossiers. Quand viendra le jour de l'élection régionale au suffrage universel – il ne pourra pas toujours être reporté, – cette absence de leader régional constituera un handicap supplémentaire pour la gauche.

Th. B.

L'ILE-DE-FRANCE VOGUE SOUS LE SIGNE DU LION.



Depuis toujours Paris et sa région ont fait preuve de leur dynamisme. Et pour réussir son expansion, l'Ile-de-France a toujours pu compter sur le Crédit Lyonnais, un partenaire entreprenant, actif et efficace.

Le Crédit Lyonnais 1re banque de l'Ile-de-France.

Avec une présence très ancienne et plus de 10 000 personnes au service de sa clientèle dans plus de 600 agences, le Crédit Lyonnais est la 1re banque de l'Ile-de-France. Un habitant sur quatre de la région lui fait confiance ainsi que plus de 100 000 entrepreneurs ou commerçants.

Le Crédit Lyonnais est présent partout où ça bouge en Ile-de-France.

Le Crédit Lyonnais participe à l'activité de toutes les villes nouvelles de la région parisienne. Il a été parmi les premiers à s'y installer. Il est aussi présent dans tous les nouveaux centres d'affaires et centres commerciaux.

Le Crédit Lyonnais met à la disposition de ses clients les techniques bancaires les plus nouvelles : sa participation à l'expérience Télétel de Vélizy lui a valu d'être l'un des organismes les plus consultés par les foyers concernés.

Le Crédit Lyonnais participe activement à la vie culturelle, artistique et sportive de l'Ile-de-France.

En rénovant et en animant le Centre Artistique Pleyel, en soutenant des orchestres de grande renommée, en organisant des expositions, le Crédit Lyonnais est un partenaire culturel important pour la région.

Le Crédit Lyonnais s'intéresse aussi à la vie sportive et le prouve en participant à un grand nombre d'épreuves dans toutes sortes de disciplines : descente de la Seine en planche à voile, challenges cyclistes, participation à l'animation du nouveau palais des sports de Bercy...

Ainsi le Crédit Lyonnais est l'un des moteurs de l'expansion de l'Ile-de-France. Et ce qu'il fait pour la région parisienne, il peut le faire pour vous, que vous soyez un particulier, un entrepreneur, un commerçant ou une association.



VOTRE PARTENAIRE EN ILE-DE-FRANCE.



Les socialistes : *« Il faut que nous arrivions à avoir un langage et un programme pour la région »*

M. Jacques Guyard, député (P.S.) et maire d'Evry, président du groupe socialiste au conseil régional, répond à nos questions.

« Le groupe socialiste paraît très effacé, pour ne pas dire inexistant, dans les débats du conseil régional. Aucune personnalité ne semble s'en dégager non plus. Pourquoi ?

— Trois raisons à cela. D'abord la prise de conscience du fait régional est faible à gauche.

» Pour beaucoup de ses habitants, l'Ile-de-France, c'est Paris et sa banlieue, c'est-à-dire un magma mal organisé. Il est vrai que peu d'actions régionales touchent directement les citoyens. Même des travaux utiles, comme l'achèvement de l'autoroute circulaire A 86 ou l'assainissement, n'excitent guère l'imagination des gens.

» Tant que la région ne prendra pas en charge non plus exclusivement l'investissement, comme aujourd'hui, mais le fonctionnement d'un certain nombre de services communs, elle aura du mal à exister. C'est particulièrement flagrant en Ile-de-France, qui est la région consacrant la plus faible part de son budget au fonctionnement des institutions et au soutien des activités pour tout sacrifier à de grands travaux.

» Notre effacement tient aussi au manque de temps. Tous les élus, et pas seulement les nôtres, assument plusieurs mandats. Moi-même, depuis que je suis conseiller régional, j'ai dû restreindre ma fonction de parlementaire. Je consacre une journée et demie par semaine aux dossiers de la région, et ce sont des journées de douze heures. Malgré cela, j'ai manqué récemment deux séances parce que j'étais rapporteur d'un projet à l'Assemblée nationale.

» Enfin, au conseil régional, les socialistes ne sont que vingt-quatre sur cent cinquante-quatre. Ils sont un peu découragés d'intervenir dans la mesure où ils savent que leurs prises de position resteront lettre morte. Toutes les décisions sont prises d'avance.

— Comment comptez-vous surmonter ce triple handicap ?

— D'abord en faisant un gros travail d'information. Dans quelques jours, je réunirai au conseil régional l'ensemble des élus socialistes des conseils municipaux et des conseils généraux de l'Ile-de-France.

» Premier objectif : leur montrer l'impact réel du budget régional sur les collectivités locales. Puis commencer à clarifier nos idées sur ce que devrait être une politique régionale. Cette réflexion devrait déboucher au printemps prochain sur un « projet socialiste pour l'Ile-de-France ». Il faut que nous arrivions à avoir un langage et un programme pour la région.

» Quant au cumul des mandats, la question ne sera résolue que lorsque les élections des conseillers au suffrage universel direct nous donneront des élus régionaux à plein temps. J'attends ce moment avec impatience.

— Quels pourraient être les points originaux et séduisants d'un projet socialiste pour l'Ile-de-France ?

— Notre projet proposera une politique économique que la région se refuse à faire ainsi que des actions sociales et culturelles plus dynamiques. Avec sa main-d'œuvre qualifiée, ses entreprises de pointe, les deux tiers de la recherche concentrée sur son territoire, l'Ile-de-France est la région qui a le potentiel de développement le plus puissant. Il faut en profiter : favoriser les transferts de technologie entre les laboratoires et l'industrie, pousser la formation professionnelle, encourager les entreprises qui ne se sentent pas soutenues par le conseil régional et qui s'en plaignent.

» En matière culturelle, la région fait pas mal de choses, mais ça reste très traditionnel. Certains élus de la majorité ne comprennent pas quand nous proposons d'encourager la culture scientifique et technique. Même chose pour le logement. Ce n'est que du bout des lèvres que la région accueille les opérations proposées par l'Etat pour rénover les îlots sensibles. La majorité préférerait saupoudrer des crédits ici et là : c'est électoralement meilleur mais socialement inefficace.

— Tout cela — et notamment le renforcement de votre groupe — suppose que vous ayez des élus nombreux et actifs. Or, après Paris, l'Ile-de-France paraît basculer à droite. Comment comptez-vous reconquérir vos positions perdues ?

— Paris glisse à droite pour des raisons sociologiques. La banlieue, elle, comprend mal notre politique de rigueur parce que les résultats positifs ne sont pas encore ressentis dans l'emploi et le pouvoir d'achat. Si cette politique réussit, l'Ile-de-France, grâce à son potentiel de développement, sera la première région à en profiter. Alors nous regagnerons le terrain perdu et nous redeviendrons majoritaires comme en mai 81. »

Propos recueillis par
MARC AMBROISE-RENDU.

Les communistes : *« Nous sommes opposés à la notion d'une région tête pensante »*

AVEC vingt-neuf élus, le groupe communiste est *« le premier groupe de la gauche au conseil régional »*, comme le souligne avec une pointe de fierté son président, M. Guy Schmaus, sénateur des Hauts-de-Seine depuis 1968, conseiller général et régional depuis 1976, et maire adjoint de M. Jacques Delors à Clichy depuis mars 1983, chargé de l'urbanisme et du cadre de vie. Il est d'autant plus étonnant, dans ces conditions, que le groupe communiste conserve un « profil bas » au sein de l'assemblée régionale, oubliant sa pugnacité coutumière au plan local (pour la conquête des municipalités) ou national (pour le combat idéologique).

M. Guy Schmaus, naturellement, ne partage pas ce sentiment, ou plutôt il explique cette situation par *« le boycottage de la presse »* : *« Nous ne sommes pas gâtés par les médias*, dit-il. *Depuis juin 1981, je n'ai jamais été interviewé par les actualités régionales en tant que président de groupe. On veut nous minimiser. On tait nos initiatives. Pourtant, je tiens des conférences de presse, j'interviens à chaque grand débat. Le 18 octobre dernier, encore, j'ai proposé qu'un débat d'urgence ait lieu sur l'emploi et la politique industrielle en Ile-de-France. Personne n'en a parlé, alors que le président Giraud en avait accepté le principe et même retenu une date — le 22 novembre, — aujourd'hui repoussée à janvier. Autre exemple : en novembre 1981, avec Paul Laurent, nous avions réuni quatre-vingts sportifs de haut niveau pour préparer les Jeux olympiques de 1992. Conférence de presse : pas un écho. Nous sommes boycottés. Je m'insurge ! »*

Comme il sied à un sénateur, cependant, M. Schmaus a des emportements mesurés et l'indignation souriante. Son *« opposition frontale »* au sein de l'assemblée régionale se borne à dénoncer *« la mainmise totalitaire de la droite, sous la houlette de Michel Giraud, qui dispose de tout l'appareil et de tous les leviers de commande du conseil régional »*. Il déplore notamment *« l'opposition systématique et agressive de la majorité du conseil à l'égard du gouvernement »* et observe que *« depuis la loi de décentralisation, les rapports sont devenus politiques »*, et donc tendus. Regretterait-il la décentralisation ? *« Non. Je ne m'offusque pas de cette situation, mais je la constate. Nous avons toujours été favorables à la décentralisation. Nous avons voté la loi. Mais nous souhaitons l'élection des conseillers au suffrage universel et au scrutin proportionnel. Le mode actuel d'élection est trop particulier. Nos électeurs ne se sentent pas concernés par ce qui s'y décide. »*

Pour montrer que les communistes, eux, ne font pas d'opposition systématique, M. Schmaus rappelle quelques gestes de son groupe : *« Malgré la pression de la droite, du R.P.R., nous essayons d'être constructifs. L'année dernière, nous avons été amenés à voter le chapitre « transports » du budget 1983 et ce 18 octobre nous avons approuvé le schéma directeur du réseau routier. »* Le sénateur communiste reconnaît que *« l'action du ministre des transports »* — M. Charles Fiterman — *« a joué son rôle »* dans l'attitude de son groupe.

Pas de fatalité du déclin

Mais la principale préoccupation de M. Guy Schmaus, ancien fraiseur-outilleur à l'usine Citroën de Clichy, c'est la désindustrialisation de la banlieue parisienne, où il voit *« la volonté de poursuivre une politique de déclin industriel »*, et même *« de mettre en échec la politique du gouvernement de gauche, quitte à abandonner les entreprises viables de la région »*. Le président du groupe communiste l'affirme avec sa douceur aimable, mais avec conviction : *« Il n'y a pas de fatalité du déclin industriel en Ile-de-France. Même pour l'automobile, vous ne pouvez pas séparer la recherche et la production. Nous sommes totalement opposés à la notion d'une région tête pensante dont la province serait les bras. »* M. Schmaus regrette en particulier le départ pour Mulhouse des *« fours de fonderie les plus modernes d'Europe »*. *« Pour les pièces compliquées*, note-t-il, *on fond toujours à Clichy, parce qu'il y a le savoir-faire. Ce savoir-faire ouvrier appartient au patrimoine de l'Ile-de-France. Il ne faut pas le gâcher ! »*

S'il admet que les résultats partiels enregistrés dernièrement dans les élections locales *« rendent le combat difficile »*, il observe que *« les conditions de collaboration avec les socialistes sont bonnes à Clichy — avec M. Delors — et à l'assemblée régionale »*. De toute façon, il n'est pas question de faire du conseil régional *« une assemblée nationale bis »*. Le problème, c'est que *« l'identité régionale est récente »*. Mais, pense-t-il, *« elle va prendre corps aussi en Ile-de-France »*.

Le groupe communiste, toutefois, privilégie encore les structures du parti. Le 26 novembre, il va organiser une grande opération place Balard pour la défense de trois cents entreprises d'Ile-de-France menacées. Mais ce sera avec Georges Marchais et Paul Laurent, responsable du comité régional du P.C...

ROGER CANS.

Le roi Chirac

(Suite de la page 19.)

En réalité, dans la « prise » de Paris en 1977 s'inscrivait déjà la stratégie future du R.P.R., ce fameux slogan : *« Ville par ville, reconquérons la France ! »*. Jacques Chirac ne pouvait s'offrir que la tête ou le cœur. Solide exemple qui fit école. Et le fait encore, à voir les charges victorieuses des « bébés-Chirac » ces dernières semaines en région parisienne.

Paris-enjeu, Paris-tremplin était et est encore mariage de raison ou de calcul. Plus inattendu peut-être, sinon plus surprenant, est que de ce stade, très vite, Jacques Chirac soit passé à celui de la relation amoureuse. La conquête de Paris était ambition. La consolidation sera passion.

Cet étonnement pourrait étonner. Ses zélateurs, et il n'en manque point, affirment qu'il fallait mal connaître le maire, pour supposer que, trouvant là *« un domaine gestionnaire à sa mesure »* il pourrait laisser à d'autres le soin de le gérer. *« Jacques Chirac*, dit l'un, *délègue, mais il décide. » « Le maire a une capacité d'écoute extraordinaire et une prodigieuse capacité d'assimilation*, affirme l'autre. *L'essentiel le polarise, et là il sait trancher. »* Bref, dit un troisième, *« sa première qualité, c'est d'être Chirac, une irremplaçable part de valeur ajoutée. Il écoute, il arbitre. Et, en plus, il aime Paris »*.

Ses adversaires, et ils ne sont pas tous réduits, en dénonçant la boulimie du personnage, son *« appétit de pouvoir démesuré »*, ses *« méthodes hussardes »* et ses manières *« anti-démocratiques »*, en conviennent aussi à leur manière : ce maire-là n'est point un maire pour rire, au sens de la seule représentation publique ou d'un simple paraphe sous des décisions élaborées par d'autres.

A oser la synthèse, il s'agirait donc d'un cas fort intéressant de passion boulimique. Avec tous ses excès — et le comportement du maire de Paris vis-à-vis de son opposition municipale n'est pas le moindre. Il suffit pour le constater d'assister à une séance du Conseil de Paris.

Mais une passion avec aussi son grand projet. Jacques Chirac est sorti de Paris, d'une première mandature, avec un bilan de gestion. A-t-il été jugé vraiment là-dessus ? A-t-il été plébiscité sur son nom ? Les deux à la fois ? Qui sait ? Ce fut là le débat de la dernière campagne municipale, et on ne le rouvrira pas. Les motivations des électeurs étaient peut-être floues. Les résultats ne le furent point. C'est un maire renforcé, un maire *« absolu »* qui sortit de l'affaire.

Un grand succès, et par là même l'ouverture vers un grand rêve : ne plus seulement gérer Paris, mais changer cette ville, la modeler, la rénover, lui donner l'empreinte Chirac, imaginer, si l'on peut dire, le Paris du III[e] Empire. Baron Haussmann-Jacques Chirac, même combat. Le second entend reprendre, bien évidemment à une moindre échelle, le travail là où l'autre l'avait arrêté, rattraper une négligence séculaire, bref, aménager l'Est parisien.

Ce projet, ce qu'en politique on appelle un grand dessein, était probablement amorcé dans la précédente mandature. Les campagnes sur la sécurité, la propreté, la culture sage, notions-clés de l'efficacité chiraquienne première époque, annonçaient la phase suivante : un bouleversement plus fondamental de la ville, la rénovation massive des quartiers qui, selon les mêmes critères, étaient et restent des injures à la volonté du maire, à sa vision de Paris.

Ce n'est plus le Paris pompidolien, avec ses hauts fourneaux culturels, ses tours, ses usines à bureaux, et sa Défense, ses pénétrantes et ses radiales de l'ère frénétique du modernisme. Mais un Paris plus sage, en somme plus provincial. Faire aussi de la capitale la plus grande ville de province de France, belle comme un Hôtel de Ville ravalé, voilà peut-être bien le rêve chiraquien, un solide rêve bourgeois. Un rêve qui aurait l'extrême avantage de coller parfaitement à la mentalité majoritaire de l'époque. Le maire serait en ce sens parfaitement représentatif de la population, Parisien de province ou provincial de Paris, sensibilisé à une forme conservatrice de de la vie citadine.

Attention aux amis

Ce grand rêve suppose un grand pouvoir. Jacques Chirac l'a théoriquement. Il fut tellement bien élu. Qui pourrait alors le lui contester ? Ses adversaires politiques ? Il s'en est chargé. A Paris, mais ailleurs aussi en refusant l'Exposition universelle pour préserver son Est, parfois pris à la gauche et donc aussi, politiquement, à consolider. Ce fut en somme le rêve présidentiel contre le sien.

Ses amis ? Peut-être bien, en effet, lui faudra-t-il se garder d'eux. Ces vingt autres maires de Paris, ces maires d'arrondissement, sont dans une situation délicate. Vassaux et suzerains en même temps, légitimés par l'élection et privés de grands pouvoirs par la loi P.L.M. Tentés de murmurer *« Qui t'a fait roi ? »* et menacés de s'entendre répondre *« Qui vous a faits princes ? »*. La loi prévoyait la décentralisation, qui, pour l'instant, aboutit plutôt, à Paris, ville pourtant sans opposition, à des navettes et des retards administratifs. La loi ne prévoyait pas la fronde. Et la fronde reste possible. Fronde aujourd'hui de M. Pierre Bas, maire R.P.R. du sixième arrondissement, un ami « sûr » pourtant en rupture avec le grand maire (*le Monde* daté du 12 novembre). Fronde potentielle demain des maires de l'Ouest condamnés, dans un budget parisien d'austérité, à la portion congrue.

Ce risque a été parfaitement intégré à l'Hôtel de Ville. N'y laisse-t-on pas entendre que, au cas où une réforme du système électoral pour les prochaines législatives impliquerait à la fois une moindre représentation de la Ville de Paris, donc un nouveau découpage, et une désignation pour partie proportionnelle des élus, le choix des candidatures appartiendrait à l'état-major municipal. La crainte peut être aussi le début de la discipline.

PIERRE GEORGES.

La Seine-Saint-Denis

tradition et dynamisme

VOICI la Seine-Saint-Denis, un petit département par sa superficie, un des plus importants de la région parisienne et du pays par sa population et son activité économique.

Elle possède des atouts pour s'inscrire comme force dynamique dans le processus engagé dans notre pays. L'emploi, le développement économique, le logement, la lutte contre les inégalités, sont les axes principaux de cette reconquête. Le pouvoir exécutif, désormais dans les mains du président du conseil général, est un des outils qui peuvent concourir à faire de cette banlieue que d'autres avaient voulu défavorisée, un département bien équipé. Ce chemin, nous le parcourrons avec ces hommes, ces femmes, avec lesquels nous avons déjà de longues années de vie commune, d'histoire partagée.

L'ampleur de la tâche est à la hauteur de notre ambition : qu'il fasse meilleur vivre et travailler en Seine-Saint-Denis.

JEAN-LOUIS MONS
président du conseil général
de la Seine-Saint-Denis

Des atouts économiques

L'existence d'une main-d'œuvre professionnelle qualifiée, une ancienne tradition ouvrière de qualité qui se marie à la vitalité d'industries modernes, un potentiel de recherche, d'innovation important, un tissu industriel riche et diversifié, de grands établissements, des milliers de P.M.E., des infrastructures de haut niveau, des activités traditionnelles et des secteurs de pointe sont autant d'éléments moteurs du renouveau.

Ainsi devenu acteur économique, le département a l'ambition d'assumer pleinement cette responsabilité nouvelle. Aussi a-t-il décidé de rendre aux friches leur vocation industrielle, de participer, par exemple, à la relance d'un secteur-clé de l'économie française : la machine-outil, avenir de notre industrie. A son initiative se sont tenues les premières rencontres régionales pour la machine-outil avec la participation du ministère, de l'ensemble des partenaires socio-économiques intéressés. Aujourd'hui, la mise en place, sous la responsabilité du directeur régional de l'industrie, assisté de la DIMME et des techniciens de chaque collectivité (région et département), d'un groupe d'évaluation visant à faire le point sur ce qui existe comme production de machines-outils dans notre région est un premier pas positif qui ouvre de nouvelles perspectives.

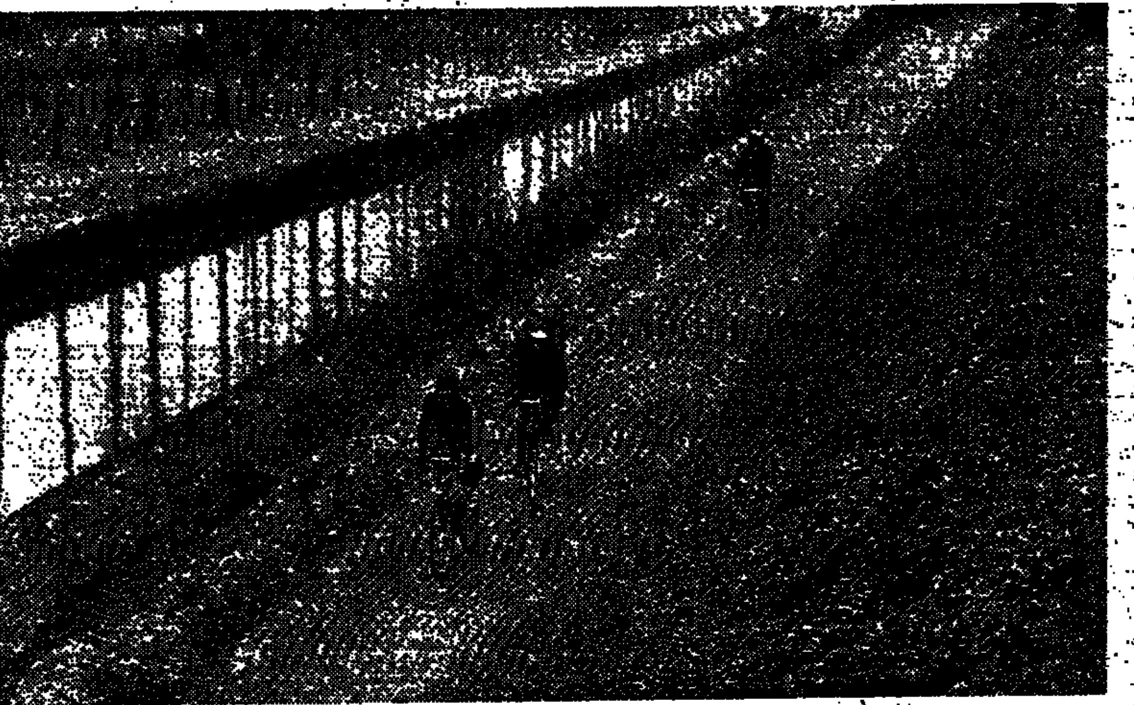
Formation professionnelle

Depuis plus d'une dizaine d'années, cent cinquante mille à deux cent mille jeunes sortent tous les ans du système éducatif sans véritable formation générale et sans formation professionnelle. Or l'économie française a besoin, pour être compétitive, de travailleurs qualifiés.

C'est dans cet esprit que le gouvernement a mis en place des mesures en faveur des jeunes de seize à vingt et un ans. Le conseil général s'inscrit dans cette démarche pour répondre à des besoins de qualification et d'emploi dans ses propres établissements.

Ainsi, quarante places sont offertes aux jeunes filles du département désirant acquérir une qualification d'auxiliaire de puériculture et travailler dans les crèches départementales.

Le conseil général, également, contribue financièrement avec l'université Paris-XIII à la formation des formateurs nécessaires pour la mise en place des permanences et des stages. Il s'est engagé à financer les stages en direction des tuteurs qui doivent accueillir les jeunes dans les entreprises.



Le canal de l'Ourcq : une promenade, une piste cyclable qui traverse le département, des portes de Paris à la Seine-et-Marne.

Prévention : un département pilote

La Seine-Saint-Denis est le premier département de France pour ses crèches – 7 000 places, dans 129 établissements – et pour tous les équipements en faveur de la mère et de l'enfant : 110 PMI, 44 centres de planification, etc.

C'est d'ailleurs ce qui lui a valu d'être considéré comme département pilote en la matière par le ministère de la santé qui lui a confié une mission – action de prévention – le Plan de promotion de la santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent.

Des sages-femmes à domicile, dans les quartiers, les entreprises, des modes de garde originaux pour le petit enfant, la médecine scolaire de la maternelle au primaire, une grande campagne d'information et d'éducation bucco-dentaire dans les écoles, tels sont les objectifs promus par ce plan.

Une expérience qui permet de vérifier sur le terrain qu'à terme une politique de prévention est socialement rentable, qu'on peut faire reculer les inégalités.

Sport, loisirs, culture

S'agissant des loisirs et de la culture, le conseil général a acquis et aménagé pour les enfants du département la base nautique de Champs-sur-Marne. Il a mis en place la Maison de la Culture, avec ses structures éclatées, aux côtés d'autres équipements de renommée nationale, tels le Théâtre de la Commune et le Théâtre Gérard-Philipe. La Seine-Saint-Denis est ainsi le lieu d'événements culturels prestigieux : Festival de musique de Saint-Denis, Festival de jazz en Aulnoye, Ballets pour Demain de Bagnolet.

Afin de répondre aux besoins de la vie associative, riche et diverse, l'assemblée départementale finance de nombreux équipements sportifs et, cette année encore, un nouveau projet est à l'étude qui porte sur la modernisation du parc des sports de La Motte, à Bobigny. Il permettra de doter la Seine-Saint-Denis d'un complexe sportif pour de nombreux utilisateurs. Attentifs également aux sportifs de haut niveau, les élus départementaux ont décidé, entre autres, d'aider le club de football de deuxième division le Red Star de Saint-Ouen, les handballeurs de Gagny, le bateau *Seine-Saint-Denis* de Rosny pour sa participation au Tour de France à la voile, Eric Saul, champion motocycliste courant sur moto française.

La France se propose d'accueillir les Jeux Olympiques en 1992. La Seine-Saint-Denis répond présente ! Le projet d'un site olympique à Tremblay-Villepinte est à l'étude.

Enfin, le Tour de France, grande fête sportive très populaire, prendra son départ en juin 1984 en Seine-Saint-Denis.

Département d'avenir, riche de potentialités, la Seine-Saint-Denis se saisit de toutes les formes de communication sociale contemporaines et de demain qui permettent d'enrichir la convivialité. Après la radio locale T.S.F. 93, dont le taux d'écoute grandit chaque jour, elle s'inscrit tout naturellement dans le projet national de vidéo-communication.

Un souci de création, d'idées nouvelles : la Madeleine à Aubervilliers.



La machine-outil, secteur-clé de l'économie nationale : le président du conseil général, accompagné d'élus, visite les Constructions de Clichy, entreprise de Bobigny.



Le 15 juin 1983, le conseil général présente, en la basilique, dans le cadre du Festival de Saint-Denis, le Requiem de Verdi dirigé par A. Lombard.

Transports : un esprit novateur

La priorité accordée aux transports en commun entre dans la vie. Devenant l'autorité organisatrice en matière de transports, le département a signé une convention d'association entre le secteur public R.A.T.P. et le secteur privé T.R.A. Les usagers de seize villes de la Seine-Saint-Denis commencent à bénéficier d'une autre qualité de transport : un seul billet, celui de la R.A.T.P. (soit un coût de 10 % inférieur sur le réseau T.R.A.), des bus plus souvent, plus longtemps, des aménagements de lignes. Dans ce même esprit novateur s'inscrit le projet de tramway entre Saint-Denis, pôle industriel, et Bobigny : un moyen de transport moderne, rapide et non polluant.

Ces améliorations font suite au prolongement de la ligne de métro nº 5 jusqu'à Bobigny-Préfecture, de la ligne nº 7 du fort d'Aubervilliers à La Courneuve. De sous-équipée, la Seine-Saint-Denis est en passe de se doter d'un réseau de transports en commun exemplaire.

Des logements, des espaces verts

Autre aspect fondamental de la qualité de la vie, le conseil général s'attache à mener à bien une politique du logement social : résorption des cités de transit et réhabilitation, avec les municipalités concernées, de quartiers particulièrement déshérités, comme en témoigne par exemple son intervention récente pour l'amélioration de la cité des 4 000, à La Courneuve.

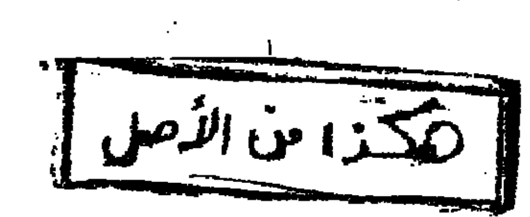
Parallèlement, notre conseil général impulse, soutient les idées nouvelles, la création architecturale, la variété, qui font et feront pour demain une nouvelle richesse, une certaine originalité du tissu urbain de la Seine-Saint-Denis.

Construire l'espace habitable, mais aussi reconquérir l'espace, donner de l'oxygène aux villes, le conseil général a fait sienne cette règle d'or.

La tâche est vaste et multiple. Il faut préserver ce qui existe, en soustrayant les espaces verts à toute spéculation ; il faut mettre en état des lieux de détente, de loisirs, de rencontre, comme le parc de La Courneuve, le parc du Sausset à Aulnay-sous-Bois, la forêt de Bondy, le parc national de Sevran, les coulées vertes dans les centres-villes, etc.

Tous ces projets relèvent d'un même objectif : offrir aux habitants de ce département 10 % de sa surface en espaces verts, en espaces à vivre, à jouer, à rire, un pari en voie d'être gagné.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS



Huit départements et pas de journal

SI un journal de province est un peu le symbole d'une région — voyez *Sud-Ouest, le Provençal, la Voix du Nord...* — dont il exprime les particularismes et où se reconnaissent peu ou prou une bonne partie de ses habitants —, alors il faut conclure que « Paris-Ile-de-France » ne possède pas cette forte identité.

Comment s'en étonner ? La capitale est d'abord cet immense chef-lieu du pays, qui se moque justement de l'esprit de pays. Au royaume des « décideurs », le clocher n'est pas de mise. Et il a fallu que Paris s'acoquine avec Saint-Germain-en-Laye pour mettre sur pied une équipe de football digne de ce nom. A Bordeaux ou à Nantes, on en rougirait ! Et la banlieue ? Cet immense territoire, peuplé d'étrangers venus des provinces et d'au-delà des mers, a-t-il une âme, une nature, une fierté qui lui soient propres ? Se sent-on « Ile-de-Français » comme on est Lorrain ou Bourguignon ?

Allons donc ! Il faudra bien des générations pour réunir dans un même esprit de solidarité géographique l'ouvrier de Montreuil et le retraité de Fontainebleau. Pas suffisamment de terre sous les bottes, une histoire trop bousculée par l'urbanisation de l'après-guerre,... donc pas de « bons » lecteurs pour une presse régionale qui couvre l'ensemble des départements. Le seul quotidien qui s'y risque est *le Parisien libéré*, qui marque pourtant quelques points et invente peu à peu une formule à mi-chemin entre les « nationaux » et les journaux de province. Encore s'adresse-t-il surtout à une clientèle populaire. Sa diffusion (337 000 exemplaires) est toutefois faible, comparée à celle de ses confrères des « vraies » régions, dont les taux de pénétration vont (en Alsace) jusqu'aux trois quarts des foyers, voire plus, dans certaines communes...

Il existe aussi une presse hebdomadaire ou bihebdomadaire locale qui ne se porte pas si mal. *Toutes les nouvelles de Versailles* (60 000 exemplaires), le journal du sénateur Edouard Bonnefous et de M. Roland Faure, a de multiples éditions. Chaque département a ses publications — comme *le Républicain*, dans l'Essonne (48 000 exemplaires) ou *la République* de Seine-et-Marne (46 000 exemplaires), — souvent contrôlées par les « politiques » du cru, et notamment le parti communiste là où il est influent. Mais tout cela est dispersé, disparate, faible en un mot.

Cette pénurie a souvent donné des idées, et quelques frissons gourmands, à des entrepreneurs de presse un peu plus audacieux que les autres. Les grandes agences de publicité, les entreprises proprement régionales — on pense à la R.A.T.P., aux salles de spectacles... — ou nationales, sont demandeurs de « supports médiatiques » spécifiques pour ce pays de cocagne de la consommation qu'est la région parisienne. Mais qui n'a en mémoire le retentissant échec de M. Jean-Louis Servan-Schreiber, début 1980, avec son *Paris-Hebdo* ? Se souvient-on seulement des deux pages régionales du *Quotidien de Paris* lors de son lancement ? De l'édition des Hauts-de-Seine du *Matin de Paris* ?

Les quotidiens nationaux — du *Figaro* à *l'Humanité*, de *la Croix* à *Libération* et au *Monde* — savent bien que mettre sur pied une formule journalistique originale pour cette région-là nécessite des efforts considérables, au moment où les déficits d'exploitation sont la loi. Au contraire, la tentation est grande de faire des économies sur les informations régionales, et des journaux comme *la Croix* ou *le Monde* ont bien du mérite à maintenir leurs pages hebdomadaires.

L'indigence de nouvelles locales et régionales organisées dans une presse dynamique surprend d'autant plus qu'ailleurs d'autres capitales ont sécrété des publications. Le *Washington Post* est avant tout un journal régional (comme la plupart des quotidiens américains), et le *New York Times* a chaque jour des pages régionales denses.

Sans espoir ? On a un peu le sentiment que de telles perspectives n'intéressent plus les entrepreneurs de presse, de quelque bord qu'ils soient. A l'inverse, les médias audiovisuels se lancent à l'assaut de la clientèle régionale. Les radios privées locales d'abord, qui pullulent dans la région (on sait quelles difficultés leur nombre a soulevées à Paris) et dont certaines sont de véritables stations professionnelles. Ce sont elles qui sont en train de cristalliser le minimum d'intérêt pour la vie locale qui peut exister dans la région. La télématique ensuite : l'expérience de Vélizy a ouvert la voie, et les partenaires de « Cititel » ont commencé à l'emprunter.

La télévision, enfin : le câblage de Paris et celui de la Seine-Saint-Denis seront l'occasion de créer, comme M. Jacques Chirac l'a déjà annoncé pour sa part, de véritables T.V. locales. La station FR3-Ile-de-France risque de prendre un sérieux coup de vieux... à l'image des locaux parisiens dans lesquels se préparent ses émissions.

YVES AGNÈS

LA GRANDE MISÈRE DE FR 3

Les squatters du « national »

« **M**ITTERRAND, on l'a ?... » « *Non, on n'a rien, « Soir-3 » n'arrive qu'à 21 heures...* » « *Poitiers n'a rien envoyé ?...* » « *Poitiers ne pouvait pas remonter, ce n'était prévu...* » « *Et Tahiti, on a des images ?...* » « *Trente secondes* » (« *des images de R.F.O., difficiles à avoir, assez choc, t'as pas vu ?* »). Genève. L'Afrique du Sud. Le retour des blessés à La Havane (« *qui fait le commentaire ?* »)... On compte : Mitterrand, une minute ; Tahiti, trente secondes ; Genève, une minute ; Afrique du Sud, quarante-cinq secondes ; Castro, quarante-cinq secondes, etc. En tout huit minutes trente, c'est trop, il faut couper. On passe au « régional » : le portrait d'un soldat parisien à Beyrouth. Robert Pietri a demandé à un journaliste de « Soir-3 » de lui rendre un petit service en lui ramenant ce sujet gratuitement (« *on est obligé de se débrouiller* », explique-t-il). Le foot, la grève au C.H.U., Balthus, Aulnay avant les élections, on compte...

Huit minutes à peine. Jeudi 3 novembre, 15 h 30. Une des trois réunions qui ont lieu chaque jour dans le bureau de Robert Pietri, rédacteur en chef du bureau régional d'information (B.R.I.) Paris-Ile-de-France. Réunion rapide. Il s'agit de vérifier le « préconducteur », pour utiliser le jargon journalistique, c'est-à-dire de vérifier si les images prévues sont bien arrivées, s'il y a des reportages à faire, d'autres à annuler... Pietri râle : pour son journal national et international, il utilise les images envoyées par les banques d'images (les E.V.R. internationales) et les stations régionales, mais, faute de moyens, il ne peut toujours prendre les images des autres stations. A cause du manque d'argent, FR 3 n'est pas abonné à T.D.F., il ne bénéficie donc pas des faisceaux utilisés en permanence par les autres chaînes, il doit les commander à l'avance ; aujourd'hui, c'est trop tard. Un problème parmi d'autres, révélateur comme les autres de la « grande misère » de FR 3.

Chaque jour, depuis la nouvelle grille du 5 septembre, le B.R.I. Ile-de-France-Centre fabrique un journal de trente-cinq minutes au lieu de vingt-cinq minutes (élargi à l'international et au national, Pietri y tient), plus trois magazines de vingt-six minutes par semaine, soit une production de cinquante minutes en moyenne par jour au lieu de trente : un effort énorme, un travail sur la corde raide. Sans moyens supplémentaires, sans studio à soi, ni moyens de fabrication propres (pour chacun de ses reportages, le B.R.I. fait appel à un pool technique — camion, cameramen, script, monteur et studio — qui sert également à « Soir-3 », aux magazines « Thalassa », « Vendredi », etc.). Vingt-quatre journalistes pour couvrir Paris, la couronne et la grande couronne, c'est un tout petit peu plus qu'ailleurs, à peine si on songe tout de même qu'il s'agit d'une région un peu « spéciale ».

Pénurie de journalistes

On pourrait penser que la direction régionale de Paris-Ile-de-France-Centre est particulièrement bien dotée. Erreur ! Il faut dire que la situation est hybride, compliquée par la restructuration en cours. « *On est les squatters du national* », déclare avec un certain humour Jean-Jacques Célérier, directeur délégué pour l'ensemble Paris-Ile-de-France, Centre, et Normandie, qui s'est chargé de « *désenclaver la région de la direction nationale* ».

Jusqu'au 5 septembre, le B.R.I. Ile-de-France était rattaché à la direction nationale de l'information (avec « Soir 3 »). En 1983 a été décidée la création de la région Normandie (qui regroupe les cinq départements de la Basse et de la Haute-Normandie, avec deux B.R.I., Rouen et Caen), qui s'est donc détachée de la région Ile-de-France-Centre (huit départements, deux B.R.I., Paris et Orléans) ; mais reste administrativement rattachée encore à celle-ci.

Le B.R.I. Ile-de-France, bien que détaché du national, continue de partager cependant les moyens — plateaux, studios — avec lui.

« *Si je demande du personnel en plus, on me dit que je suis un B.R.I. comme les autres, je dis non !* » Pour Robert Pietri, ce journal n'est justement pas comme les autres ; il n'a pas les moyens de fabrication des autres, et Paris n'est pas une région comme les autres. « *On ne peut pas couvrir huit départements, douze millions de téléspectateurs, comme d'autres régions, je ne les citerai pas, qui couvrent deux départements, trois millions de téléspectateurs, avec le même nombre de journalistes, et nous ici nous ne bénéficions pas de l'autonomie technique.* »

Quelle est ici la limite entre l'événement régional et l'événement national ? Un attentat à Orly fait partie de quelle catégorie ? A Paris, on ne peut pas faire de directs : le B.R.I. a depuis quelque temps un car de reportage, mais le problème des faisceaux (qu'il faut retenir à l'avance à T.D.F. pour les retransmettre en direct) se pose constamment. Cela peut paraître incroyable, mais il n'y a pas d'équipe de nuit après 21 heures ni d'équipe le dimanche, faute de crédits encore. « *Si la tour Montparnasse s'écroule, on ne peut rien faire.* »

Pourtant, tout le monde a relevé le défi du 5 septembre. Le personnel administratif et les journalistes travaillent au-delà des horaires. Malgré les salaires plus bas à FR 3 que sur les autres chaînes, la rédaction cravache. Elle est très fière d'avoir réussi quelques coups : son reportage sur les premiers parloirs libres en prison a été remarqué ; elle a été la seule à pénétrer chez les squatters de la rue Losserand ; elle est en train de terminer un petit dossier sur le trafic des enfants yougoslaves dressés à voler — l'équipe les a filmés, caméra cachée, rue de Rivoli, — qui pourrait faire du bruit. Robert Pietri et François Jacquel, son adjoint, travaillent également activement à un projet de télévision du matin (qui ne ressemblerait en rien aux expériences japonaise, anglaise et américaine).

Qu'est-ce qui fait courir tout le monde ? L'impression de sortir du néant, certes, d'être des pionniers, de créer ? Mais combien de temps ? Les déclarations fracassantes de Pierre-Yves Callizot, rédacteur en chef du B.R.I. d'Orléans, ont été bien accueillies dans l'ensemble (1). « *Il a dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas* », dit-on, même si l'on émet des réserves sur la manière. « *Il est même en dessous de la vérité.* » Un signe.

CATHERINE HUMBLOT.

(1) Dans un article paru dans *Télé 7 jours*, début octobre, Pierre-Yves Callizot a dénoncé en termes très violents les conditions de travail ainsi que la politique générale de FR 3 concernant la régionalisation. Il vient d'être relevé de ses fonctions (*le Monde* du 9 novembre).



Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

PLEIN AIR

Le Hurepoix commence rue de Sèvres

ON surprendrait beaucoup de Parisiens citoyens de la rive gauche en leur affirmant qu'ils sont des habitants du Hurepoix. En vérité, les historiens, les géographes ou les géologues discuteront encore longtemps sur l'étendue et les limites de ce territoire, mais il apparaît que le nom de Hurepoix est certainement celui d'une région naturelle qui s'étend de Dourdan à Melun et de Paris à Etampes, entre la Seine et les hauteurs où prennent naissance la Bièvre, l'Yvette, la Renarde et la Remarde.

On y trouve un agréable paysage bocager tout sillonné de vallées où s'élèvent des églises, dont la plus connue est celle de Saint-Sulpice-de-Favières, et de nombreux châteaux, tels l'admirable « Marais » et Courson, dont le parc est certainement un des plus beaux de la région parisienne.

C'est après avoir traversé une zone urbanisée — hélas ! au maximum — qu'on atteint à 35 kilomètres de Paris le paisible village de Courson *et son* château. Construit au milieu du XVII[e] siècle pour le premier président du Parlement, Guillaume de Lamoignon, sur l'emplacement d'un manoir du XVI[e] siècle, *précédé d'une large cour d'honneur*, l'édifice présente un corps de logis central entièrement en pierre, surmonté d'un fronton triangulaire et flanqué de deux avant-corps de brique et pierre en *retour d'équerre. L'intérieur offre* aux visiteurs un agréable décor Restauration et Second Empire et une grande galerie de très beaux tableaux de l'école espagnole du *XVII[e] siècle, qui vient d'être entièrement restaurée* (1).

Le parc de Courson, dessiné par Berthaut, élève de Bellanger, qui aménagea la Malmaison, repris sous le Second Empire par les frères Buhler, est tout à fait remarquable avec ses grandes masses d'arbres et son vaste étang autour duquel on a planté un ensemble de massifs floraux d'une extraordinaire variété. En sortant de Courson, on prendra la route qui, par Saint-Maurice-Montcorné, mène vers le Marais, non sans avoir jeté un coup d'œil, au détour d'une petite route, au château de Baville, autre propriété des Lamoignon, qu'on *ne visite pas, l'accès en étant* strictement interdit.

Le Marais est sans doute le plus beau des châteaux du XVIII[e] siècle élevés en Ile-de-France. Construit en 1770 par Barré, ce superbe édifice présente une imposante façade dont le corps central, percé d'un péristyle à quatre colonnes doriques couronné d'un *fronton* triangulaire, est coiffé d'une coupole carrée tout à fait dans le style de Gabriel. L'ensemble se reflète dans un vaste miroir d'eau. L'intérieur, qu'on ne visite malheureusement pas, a gardé son décor d'époque. Le parc à la française sillonné de canaux qui prolongent ses douves et un petit musée aménagé dans les communs sont ouverts au public (2).

En suivant la vallée de la Remarde, on passe par Saint-Cyr-sous-Dourdan, où une église gothique à deux nefs ornée d'un joli *vitrail Renaissance forme avec un* ancien château fortifié un ensemble très séduisant.

Après Saint-Cyr, il faut aller à Dourdan, petite ville ancienne, capitale de la région, *construite sur les deux rives de l'Orge et qui a* conservé de très intéressants monuments et des rues pittoresques bordées de vieux hôtels du XVIII[e] siècle. Au centre de la ville, château et église se font face sur la place du Marché, qui a gardé ses vieilles halles. Le château construit par Philippe Auguste vers 1220 se présente comme un vaste quadrilatère à huit tours dominé par un superbe donjon dit de Philippe Auguste (on peut visiter). L'église Saint-Germain est un bel exemple du style gothique des XII[e]-XIII[e], restauré au XV[e] siècle.

Après Dourdan, allez vers Villeconin (ouvert au public), un des plus anciens châteaux du Hurepoix, qui, après avoir appartenu au XV[e] siècle à la famille des Montagu, passa en diverses mains jusqu'à devenir une solide et belle maison dont les hautes fenêtres à encadrement de grès du logis principal et les belles charpentes ainsi que les voûtes de la « salle de Montagu » sont des plus remarquables. Villeconin est situé à l'entrée de la vallée de la Renarde (ne pas confondre avec la Remarde, qui, elle, est plus au nord), oasis de paix, de grâce et de fraîcheur si bien décrite dans l'ouvrage que lui a consacré M[me] Simone Rivière (3).

C'est cette vallée qu'on suivra jusqu'au village de vignerons de Saint-Sulpice-de-Favières, dominé par son admirable sanctuaire aux dimensions imposantes, chef-d'œuvre du gothique rayonnant. L'importance de Saint-Sulpice-de-Favières, « la plus belle église de village de France », *est due à un célèbre pèlerinage où l'on venait* prier saint Sulpice, évêque de Bourges au VII[e] siècle et guérisseur miraculeux.

On y pénètre par un portail surmonté d'un gable aigu dont le tympan représente le Jugement dernier. A l'intérieur, la nef, dont les bas-côtés sont voûtés, est couverte en charpente, et ses voûtes aux trois étages vitrés donnent avec la blancheur de la pierre une extraordinaire impression de luminosité.

Les stalles du XV[e] siècle, les vitraux du *XIII[e], concourent à faire de Saint-Sulpice* une des plus précieuses églises de l'Ile-de-France.

ANDRÉE JACOB.

(1) Courson, tous les jours du 15 mars au 15 novembre, 14h30-18h30, sur demande toute l'année pour des groupes.

(2) Le Marais, ouvert dimanches et fêtes du 1[er] mars au 2 novembre, en semaine uniquement pour les groupes.

(3) Simone Rivière : *la Vallée de la Renarde*, un volume, 62 p., photos, plans et gravures. Impr. Tardy, Quercy, Cahors.

SOIRÉE

Au Rubis chinois

CARTE postale de Hongkong : un fouillis de buildings, plus hauts qu'à New-York et plus illuminés, des rues où les banques alternent avec les boutiques, et qui conduisent jusqu'au point zéro de la misère, parmi les taudis sur pilotis avec relents fétides et nuages de moustiques, Venise sans les palais, et sans oublier l'ombre de Bruce Lee luttant contre l'injustice...

On a ces images dans la tête en cherchant avenue de Choisy, en plein quartier chinois, la place de Vénétie. Mais on ne rencontre que des grands ensembles banals disposés autour de « piazzas » bétonnées avec, au rez-de-chaussée, les centres commerciaux. La place de Vénétie est celle où il y a une succursale Euromarché, reconnaissable au fait qu'elle est annoncée sur des panneaux en même temps que les autres magasins du coin.

23 heures : la piazza est déserte, les fenêtres éteintes. La lumière vient des vitrines et d'une enseigne verticale double, un néon vert et un néon rouge, côte à côte, l'un en caractères chinois, l'autre en français, qui désignent le « Rubis », c'est le nom d'un restaurant à spectacle. D'abord le doute taraude : du dehors, côté couleur locale, c'est plutôt maigre.

Du dehors, le « Rubis » ressemble à un self-service, mais, dès qu'on entre, on oublie. On est pris dans une chaleur réconfortante, une convivialité inhabituelle. Il y a une salle très grande en forme de L, des tables pour être ensemble, et des familles entières, des Chinois du quartier à ce qu'il semble. On se connaît, on se parle, les gosses sont là, déjà en pyjama, qui se tortillent sur leur chaise, complètement craquants avec leurs tout petits nez ronds, leurs yeux étincelants, leurs cheveux raides, coiffés en couettes pour les filles, en frange pour les garçons.

La décoration est incroyablement camelote : de la dorure à foison, des bas-reliefs moulés qui représentent des cavaliers, un faux plafond surdécoré. Et, encadrant la piste, les traits alternatifs de néon jaune-rouge-vert et, sur le bar, la liste en couleurs des *gelati* disponibles. C'est comme les bistrots des années 50 : tout Formica imitation bois, fresque peinte au pochoir, c'est la même chose, mais chinois. Alors on se sent à Hongkong, dans le vrai Hongkong, parce que, en définitive, là-bas, à moins de circuler dans le luxe historique ou touristique, ça doit être comme ici, familièrement toc.

Sur l'estrade joue un groupe — synthé, basse électrique, — les musiciens, très jeunes, font pleurer un rock insolite aux vibrations languides. Vient la chanteuse mignonne, potelée, joues roses, sourire de pin-up, une torsade à sequins fait briller ses cheveux : une Betty Grable orientale moulée dans un justaucorps qui festonne sur le haut des cuisses, entièrement en paillettes multicolores, dont les reflets jouent avec le scintillement circulaire de la boule de cristal.

Elle arrive tout juste de Hongkong. Elle chante très bien, avec des gestes charmeurs et pudiques, des chansons américaines et simili. Elle apostrophe la salle, qui lui répond. Il n'y a pas là-dedans un mot de français. Les intonations gazouillantes se prolongent et swinguent en échos électroniques — question de micro mal réglé peut-être. La chanteuse a une façon de faire très professionnelle et désuète, *comme si elle avait pris des leçons avec une* vedette de Las Vegas d'avant-guerre.

Ensuite revient l'orchestre avec sa propre *chanteuse. Minuit et demi, c'est l'heure du* dancing. Un groupe de touristes se rue sur la piste, tournicote n'importe comment, flirte, se frotte, dehors c'est Paris.

COLETTE GODARD.

• 13, place de Vénétie, 75013 Paris, jusqu'à 2 heures.

BON BEC...

Bouillabaisse de bords de Seine

TOUTES les cuisines régionales sont venues planter antenne à Paris. Hier, c'était autour des gares d'arrivée qu'un enfant du pays attendait, poêle en main, ses compatriotes, et la cuisine alsacienne se rencontrait autour de la gare de l'Est, celle de Bretagne à Montparnasse, celle de Provence *du côté de la gare de Lyon. Puis le règne de la voiture est arrivé,* et les enseignes régionalistes se sont égaillées.

Et puis il y a eu des modes. On compte les Bretons sur les doigts de la main mais en revanche, depuis quelques années, le Sud-Ouest, passé à l'offensive, nous assomme de magrets, entre foie gras et confit. Il est vrai qu'il use beaucoup de la boîte, ce qui demande moins de capacité et de travail !

Un succès qui ne s'est jamais démenti : celui de la cuisine provençale. Parce qu'elle est le reflet des vacances passées ou espérées, sans doute. Parce qu'aussi, comme l'opérette marseillaise et les histoires du *Vieux Port, elle est le folklore de* l'accent !

∴

Il y a plus d'un quart de siècle, dans la rue de Castellane, s'ouvrit un restaurant marseillais. Elle, petite, ronde, de chantant bagout, c'était Janette. Elle cuisinait, selon l'expression de Curnonsky, *« comme l'oiseau chante ».* Mais cet oiseau-là chantait l'ail, le safran, les poissons chatoyants dans leur « bouille » abaissée au bon moment. Lui, peut-être pour respecter la légende du Méridional fati*gué, faisait semblant de ne rien* faire. Il s'appelait Marius. Et le restaurant « Marius et Janette » était né.

Quelques années plus tard, bonnes affaires faites, Marius et sa Janette (secondée en cuisine, cette fois) transplantèrent enseigne avenue George-V, presque à la place de l'Alma. Ce fut le succès pour les pieds paquets, la bourride, l'aïoli, le loup flambé et, avant tout, la bouillabaisse.

On y fêta (je l'ai raconté dans *Mes Repas les plus étonnants*) la reprise de *Marius*. Autour de Marcel Pagnol, de Milly Mathis à Rellys en passant par Marius et Fanny (alors la jeune Pierrette Bruno) et Vibert, ils étaient tous là ! Ce fut épique, à l'image des injures des combattants grecs qui fondèrent l'antique Phocée. Chacun avait « sa » recette, son éthique aussi. Fallait-il de la langouste ? des pommes de terre ? peu ou beaucoup d'ail ? *« D'ail... il en faut un peu, rien que pour maintenir le vrai principe. Mais très peu, je vous dis, un souffle, un souvenir... »* Marcel Pagnol conclut benoîtement : *« La bouillabaisse, c'est un plat simple de pêcheur que les Parisiens sophistiquent pour le payer plus cher ! »*

∴

Marius est mort, je crois, Janette doit mitonner sa retraite dans un cabanon au soleil. Leur restaurant, de successeur en successeur, s'était quelque peu encroûté, faisant le plein de touristes anglo-saxons, qui, dit-on, n'aiment pas l'ail mais s'y encanaillent parce qu'il évoque le soleil du Midi.

Et voici que, depuis quelques semaines, « Marius et Janette » a changé de propriétaire. C'est Henri Charvet, « monté » d'Aix-en-Provence, où il avait gagné son étoile au Michelin et ses étoiles au Bottin-Gourmand, qui sera désormais Marius. Ce souriant garçon barbu et franc est Lyonnais d'origine. Pendez-vous, Escartefigue, Panisse et Honorine, c'est « Monsieur Brun » qui va donner aux Parisiens des leçons de bouillabaisse !

Au bruit discret des fontaines d'Aix-en-Provence, Charvet avait allégé la cuisine régionale, mis le chapon (c'est un poisson méditerranéen) en mousse et le homard en raviolis. On retrouve ces créations à la carte parisienne du *néo-« Marius et Janette ». Mais,* naturellement, le fond ne manquera point : l'aïoli, la bourride, et la bouillabaisse. La « vraie » ! *Il suffit d'entendre le gentil* accent de M[me] Charvet pour imaginer que son « Monsieur Brun » ne trahira pas... Fanny !

Et si, pour les carnivores, on trouve quelques viandes à la carte, et pour les inconstants le saumon fumé et les escargots de Bourgogne (à la *gayouparde*, comme à Montpellier, serait mieux en situation !), si le mille-feuille « maison », qui reste ici une apothéose, se voit adjoindre d'étonnants desserts au chocolat, l'apport heureux de Charvet tient à la cuisson du poisson, à la vapeur ou non.

Ses rougets rôtis au beurre de basilic sont, dans ce domaine, un chef-d'œuvre d'« à point ». Et cela me fit songer à un « éclat » de Milly Mathis, ce fameux soir pagnolesque : *« J'espère qu'il y aura beaucoup de croûtons frottés d'ail dans la soupe, parce que, nous ôtres, vrais Marseillais, on ne mange que les tranches, pôvres ! On aime trop le poisson pour le manger bouillu ! »*

Voilà donc le nouveau — et éternel — « Marius et Janette ». Un coup de mistral vient de passer dessus, y ramenant le beau fixe. Si la bouillabaisse, a écrit Simenon, est le plat qui a fait écrire le plus de sottises, du moins celle-là ne fera saliver que des heureux !

ROBERT J. COURTINE.

• 4, avenue George-V — Tél. : 723-41-88.

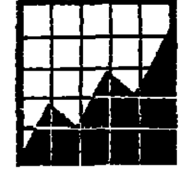
هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur régional ingénieur grande école

BRETAGNE — 250.000 F

Filiale d'un important Groupe Privé (3 milliards de CA) à vocation nationale et internationale, nous sommes spécialisés dans la gestion d'énergies. Notre mission est d'assurer à feu continu la production calorique de centrales thermiques, réparties sur le territoire français. Pour renforcer son implantation notre Société recherche un cadre confirmé. No 1 de notre unité OUEST-BRETAGNE, il dépend de la Direction Générale, ...

Il coordonne, anime et contrôle sur un plan technique, administratif, financier et commercial, l'exploitation de nos centres de profit.

En terme de développement, il participe à l'élaboration des objectifs avec le souci de rentabiliser sa production (CA 75 millions de Francs). Il propose des programmes d'actions commerciales, prospecte les marchés qu'il négocie en relation avec les municipalités, administrations, bureaux de contrôle. Assisté d'une équipe de 40 spécialistes, il définit l'organisation du travail et prend en charge la gestion du personnel (recrutement, formation, politique salariale...).

Ce poste convient à un INGENIEUR de haut niveau, possédant une solide expérience commerciale et de gestion au sein d'unités techniques autonomes. Une intégration progressive est envisagée pour assurer au mieux la prise en charge complète de cette unité.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, sous référence 8379 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Directeur administratif et comptable — Picardie

Industrie agro-alimentaire : Réalisant un chiffre d'affaires annuel de 400 millions de francs, cette société en expansion regroupe en Picardie usine moderne et siège social pour lequel elle recherche le directeur administratif et comptable. Dépendant de la direction générale et animant une douzaine de personnes, il sera essentiellement chargé de superviser les fonctions "comptabilité" (comptabilité générale-analytique-trésorerie-fiscalité-contrôle de gestion...), "informatique" (matériel CII-HB-DPS-4) et "administration générale" (administration de personnel-paye-assurances...) en veillant à l'actualisation des méthodologies employées. Ce poste de confiance conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (expertise comptable-ESC + DECS...) âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une expérience réussie de plusieurs années dans des responsabilités comptables complètes, assumées soit en entreprise soit en cabinet d'expertise. L'ouverture d'esprit et les facultés d'adaptation sont également nécessaires à la réussite dans cette fonction aux aspects variés. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2439M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Groupe de services
Directeur

Les opportunités sont là, nous avons les moyens du développement, nous recherchons un entrepreneur.

Précisons : dans le domaine de l'information micro-économique, financière, industrielle et commerciale aux entreprises, nous avons la place et la réputation du spécialiste reconnu. Ce métier est l'un de ceux de l'avenir, nous y tiendrons une position prépondérante. Nous avons choisi des partenaires, diversifié nos produits, imaginé des scénarios. Il faut maintenant que nos structures s'élargissent, que vous vous y intégriez et que vous nous aidiez à préparer le Groupe dont vous serez demain un dirigeant.

Dans l'immédiat, deux fonctions claires au sein d'une mission de «Corporate Planning» intégrant d'une part les études de stratégie et d'autre part la Direction Financière : harmoniser la stratégie de développement en tenant compte des exigences de chaque cellule, des perspectives de croissance et des objectifs de rentabilité ; définir par ailleurs les moyens financiers à mettre en oeuvre, orientant ainsi l'utilisation et la gestion de ces moyens pour réaliser les projets retenus.

Votre expérience est celle d'un homme de vente et de marketing car c'est bien de marchés, de produits, de développement qu'il s'agit. Votre démarche est celle de la rigueur (que vous soyez X ou HEC) car vous administrez nos finances et notre objectif est bien le succès et la rentabilité. Vous savez enfin que les autres vous écoutent et vous suivent.

Vous connaissez sans doute les métiers de l'information, de l'édition ou de l'informatique..., le monde des entreprises (grandes et moyennes), les techniques financières et vous parlez anglais. Arrêtons là, vous avez bien compris que ce n'est pas tous les jours que nous recherchons ceux qui, un jour, peut être nous succèderont.

SEFOP, notre conseil, vous parlera de nous. Merci de lui adresser votre dossier sous référence GS 1184M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE

600 personnes, introduit au second marché recherche

Directeur Comptable

MISSION :
- seconder le Directeur Financier
- encadrer une équipe de 20 personnes
- superviser les travaux comptables
- établir les bilans et les situations mensuelles
- participer à des travaux de gestion.

PROFIL :
- Agé de 35 ans environ, il a le sens des responsabilités et du contact humain
- il est titulaire du DECS ou d'un diplôme équivalent
- il possède une expérience d'environ 5 ans dans un poste similaire
- il est orienté vers la gestion.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à
C.E.R. - Monsieur ESCANDE - 39, rue du Général Foy 75008 Paris.

PUBLICITÉS RÉUNIES

250.000 F

Notre client est une Société de Conseil en Engineering intervenant dans le monde entier et plus particulièrement au Moyen-Orient. Il recherche pour son Siège de Paris un

directeur administratif et financier

Sa fonction comportera l'élaboration et le suivi budgétaire, le contrôle des contrats, la gestion du personnel (experts expatriés et personnel du Siège) ainsi que l'ensemble de la trésorerie (détermination des besoins de financement, relations avec les banques, etc...).

Le candidat recruté sera une personne mûre qui, de par sa formation supérieure, son expérience de plusieurs années et son caractère énergique, saura prendre en charge la totalité de la gestion financière de la société.

Les fréquents contacts internationaux rendent impérative la connaissance de la langue anglaise.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone sous référence M-1112 à
Marie-Jo MARTIAL
4, avenue Marceau 75008 Paris.

Directeur de la comptabilité
Gérance immobilière

Dans cette société de construction et surtout gérance immobilières, la Direction Comptable relève directement de la Direction Générale. C'est dire que son titulaire doit faire fonctionner, avec un effectif de 25 personnes, l'ensemble des aspects proprement comptables et participer à l'élaboration de la politique financière, prévisions et gestion de trésorerie en particulier. Et comme en plus de la gestion de quelques sept mille locataires, il y a également une petite activité construction neuve et co-propriété, son travail ne manque pas de variété. Avec un budget total de 90 millions de francs environ.

Il devra faire fonctionner l'outil informatique, actuellement en cours de refonte, en adaptant les études déjà effectuées et en mesurant leurs impacts sur l'organisation des services comptables. Ce sera la première mission du futur directeur qui doit être engagé pour remplacer l'actuel partant en retraite. Plus vite il arrivera, mieux ce sera.

Mais importeront plutôt : son professionnalisme comptable et sa compétence du traitement informatique. La connaissance de l'immobilier serait un atout supplémentaire. La quarantaine, niveau DECS, il se verra offrir une rémunération motivante, assuré de progresser régulièrement au sein de cette société d'économie mixte à caractère privé qui a su conserver un climat humain.

Les candidatures seront examinées dans les meilleurs délais par les consultants du cabinet CLEAS. Leur écrire sous référence 8375 LM.

CLEAS
6 Place de la République Dominicaine 75017 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

VILLE DE CHOISY-LE-ROI (94600) recrute

DIRECTRICE ADJOINTE (crèche collective).
INFIRMIÈRE D.E.
PUERICULTR. D.E.
ANIMATEUR PERMANENT.
B.A.F.D. exigé. Expérience jeunes.

Envoyer C.V. à : M. le Maire.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT recherche POUR SON ACTIVITÉ AÉRIENNE

DIRECTEUR DE SON CENTRE DE **ROISSY**

35/45 ans
Expérience confirmée du transit aérien dans un poste similaire
Très bonne maîtrise de l'anglais

Adresser CV et prétentions sous nº 21.462 référ. à porter sur l'enveloppe à la Publicité Française 23-27, avenue de Neuilly 75116 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICE INFORMATIQUE EN PLEINE EXPANSION

recherche URGENT

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

LE CANDIDAT DEVRA POSSÉDER :
- une bonne formation supérieure ;
- un très grand dynamisme ;
- une bonne connaissance du milieu informatique ou de celui de la formation ;
- le désir d'avoir une rémunération très élevée fonction de ses résultats.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à
REGIE-PRESSE, sous nº T 042.924 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Société de moyenne importance, leader dans sa branche, commercialisant des ***PRODUITS INDUSTRIELS DE CONSOMMATION*** *sur tout le marché français et à l'export, cherche son*

Directeur commercial

Dépendant directement du Directeur Général, il participera à la définition de la politique commerciale et sera entièrement responsable de sa mise en oeuvre.

Il s'appuiera sur une unité de production en développement et disposera d'une équipe technico-commerciale (+ de 40 personnes) en prise directe avec l'industrie.

De nouveaux produits en lancement entraînent une recherche d'adaptation des structures existantes et [illegible] concours de distribution.

Ce poste ne peut s'adresser qu'à un cadre de formation supérieure, [illegible] minimum, connaissant bien la vente de produits industriels et l'animation d'une équipe commerciale.

Bonne connaissance de la langue allemande indispensable.

Poste à pourvoir dans agréable ville universitaire de l'Est de la France.

Déplacements à prévoir (30 % environ).

Veuillez écrire en précisant prétentions, sous réf. 3063 [illegible]

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

chargé de mission informatique

Votre objectif est d'avoir dans un proche avenir une **responsabilité de haut niveau dans la gestion** d'un des premiers groupes multinationaux français du secteur de l'informatique (CA 11 milliards de F dont 45% à l'exportation - 25000 personnes.)

Il vous est proposé d'atteindre cet objectif en intégrant le Contrôle Interne basé à Paris (22 personnes, moyenne d'âge 28 ans) en tant que Chargé de Mission Informatique.

- Vous conduirez des missions d'audit informatique.
- Vous apporterez un soutien aux missions d'audit financier et opérationnel.
- Vous participerez au développement d'applications informatiques importantes comme conseiller au niveau Contrôle Interne.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs ou commerciales), vous avez une connaissance des **techniques d'audit classiques** acquises au sein d'un cabinet d'audit ou de conseil en informatique ou dans un groupe multinational et de **solides connaissances de l'environnement et du fonctionnement de l'informatique**. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Adresser CV [illegible] sous réf. 9732 M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising — NEW YORK — PARIS

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur des ventes

PAP FEMININ

Nous sommes un important Groupe Européen de Textile et d'Habillement. Nous lançons aujourd'hui, à travers notre filiale française, une ligne de PAP féminin moyen/haut de gamme. L'implantation de ce produit a déjà été réalisée avec succès dans plusieurs pays d'Europe. Nous avons une politique de marque et souhaitons une distribution sélective. Aussi voulons-nous recruter un professionnel de la vente de PAP féminin capable d'assurer la direction des ventes de ce nouveau département en liaison avec le Directeur Général de notre filiale française. Sa mission sera de recruter, former et animer une équipe de représentants, de veiller à l'application de la politique commerciale sur le terrain et de négocier avec les principaux clients. Ce poste est basé à Paris et nécessite de fréquents déplacements dans toute la France.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 305.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable de Financement

FINANCE MANAGER

Un établissement financier, filiale d'un groupe multinational américain, se situant parmi les tout premiers dans le domaine des biens d'équipement vous propose de devenir **Responsable de Financement** pour une moitié de la France (encours moyen global 100 millions de F).

Vous assurerez au sein d'une équipe la gestion des lignes de crédit et afin d'assurer la diversification des produits financés à l'extérieur du groupe, vous *préparerez la mise au point et la promotion* de nouveaux types de financement.

Pour remplir ce poste, vous avez, après votre formation supérieure acquise dans une école de gestion, débuté votre carrière dans une banque ou un établissement de crédit ou encore au sein d'un service de financement dans un grand groupe industriel. Après quelques années d'expérience, vous avez acquis un sens certain du risque financier et votre dynamisme commercial vous a souvent amené à imaginer de nouveaux produits pour satisfaire votre clientèle.

Le poste qui vous est offert peut vous *apporter le cadre de développement* de votre ambition actuelle et future.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec salaire actuel sous réf. 9739-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, *qui transmettra.*

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

consultant interne dans l'industrie

Vous faites ou avez fait de l'**Audit externe dans un Cabinet anglo-saxon** et souhaitez poursuivre votre carrière dans l'industrie. Vous appréciez le challenge et aimeriez vous impliquer dans une vaste mission de **réforme de systèmes de gestion**. Le Directeur Financier d'un grand groupe industriel (CA 1,8 Milliard de F - 4500 personnes) rattaché à MATRA vous propose de collaborer directement avec lui pour réaliser la mission suivante :

- diagnostiquer et analyser l'organisation et les procédures existantes de toutes les *fonctions de l'entreprise*,
- recommander les nouvelles procédures et schémas d'organisation,
- animer leur mise en place et former les principaux responsables.

A l'issue de cette mission (prévue sur environ 2 ans) vous occuperez un poste de premier plan à la **Direction Financière du Groupe**.

Basé à Paris, vous passerez environ 50% de votre temps en déplacements en France. La rémunération envisagée est particulièrement motivante pour un **Auditeur ou Consultant** ayant de 3 à 5 ans d'expérience dans **un Cabinet anglo-saxon**.

Adressez votre C.V. avec salaire actuel sous réf. 9735-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

OUEST

220 - 250 000 F — **Transformation matières plastiques**

Une société française (70 personnes - CA 22 millions de francs), filiale d'un groupe international et spécialisée dans la transformation des matières plastiques recherche UN DIRECTEUR DE PRODUCTION. Sous l'autorité du Directeur Général de la Société, il sera chargé d'assurer l'ensemble de la production dans le respect des normes de quantité, qualité et délais prévues. Il veillera à l'amélioration de la productivité afin de réduire les coûts de production. Il sera responsable de la «logistique» de production (approvisionnement, ordonnancement, gestion des stocks, entretien, expéditions,...). Il dirigera, contrôlera et animera les activités de plusieurs dizaines de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation Ingénieur type Ecole d'Application des Hauts Polymères de Strasbourg, Ecole des Ingénieurs Plasturgistes de Lille ou A & M, Ecole Centrale de Lyon avec formation complémentaire plasturgie, possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle analogue impliquant un commandement. De bonnes connaissances de la langue anglaise sont requises.
Ecrire sous référence 638/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.



emplois régionaux



offre à un jeune

INGENIEUR HORTICOLE ou AGRONOME

un poste autonome au sein de la Direction Commerciale. Ces fonctions couvriront des responsabilités variées qui passeront entre autres par un suivi de l'*expérimentation des nouvelles variétés issues de* la Recherche pour atteindre les objectifs de développement des marchés.

Basé à Angers, ce poste conviendrait à un Ingénieur justifiant de qualités de contact et de négociation. De fréquents déplacements en France et à l'étranger impliquent une grande disponibilité et la maîtrise de l'anglais.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous **référence 290 M** à **VILMORIN** - La Ménitré - 49250 BEAUFORT-EN-VALLÉE.

Ministère de la Défense
Groupement Industriel
des Armements Terrestres
recherche
pour son établissement d'études
et de fabrications de Bourges

UN INGENIEUR «ENVIRONNEMENT DE LA VENTE»

Cet ingénieur aura pour tâches principales :
- de proposer la politique d'environnement de la vente, d'élaborer et de suivre les programmes d'environnement de la vente des projets et produits,
- d'animer pour chaque produit, chaque client, chaque commande, l'organisation, la préparation, le lancement, le suivi et les résultats,
- de mettre en place les méthodes, procédures et moyens nécessaires,
- d'être le conseil des responsables de produits et des coopérants en matière d'environnement de la vente.

Des déplacements en France et à l'étranger lui permettront de *remplir sa mission auprès des utilisateurs.*
Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école ayant une expérience technico-commerciale.

UN INGENIEUR «MECANICIEN»

qui pourrait être intégré dans une équipe, dans le secteur études et développement d'armes ou de munitions, ou dans le secteur production.
Profil requis :
- jeune ingénieur diplômé d'une grande école (formation de base mécanique)
- *intéressé par des activités «Etudes et Développement» ou «Production»*
- expérience de quelques années souhaitées.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae, photo et rémunération souhaitée à :
Monsieur le Directeur de l'EFAB
6, route de Guerry - BP 705 et 713
18015 BOURGES cedex

LEVI TOURNAY



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Géologue

SCHLUMBERGER EUROPE-SUD recherche pour son groupe d'Interprétation avancée un géologue de haut niveau.
Un diplôme de niveau supérieur et une orientation vers l'analyse sédimentaire sont essentiels.
Agé de 30 ans, il aura de préférence **3 ans d'expérience** préalable dans **l'industrie pétrolière.**

Ses principales responsabilités porteront sur l'introduction de nouvelles méthodes d'interprétation des diagraphies ainsi que le développement de solutions particulières à la géologie locale.

Basé à Milan, il se déplacera assez fréquemment dans l'Europe méridionale où il fera preuve de ses facultés de communications.

Une bonne connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Les candidatures devront être adressées à : SCHLUMBERGER ITALIANA S.p.A. Attn. I.D. Department, Palazzo T-1 - Strada 7, Milanofiori, 20089 Rozzano (Milano) Italie.

Schlumberger

LYCÉE FRANÇAIS DE NEW-YORK

recherche

PROFESSEURS HAUTEMENT QUALIFIÉS

toutes disciplines

INSTITUTEURS

(les fonctionnaires devront demander leur mise en disponibilité)

Adresser c.v. très complet + photo, diplômes, références et recommandations en double exemplaire.

Le premier à :
- M. Serge GUARINO, directeur du personnel, 70, avenue George-Sand, F. 91120 PALAISEAU.

Le deuxième à :
- Lycée français de New-York, M. Serge GUARINO, directeur du personnel, 3-5 East 95th Street, New-York, N.Y. 10028, U.S.A.

ARABIE SAOUDITE

Société recherche un expert de formation statistiques/économie avec expérience dans le secteur port ou transport pour participer à gestion port Mer rouge. Connaissant utilisation informatique à l'analyse statistique.

5 ans d'expérience.
Anglais excellent indispensable.

Ecrire sous nº 7.128 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Le laboratoire européen de biologie moléculaire, institut de recherche à Heidelberg, R.F.A., reçoit des candidatures pour le poste de

CHERCHEUR

Le candidat devra essentiellement être à même de mener une recherche indépendante dans un domaine de la chimie organique se rattachant à la biochimie ou à la biologie moléculaire. En outre, il (elle) devra conseiller et diriger dans les techniques et méthodes de la chimie organique les autres membres du laboratoire. Il (elle) devra être titulaire d'un doctorat et justifier d'une expérience post-doctorale en chimie organique préparatoire. Une connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand comme langue de travail est requise.

Un bon salaire de base sera offert au candidat retenu. Certaines allocations supplémentaires seront versées selon les circonstances personnelles. Un contrat initial de 3 ans, renouvelable, est proposé.

Les candidats devront retourner un formulaire de candidature comportant le nom de deux personnes susceptibles de les recommander ainsi qu'un court exposé des recherches qu'ils entreprendront. Pour obtenir ce formulaire, écrivez brièvement en rappelant la référence 83/40 à :

EMBL, service du personnel, Postfach 10.2209, D-6900 Heidelberg.

ORGANISME DE FORMATION PERMANENCE DE LA VIENNE
recherche

UN ANIMATEUR EN ELECTRONIQUE-AUTOMATIQUE

Niveau ingénieur/maîtrise ou licence EEA.

- Contrat à durée déterminée
- Recrutement urgent.

Téléphoner pour Rendez-vous au 16 (49) 88-02-30 Monsieur FAVIER

M.M.S.
MATRA MICRO SYSTEMES
recherche pour son usine de COLMAR (HAUT-RHIN)

CHEF DE SERVICE GESTION DE PRODUCTION

Responsable des *fonctions* approvisionnement, planification et ordonnancement, gestion des stocks.

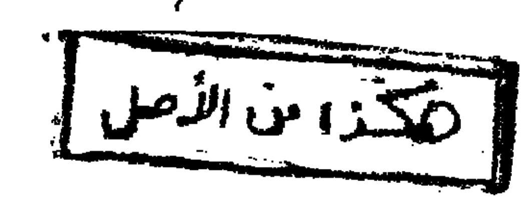
Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté à fort potentiel ayant complété son diplôme d'ingénieur par une formation à la gestion et possédant une expérience de quelques années en milieu industriel.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions au Service du Personnel de M.M.S. - 1, Faubourg des Vosges Wintzenheim 68000 COLMAR











emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Chef service informatique — Angers

La société SORETEX (1 700 personnes, 400 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale du groupe sidérurgique allemand THYSSEN, recherche le responsable de son service informatique. Rattaché au directeur administratif et du personnel, il aura pour tâches principales l'animation et la gestion d'un service englobant une vingtaine de personnes et gravitant autour d'un ordinateur CII-HB série 64 DPS 4, fonctionnant dans un environnement temps réel. Ce poste, basé à Angers, s'adresse à une personnalité affirmée âgée de 32 ans au moins, de préférence diplômée de l'enseignement supérieur, pouvant justifier d'une expérience confirmée de l'animation d'une équipe, familière au matériel CII-HB, niveau 64 (ou équivalent) et maîtrisant parfaitement le télétraitement, l'analyse et la programmation en langage cobol (et si possible assembleur). La lecture de l'anglais est nécessaire. La réussite à ce poste implique rigueur, ordre et méthode, sens du contact et bonne autorité naturelle. La rémunération annuelle de départ tiendra compte de l'expérience et de la personnalité du candidat retenu. Écrire à G. MINS. Réf. A/1243M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale du CEA recherche
Responsable industrialisation produits
Ingénieur Mécanicien A.M. - E.C.A.M - I.N.S.A. ...

pour une unité travaillant par affaires sur des produits de haute technicité dans le domaine de la mécanique de précision (nucléaire et non nucléaire).

Missions :
- Diriger une équipe de techniciens de haut niveau chargés :
  • d'étudier les spécifications clients,
  • de définir les méthodes de fabrication pour des ensembles mécano-soudés nécessitant la mise en œuvre d'usinage précis sur machines à commande numérique, de soudages par procédés spéciaux (électron-laser...) ainsi que les méthodes de contrôle (métrologie - non destructif sur soudure...) et les procédures d'assurance qualité,
  • de régler les problèmes en cours de fabrication.
- Faire évoluer les procédures de travail,
- Piloter des missions d'organisation dans le cadre de la mise ne place d'un système de gestion de production informatisée.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur de formation supérieure ayant une expérience confirmée des méthodes (au moins 5 ans) dont un an minimum à un poste de responsabilité dans une entreprise de mécano-soudage (fabrications spéciales, aviation, machine outil...).
Il aura le sens et le goût de l'organisation. Lieu de travail : 15 km de Grenoble dans un établissement de 350 personnes.
Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73691/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publicité

Jeune Ingénieur de Recherche à fort potentiel
Grandes Ecoles — Lyon

Thermicien ou Mécanicien : nous produisons et commercialisons des biens d'équipement dont la réputation n'est plus à faire. Nous exportons dans près de 100 pays, notre CA va dépasser le milliard de F. et nous réalisons d'importants profits grâce au dynamisme de nos moyens humains, à l'efficacité de nos recherches et à la fiabilité de notre technique. Le Jeune Ingénieur que nous recherchons, âgé d'environ 27 ans, s'exprimant correctement en anglais, a acquis une première expérience dans un Bureau d'études ou un Service Recherche et Développement où il s'est peut-être familiarisé avec les techniques de la C.A.O. Au sein de notre Bureau d'Etudes disposant de moyens modernes, il mènera à bien un programme de recherches théoriques -avec modélisations mathématiques- dans les domaines thermodynamiques et mécaniques avec la collaboration de partenaires extérieurs (Universités, Grandes Ecoles, Centres de Recherches privés, etc...). Nous lui offrons d'intéressantes perspectives de carrière au sein de notre Société -1.800 personnes- et de notre groupe -30.000 personnes- ainsi qu'une rémunération motivante.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4943 M en précisant si vous le voulez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis, à **Levi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** qui transmettra

Responsable organisation/systèmes d'informations
- Bon informaticien, bon organisateur -

Groupe AGRO-ALIMENTAIRE en forte expansion - CA : 1,7 Milliard - recherche le responsable d'un service nouvellement créé regroupant « **Organisation et Systèmes d'informations** ».
Il le confiera à un informaticien diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs ou Universitaire, ayant une expérience de l'informatique de 10 ans environ acquise dans l'industrie ou la distribution, impliquant la responsabilité de projets importants. Rattaché au Directeur Général Adjoint, il définira, gèrera son budget et animera un service de 15 personnes.
Ses missions :
— actualiser notre plan informatique,
— concevoir et mettre en œuvre des systèmes d'informations adaptés aux besoins des responsables, leur apportant fiabilité et souplesse, intégrant technologie/procédés nouveaux,
— rationaliser et simplifier les procédures administratives existantes.

Ces fonctions impliquent de fortes capacités de réalisateur et d'animateur d'équipes, des qualités de contact, gage d'un dialogue ouvert avec les différents utilisateurs.
Lieu de travail : la Côte Normande.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre man., CV détaillé et photo s/réf. 71647/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne.

Membre de SYNTEC Publicité

Jeune ingénieur mécanicien - A.M ou équivalent
- Responsable du Département organisation/méthode dans une Société en expansion -

Entreprise industrielle - Parfumerie - Cosmétiques - en pleine expansion, parmi les leaders sur son marché et filiale d'un grand groupe français, recherche, en remplacement d'un ingénieur appelé à d'autres fonctions, un jeune ingénieur A.M. ou équivalent, afin de poursuivre les améliorations de productivité de son usine, possédant de bonnes connaissances en automatisme et en informatique, ayant déjà une première expérience industrielle (même limitée) : Service Technique, industrialisation ... capable de susciter tout processus faisant face à un accroissement de production, d'en faire l'étude et d'en suivre la mise en œuvre.
Il devra manifester des qualités de contact et d'animation, faire preuve de rigueur et d'imagination. Rattaché au Directeur technique, il dirigera un service de 7 personnes et sera bien secondé par le responsable " Méthodes ". Le développement de notre société, la taille de notre groupe sont garants d'un développement de carrière intéressant pour un jeune ingénieur motivé. Lieu de travail : Normandie/150 km de Paris

sélé CEGOS

Adresser lettre man. C.V. détaillé et photo et rémunération souhaitée s/réf. 71648/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne

Membre de SYNTEC Publicité

recherche et développement
COMPOSANTS ELECTRONIQUES

LYON. Léader européen dans la fabrication de composants électriques et électroniques destinés à l'industrie automobile, nous avons entrepris une diversification dans d'autres secteurs industriels. Nous recherchons un spécialiste pour lui confier la responsabilité du développement électrique de nos produits et de la recherche plus fondamentale débouchant, dans les domaines électriques et électroniques (traitement du signal, antiparasitage...) sur l'élaboration des futurs produits de l'entreprise. Très autonome, il sera rattaché au Directeur Technique et maintiendra des contacts suivis avec les services techniques des sociétés clientes.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école (Supelec, Centrale ou niveau équivalent) âgé d'au moins 28 ans, possédant une solide spécialisation en électronique. Une sérieuse expérience de recherche dans un secteur industriel proche lui permettra d'être rapidement opérationnel. La pratique de la langue anglaise est nécessaire, de même qu'une disponibilité pour de courts déplacements à l'étranger. L'importance attachée à ce poste garantit une évolution dans la société.

Merci d'adresser un dossier détaillé de candidature sous réf. 9736-M à REALISE, B.P. 22.33, 69213 Lyon Cedex 02 qui nous assiste dans cette recherche (totale discrétion).

Important cabinet de CONSEILS implanté dans le NORD recherche

FISCALISTE CONFIRME

Profil souhaité :
- ancien inspecteur des impôts
- assistant fiscal
- conseil fiscal

ou stagiaire ayant au moins 2 ans d'expérience.

Poste comportant de larges perspectives tant au plan des responsabilités que de la rémunération.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 3665 à Pierre Mulot Publicité - 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

pmp

IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATION RECHERCHE
POUR SES PROJETS DE VIDEOCOMMUNICATION

CHEF DU SERVICE LOGICIEL

ayant 8 à 10 ans d'expérience en logiciel de télécommunication (temps-réel, réseaux, atelier logiciel...) pour encadrer une équipe d'une vingtaine de programmeurs.

Envoyer CV et prétentions sous référence 46578
à **PROJETS**
12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui fera suivre.

ALSTHOM ATLANTIQUE



INGENIEUR GRANDES ECOLES >32 ans

Le Département B.T. de la division **Appareillage Electrique** emploie 1100 personnes dans son établissement de **SAINT QUENTIN.**

Un développement de carrière particulièrement motivant dans la perspective d'une

DIRECTION TECHNIQUE

y est proposé à un ingénieur **X, Mines, ESE, ECP, A & M, IDN** âgé de plus de 32 ans. Cet ingénieur devra pouvoir faire état d'une première expérience réussie dans l'industrie électromécanique (si possible dans les produits de moyenne série fortement outillés).

Le Directeur Technique a en charge la recherche - développement et les études d'application de constituants d'appareillage industriel. Le Bureau d'Etudes, les Méthodes Produits, le laboratoire d'essais et l'atelier de prototypes comprennent environ 70 personnes.

Si vous êtes intéressé, merci d'écrire avec C.V. détaillé sous réf. 9734-M à Mamrégies, 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

LA VILLE D'AMIENS
recrute

1 ATTACHÉ DE DIRECTION
POUR LE SERVICE DES SPORTS

Adresser candidature et C.V. à :
MAIRIE D'AMIENS
Bureau du Personnel
B.P. : 2.720
80027 Amiens Cedex
AVANT LE 30 NOVEMBRE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE, filiale d'un groupe multinational recherche un

INGÉNIEUR CHIMISTE

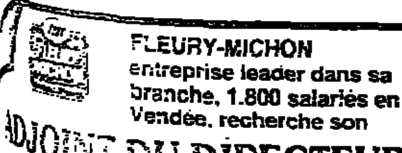
Grandes Ecoles, pour poste en Recherche et Développement, avec perspective d'animation d'une équipe.
Le candidat devra avoir de bonnes connaissances en chimie macromoléculaire.
Expérience ou spécialisation dans le domaine des plastiques cellulaires sera appréciée.
Anglais indispensable — Région industrielle Normandie.

Ecrire sous n° 7.109 *le Monde* Publicité
SERVICE ANNONCES CLASSÉES – 5, rue des Italiens – 75009 PARIS.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux







هكذا من الأصل

Gérer un centre de profit SAV

200 000+

60 personnes, réparties en une dizaine d'antennes, à Paris et en Province, un CA de 13 millions de francs. Ce sont les données actuelles de l'unité qui vous sera confiée par un leader du secteur thermique, 3 000 personnes, filiale d'un important groupe français.

A vous de transformer cette unité, jusqu'à présent considérée comme un service annexe, en un véritable centre de profit autonome. Cela signifie des changements importants à opérer dans les mentalités et les habitudes. Il faut aimer faire bouger les choses, savoir stimuler les initiatives, mobiliser les énergies. Organiser, structurer, gérer, se battre sur tous les fronts et... avoir envie de gagner.

Vous êtes peut être déjà un professionnel de la fonction, de formation technique, et avez exploité des services après-vente d'importance comparable. Nous sommes aussi intéressés par les candidatures de diplômés de l'enseignement supérieur, type ESC ou école d'ingénieur, ayant une expérience d'au moins 5 ans dans l'animation d'équipes au sein d'une société de services. Dans les deux cas, nous tablons sur une forte personnalité, qui a l'étoffe d'un patron, un évident sens commercial, un talent reconnu de négociateur, le goût d'investir du temps et des efforts sur le terrain. Merci de nous écrire sous référence 996 533 M, joindre CV et photo. Nous examinerons avec vous vos chances de succès à ce poste, qui est localisé à Paris.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Commercialisez des systèmes informatiques performants !

Nous renforçons notre équipe d'ingénieurs commerciaux, vous désirez faire évoluer rapidement votre carrière : participez à notre croissance, rejoignez-nous.

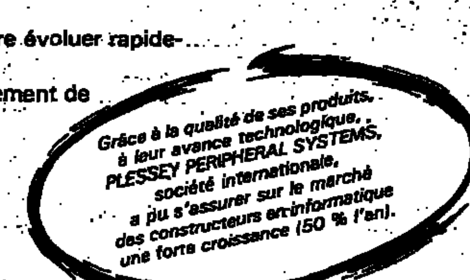
Nous vous confierons la prospection de nouveaux marchés et le développement de notre clientèle.

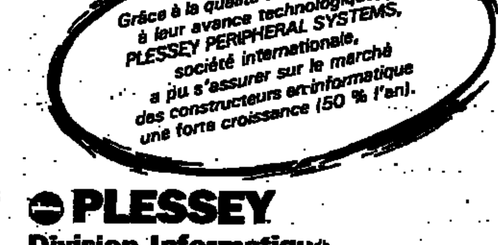
Ces postes conviendraient à d'excellents négociateurs, possédant une **expérience de la vente chez un constructeur.** Des connaissances techniques en mini-informatique, et plus particulièrement du matériel DEC, sont souhaitées.

Nous étudierons également avec attention les candidatures de techniciens ayant une très bonne approche commerciale.

Pour ces postes basés à **Paris** (courts déplacements en province), nous offrons un **salaire motivant** assorti d'un intéressement, du remboursement intégral des frais et d'une voiture de fonction.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à





PLESSEY
Division Informatique
35, bd des Bouvets - 92000 NANTERRE

MEDIA PA



RECHERCHE POUR SON UNITE DE CONCEPTION DE CIRCUITS INTEGRES DE COURTABOEUF (près d'Orsay)

ingénieurs logiciel scientifique

Pour développer et maintenir sur VAX 11/780 des logiciels de C.A.O. pour circuits intégrés V.L.S.I.
référence GP/IL

ingénieurs électroniciens

Pour prendre en charge la conception de circuits intégrés spécifiques (CMOS, NMOS, bipolaire).
référence GP/IC

ingénieurs électroniciens

Pour définir et mettre au point les séquences de test pour l'évaluation et le contrôle des circuits intégrés.
référence GP/IT

Une formation Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires ainsi qu'une expérience de quelques années seraient souhaitées.

Pour les candidats débutants, une formation sera assurée.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à
CIT ALCATEL - 10, rue Latécoère
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex
au Service Recrutement et Orientation
en rappelant la référence.

Expertise comptable-Commissariat aux comptes

Ce cabinet est solidement implanté auprès d'une clientèle de grosses ou moyennes entreprises et de groupes diversifiés, qui sont le plus souvent leaders dans leur domaine.
Son développement le conduit à étoffer sa structure et à rechercher deux collaborateurs :

1 CHEF DE MISSION

+ 200.000 F

Il possède au minimum le Certificat Supérieur de Révision Comptable et justifie de 5 à 8 ans d'expérience avec si possible une pratique de l'audit et de la consolidation. Autonome et responsable, il assume des missions complètes de révision et de commissariat tout en sachant s'intégrer à un travail d'équipe. Réf. M 2968 A

1 REVISEUR

130/160.000 F

De niveau DECS, il possède une première expérience dans un cabinet important. Outre de nombreuses missions de révision, il participe à des tâches variées (bilans de fin d'année, déclarations, assemblées, conseil, ...). Réf. M 2968 B

Le développement du cabinet permet d'envisager, pour des candidats de valeur, une évolution intéressante. Des formules d'association ou d'intéressement individuel peuvent être étudiées.

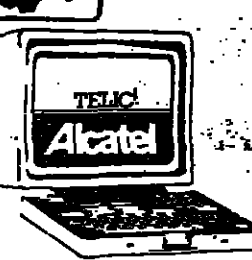
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. choisie à

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

emplois régionaux emplois régionaux



TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de Francs de chiffre d'affaires.
La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.
Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre

DIRECTION INDUSTRIELLE

Nos équipes (1700 personnes) ont réussi dans un délai très bref et avec un niveau de qualité reconnu, l'industrialisation et la fabrication de produits d'électronique de pointe et de grande diffusion, tels que le Minitel. A une production journalière de plus de 1000 Minitel, 1000 lignes PABX, 600 systèmes d'intercommunication, 3000 postes téléphoniques, s'ajoute la réalisation de systèmes complets à la demande destinés aux équipements spécifiques de certains clients nationaux et aux besoins de l'exportation vers plus de 30 pays.

RESPONSABLE DES MOYENS DE CONTROLE

Vous serez chargé de développer et de mettre en place de nouveaux moyens de tests et de contrôle pour la production en série de systèmes électroniques de haut niveau de qualité. En liaison avec les services de conception et de développement, vous participerez au choix de ces outils de contrôle dans les unités opérationnelles de fabrication, vous serez responsable du suivi et de l'optimisation de ces moyens. Ingénieur électronicien, vous possédez de bonnes connaissances en circuits logiques à base de microprocesseurs et vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience de production de matériels électroniques, notamment au sein d'un Service des Méthodes ou d'industrialisation.

INGENIEURS METHODES

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (ENI Belfort, Brest, Metz, ECAM...), débutant ou ayant une première expérience au sein d'un Service des Méthodes, si possible d'une entreprise fabriquant des matériels électroniques, vous aurez pour mission de préparer la mise en production de systèmes d'électronique professionnelle. Nous vous proposons un plan d'évolution motivant : • vous aurez l'occasion d'approfondir vos connaissances techniques et de connaître notre entreprise au sein des services de Méthodes et/ou Industrialisation • après cette première étape, nous souhaitons vous confier la responsabilité plus globale d'une de nos unités opérationnelles de fabrication.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive.
A 25 km de la Forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, Carrefour de l'Europe, vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace.
Adressez C.V. à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.
TELIC ALCATEL 206, route de Colmar - B.P. 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.



Groupe C.G.E.

FLEURY-MICHON
entreprise leader dans sa branche, 1.800 salariés en Vendée, recherche son

ADJOINT DU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Il sera plus particulièrement chargé :
- du suivi et de l'application dans l'entreprise des évolutions de la législation du travail,
- de la formation (études besoins et suivi actions),
- de l'information du personnel dans l'entreprise,
- d'un rôle d'aide et de conseil auprès de l'encadrement,
- d'informatiser la gestion et l'administration du personnel,
- du tableau de bord de la Direction du Personnel,
- de préparer des dossiers de négociation avec les partenaires sociaux.

Volontaire, réalisateur, ouvert au dialogue, le candidat possède une expérience suffisante « des dossiers et du terrain » pour prétendre être associé pleinement à l'élaboration et à l'application d'une politique sociale, immaginative et avancée essentielle à l'expansion qualitative du groupe. Une formation supérieure, la trentaine dynamique, la pratique de l'informatique et la connaissance du milieu industriel sont les conditions de départ ; le reste dépendra du potentiel et des résultats d'une rencontre que nous souhaitons prochaine.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à notre Conseil

Michel AUBRY
LE VICTORIA
82 Bd d'Angleterre
85000 LA ROCHE SUR YON

Entreprise
de la région de SAINT-ÉTIENNE
leader national dans sa branche
et fortement implantée à l'exportation,
filiale d'un groupe industriel international
recrute

INGÉNIEUR ADJOINT AU CHEF DE FABRICATION

De formation ingénieur grande école, le candidat retenu aura déjà une première expérience en fabrication, de préférence dans le secteur de la transformation des métaux.

Dans ce poste aux initiatives très larges, il aura à définir et mettre en place les moyens nécessaires au développement de la qualité à tous les stades de la fabrication (usinages divers, traitement thermique, etc.) dans une unité d'environ 400 personnes.

Poste offrant de larges perspectives à candidat de fort potentiel.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à
RÉGIE-PRESSE, sous nº T 043070 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CHU de Caen recherche pour informatique médicale INGÉNIEURS ou équiv. Analyse, programmat. organisation, temps réel sur DPS 7, Mini 6, TTX 35. Sens relat. hum.

Adresser C.V. dét. et prét. à la direction du personnel, CHU, avenue de la Côte-de-Nacre 14033 CAEN Cedex.

Nouvelle société Progiciels et micro informatique

recherche

1 CCIAL HAUT NIVEAU

Tél. : (56) 02-83-31, pr R.V.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-VIENNE RECRUTEMENT PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES D'UN BIOLOGISTE MÉDICAL
- Lieu de travail : LIMOGES 87.
- Profil recherché : Biologiste médical qualifié, libéré des obligations militaires, formation : docteur en médecine, pharmacie ou vétérinaire, expérience professionnelle souhaitée.
- Statut : agent contractuel du département.
- Rémunération du début : indice brut : 587, soit au 1-7-1983 : 8 300 F environ mensuels.
- Dossier à constituer : Curriculum-Vitae et copie des diplômes à adresser au Conseil Général de la Haute-Vienne — 43, avenue de la Libération — 87000 LIMOGES.
- Date limite de dépôt des dossiers : 1-12-1983.

Pour tous renseignements, s'adresser : Laboratoire Départemental — Le Cluzeau. Téléphone : (55) 34-40-12.

CABINET JURIDIQUE
PAU
recherche

RESPONSABLE DE PROJET

Maîtrise de Sc. Economique + formation comptable et financière + langues 3 ans de pratique. Dynamique, sens du contact. — Travail en équipe.

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite sous nº T 042.825 M.
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, PARIS 2e.

Soyez bien !

hommes ou femmes
donnez une nouvelle dimension à votre expérience commerciale en Informatique

Voir P. 35

digital

Bull Systèmes recherche
pour la constitution d'équipes
de développement de logiciels mixtes :
DPS-7 (GCOS 64)/micro-ordinateurs
(Unix, CP/M, etc...) des

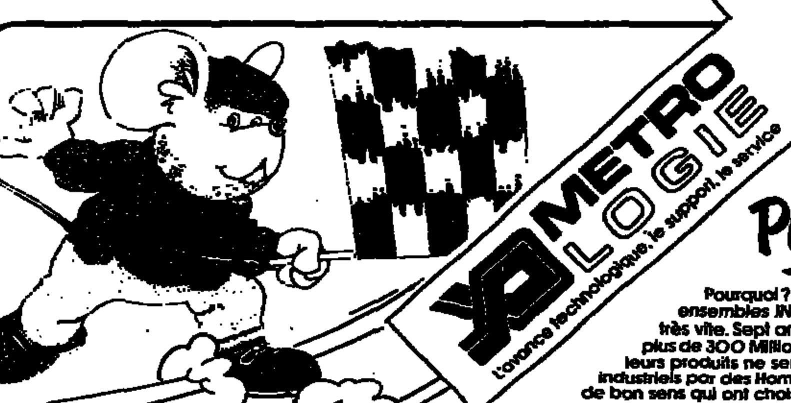
INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles (ou équivalent), ils auront une ou deux années d'expérience.
Ils seront chargés du développement d'interfaces intégrés informatique/micro-informatique. Les travaux impliqueront la mise en oeuvre des techniques suivantes : **télécommunications**, bases de données, applications, **progiciels** micro et systèmes.
Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 133 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20




OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



La vie est trop courte Pour travailler triste !

Pourquoi ? Parce que lorsqu'on distribue des systèmes et ensembles INTEL, et produits périphériques, les choses vont très très vite. Sept ans après sa création, METROLOGIE réalise un CA de plus de 300 Millions et emploie plus de 200 personnes. Mais les meilleurs produits ne servent à rien s'ils ne sont pas pilotés vers nos clients industriels par des Hommes et des Femmes toniques, compétents et pleins de bon sens qui ont choisi d'

ETRE SÉRIEUX SANS SE PRENDRE AU SÉRIEUX

JEUNES COMMERCIAUX H/F
(débutants/confirmés)
DIVISION SYSTEMES INDUSTRIELS

RESPONSABLE DE CLIENTÈLE
Ingénieur technico-commercial

Que votre formation et votre première expérience soient techniques ou commerciales, vous avez été attiré par le monde de l'industrie et des technologies de pointe
Nous vous proposons d'embrayer sur une toute nouvelle phase de votre développement professionnel.

Comment ?
Après une formation complémentaire technique et commerciale, vous deviendrez le partenaire privilégié de notre clientèle industrielle. Vous assurerez auprès de cette clientèle la vente et le conseil pour le choix de concepts et de systèmes qui figurent parmi les plus en pointe du marché.

La différence : l'esprit MÉTROLOGIE.
Le décrire serait aussi inutile que de donner la formule de composition du champagne.

COMMERCIAL SÉDENTAIRE
Temps plein ou temps partiel

De formation technique, commerciale ou universitaire, vous avez choisi un style d'existence qui vous donne le temps de vivre en dehors de votre activité professionnelle. Vous exigez aussi que votre métier soit en ligne avec votre niveau de formation.
C'est pourquoi nous vous proposons de mettre en valeur votre compétence et votre expérience en ouvrant pour nous des contacts téléphoniques auprès de nos clients potentiels et utilisateurs.

Comment ?
En vivant un métier de contacts riches et variés faisant appel à toutes vos connaissances.
L'esprit MÉTROLOGIE mentionné ci-contre souffle également dans nos bureaux de la tour d'Asnières !

Pour en savoir plus, adressez CV, photo et rémunération actuelle, sous la référence 42.388 LM, à MERCURI URVAL 21, rue Eugène Flachat, 75017 PARIS.

HAVAS CONTACT



Banque Stern

BANQUE PRIVEE : nous sommes reconnus pour la qualité de nos interventions tant des milieux d'affaires que des particuliers. Notre croissance est soutenue et reflète notre capacité à prendre vite des décisions pertinentes, à accorder autonomie et délégation à une équipe compétente.
Pour nous accompagner dans notre évolution nous souhaitons accueillir un

Exploitant entreprises

Conseil de dirigeants de sociétés travaillant dans des secteurs de pointe, vous leur proposerez les solutions financières appropriées, monterez et suivrez les dossiers de crédit jusqu'à bonne fin.

A partir d'un fonds de clientèle de PME que vous aurez charge de fidéliser mais surtout d'accroître, vous saurez par vos qualités de contact, de savoir-faire et d'autonomie assurer le succès qui vous permettra de progresser dans notre organisation.

Au-delà d'une formation supérieure, vous avez une expérience bancaire de 2 à 3 ans auprès d'entreprises moyennes ou grandes et surtout la volonté de réussir.

Si vous souhaitez participer à notre développement, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 8/EES/LM à notre Conseil qui le traitera en toute discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INGENIEURS PROCESS CONTROL

AccuRay Corporation, leader international dans le domaine des systèmes industriels de mesure, régulation et information recherche :
DEUX INGENIEURS SPECIALISES DANS LE CONTROLE DE PROCESS EN CONTINU.
Ces deux ingénieurs seront affectés pendant un an dans le groupe de spécialistes européens qui assurera leur formation.
Les candidats devront :
- avoir une bonne connaissance de l'électronique, de l'instrumentation de régulation et du milieu industriel (papeterie notamment) acquise au cours de 2 ans d'expérience minimum
- maîtriser l'anglais
- *avoir le sens du contact client ainsi que celui de la* communication orale et écrite
- être disposé à exercer une partie de ses activités en Europe durant la première année.

Veuillez adresser votre candidature détaillée sous réf. 181 M à :
AccuRay FRANCE 2, rue Auguste Renoir 78400 CHATOU

AccuRay

---

digital
Nº 1 de l'informatique interactive

Psychologues

Le recrutement chez DIGITAL est une priorité.
Et aussi une activité complète et intensive menée de façon personnalisée dans un cadre classique : campagnes, relations *extérieures, présélections, interviews, statistiques* et études.
Si vous avez une formation universitaire (psycho clinique ou sociale ou industrielle), plusieurs années de pratique du recrutement en entreprise et/ou en cabinet, venez nous rejoindre.

Ecrivez sous REF. M 70 à
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Ressources Humaines
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136 91004 Evry Cédex

SOCIETE D'INGENIERIE EN RESSOURCES HUMAINES ET FORMATION
REGION PARISIENNE
recherche

INGENIEUR MAINTENANCE INDUSTRIELLE

Pour :
- conseil en entreprise
- conception et animation de formations

Expérience 5 ans minimum.
Intéressé par les applications de l'informatique à la maintenance.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 82620 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre et réalisateur :
- *de réseaux de transmission de données :*
1er fournisseur mondial de réseaux publics : Transpac...
- *de grands systèmes télématiques : annuaire électronique...*
- *de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.*

Une implantation nationale et internationale : 1200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

Recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEURS LOGICIEL EXPERIMENTES ou DEBUTANTS
FORMATION GRANDES ECOLES

Plusieurs postes vous sont proposés en fonction de vos affinités dans les domaines suivants :
- réseaux de transmission de données par paquets,
- commutation de messages,
- systèmes télématiques,
- *systèmes temps réel.*

Envoyer C.V. et prétentions
SESA, 30 Quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX.
Préciser réf. sur enveloppe : **92 LM**



CHEF DU SERVICE ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

200 000 F — **PARIS** — **Spiritueux**

Une des premières sociétés françaises de spiritueux, de réputation mondiale, (85% de son CA à l'exportation), recherche UN CHEF DU SERVICE ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES. Sous l'autorité du Directeur Financier du Groupe, il sera chargé des études économiques et financières liées à l'élaboration des plans de développement du Groupe à court et moyen terme. Il sera responsable de la gestion de trésorerie en francs et en devises et des choix en matière de produits financiers. Il pourra intervenir en tant qu'audit interne comptable et financier lors du rachat de sociétés. Le candidat retenu (H ou F), âgé d'au moins 30 ans, de formation type ESC (option finances-comptabilité) ou DECS, possèdera quelques années d'une expérience professionnelle analogue.
Ecrire sous référence 635/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

---

jeunes consultants domaine bancaire

Durant vos études supérieures vous avez toujours été attiré par les mécanismes financiers et, jeune diplômé, vous avez choisi d'entrer dans la Banque

Vous avez, ces dernières années, commencé votre carrière dans un service de Contrôle interne ou d'Exploitation, ou d'Organisation, qui vous a donné la connaissance et l'expérience du métier bancaire et de ses structures de fonctionnement

Aujourd'hui, nous vous proposons de venir renforcer notre équipe de *consultants pour apporter à nos clients une compétence* basée sur la compréhension de leurs problèmes. Vous participerez ainsi à des missions de diagnostic et de mise en place dans les domaines organisation, informatique et commercial. Elles vous donneront l'occasion de *satisfaire vos goûts pour le Conseil tout en augmentant votre* valeur professionnelle par votre appartenance à une firme internationale.

Adresser dossier de candidature et téléphone personnel
à Melle Le Chanony
Peat Marwick Mitchell & Co. Consultants
Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris La Défense

PEAT MARWICK

FAIRCHILD

Société du Groupe SCHLUMBERGER,
un des leaders de semi-conducteurs dans le monde.

FAST™ la bonne logique, un succès :
- une production de 10 millions de boîtiers par mois,
- 75 circuits en production,
- *une nouvelle fonction par semaine d'ici à fin 1983.*

FAST n'est pas la seule bonne nouvelle chez nous. En effet, nous avons une production européenne (WASSERBURG, R.F.A.) et deux centres techniques pour la recherche (READING, G. B.) et pour le développement de la « puissance » (MONTROUGE).

Devant le succès de la FAST et les investissements réalisés, notre Société se renforce et recrute des

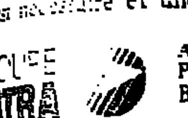
Ingénieurs technico-commerciaux
Semi-conducteurs

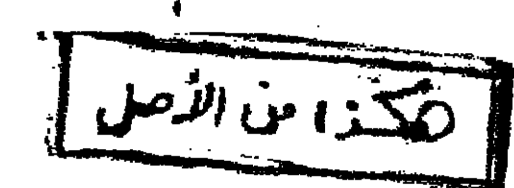
qualifiés, bilingues (anglais) et désirant rejoindre une équipe de vente jeune et performante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à E. MARCIANO - FAIRCHILD CAMERA & INSTRUMENTS - B.P. 855 - 92542 MONTROUGE CEDEX.

FAST ™ est une *marque déposée* de FAIRCHILD CAMERA & INSTRUMENTS CORPORATION pour les produits digitaux.

FAIRCHILD
A Schlumberger Company





هكذا من الأصل

MATRA
RADIOCOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre de ses études de radiotéléphonie cellulaire

Ingénieurs

Logiciel
(Grande Ecole 2 à 5 ans d'expérience)

Pour assurer le développement des Systèmes de RADIOTELEPHONIE CELLULAIRE. Il sera réalisé en atelier logiciel bâti autour d'un ordinateur VAX. Une expérience de développement de logiciel temps réel est nécessaire et une expérience multi-processeur est souhaitée.

GROUPE MATRA

Adresser votre CV et prétentions au Service du Personnel MATRA RADIOCOMMUNICATIONS B.P. 66 – 78390 BOIS D'ARCY

Ingénieurs
Faites carrière dans l'assurance!

Nous sommes la branche française de FACTORY MUTUAL SYSTEM, un des premiers groupes américains d'assurance en risques industriels. Notre expertise dans le domaine de l'ingénierie des risques est largement reconnue.

Nous recherchons un INGENIEUR GRANDE ECOLE, parfaitement bilingue français (langue maternelle) / anglais, disponible pour de fréquents déplacements (de courte durée) en France et à l'étranger, ayant déjà acquis :

- soit une expérience dans le domaine de la prévention des sinistres (assurances, sécurité, etc...)
- soit une expérience industrielle d'au moins un an (formation complémentaire assurée).

Cet INGENIEUR CONSEIL aura à analyser les risques Incendie et Divers et à proposer aux Directions de notre clientèle un programme d'amélioration.



Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
Factory Mutual International
Monsieur Courmier
114, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine

pmp

Conseil en recrutement

Nous sommes spécialisés dans le recrutement d'informaticiens. Notre équipe évolue, nous souhaitons accueillir un(e) nouveau(elle) consultant(e).

- Vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole ou de Formation Supérieure (ingénieur, gestion, sciences humaines...).
- Vous avez :
  - Une première expérience dans l'entreprise de 1 à 5 ans.
  - Une expérience dans le secteur informatique sera un atout.

NOTRE PROPOSITION :

- Après une formation à nos méthodes, vous aurez à intervenir en spécialiste auprès d'une clientèle variée.
- Agissant avec une large autonomie, vos missions vous conduiront à entretenir des rapports suivis et personnalisés.



CAP SOGETI SELECTION
83-85, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris.
Adresser votre CV + photo + prétentions à Any BOULADE, sous la réf. CR 011.

média-system

EB



recherche
pour sa direction des activités informatiques utilisant les techniques les plus modernes (Télématique, Mini/Micro-Ordinateurs, Bureautique)

Ingénieurs système
2 à 3 ans d'expérience

diplômés d'études supérieures, spécialistes mini-ordinateurs (Prime 750, Digital, VAX...).

Au sein d'une équipe dynamique et motivante, ils participeront aux activités suivantes :

- *support techniques des études ;*
- *assistance à la formation du personnel d'exploitation ;*
- *développement de logiciels systèmes dans les domaines de pointe (Videotex et micro-ordinateurs).*

Merci d'adresser votre candidature s/ réf. IS/1M à l'EUROPEENNE DE BANQUE à l'attention de Mme DUCLOUX, 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.

MEDIA PA

Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme les ***femmes et les hommes*** *passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.*

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Soyez bien : vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale en Informatique, la volonté de participer à notre développement sur toute la France et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes ou de secteurs économiques, vous dialoguerez avec "ceux qui décident", vous participerez à leurs plans informatique et vous leur proposerez une véritable solution.

Soyez bien : faites votre choix entre Strasbourg, Lille, Bordeaux, Nantes, Lyon, Marseille, Paris et prenez tout simplement contact avec le Département des Ressources humaines et Développement 2, rue Gaston Crémieux B.P. 136-91004 Evry cedex. En rappelant la référence 41M.

digital

NOUS SOMMES
UNE SOCIÉTÉ DE CHIMIE FINE A USAGE PHARMACEUTIQUE

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
PROCHE BANLIEUE NORD PARIS

NOUS CRÉONS
AU SEIN DE NOTRE DÉPARTEMENT ENTRETIEN - TRAVAUX
LA FONCTION RÉGULATION INDUSTRIELLE

nous recherchons

LE TECHNICIEN SUPÉRIEUR

qui sera notre spécialiste de la régulation électronique

SI VOUS ÊTES :

- Titulaire d'un BTS ou DUT complété d'une expérience de quelques années en régulation et automatismes industriels,
- Motivé pour créer et développer une fonction et une équipe spécialisée dans ce domaine.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous n° T 042.894 RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ recherche

CADRE DE HAUT NIVEAU

Pour la Direction de sa branche technique.

Polytechnique, Ecole Supérieure des Télécommunications ou Sup. Elec.

Une expérience professionnelle confirmée est requise notamment en ce qui concerne le commandement et la gestion d'un important ensemble fonctionnel de la production.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous n° 276.479 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGENIEUR RECHERCHE et DEVELOPPEMENT

Electrotechnique
Paris proche banlieue Est

Une société française employant plusieurs milliers de personnes, filiale d'un groupe industriel international, leader mondial dans sa spécialité, recherche UN INGÉNIEUR RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT. Au sein d'une équipe scientifique pluridisciplinaire, il participera aux études visant à développer les produits existants et à la recherche de nouveaux produits faisant appel à des technologies de pointe. Ultérieurement, il participera au choix des orientations en matière de recherche, développement et industrialisation. Le candidat retenu (H ou F) de formation ESE, Mines, IEG, ... pourra être débutant ou posséder de préférence une première expérience acquise dans un laboratoire de recherche d'une société d'électrotechnique. Une formation complémentaire sera assurée dans les usines françaises et étrangères du Groupe, ce qui implique la connaissance parfaite de la langue anglaise.
Ecrire sous référence 634/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Dans le cadre du développement et de l'extension de son réseau Téléinformatique, la Direction des Etudes matériel de Bull Systèmes recherche un

INGENIEUR TELECOM

Il sera responsable :

- du réseau distribué existant (DSA) en ce qui concerne son développement, son évolution et sa métrologie,
- de l'étude et de la mise en place d'un réseau local ETHERNET hétérogène.

Ingénieur Grande Ecole et/ou Ingénieur Réseau confirmé.
Formation complémentaire assurée.
Poste à pourvoir aux Clayes sous Bois (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 132 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

LEVI TOURNAY





Direction Technique

Le Département « Techniques et Méthodes » est chargé de l'étude, de la conception et de la mise en place des moyens ou techniques nouvelles pour l'ensemble du groupe (évaluation, validation des matériels et logiciels..., transfert de technologie, maquettes d'exécution). Matériels : IBM : 43xx, 308x, - DEC : PDP 10, PDP 11, VAX - CII : mini 6. Terminaux : Vidéotex, TPV, ordinateurs personnels... Réseaux : Transpac, Tymnet, SNA. Systèmes : MVS/TSO, TOPS 20, VMS ... Langages : Assembleur, APL, ...
Il recherche

2 jeunes ingénieurs ou universitaires

ayant 2 ans d'expérience minimum

pour assurer le développement système des applications monétiques et télématiques

L'un de ces postes est orienté vers le développement de produits pour la télématique (Vidéotex - Architel - réseaux internationaux...) *réf. 73688/M*
L'autre consiste à développer des méthodes et outils destinés à l'exploitation, à choisir et à mettre en place des logiciels de base. *réf. 73689/M*
Une expérience minimum de 2 ans sur matériel IBM : MVS, TSO, CICS, SNA est indispensable.
Nous recherchons des candidats susceptibles d'assumer rapidement des responsabilités dans le cadre de projets importants. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera *assurée. Connaissance de l'anglais appréciée.* Lieu de travail : PUTEAUX.
Nous avons demandé à Madame CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence choisie à Mme CLÈRE, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Publicis

Ingénierie Informatique et Télécommunications

Une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique, filiale de Thomson Télécommunications recherche pour son Département mini et micro-informatique temps réel.

Chefs de projet

Diplômés Grande Ecole ou DEA, vous avez une expérience dans la conception et la réalisation de logiciel et systèmes informatiques.
Nous vous offrons la responsabilité totale d'un projet dans les domaines suivants :
- Télécommunications
- réseau
- micro-informatique
- robotique
- logiciel de base
- Intelligence artificielle

Ingénieurs Logiciels

Vous interviendrez suivant votre affinité ou votre expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire

answare Nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. ASKENFELD sous Réf. IN/11 - 135, rue de la Pompe 75116 PARIS

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

SITB
GENIE INFORMATIQUE

SITB est l'une des premières Sociétés de Services et de Conseil en Informatique française. 30 ans d'expérience, 500 personnes, C.A. 150 MF (+ 28 % en 82). Leader dans un domaine de haute technicité : le secteur Banques, Finances, elle poursuit son développement sur différents axes : Télétraitement, Réseaux, Logiciels, Conseil...

JEUNES DIPLÔMÉS
INGÉNIEURS ET GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

si l'INFORMATIQUE DE GESTION vous attire et si vous êtes décidés à vous lancer à fond dans cette nouvelle voie, nous sommes prêts à miser sur vous.

A votre entrée dans la Société en Janvier 1984 vous suivrez une formation complète et rémunérée aux techniques de base de l'informatique avant d'être intégrés à une équipe d'études.
Votre participation à des projets vous permettra alors d'acquérir des connaissances "pointues".

Ayant fait vos preuves vous pourrez ensuite évoluer vers des fonctions de Chef de Projet, Ingénieur Système, Conseil... la rapidité de votre progression dépendra principalement de vous.
Lieu de travail permanent : Paris Centre.

Adresser dossier de candidature sous réf. J.D. 113 M à Mme Peronnin SITB, 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.

média-system

JEUNE CADRE FINANCIER

La Direction Financière d'un Groupe privé (CA 3 milliards de francs) recherche un jeune cadre pour développer son service trésorerie
Sa mission sera de planifier les moyens de prévisions, de gérer la trésorerie d'une dizaine de filiales en coordination avec les services comptables et la Direction Générale. Interlocuteur privilegié des banques, il développera les relations avec les exploitants au travers du suivi des comptes et des autorisations de crédit des sociétés.
Cette fonction conviendrait à un homme de rigueur, de négociation et d'encadrement.
Diplômé d'**Etudes Supérieures (option Finances)**, il a un fort potentiel d'initiatives pour promouvoir l'organisation et la gestion du service. Aussi devra-t-il justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction similaire.
Ce poste tremplin offre de sérieuses possibilités d'évolution au sein d'une direction financière *pour un jeune cadre ambitieux.*

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions) sous ref. 217/185 à :

TRANSELEX 128, boulevard Haussmann 75008 PARIS

GROUPE



recherche pour sa Direction Technique

Auditeur interne

Vous avez une formation supérieure Grandes Ecoles et une expérience professionnelle d'au moins 5 ans de systèmes et projets informatiques d'envergure.
Vous avez développé vos compétences à un poste d'Audit informatique pendant environ 3 ans dans un grand cabinet.

Auditeur interne de la société, vous assurerez l'audit financier ainsi que le contrôle des procédures et des systèmes informatiques du groupe.
Le poste est à pourvoir à Paris et demande de la disponibilité pour des déplacements de courte durée.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. MLA/01, à SG2, 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

média-system



Leader Européen de l'Imprimé de Gestion
2.100 personnes, 800 M. CA.
recherche pour son Siège Social à BOULOGNE

analyste de gestion *HF*

(25 ans environ)

Au sein d'une équipe jeune, il (elle) aura la mission suivante :
- Participer à l'élaboration des budgets et plans
- Analyser et commenter les résultats mensuels et trimestriels de chaque unité
- Informer les responsables et rechercher les actions correctives
- Elaborer les justifications financières d'investissements et en suivre le budget.

Exigences de la fonction : BTS comptabilité - 3 ans d'expérience en comptabilité industrielle et analytique dans une société industrielle - anglais apprécié - disponibilité - courts déplacements en province - La connaissance de la micro-informatique sera un atout.

Adresser CV + photo + rémunération annuelle souhaitée à MOORE PARAGON DRH / Recrutement - 22-24, rue de Sèvres 92102 BOULOGNE

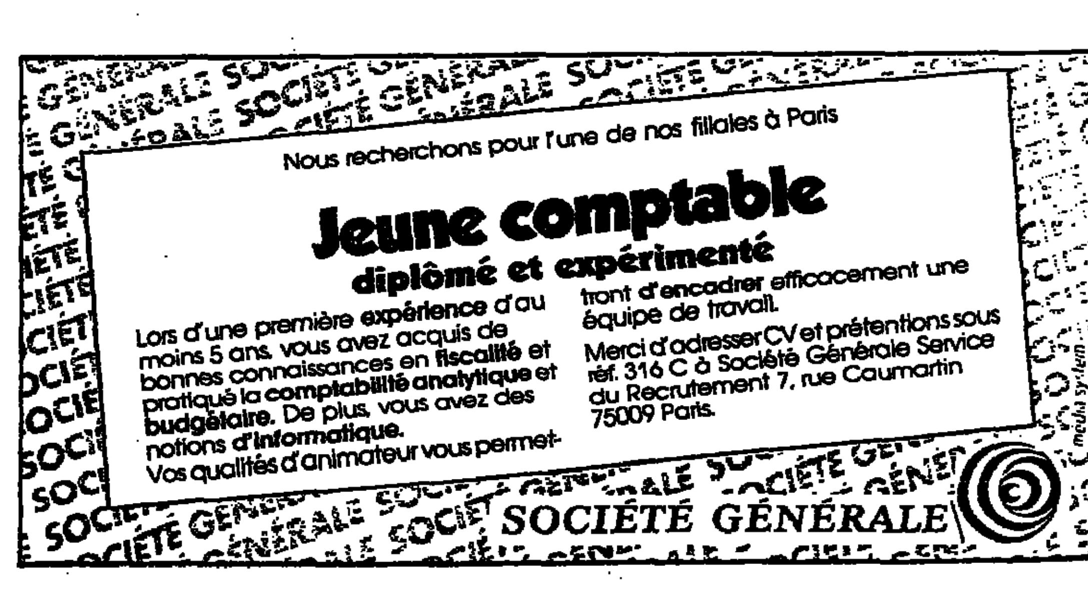
ingénieur chargé d'affaires

SYSTEMES DE MANUTENTION **BANLIEUE EST DE PARIS**

Plus d'1 milliard de francs, c'est le CA réalisé dans plus de 60 pays par la branche MANUTENTION de notre Grand Groupe International.
La filiale française commercialise entre autres des **SYSTEMES AUTOMATIQUES de MANUTENTION** *gérés par* ***MICRO-PROCESSEURS et MINI-CALCULATEURS.***
Le Directeur Technique recherche un Ingénieur chargé d'affaires (1 à 10 millions de francs).
Celui-ci aura la maîtrise des projets, de l'élaboration des devis (techniques et prix), jusqu'à la réalisation des contrats clé en mains. Il sera donc responsable du suivi des clients et des chantiers aussi bien sur le plan technique que sur le plan financier.
Ingénieur de formation (AM, IDN, SUDRIA *ou équivalent*), *de solides connaissances en Electricité et en* micro-informatique industrielle (Mécanique et Hydraulique souhaitées), une **PREMIERE EXPERIENCE REUSSIE** comme **INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES** seront des éléments d'appréciation importants dans notre choix.
Le candidat recruté aura par ailleurs des qualités de contact, d'homme de terrain et sera autonome et *responsable (déplacements à prévoir). La connaissance de l'Anglais est nécessaire.*
Merci d'adresser C.V., prétentions sous référence MA 12 à notre conseil qui traitera les dossiers confidentiellement

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy 75012 PARIS

OSINCER — Organisation et Publicité


Nous recherchons pour l'une de nos filiales à Paris

Jeune comptable
diplômé et expérimenté

Lors d'une première **expérience** d'au moins 5 ans, vous avez acquis de bonnes connaissances en **fiscalité** et pratiqué la **comptabilité analytique** et **budgétaire**. De plus, vous avez des notions **d'informatique**.
Vos qualités d'animateur vous permettront d'**encadrer** efficacement une équipe de travail.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. 316 C à Société Générale Service du Recrutement 7, rue Caumartin 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

média-system

Ordina

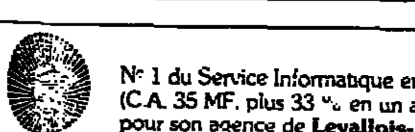
Ingénieurs, Analystes,
Analystes Programmeurs, Programmeurs

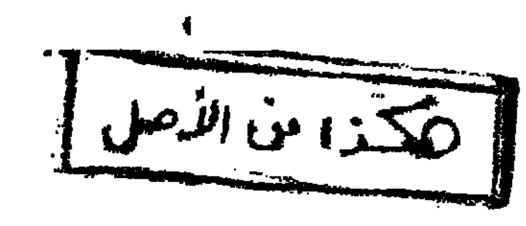
Ordina et l'informatique : plus qu'un nom ...

Une référence qui s'est établie au fil des années sur l'efficacité et le sérieux, mais aussi sur la multiplicité de ses créneaux (économie et finances, distribution, industrie, scientifique).
Aujourd'hui, nous recherchons de nouvelles compétences, diplômés grandes écoles ou de l'enseignement supérieur. Des hommes comme vous, qui avez déjà une bonne base technique et quelques années d'expérience, qui ne demandent qu'à s'enrichir au sein d'une équipe.
Des hommes qui veulent diversifier leurs connaissances dans un environnement stimulant et formateur.

Robert ARTHUR souhaite vous rencontrer pour construire avec vous votre avenir dans l'informatique avec ORDINA...

Ordina *10, rue Auber 75009 PARIS 266.67.88*





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Etablissement industriel (1400 personnes) faisant partie d'un groupe français de notoriété mondiale, situé en proche banlieue parisienne, souhaite intégrer

JEUNE CADRE FONCTION PERSONNEL

Sous l'autorité du responsable du personnel, vous participerez à la politique des relations humaines et sociales de l'Etablissement. Vous coordonnerez la gestion prévisionnelle des ressources humaines et le développement de la gestion informatisée. Vous réaliserez des études ponctuelles et diverses (statistiques, tableaux de bord, ...).

De formation supérieure, vous vous êtes spécialisé dans la fonction personnel. Vous avez acquis au cours d'une première expérience professionnelle (1 à 2 ans) une bonne maîtrise des problèmes juridiques liés aux relations sociales.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 82539 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Jeunes Ingénieurs

SERETE (800 personnes) est l'une des premières sociétés françaises d'ingénierie. Notre objectif : l'usine de demain. Pour cela, SERETE répond aux besoins de modernisation de l'outil de production,
• par une vision nouvelle de l'environnement industriel • par de nouvelles méthodes de conception (CAO) • par la mise en oeuvre de nouvelles technologies.
Dans le cadre de notre développement nous recherchons :

Ingénieur en Automatismes et Informatique Industrielle

Vous participerez avec notre service Automatismes et Informatique Industrielle, à la mise en oeuvre des matériels et logiciels sur de grands projets industriels.
Vous avez une première expérience d'automates programmables et de mini ou micro-ordinateurs. (réf : 52 M2).

2 Ingénieurs Logiciels

Avec notre service Automatismes et Informatique Industrielle, vous assurerez le choix et la mise en oeuvre de progiciels ainsi que la conception et la réalisation de logiciels spécifiques.
Vous avez une première expérience de réalisation de logiciels sur micro ou mini-ordinateurs. (réf : 54 M1).

2 Ingénieurs Etudes Economiques

Vous aurez au sein de notre service Etudes Economiques, la responsabilité d'études de faisabilité, d'implantation ou de marchés industriels en France et à l'étranger.
Vous êtes ingénieur grande école. Une formation économique complémentaire est indispensable. (Réf. 41 M1).

Ingénieur Génie-mécanique Mécatronique

Au sein de notre service Mécanique et Logistique (Mécatronique), vous interviendrez depuis les études de conception à la mise en exploitation de systèmes mécanisés complexes.
Vous avez une spécialisation en automatique. Une première expérience en CAO sera appréciée. (réf : 18 M2).

Ingénieur Instrumentation

Vous développerez les méthodes et outils de travail informatisés du groupe instrumentation et participerez à ses projets de process industriels.
Une première expérience en contrôle et automatismes industriels est recommandée. (ref : 44 M1).

2 Ingénieurs commerciaux Agro-Alimentaire

Vous avez une première expérience commerciale réussie de l'Agro-Alimentaire. Vous désirez étendre vos responsabilités dans ce secteur. Serete vous propose de rejoindre son équipe de commerciaux.
Vous êtes ingénieur ou de formation supérieure. (Réf. 59 M1).

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie, à SERETE, Service Recrutement, 86 rue Régnault, 75640 Paris Cédex 13



média-system

• Vous êtes INGENIEUR GRANDE ECOLE scientifique
• Vous avez une première EXPERIENCE effective acquise en Cabinet Conseil ou en entreprise, de la

Gestion scientifique

• Vous avez un fort potentiel d'évolution et vous voulez vous développer en ce domaine avant d'évoluer vers un poste à fortes responsabilités.
• Nous sommes un groupe international de Sociétés de production et de commercialisation de produits de grande consommation caractérisé par le dynamisme de sa gestion et la volonté d'innover. Nous recherchons un

Futur manager

• Nous vous proposons, au sein de notre Direction des Systèmes de management du groupe, de conduire des projets de RECHERCHE OPERATIONNELLE et TECHNIQUES QUANTITATIVES (gestion des stocks, modèles financiers, etc...) se traduisant par des mises en place concrètes.
Cette fonction vous permettra de réaliser des missions dans tous les secteurs du groupe et d'en acquérir une large connaissance avant d'évoluer vers d'autres fonctions.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions au Service Emploi et Carrières, 55, bd de la Mission Marchand - 92401 Courbevoie Cédex.

COLGATE PALMOLIVE

média-system

SERETE est une importante Société d'ingénierie. Nous opérons en France et à l'étranger sur des réalisations industrielles variées (pétrole, chimie, agro-alimentaire, techniques avancées...). Dans le cadre de notre développement, nous recherchons

Chef de Groupe Achats

En coordination avec les responsables des services techniques et juridique, votre mission sera d'obtenir les meilleures conditions commerciales et les meilleurs délais pour les fournitures et les travaux dont vous aurez la responsabilité. Pour cela, vous disposerez d'une équipe d'assistants et utiliserez des suivis informatisés des commandes. Le poste est basé à Paris. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et bien familiarisé avec les équipements du secteur génie industriel. Vous parlez couramment anglais. (Réf. 27 M 2)

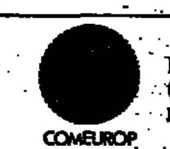
Responsable de projets confirmé

Vous aurez la responsabilité, sous le contrôle du Directeur de Réalisation, de la conduite de vos projets. Votre compétence s'exercera sur la mise en place des équipes, sur le suivi des plannings, du budget... jusqu'à la réception finale par le client. Vous êtes ingénieur grande école. Vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction. La diversité des secteurs d'activité de SERETE vous offrira de réelles opportunités professionnelles. (Réf. 32 M 2)

Merci d'adresser votre candidature sous réf. choisie à SERETE, Service du Recrutement, 86 rue Régnault, 75640 Paris Cédex 13.



média-system



N° 1 du Service Informatique en micrographie (C.A: 35 MF, plus 33 % en un an) recherche pour son agence de Levallois-Perret (92)

COMEUROP

UN INGENIEUR ORGANISATEUR

(Réf. 1101)

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il sera chargé de la partie organisation administrative auprès de nos clients : traduction des cahiers des charges en termes opérationnels et mise en place des procédures de gestion de l'information.

Ce cadre est âgé d'une trentaine d'années, possède une Formation Supérieure de type IESTO, ESCAE, IAE... et apporte une expérience professionnelle adaptée à la fonction proposée.

Comeurop propose une rémunération de départ d'environ 130.000.

Ce poste est à pourvoir très rapidement.

UNE SECRETAIRE COMMERCIALE

(Réf. 1102)

de niveau BTS et déjà expérimentée, cette candidate aura pour mission d'assurer le suivi commercial et administratif - principalement sur traitement de texte - de nos clients. La connaissance de l'anglais est impérative.

Les entretiens de sélection se dérouleront à **Paris**.

Prière d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) sous référence choisie à



IS Conseil - Le Gamma 1000 - 104, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE.
Les ingénieurs organisateurs intéressés peuvent appeler Christine Germant au (7) 889.34.37 pour un premier contact.

IS CONSEIL *PARIS — LYON — MARSEILLE*

UNILOG

UNILOG - 15 ans d'expérience - 400 professionnels intervenant dans tous les domaines de l'ingénierie informatique, renforce les équipes de sa filiale **UNILOG-FINANCE** et recrute des

ingénieurs débutants

diplômés grandes écoles ou 3e cycle d'études supérieures scientifiques ou économiques.

Après un cycle de formation de plus de trois mois, ils sont intégrés dans des équipes travaillant en relation étroite avec nos clients sur des projets d'informatique bancaire. Ils participent à la réalisation de systèmes mettant en œuvre des techniques de pointe : bases de données, télétraitement.

Leur évolution leur permettra d'actualiser en permanence leurs connaissances et d'accéder à la conduite de projets et, ensuite, aux missions de conseil et d'audit.

Cette offre s'adresse à des candidats souhaitant faire carrière et prêts, pour cela, à être disponibles et mobiles.

Le prochain cycle de formation débute le 9 Janvier 1984.

Adressez-nous dès maintenant votre candidature sous référence 458 à **UNILOG-FINANCE** - 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS. Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CGR

ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Vous offre de participer au développement de ses équipes de MARKETING dans les domaines de la SCANOGRAPHIE, et de la RADIOLOGIE NUMÉRIQUE.

Pour réaliser nos objectifs ambitieux, nous recrutons plusieurs :

INGÉNIEURS PRODUITS

DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ET CONNAISSANT BIEN LES TECHNOLOGIES ÉLECTRONIQUES ET INFORMATIQUES.

Ils auront en charge la gestion d'une ligne de produits et devront notamment :
- **assurer le suivi auprès des études de la création du produit,**
- **élaborer les plans de lancement,**
- **assister les réseaux internationaux au niveau de la promotion,**
- **proposer des évolutions des cahiers de charges.**

Préférence sera donnée aux candidats ayant quelques années d'expérience pratique de l'industrie et connaissant parfaitement la langue anglaise.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 33860 M - THOMSON CGR, Direction de l'Emploi, Madame DUPUIS, 33, avenue du Maine, BP 50. 75755 PARIS CEDEX 15.

HAVAS CONTACT

Le Comité d'Etablissement de l' aerospatiale

LES MUREAUX, recherche

Technicien-conseiller chargé des prospections

dans le domaine du **tourisme social**

Vacances en famille, pour enfants ou retraités et voyages collectifs.

Sa mission consistera : • à rechercher des organismes producteurs de voyages collectifs, les transporteurs et hôteliers, etc., pour mettre en place et négocier tarifs et contrats ; • à produire des catalogues d'activités ; • à gérer le remplissage de nos centres de vacances.

Par ailleurs, il organisera la gestion du patrimoine immobilier (3 centres de vacances, restaurant, gymnase).

Profil du candidat : • une bonne expérience des démarches commerciales ainsi que d'excellentes qualités d'organisation et de gestion administrative • un sens des contacts et une grande disponibilité.

Salaire 9.000 F x 13 mois

Adresser candidature + photo, jusqu'au jeudi 1er décembre 83 (cachet de la poste faisant foi) à M. LARROQUE Secrétaire administratif du C.E. - AEROSPATIALE Route de Verneuil - 78130 LES MUREAUX.

Société spécialisée dans l'éclairage scénique, recherche d'urgence pour la région parisienne

1 TECHNICIEN ELECTRONICIEN

niveau BTS ou équivalent pour laboratoire de maintenance.
Le candidat devra maîtriser la langue anglaise, être disponible, accepter de fréquents déplacements de courte durée, posséder une expérience des systèmes à micro-processeur.

1 REPRESENTANT

pour démonstration et vente dans les théâtres et lieux de spectacle.
Le candidat devra être disponible, posséder une bonne expérience de la prospection et de la vente, accepter de fréquents déplacements de courte durée.
La connaissance du matériel d'éclairage scénique est souhaitable.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 1870 à PIERRE LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE
recherche
pour faire face à son développement

Responsables de Programmes

Cette fonction convient à des candidats de formation supérieure, ayant une expérience de 2 années environ dans cette profession et capables d'assurer la gestion administrative et financière des programmes qui leur seront confiés.

Postes à pourvoir rapidement. Lieu de travail : Paris 16ème

Adresser CV + photo et prétentions sous réf. 28494 à
COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS
Discrétion totale assurée.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

La direction d'une
IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
a décidé la mise en place d'un nouveau plan de développement informatique. De ce fait, elle embauche

UN CHEF DE PROJET

pour mettre en place le nouveau système de gestion de personnel.

Le candidat sera INGENIEUR de formation et connaîtra l'OS.

La connaissance d'un produit de gestion de personnel sera appréciée.

Le poste est à pourvoir à PARIS 1er arrdt.

Ecrire, sous référence ID 10, à
COMELOG - 9, rue Sainte Anne - 75001 PARIS

comelog

250/300.000 F.an

Société de fabrication électromécanique de pointe, proche Banlieue Parisienne, recherche

Chef de service de la Gestion de Production

Il sera responsable :
- de la réalisation des objectifs de la gestion de production : *ordonnancement, lancement, gestion des stocks,*
- du développement de l'informatisation de notre système de gestion de production.

Le candidat alliera rigueur et réalisme. Il aura une première expérience de la fonction dans une entreprise de pointe et en expansion, où il aura fait preuve de ses qualités d'animation et d'organisation d'une équipe.

Si vous présentez ces qualités de "meneur d'hommes", nous vous remercions d'adresser votre candidature s/réf. 82425 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

---

LES EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

recherchent pour l'une de leurs publications :
le Dictionnaire Permanent de Droit Social Rural

rédacteur (trice)

Le poste exige un niveau d'études supérieures (DES de droit social ou équivalent) ainsi qu'une expérience rédactionnelle certaine ; une formation complémentaire en droit social agricole serait très appréciée.

Statut : JOURNALISTE

Envoyer lettre manuscrite, C.V. très détaillé et photo à la Direction du Personnel - 19, rue Péclet 75739 PARIS CEDEX 15

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

POUR SON SERVICE BREVETS

ingénieur électronicien

Débutant ou quelques années d'expérience dans la propriété industrielle.

Bonne connaissance de l'anglais - Nationalité Française exigée
Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant éventuellement les domaines techniques où l'expérience a été acquise) et prétentions à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

---

MINISTERE DE LA DEFENSE
SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AERONAUTIQUES
recherche

INGENIEUR

pour instruction technique certification avions civils. Diplôme exigé.

Expérience souhaitée et formation aéronautique exigée. Libéré service national.

Ecrire avec C.V. à :
SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AERONAUTIQUES
Bureau du Personnel
4, avenue de la Porte d'Issy
75996 PARIS-ARMEES.

Marketing GP bricolage

... à Marseille. Nous commercialisons sur toute la France des produits très techniques pour le bricolage. Notre implantation dans les circuits spécialisés et dans la grande distribution est assez remarquable.

Nous voulons nous développer sur de nouveaux créneaux. Nos produits sont le plus souvent fabriqués par les usines de notre groupe. Mais nous avons toute liberté pour faire appel à d'autres industriels.

Notre directeur général recherche le spécialiste développement de produits qui va l'assister dans cette mission passionnante. Votre expérience des études de marché et votre connaissance de la vente grand public et distributeurs nous intéressent. Votre évolution de carrière dans notre groupe ne pose pas de problème, surtout si le commercial très opérationnel vous convient.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 3839M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Dans le cadre de son expansion, ROCK...
deuxième fabricant européen de matériau...

INGÉNIEU... DÉVELOPPE...

Rattaché hiérarchiquement au Chef du Dép... Développement, il aura pour tâche essen... optimale de solutions «produits / applic... aux besoins du marché. Basé à Paris, il se... dans nos différentes usines et sera en relati... d'essais et de certification.

Ce poste conviendrait à un ingénieur d... (ESTP - ESB...) ayant une première exp... dans le second oeuvre bâtiment.

Envoyez CV, lettre manuscrite et...
Hervé TOURETTE - ROCKWOO...
48 / 50 rue Albert - 75013...



Société de recherche appliquée à l'industrie
recherche

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

ayant quelques années d'expérience en électromagnétisme.

Connaissances en Electronique de Puissance appréciées.

Il étudiera, expérimentera et développera des matériels nouveaux en Electrotechnique avancée (machines à aimants ou à reluctance variable etc...).

Il travaillera au sein d'une équipe pluridisciplinaire du département Energie.

Lieu de travail : banlieue Ouest Versailles.

Envoyer C.V. et rémunération s/réf. 3462 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

chef des ventes CHEMISES HOMME

Nous sommes l'un des plus importants fabricants français de PAP masculin. Nous distribuons plusieurs lignes *de produits. Nous recherchons un Chef des Ventes pour l'une de nos griffes. Celle-ci offrira une gamme* complète ville et sport, et sera diffusée auprès des détaillants sélectionnés. Nous souhaitons recruter un candidat d'une trentaine d'années, animateur expérimenté mais également homme de réflexion marketing. Ce collaborateur participera à la sélection de son équipe, organisera et contrôlera l'activité de celle-ci. Il suivra la progression de notre implantation et participera à l'élaboration de la stratégie commerciale du département. Nous *lui confierons en direct certains clients importants. Nous apprécierons une expérience de l'animation acquise* dans la distribution, pas nécessairement dans un produit influencé par la mode (lessivier, alimentation...). Ce poste est voué à une rapide évolution pour un candidat de fort potentiel.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 312.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS




Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

ANATOR S.A.

Société en constante expansion

recherche

COMMERCIAUX

chargés de la promotion et de la vente de ses produits.
Les postes proposés nécessitent un minimum de *connaissances en péri-informatique. Une expérience dans* les domaines suivants :
- Terminaux à lecteur de badge.
- Télécommunications,

constituera un atout supplémentaire.

Poste à pourvoir en région parisienne

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à :
Société ANATOR
18, rue de Sartrouville
95240 Cormeilles-en-Parisis.

---

banque

Banque Nationale recherche pour son SECRETARIAT GENERAL

JURISTE H/F

Le poste : • poste nouveau • rattachement au Secrétaire Général • Paris.

Mission : Elaboration et suivi des différents contrats, participation aux négociations, conseil au niveau du Groupe en matière de Droit des Sociétés et de Secrétariat Juridique des Sociétés.

Le profil : la trentaine - Docteur en Droit - 5 ans minimum d'expérience de la fonction dans une banque, une société importante ou un cabinet spécialisé - Autonomie - Sens des responsabilités.

Envoyer C.V., prétentions sous référence 192-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising NEW YORK ... PARIS

IMPORTANTE SOCIETE
Banlieue Sud-Ouest de Paris recherche

pour les développements logiciels de réseaux multiservices d'entreprise

INGENIEURS GRANDES ECOLES ou équivalent

Débutants ou quelques années d'expérience.
Anglais lu - Nationalité française exigée -
Avantages sociaux.

Adresser votre Etat Civil et C.V. s/réf. 46582 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

FENWICK MANUTENTION

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE CHARIOTS ÉLÉVATEURS
(C.A. 850 millions de francs)

recherche
POUR SON SIÈGE SOCIAL

CHEF COMPTABLE

POSTE :
- Responsabilité d'une équipe de 20 personnes dont 3 cadres.
- Supervision comptabilité générale, déclarations fiscales, comptabilités clients et fournisseurs, trésorerie courante et consolidations.
- Poursuite de l'informatisation en cours (modernisation des outils de gestion).

PROFIL :
- D.E.C.S. ou niveau expertise.
- Expérience dans poste similaire.
- Qualités d'animateur, sens de l'organisation.
- Désir de s'intégrer dans une équipe dynamique.

Faire parvenir C.V. détaillé et prétentions à
FENWICK MANUTENTION
Direction des Ressources Humaines,
69, rue du Docteur-Bauer, 93404 SAINT-OUEN.

CRÉDIT-BAIL
MOBILIER

CADRE COMMERCIAL

Pour faire face à l'expansion de ses activités de crédit-bail et de location de biens d'équipement professionnel, groupe bancaire de notoriété mondiale recherche :

– CADRE COMMERCIAL – 28 ans minimum, formation commerciale supérieure,
– ayant quelques années de pratique bancaire, ou de préférence d'expérience du crédit-bail mobilier,
– avec un tempérament de prospecteur (auprès des fabricants de matériels d'équipement, des P.M.E. moyennes et importantes) et de réalisateur,
– disponible pour déplacements courts, mais fréquents,
– langue anglaise très souhaitée.

L'implantation internationale du groupe offre toutes perspectives d'évolution.

Écrire avec CV, photo et prétentions sous référence 33869 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Une importante société presse/édition
recherche

attaché (ée) de presse

...responsable des relations exté... ...en charge.
...avec les correspondants de presse.
...presse des nouveaux produits.

...en outre aux activités de relations...

...à une personne de formation ... une expérience de 2 à 5 ans dans ... dans les secteurs : édition, journa... annonceurs, promotion, cabinets de ... publicitaires.

...contacts et qualités de rédaction seront ... majeurs, ainsi que la connais... de l'anglais.

...lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions ... référence 572 RT

SCOTI 33, rue de Miromesnil 75008 Paris Discrétion assurée

média-system

EUROSOFT-SYSTEMES

renforce ses équipes et recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation grande école ou universitaire (Bac + 5).
Ils participeront à des projets dans les domaines :
- logiciels de base et réseaux,
- génie logiciel,
- télécommunications,
- informatique industrielle, temps réel,
- réalisation de systèmes de gestion.

Expérience appréciée : PDP, VAX, MINI 6, SOLAR, MICRO 8 et 16 BITS.
Grands systèmes IBM et BULL.

Vos candidatures seront étudiées par Marie-France BURQ
EUROSOFT - Service Recrutement
38, Bd Henri Sellier 92150 SURESNES

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
(PARIS-17e)
FILIALE D'IMPORTANTES COMPAGNIES D'ASSURANCE
A FORME MUTUELLE

recherche

pour assister son Directeur Général

UN(E) JEUNE ATTACHÉ(E) DE DIRECTION ADMINISTRATIVE

Futur(e) Secrétaire Général, qui sera chargé(e) progressivement de la supervision de l'ensemble des fonctions :
- Administratives,
- Comptables,
- Sociales et fiscales.

Ainsi que de la constitution et du suivi de dossiers (SICAV, Fonds Communs de Placement...).

Pour postuler à ce poste, une formation supérieure est exigée (H.E.C., ESSEC..., DECS) ainsi qu'une première expérience réussie dans une fonction administrative à haut niveau.

Adresser C.V., photo et prétent. sous n° T 043 048 M à
RÉGIE PRESSE
85, bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

HOTCHKISS-BRANDT SOGEME, filiale THOMSON, leader européen de l'automatisation postale, établissement à PARIS, banlieue NORD (proximité immédiate du métro), crée dans le cadre de son expansion à l'export les deux postes suivants :

Ingénieurs électroniciens

Le premier poste s'adresse à un ingénieur confirmé apportant un savoir-faire en logique, analogique et systèmes. Il aura une mission autonome de choix techniques fondamentaux au niveau de la conception et une responsabilité d'encadrement.
Le second poste s'adresse à un débutant d'une grande école s'intéressant aux problèmes des ultra-sons et souhaitant concevoir dans ce cadre en animant une équipe. La notoriété et l'importance de la Société permettent une évolution significative des carrières. *Les entretiens auront lieu à* PARIS *et à* LYON.
Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 246 M.

Cabinet Gatier

BANQUE PRIVÉE

recherche

UN RESPONSABLE DU SERVICE ARCHIVES

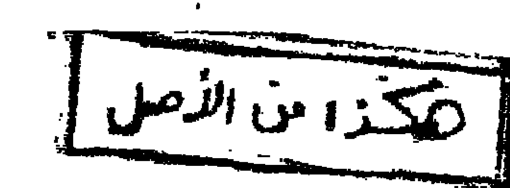
...Prendre en charge la mise en place et la réalisation des nouvelles techniques d'archivage.

Pour gérer et développer le service.

...:
- 30 ans ou plus.
- Bonne formation de base.
- Formation informatique indispensable.
- Capacité à l'encadrement.

• AVANTAGES SOCIAUX.
• STATUT BANCAIRE.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° T 042.852 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



Dans le cadre de son expansion, ROCKWOOL-ISOLATION, deuxième fabricant européen de matériaux isolants recherche un

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT

Rattaché hiérarchiquement au Chef du Département Recherche & Développement, il aura pour tâche essentielle la mise au point optimale de solutions «produits / applications» correspondant aux besoins du marché. Basé à Paris, il sera appelé à se déplacer dans nos différentes usines et sera en relation avec les laboratoires d'essais et de certification.
Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation bâtiment (ESTP - ESB...) ayant une première expérience de la fonction dans le second oeuvre bâtiment.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions à
Hervé TOURETTE - ROCKWOOL-ISOLATION
48 / 50 rue Albert - 75013 PARIS




ROCKWOOL-ISOLATION
LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE

---

banque

Banque Nationale recherche pour son **SECRETARIAT GENERAL**

JURISTE HF

Le poste : • poste nouveau • rattachement au Secrétaire Général • Paris.

Mission : Elaboration et suivi des différents contrats, participation aux négociations, conseil au niveau du Groupe en matière de Droit des Sociétés et de Secrétariat Juridique des Sociétés.

Le profil : la trentaine - Docteur en Droit - 5 ans minimum d'expérience de la fonction dans une banque, une société importante ou un cabinet spécialisé - Autonomie - Sens des responsabilités.

Envoyer C.V., prétentions sous référence 192-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Une importante société presse/édition recherche

attaché (ée) de presse

dépendant(e) du responsable des relations extérieures, il/elle prendra en charge :
- les relations avec les correspondants de presse,
- le lancement presse des nouveaux produits.

Il/elle participera en outre aux activités de relations extérieures.

Ce poste sera confié à une personne de formation universitaire, ayant une expérience de 2 à 5 ans dans un poste similaire dans les secteurs : édition, journalisme, publicité, annonceurs, promotion, cabinets de relations publiques.

Culture, contacts et qualités de rédaction seront évidemment des atouts majeurs, ainsi que la connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 372 RT

SCOTI 33, rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

média-system

BANQUE PRIVÉE

recherche

UN RESPONSABLE DU SERVICE ARCHIVES

Pour prendre en charge la mise en place et la réalisation des nouvelles techniques d'archivage.

Pour gérer et développer le service.

Le candidat :
- 30 ans ou plus.
- Bonne formation de base.
- Formation informatique indispensable.
- Capacité à l'encadrement.

- AVANTAGES SOCIAUX.
- STATUT BANCAIRE.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous nº T 042.852 M. 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE recherche futur

ADJOINT DIRECTEUR FINANCIER

Il assurera les liaisons comptabilité-organisation-informatique, après formation comptable.

Env. C.V. et prétent. s/réf. 11314 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75603 PARIS CEDEX 02 qui trans.

Rech. JOURNALISTE professionnel pour revue technique Leader dans son secteur et 10e en France dans l'industrie.

Ecrire sous le nº 278.449 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Repères
SOCIÉTÉ D'ÉTUDE DE MARCHÉ
21, rue de Miromesnil 75008 Paris
recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES QUALITATIVES TRÈS CONFIRMÉ(E)

Env. C.V. et prétentions à : Nadie de Saint-Gores.

P.M.E. recherche

A.T.3 ou A.T.P.

pour travaux laboratoire électronique

Env. C.V., photo et prét. à : SIFTIM, 49, rue de la Bienfaisance, 94300 Vincennes.

Important organisme public Paris recherche

SPECIALISTE CONTROLE DE GESTION

Grande école de gestion ou équivalent.
Environ 25 ans.
Expérience professionnelle appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous nº 278.488 M. RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e

---

Société MAISONS-ALFORT recherche un

COMPTABLE II

30 ans env. Niv. Probatoire ou BTS. Connaiss. systèmes informatiques conversationnels. Expérience 5 ans souhaitée. Possibilité d'évolution vers de plus amples responsabilités.

Adr. C.V. + photo s/réf. 2528 à PUBLISCOPE JUNIOR 13, rue Royale — 75008 Paris (qui transmettra).

Revue professionnelle de l'automobile recherche JEUNE RÉDACTEUR(TRICE) pour les rubriques Equipements et Outillages.

Ecrire av. c.v. et prétentions à : SOLCAM PA 59, av. de la Grande-Armée, 75782 PARIS CEDEX 16.

VILLE DE GUYANCOURT

recrute d'urgence pour son secteur ACTIVITES ECONOMIQUES ET EMPLOIS

UN (E) REDACTEUR (TRICE)

OPTION ANIMATION

Envoyer C.V. à M. le Maire 78280 GUYANCOURT.

ARTHUR ANDERSEN & Cie

Recherche, pour faire face au développement rapide de son groupe «Techniques Avancées», plusieurs :

INGENIEURS CONSEILS DEBUTANTS

- Jeunes diplômés de Grandes Ecoles (X, Centrale, Télécoms, Supélec, Mines, Ponts, Ensimag, Insa,...)
- Motivés par la recherche d'un métier dynamique, dans un cadre international et une ambiance de profession libérale laissant une grande liberté d'organisation dans son travail.

INGENIEURS CONSEILS EXPERIMENTES

- Diplômés de Grandes Ecoles, ayant 2 à 3 ans d'expérience informatique diversifiée (grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseils,...)
- Ayant démontré leur aptitude et leur goût pour les contacts avec la clientèle, et leur capacité à assumer de larges responsabilités.

Nous vous offrons :

- La possibilité de développer des compétences nouvelles sur des missions informatiques de pointe dans des secteurs d'avenir (réseaux, télématique, CAO, robotique, systèmes temps réel, bureautique, traitement de l'image...)
- L'occasion de saisir des possibilités d'évolution motivantes, dans un contexte international, au sein d'une équipe jeune
- Une formation intensive aux Etats-Unis.

Envoyer C.V. avec photo à
Jean-Claude GUEZ
ARTHUR ANDERSEN ET CIE
Tour Gan - Cedex 13
92082 PARIS LA DEFENSE 2



Dans le cadre des activités de leur SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE (révision légale et contractuelle, conseil en gestion publications, formation)

J.-L. BOULOT, J.-P. CRETAL
J. JOLIVET, S. KOSKAS

recherchent

UN CHEF DE MISSION DES ASSISTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (ESSEC, H.E.C., E.S.C. ou équivalent)

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite et prétentions à CONSEIL ET EXPERTISE S.A. 53, rue du Château-d'Eau, 75010 PARIS.

UNE IMPORTANTE CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

DE PARIS

recherche

LE RESPONSABLE DE SA DÉLÉGATION RÉGIONALE DE LILLE

LE CANDIDAT, de formation supérieure âgé d'au moins 30 ans, devra posséder le sens de l'organisation le goût des contacts humains et des questions sociales

L'EMPLOI comporte de multiples déplacements de courte durée dans la région et implique l'obligation de posséder une automobile.

La préférence sera donnée à un candidat originaire de la région ou justifiant d'une bonne connaissance de celle-ci.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence nº 9.728 à PRAIRIAL 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS qui transmettra.

LE GROUPEMENT FRANÇAIS D'ASSURANCES

RECHERCHE POUR SECONDER SON DIRECTEUR JURIDIQUE

UN JEUNE JURISTE

Diplômé d'une Maîtrise en Droit des Affaires et ayant une expérience en Cabinet de Conseil juridique ou Etude de Notaire.

Le poste, qui est à pourvoir immédiatement nécessite esprit d'imagination et sens des réalités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec lettre manuscrite, prétentions, C.V. et photo à Marie de COLBERT, GFA, 38, rue de Châteaudun, 75009 PARIS.

GROUPE DE SOCIÉTÉS AÉRONAUTIQUES

recherche

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Directement rattaché au comité de direction du groupe, il sera chargé de la mise en œuvre du plan informatique depuis l'étude des besoins avec les utilisateurs des différentes filiales jusqu'à la mise en exploitation de ce plan.

Ce poste conviendra à un ingénieur grandes écoles ayant eu une expérience d'au moins 5 ans en qualité d'ingénieur en organisation ou de chef de projet.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo + niveau de rémunération actuel) :
Cie Fraissinet Transair, 32, bd Flandrin, 75116 PARIS.

---

adret électronique.

Société d'Electronique de Haut Niveau Technique
Très novatrice - 200 Salariés
Leader sur le marché français et fortement exportatrice
RECHERCHE

UN INGENIEUR RESPONSABLE DU SERVICE INDUSTRIALISATION HF

- Il participera au développement des produits.
- Il concevra et réalisera les outils nécessaires à leur fabrication et établira les gammes correspondantes.
- Il devra avoir eu une première expérience dans un poste similaire au sein d'une Entreprise Electronique.
- La connaissance du MTBM et de l'analyse de la valeur sont nécessaires ainsi qu'une bonne pratique de la langue anglaise.

UN ASSISTANT COMMERCIAL HF

- Il élaborera et diffusera les documents technico-commerciaux supportant la vente : fiches techniques, notes d'application, publicité...
- Il organisera et assurera les stages de formation des vendeurs.
- Une formation ou une expérience en radiocommunication lui permettra d'acquérir rapidement la connaissance de nos produits et de leurs applications.
- Une très bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions à
DIRECTION DU PERSONNEL
BP 33 - 78192 TRAPPES CEDEX

Groupe leader dans le domaine des boissons situé banlieue Sud-Est recrute pr son service de recherche un

AROMATICIEN CONFIRMÉ

Adresser dossier de candidature, sous/réf. 3.094 à Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Important groupe Paris 13e recherche pour une de ses directions comptables

UN COLLABORATEUR

HOMME ou FEMME

possédant DECS ou équivalent. Il aura en charge l'animation d'une équipe de 3 personnes et la responsabilité de dossiers comptables et fiscaux.

Envoyer C.V. sous réf. 2547 à PUBLISCOPE JUNIOR 13, rue Royale, 75008 Paris (qui transmettra)

ECOLE de LANGUES recherche

PROFESSEUR D'ALLEMAND

langue maternelle expérimenté(e)
Disponible immédiatement
BANLIEUE SUD

Tél. à CETRADEL : 523-33-33

PETITE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUÉE A L'INDUSTRIE

INGÉNIEUR ou DUT expérimenté

pour études et mise au point matériel et logiciel sur microprocesseurs Intel.

Envoyer C.V. à C.P.I. 41-51, rue Jacquard, Z.I. 77400 Lagny-sur-Marne

---

L'ambassade de nouvelle-Zélande à Paris engagera un

COMPTABLE

à partir de janvier 1984. Expérience exigée. Une connaissance de l'Administration française et du système de Sécurité sociale serait aussi un avantage. Le postulant devra être bilingue (français/anglais).

Pour détails supplémentaires, écrire à l'ambassade de Nouvelle-Zélande, 7 ter, rue Léonard-de-Vinci, 75116 Paris.

CAISSE RETRAITE ET DE PREVOYANCE quartier ST-LAZARE

recherche

CADRE FORMATION COMPTABLE CONTROLE GESTION

Bonnes notions d'organisation et d'information souhaitées.

Le salaire dont le montant dépendra de la valeur du candidat ne sera pas inférieur à 150.000 F/an.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo à Nº 6549, AMEP PA 37, rue du Gal-Foy, 75008 PARIS.

D.O.O.
78, Champs-Elysées
recrute

INGÉNIEURS TÉLÉPHONIE

(LOGICIEL)

FORTE RÉMUNÉRATION

Tél. pour R.V. : 359-17-88.

---

banque

Banque Paris 8e recherche

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

CLASSE V

Chargé de l'entretien et du développement d'une clientèle de **déposants**.

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, aura bénéficié d'une solide formation générale et bancaire. Son dynamisme, son goût des contacts humains et son aptitude à la négociation, auront été éprouvés lors d'une précédente expérience de prospection de clientèle.

Poste évolutif en fonction des résultats obtenus.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 191-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

TUILLET et Cie
CABINET DE REVISION COMPTABLE
recherche
pour faire face à son développement

REVISEURS CONFIRMES

- 3 à 5 ans d'expérience en Cabinet français ou international
- Formation supérieure exigée

NOUS VOUS OFFRONS :
- la possibilité de vous intégrer dans une structure souple et évolutive
- une activité axée sur la région parisienne
- une variété de missions permettant une préparation adaptée aux exigences du diplôme

Ecrivez-nous :
Cabinet TUILLET et Cie
22, rue de la Banque
75002 PARIS

LEXIS

LA PLUS GRANDE BANQUE DE DONNÉES JURIDIQUES FRANÇAISE

recherche pour son service de formation, à PARIS

UN(E) ASSISTANT(E)

De formation juridique (niveau DEUG Droit) :
- Il (elle) aura une expérience pédagogique et parlera couramment l'anglais ;
- Il (elle) sera chargé(e) de former et d'assister la clientèle, ainsi que d'assurer le secrétariat s'y rattachant.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prét. à l'attention de M. le Directeur du Personnel
TÉLÉ-CONSULTE - 44, rue du Four, 75006 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

Rowntree Mackintosh

1500 personnes C.A. 1000 MF

Lion — Nuts — Smarties — After Eight — Quality Street — Kit Kat — Rêve Noir — Friolles — Lanvin — Menier... — After Eight — Quality Street

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT
recherche

Adjoint distribution physique

Nous sous-traitons le transport de nos produits qui transitent par un dépôt central entre les usines et la clientèle.

Rattaché au responsable dépôt-transport, vous êtes chargé de la gestion des mouvements de produits.

Une première expérience logistique vous a familiarisé avec l'organisation (planification), la gestion (inventaires), la négociation (achats transports routiers) et les rapports humains (animation de personnel, relations fonctionnelles).

Avec un diplôme ESC ou équivalent et une bonne pratique de l'anglais, vous pouvez intégrer une société jeune et dynamique offrant des possibilités d'évolution en écrivant *(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Rowntree Mackintosh SA, Michel DASSE, Responsable Recrutement Noisiel 77432 Marne la Vallée Cedex 2*

DISTRIBUTEUR GROSSISTE NATIONAL
recherche pour son Agence
Régionale Parisienne son

Responsable Administratif

Dans le cadre d'une direction tricéphale de l'agence (commerciale administrative, logistique)

- vous serez l'homme du relationnel : commercial - entrepôt; siège - agence.
- vous aurez la charge de gérer l'information (produits, prix délais de livraisons etc...)
- vous devrez animer votre équipe pour assurer la gestion des ventes (système intégralement informatisé) :
  gestion du tarif, saisie commandes, traitement des litiges
- vous devrez également assurer le bon fonctionnement de la relance sur le paiement des clients
- vous serez nécessairement dynamique, responsable, organisé et, il vous faudra savoir prendre *l'initiative, animer votre personnel, travailler en* équipe.

Poste à pourvoir en banlieue Sud - Statut Cadre

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 68771 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales gestion des comptes Clients de Société
recherche

jeunes cadres contrôleurs

chargés de courtes missions d'audit
Formation comptable niveau D.E.C.S. Expérience Cabinet Comptable appréciée.
Evolution rapide du poste vers des fonctions de gestionnaire (Financement de Sociétés, responsabilité d'un Service d'une vingtaine de personnes).

Envoyer Curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. **2358/N** à :
A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS *(qui transmettra).*

Vous avez acquis une expérience indispensable de 2 à 5 années en fonderie, vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière et acquérir une plus grande autonomie :

LE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES DE LA FONDERIE (250 personnes) recherche

DEUX JEUNES INGENIEURS MECANICIENS

à PARIS et à LYON
Arts et Métiers, ENSI, INSA... pour département D'ASSISTANCE TECHNIQUE FONDERIE

Vous serez chargé d'effectuer des consultations en usines, d'organiser des essais en fonderies et en laboratoires, d'interpréter et d'exploiter ces résultats en vue d'apporter des améliorations techniques aux entreprises.
Vous pourrez être assisté dans cette tâche par nos services d'études spécialisés et bénéficierez d'une formation complémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à C.T.I.F.
12, avenue Raphaël 75016 PARIS.

Groupe industriel diversifié
recherche pour son siège social
(Paris 8ème)

JEUNE ASSISTANT de GESTION *HF*

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce), débutant ou ayant un an d'expérience, afin de s'intégrer dans l'équipe contrôle de gestion et budgets où il participera à l'élaboration et au suivi des tableaux de bord et prévisions budgétaires.
Connaissance de la micro informatique appréciée

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/réf. 11516 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

csee

LA COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES

- 5500 personnes
dont 640 Ingénieurs et Cadres -
recrute dans le cadre de son développement :

ACHETEURS

Pour sa Direction Régionale de RUNGIS

Il sera responsable du Service Achat et aura pour mission d'assurer la négociation et le suivi des achats de la Direction Régionale.
Une expérience dans la fonction, de 5 ans minimum, est souhaitée.

Réf. A 645

Pour son Centre d'ORSAY

Il sera responsable de la sous-traitance dans les domaines de l'Electronique et l'Informatique. Il participera à la décision du choix des sous-traitants et négociera avec eux les contrats d'affaires.
Une expérience dans la fonction de 5 à 10 ans est souhaitée.
Anglais parlé indispensable.

Réf. A 646

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à CSEE Service Emploi et Développement des Cadres - DPRH - 17, Place Etienne Pernet 75738 PARIS CEDEX 15

CSEE, L'AVENIR TECHNOLOGIQUE EN ACTION

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT NATIONALISÉ
Recherche

UN NÉGOCIATEUR IMMOBILIER

en matière de locaux commerciaux pour ses problèmes d'implantations d'agences.

UN SPÉCIALISTE GÉRANCE D'IMMEUBLES

pour gestion de son parc de locaux d'habitation en location ou en copropriété.

Ces deux candidats devront posséder formation juridique et expérience nécessaires.

Adresser C.V. détaillé avec indication formation universitaire reçue, photo, prétentions salariales, sous réf. M4, à L et A 33, rue Vernet - 75008 PARIS.

BANQUE
Inspection Générale

Diplômé d'Enseignement Supérieur (ESSEC IEP, équiv.) votre carrière vous a permis d'abord de maîtriser l'ensemble des opérations bancaires, ensuite de pratiquer les techniques de l'audit dans un important réseau.

Un Groupe bancaire implanté dans près de vingt pays vous propose d'intégrer dans un premier temps son corps d'Inspection Générale, dans un deuxième temps d'assumer des responsabilités élevées au sein de ses filiales.

Compte-tenu d'implantations en pays anglophones, un bon niveau en anglais financier est requis.

Adresser C.V. détaillé *sous réf. 2342/N* à :
A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS *qui transmettra*

---

*Mondialement connus,
nous sommes un des leaders
dans les secteurs de l'électronique
et de l'électrotechnique.
Nous recherchons pour
le département électronique de puissance
de notre filiale française, un*

ingénieur technico-commercial accrocheur

Electronicien de formation - parlant Allemand.

Il aura la charge au sein d'une équipe jeune et MOTIVEE du suivi d'une partie de la clientèle en liaison directe avec nos usines situées en RFA.

Déplacements de courte durée à envisager en Allemagne et en France.

*Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 82441
à CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.*

BANQUE PRIVEE récente,
en fort développement,
Filiale d'un groupe international, recherche

RESPONSABLE DE CLIENTELE ENTREPRISE

3-4ans d'expérience analyse crédits, contacts directs avec une clientèle d'entreprises moyennes exportatrices *(CA 50 à 500 millions).*

Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3408 à OCBF - 66, rue de la Chaussée d'Antin
75009 PARIS.

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

GROUPE DE MAINTENANCE INDUSTRIELLE
d'IMPORTANCE NATIONALE
recherche pour son Siège **PARISIEN**

son responsable fournisseurs

Possédant une bonne formation comptable et financière, et un sens aigü des relations humaines, *le candidat souhaité aura pour mission,* sous l'autorité du Directeur Financier,

- de suivre et contrôler les procédures de paiement des différents fournisseurs,
- d'analyser l'évolution de l'encours fournisseurs par centre d'activité,
- de participer à la mise en place d'un système informatique décentralisé visant à optimiser le le suivi du poste fournisseurs.

Nous souhaitons rencontrer un candidat à l'esprit très ouvert, capable de s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique, possédant une expérience de ce domaine, acquise au sein d'une Entreprise.

La connaissance de l'anglais constitue un atout non négligeable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2350/N à : A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS
(qui transmettra).

"UN AVENIR À LA POINTE DE LA TÉLÉMATIQUE"

Leader en Télécommunication
SAGEM 2° constructeur mondial
de Terminaux Télex,
crée une gamme de produits télématique.

Nous recrutons :
UN INGÉNIEUR COMMERCIAL
à fort potentiel. Il prendra en charge le suivi et le développement de ce secteur (Télétex...) auprès d'une grande administration.

Vous êtes diplômé d'une bonne école d'ingénieur et vous possédez de solides connaissances en informatique ou en télécommunication.

Vous avez le goût du challenge et de la réussite, une expérience commerciale serait un atout.

Si vous êtes l'ingénieur que nous cherchons, nous connaissons votre valeur.

RENCONTRONS-NOUS.





Votre meilleure Relation Extérieure.

BANQUE ÉTRANGÈRE

recherche pour **PARIS**

Juriste de Banque *HF*

Titulaire du DES Droit des Affaires, pouvant attester de 5 à 10 ans de carrière réussie dans la profession.

Le candidat sera en charge du contentieux et de l'assistance aux exploitants.

Il sera en outre le Conseiller permanent du service du personnel et devra à ce titre avoir une parfaite connaissance du droit social et de la règlementation actuelle du travail.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 68797 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

BANQUE PRIVÉE A CAPITAUX MAJORITAIRES ÉTRANGERS

recherche :

CAMBISTE PRINCIPAL POLYVALENT

- 5 ans d'expérience minimum.
- Anglais courant.
- Chargé plus particulièrement de monter un service de comptant.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions au *Monde* référence 7.117 qui transmettra.

Société de Services appartenant à un Groupe aux activités diversifiées
recherche

RESPONSABLES D'UNITES D'EXPLOITATION AUTONOMES

pour deux de ses Centres

Ils gèrent des Centres de profit comprenant 100 personnes. Ils organisent et contrôlent les activités d'exploitation, la gestion du personnel et la gestion administrative.

Ces postes nécessitent une expérience de la gestion d'une unité de production acquise sur le terrain soit en milieu industriel, soit dans le transport ou la distribution.

La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Adressez votre candidature sous réf. 1050-M à *Françoise BARSI*

LTM CONSULTANTS
63 avenue de Villiers
75017 Paris

Préservatrice Foncière TIARD

recherche pour son
Département COMPTABLE

CADRE COMPTABLE réassurances cessions

MISSION :
- suivi des règlements,
- vérification des virements

PROFIL :
- BAC + 2,
- expérience 3 à 4 ans dans ce secteur d'activité.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à Préservatrice Foncière Service Recrutement - 18, rue de Londres 75457 PARIS CEDEX 09.

Assistante d'un chasseur de têtes

Pour une secrétaire de direction (Bac+10 ans d'expérience, pratique de l'anglais) dans le 8ème, c'est l'opportunité d'une collaboration très personnalisée au sein d'une petite équipe de classe.

De la présence, de la vivacité d'esprit, beaucoup de rigueur, de l'aisance dans les contacts à haut niveau, une bonne capacité de rédaction, le sens de la confidentialité, l'intérêt pour la vie des affaires.

Adressez CV, lettre, photo, prétentions sous réf. 1563M à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

ASSOCIATION CULTURELLE
recherche
pour service théâtre et conférences, personne capable d'animer programmation et suivi billeterie.

Env. C.V. et prétentions ARTS ET VIE
39, r. des Favorites, 75015 PARIS

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle
— Logiciel de base (mini-micro)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

— Option : informatique, automatique, électronique.

DES DUT INFORMATIQUE

— Débutants à 3 ans d'expérience.
Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec c.v. à AXIAL Pub., s/réf. 5564, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra

---

Association culturelle de voyages
recherche
Pour son service information *édition*, personne bon niveau responsable, équilibrée disponible en juillet et août, susceptible de s'intégrer dans groupe de conception et confection de brochures.
Exp. et dactylo appréciées.

Envoyer C.V. et prétentions ARTS ET VIE, 39, rue des Favorites, 75015 PARIS.

ENTREPRISE banlieue Sud de Paris
recherche

CHEF COMPTABLE

Expérience : 5 ans

Adresser C.V. à Mme MARX, Expert comptable, 77, rue Lafayette, 75009 Paris

---

RECHERCHE pour gérer une conces. automobile

ANCIEN CONCESSION. OU GESTIONNAIRE

d'une grosse affaire.
Salaire suivant capacité.
Ecr. sous réf. 2264 à DEER, 72, bd Sébastopol, 75003 PARIS.

Groupe presse catholique cherche

CADRE CCIAL OU ANIMATEUR

pr. organisation et développement réseau militant vte directe Paris + déplacements Province notamment Week-ends.
Ecrire + C.V. sous nº T 043.056 M.
RÉGIS PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris 2e

Recherche RESPONSABLE COMMERCIAL ET PEDAGOGIQUE avec licence anglais.
Env. C.V. + lettre à LOGOS INTERNATIONAL, B.P. 114 75749 PARIS XVe.

BANQUE PRIVÉE PARIS 8e

recherche

CADRE CLASSE V

connaissant l'ensemble des opérations bancaires et faisant preuve d'aptitude au commandement pour animer les services de l'agence centrale.
Formation supérieure souhaitée, expérience et autorité indispensables

Adres. lettre manuscrite et C.V. à DELORME s/réf. nº 2025 38, rue de la Victoire, 75009 Paris, qui transmettra.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	La Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

Psychol. nbx travx rech., créateur du Test Graphométrique, ch. Editeur pr manuscrit synthèse, 30 ans rech. ds le monde entier sur « Psychol. de l'écriture ». Ouvr. niv. Doctorat, mais access. à ttes pers. cultiv. **GRANDE PREMIÈRE.**
Ecrire : LABORATOIRE DE RECHERCHES PSYCHOMÉTRIQUES
26, rue des Montibœufs – 75020 PARIS
Collab. évent. collec. Sci. Hum.

Femme 31 ans, DECS, cadre administratif et financier recherche emploi. Tél. 843-79-43 après 19 h.

Jeune Femme 28 ans, licence Sc. éco., DESS de démographie + stage analyste programmeur, recherche situation. Ecr. s/nº 2.333 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Femme 21 ans, sérieuse, bonne présentation, niv. BAC, connaiss. dactylo, cherche emploi bureau, même temporaire. Ecr. s/nº 6.561 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ARCHITECTE D.P.L.G. confirmé
- Expérience et références 1er ordre dans domaines diversifiés.
- Dynamisme et sens relations humaines.
- Créativité positive.

Etudie toutes propositions.
Ecrire sous le numéro 6.350 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

E.S.C.P. 48 ANS
Licencié en droit. Anglais, espagnol parlés couramment.
25 ans d'expérience technico-commerciale, industrielle, financière, contrôle de gestion et direction du personnel, dans toutes les branches de l'électronique.
Offre ses services à société ayant problèmes de reconversion, d'assainissement, d'accroissement de part de marché, d'implantation à l'étranger ou tous problèmes liés à l'évolution technologique.
Peut fournir de nombreuses références.
Libre rapidement.
Écrire s/nº 6.550 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

VOTRE FUTUR COLLABORATEUR
IL EST FRANÇAIS
IL A 45 ANS
C'EST UN HOMME DE TERRAIN EXCELLENT NÉGOCIATEUR et BON GESTIONNAIRE.
Il a plus de 15 ans d'expérience réussie du commerce international.
Il est trilingue ANGLAIS/ESPAGNOL.
Il est fiable et dynamique et peut prendre en charge votre département EXPORT ou collaborer étroitement avec la D.G.
Envoyer propositions sous réf. 1472 à : CENTRE DE PSYCHOLOGIE ET D'EFFICIENCE, 17, rue Acacias, 75017 PARIS qui recommande et transmet.

JEUNE AGRÉGÉE LETTRES Ancienne Normalienne parlant couramment anglais, dynamique sens responsabilités. Ch. emploi, Relations Humaines.
Ecrire sous le nº T 043.095 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Docteur en Droit, 35 ans, H. de contact, d'analyse, de synthèse, 5 ans exp. juridique administr., ocial, bancaire. Anglais, espagnol. Ch. poste à responsab. secrétariat général entreprise, bque ou cabinet.
Ecrire sous le nº 11.898 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE DIRIGEANT
– Développement, animation gestion filiales.
– Logistique, transports Secteurs : Distribution grand public et entreprises, agro-alimentaire.
ESCP, format. complémentaire, 44 ans, anglais, allemand courants, étudierait toutes opportunités réelles. Ecrire nº 82.368 Contesse, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

JOURNALISTE DOUBLE EXPÉRIENCE
REPORTER PHOTOGRAPHE SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
5 ans d'expérience dans presse quotidienne nationale et régionale. Pratique de l'édition. Etudierait toutes propositions. Pour poste fixe.
Ecr. s/nº 2.340 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur chimiste, diplômé, 40 ans, expérience : méthodes organisation. Etude des coûts et des produits ateliers, peinture automobile, recherche poste à responsabilités sur Paris et proche banlieue. Rémunération 200.000 F. à débattre.
Ecrire sous le nº 11.874 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE FINANCIER EXPORT F. 41 ans, plusieurs années exp. société ingénierie Lic. Droit rédaction, négociation, contrat, budget. Très. COFACE, cacul actuariat relat. banques administ., etc. Connais. parf. angl., arabe parlé, ch. poste adéquat.
Ecr. s/nº 2.316 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame, cinquantaine, très bon niveau culture générale, dactylo recherche temps partiel, emploi vendeuse, secrétaire préférence librairie, disques, meubles et cadeaux. Téléphone : 975-97-57.

H. 35 ans, bonne présentation, cherche place secrétaire particulier. Anglais, facilité rédaction, courrier dactylo. Permis conduire. Tél. : 525-89-45.

ANALYSER GÉRER INFORMER RENTABILISER
Pharmacien I.P.I., 39 ans, ayant expérience marketing et vente en milieu industriel et commercial. Recherche équipe à valoriser. Tél. : 899-02-04.

J.F. 30 ans, maîtrise de Droit. Exp. cab. d'avocats et entrep. recherche poste stable de JURISTE sur Paris ou sa banlieue. Téléphone : 303-40-86.

J.F. 23 ans, DEUG espagnol, DEUG italien, bon niveau anglais, diplômes traducteur, cadre du commerce extérieur chambre commerce espagnole cherche emploi Paris, province, étranger, export, tourisme. Ecr. s/nº 2.320 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

STATISTIQUE
J.H. 28 ans, maîtrise de maths, DESS de démographie, diplôme de stats appliquées, connaît anglais, Basic, Fortran, Apl., cherche poste chargé d'études. Ecr. s/nº 2.311 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

capitaux propositions commerciales

Vous cherchez une relation d'affaires en Suisse ? Maison indépendante avec siège près de Bâle vous offre ses services. Offres s/nº A 03-355.170 à : Publicitas – 4010 Bâle Suisse.

DEVENEZ PATRON 100 IDÉES + 2 Gpour votre réussites pour 298 F à Media Inter 14, rue des Bourdonnais 75001 PARIS

formation professionnelle

DROIT SOCIAL et GESTION DU PERSONNEL
Stage : 14, 15, 16 décemb. 83
INFORTEC GESTION 508-96-94
10, rue St Marc, 75002 PARIS

propositions diverses

TROUVER UN EMPLOI
LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 – PARIS

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C. 16) Boîte Postale 402/09 PARIS.

travail à domicile

Secrét. tape sur I.B.M. 82 C. Ts trav., manusc., thèses, etc. Tarifs intéress. – 840-42-41.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A vendre R5 TS, mod. 80, 7 CV poic. T.O., Vitres teintées 86.000 km. Px 21.000 F. Téléphone : 695-32-37.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

LUXEMBOURG A SAISIR Studio, bains, moquet., asc., lumineux. T. le matin, 326-11-72.

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, rue Poliveau
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate 3-4-5 P. et DUPLEX.
Vis. tém. ts les jours 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

SUR LES QUAIS VUE SUPERBE
Beau 3 pièces, caractère charme, parfait état. 825 000 F. Visite ce jour 13-15 h. 1, rue du Petit-Pont PROMOTIC 553-14-14.

6e arrdt

ST-GERM. 5 P., 145 m², 2e, asc.
DUROC 5 P., 150 m² s/jardin.
SÈVRES 5 P., 175 m², b. état.
MONTPARN. 6 P., 180 m².
RAPP Bel imm. 5 P., 210 m².
BELLECHASSE 7 P., 180 m².
DUROC 7 P., 210 m², b. plan.
MONTPARN. 8 P., 240 m².
LITTRE 544-44-45.

MONTPARNASSE-RASPAIL 4 P., 79 m², imm. pierre balcon VUE LITTRE 544-44-45.

Près PLACE FURSTEMBERG CHARME CARACTÈRE Très calme 4 P., 125 m², 4e ét. Sans Px élevé justifié. DORESSAY 624-93-33.

VANN. 109 m². Lux. 354-95-10. **PLEIN CIEL. ASC.**

8e arrdt

Mº Europe. Gd séjour dble + 2 chbres, 115 m², 2e ét., calme. 950.000 F. 622-22-56.

11e arrdt

RÉPUBLIQUE
Dans imm. pierre de taille. Bourgeois s/av. et petit jardin, grand 5 pièces, 145 m². A SAISIR 1.100.000 F. SIMRA 355-08-40.

12e arrdt

PICPUS/DAUMESNIL
Dans imm. brique pptaire vd 3 P., entrée, cuis., s. de bs, w.-c., 61 m², occupé, bail jusqu'en déc. 84. 500-64-00.

14e arrdt

ST-JACQUES duplex 3/4 P., ét. élevé, 2 bs, parkg, cave. 1.270.000 F. 548-72-36.

MONTPARNASSE
Neuf, 2 P., 47 m², s/jard., 640.000 F. Tél. : 225-32-25.

Mº PLAISANCE, NEUF
livré janvier 84, vue dégagée, plein sud, du 3 au 6 P. dont un duplex terrasse à partir de 835.000 F. Tél. 225-32-25.

PROX. DENFERT 5 P.
105 m². Caractère, 354-42-70

Près Denfert, immeuble 1930, calme, grand 3 pièces cuisine, salle d. bs, chf. collectif, 1er ét., clair. 550.000 F. A rénover. Tél. (16-61) 73-25-25 le soir.

15e arrdt

Métro BOUCICAUT. 2-3 P. 7e ét. petite terrasse. Jean FEUILLADE. 566-00-75.

GRAND 2 PIÈCES
dans imm. stdg. Vue dégagée, soleil, tout confort, 570.000 F. PARIMMO 554-70-72.

Square DESNOUETTES, 2 P., tt cft 43 m², refait neuf. Plein soleil. 380.000 F. 622-22-56.

16e arrdt

BOULEVARD LANNES
Gd living s. à m., 2 chbres, chambre de serv., 2 parkings. GARBI 567-22-88.

PASSY 46 m², calme, 2 P., cuis., salle d'eau, cave standing. Px 475.000 F. SABIM 540-84-40.

17e arrdt

45 BIS, AV. VILLIERS
Mº MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITATION
Vis. lundi-mardi 13 h 30-17 h.

20e arrdt

Mº MARAICHERS, studio tout équipé, neuf, petit imm., 140.000. Pptaire 590-66-06.

92 Hauts-de-Seine

RUEIL-MALMAISON Appartement 6 pièces, grand séjour, 4 chambres, 129 m² + balcon, petit immeuble p. de taille, près lycées, commerces. T. 751-60-67/058-61-20.

Province

VAR LA SEINE-SUR-MER APPT. type..., cellier, loggia vue mer. 399.000 F. Tél. (94) 87-88-84 ap. 18 h.

appartements achats

SOCIÉTÉ PAIE COMPTANT APPARTEMENTS PARIS-12e ET VAL-DE-MARNE. 346-88-53.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-PICQUET, 15e. 566-00-75. Paie comptant 15e-7e arrdts. APPARTEMENTS grandes surfaces et IMMEUBLES.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine 75008 PARIS rech. URGENT APPART 180 à 220 m² ACHAT ou 16e-8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

AGENCE LITTRÉ
rech. pr clientèle très sérieuse APPTS TOUTES SURFACES QUARTIERS RÉSIDENTIELS
544-44-45

GROUPE DORESSAY
RECH. POUR AMBASSADE
– HOTEL PARTICULIERS
– APPTS DE 5 A 8 PIÈCES
– PIED-A-TERRE.
624-93-33.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

Région parisienne

EXCEPTIONNEL ST-GERMAIN-EN-LAYE
PLACE DU CHATEAU
Dans imm. grand luxe, APPTS de caractère, 3 et 5 pièces. Bur. location, s/pl. mercredi et vendr. 11/13 h – 15/19 h.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris recherche du STUDIO ★LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

locations non meublées demandes

Paris

Rech. auprès pptaires pour cadres et employés mutés. IMPORTANTE Administration appts ttes catégories et villes. 534-01-34. pte 12.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine. 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates. APPARTS, HOTELS PARTIC. et BUREAUX.
LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

Région parisienne

Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

pavillons

CHELLES 77. Vds pavillon sur 600 m², jard. planté, 2 chbres, séjour double, w.-c., salle-d-bs couleur, cuis. équipée, chffage gaz, ss-sol : bur., cellier, garage. Prix 560.000 F. T. 020-21-54 ou 782-30-19.

propriétés

LUBERON, VILLAGE CLASSÉ Maison de caractère, living, 3 chambres, 2 salles de bains, terrasse, chf., parfait d'état, vue superbe, 650 000 F part. à part. Téléph. : 540-57-98.

terrains

91 CORBEIL BORD DE SEINE
Particulier vend terrain boisé de 2.300 m² comprenant 3 parcelles contiguës séparables avec 2 maisons libres. Belle vue impren., charme. Visible sam. Tél. : (1) 707-46-84 ap. 21 h.

viagers

Étude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris 11e. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

F. CRUZ. 266-19-00.
8, rue La Boétie, 8e.
Px rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

La Varenne-St-Hilaire, maison caractère 4 P., beau jard. Occupé Fme 73 a. 200,000 F + 2.700/ms. CRUZ 266-19-00

5e CARDINAL LEMOINE – 3 P. tt cft, bel imm. p. de taille, 130 000 + 2 800 F. Occupé couple 71/73 ans – CRUZ 8, rue La Boétie – 266-19-00.

bureaux bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL De 100 F à 200 F H.T. TOUTES DÉMARCHES 10e, 12e. S.D.M. 340-24-54.

8e COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F-350 F PAR MOIS
A.F.C. 359-20-20

DOMICILIATION DANS LE 16e
Inscription R.C. immédiate. Location burx à l'heure télex. TÉL. 651-29-77

BUREAUX MEUBLÉS à Paris-8e, 8e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e à partir de 80 F. Ts services. Constitution Sté. 763-47-14.

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 150 à 200 m²
Bureaux quartier affaires.

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES – 723-82-10

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de société. G.S.M.P., 54, r. de Crimée, 19e Téléphone 607-62-00 TELEX.

locaux commerciaux

Ventes

QUARTIER DE L'EUROPE GARE SAINT-LAZARE

LA S.N.C.F. PROPOSE :

La concession de locaux d'une superficie utilisable totale de 10 200 m² environ à usage de :

PARKING PUBLIC
STATION SERVICE
(sans vente de carburants)

– ATELIER DE CARROSSERIE-MÉCANIQUE
– MAGASIN DE VENTE DE VOITURES
– PIÈCES DÉTACHÉES ET ACCESSOIRES

Adresser candidature pour le 1er décembre au plus tard à M. le Directeur de la Région de Paris-Saint-Lazare
S.N.C.F. - Service Domaine
Gare de Pont-Cardinet
boulevard Pereire, 75017 PARIS.
Téléphone : 285-88-00, poste 33-44.

PLACEMENT PARIS-9e local 100 m², loué 3, 6, 9. 25.000 F/an. Prix 430.000 F. ...NERET 225-82-20.

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLE LIBRE même av. gros travx, Paris, banl. 590-66-06 de 7 h à 21 h.

INFORMATIONS « SERVICES »

EN BREF

CONFÉRENCES

WILHELM REICH. — L'Institut-Wilhelm Reich organise deux conférences : le 16 novembre, Thierry Carrasco-Sanz, psychologue, présente « W. Reich, sa vie, son œuvre » ; le 7 décembre, Jacques Lesage de La Haye, psychologue, « Les frustrations sexuelles ».

★ **28, rue des Acacias, 75017 Paris. Tél. : 380-26-93.**

PSYCHOLOGIE HUMANISTE. — L'Association française de psychologie humaniste communique *le programme de ses conférences.* Le 17 novembre, Jacqueline Barbin et Philippe Girod, psychothérapeutes, présentent un atelier d'exercices bio-énergétiques. Le 1er décembre, Guy Lafargue, analyste, explique comment l'argile peut servir le développement personnel, et la gestalt-thérapie chemin de vie, est étudiée le 15 décembre par André Moreau, psychiatre.

★ **11, rue Dalou, 75015 Paris. Tél. : 306-80-44.**

DOCUMENTATION

ENTREPRENDRE AUX ÉTATS-UNIS. — La groupe Auguste-Thouard et le C.N.P.F. (direction des relations internationales) viennent de publier le guide pratique « Entreprendre aux Etats-Unis » destiné aux entreprises françaises et européennes susceptibles de s'implanter ou de se développer aux Etats-Unis.

★ **Auguste-Thouard S.A., Frédéric Daniel (tél. : 265-54-07) ; C.N.P.F., service de presse (tél. : 723-61-58).**

ENTRAIDE

ENFANTS SANS FRONTIÈRES. — Deux concerts exceptionnels seront donnés les 14 et 15 novembre, à 20 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris, au profit de l'association S.O.S. *enfants sans frontières.* Ces soirées seront présidées par Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé. Au programme : Vivaldi, Bach, Satie, ainsi que des compositions de MM. Benoît Kaufman et Georges Schmitt avec la participation des Chœurs de l'armée française. Les billets (100 F) sont délivrés à l'église Saint-Germain-des-Prés de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 18 heures.

LOISIRS

LA FOIRE AUX SKIS. — Le Club alpin français (CAF) organise, le samedi 19 novembre de *12 heures à 18 heures, une foire aux skis et au matériel d'alpinisme* dans ses locaux de la rue La Boétie à Paris. Les collectionneurs et les petits malins pourront y vendre, *y acheter ou y échanger* des vieux skis à étriers, qui font si bien au-dessus d'une cheminée, tout comme des broches à glace ou des crampons. Dépose possible et gratuite du matériel les 10, 15, 16, 17 et 18 novembre de 12 heures à 18 h 30. Le CAF se charge de vendre le matériel si son propriétaire ne peut être présent le jour de la foire. Entrée libre.

★ **CAF, 7, rue La Boétie. 75008. Tél. : (1) 742-36-77.**

PEINTURE, ÉQUITATION, MOTO. — Le centre d'animation et de loisirs de Nogent-sur-Oise (CAEL) a repris ses activités destinées aux jeunes et aux adultes : dessin et peinture, reliure, sculpture sur pierre, guitare classique, danse, équitation, moto, yoga, photo. S'adresser au centre pour connaître l'éventail complet des stages.

★ **CAEL, 1, boulevard Branly, 60100 Nogent-sur-Oise, tél. : 471-49-50.**

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des samedis 12 et dimanche, 13 novembre :

UN DÉCRET

● Portant application de l'article L. 351-16 du code du travail (allocation en cas de perte d'emploi).

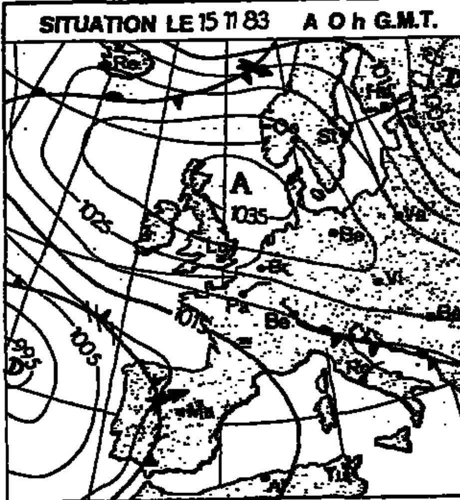
UN ARRÊTÉ

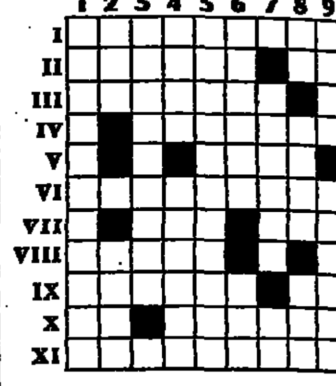
● Portant application de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

UNE CIRCULAIRE

● Relative au transfert de compétences dans le domaine de l'action sociale et de la santé.

MÉTÉOROLOGIE





Évolution probable du temps en France entre le lundi 14 novembre à 0 heure et le mardi 15 novembre à minuit.

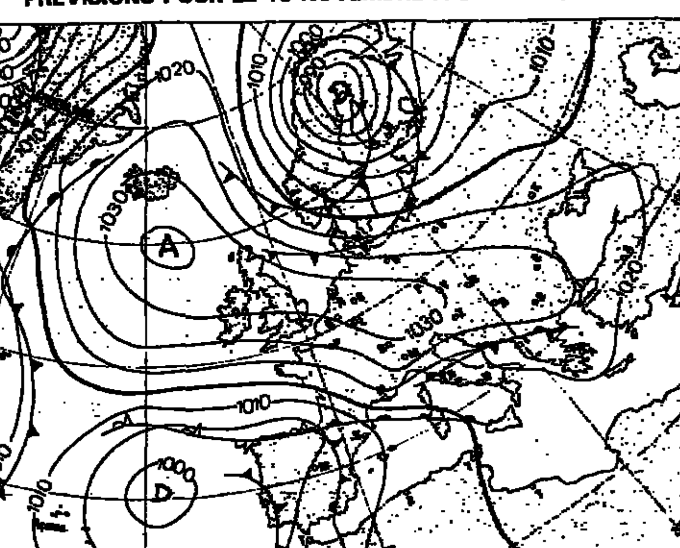
Le temps sur le pays dépendra, d'une part, de l'anticyclone s'étendant du sud de l'Islande au nord de l'Europe, d'autre part, de la dépression centrée à l'ouest de la péninsule ibérique et dirigeant des remontées d'air chaud et humide vers nos régions méridionales.

Mardi, en liaison avec la dépression précitée, un temps perturbé concernera les régions s'étendant au sud de la Dordogne, le sud du Massif Central et le Languedoc-Roussillon avec un ciel très nuageux à couvert, du vent d'autan assez fort avec rafales, des précipitations. En journée, ce temps gagnera la Corse et le littoral méditerranéen avec du vent d'est assez fort ; en soirée, le sud des Alpes et le Vivarais. Les précipitations seront plus marquées au sud de la Garonne et sur les Cévennes. De la neige tombera à partir de 1000 mètres sur le Massif Central, 2000 mètres sur les Pyrénées.

Ailleurs, le temps froid persistera avec des gelées un peu plus fortes, sauf sur les régions côtières. Il sera ensoleillé, sauf du Lyonnais au Limousin où il sera brumeux encore le matin puis gris. Les vents d'Est modérés à assez forts faibliront en journée.

Les températures minimales seront de 8 à 10 degrés sur la Corse et le littoral méditerranéen, 5 à 8 degrés sur le Sud-Ouest, 2 à 6 degrés de la Bretagne au sud du Massif Central, — 5 à — 6 degrés dans le Nord-Est, — 2 à — 3 degrés ailleurs. Les maxima seront de 15 à 18 degrés sur les régions à temps *perturbé,* 4 à 7 degrés *sur la moitié* Nord-Est, 9 à 12 degrés dans la zone intermédiaire.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 14 novembre à 7 heures : 1022,8 millibars, soit 767,2 millimètres de mercure.



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours *de la journée du 13 novembre* ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14 novembre) : Ajaccio, 18 et 8 ; Biarritz, 20 et 10 ; Bordeaux, 14 et 5 ; Bourges, 6 et 4 ; Brest, 10 et 2 ; Caen, 8 et 0 : Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 6 et 4 ; Dijon, 5 et 1 ; Grenoble, 7 et 0 ; Lille, 6 et — 3 ; Lyon, 7 et 5 ; Marseille-Marignane, 16 et 12 ; Nancy, 4 et — 4 ; Nantes, 7 et 2 : Nice-Côte d'Azur, 14 et 11 ; Paris-Le Bourget, 6 et — 1 ; Pau, 22 et 7 ; Perpignan, 16 et 12 ; Rennes, 7 et 0 ; Strasbourg, 5 et — 3 ; Tours, 6 et 2 ; Toulouse, 17 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 10 degrés ; Amsterdam, 4 et — 3 ; Athènes, 12 et 10 ; Berlin, 2 et — 5 ; Bonn, 6 et — 5 ; Bruxelles, 4 et — 4 ; Le Caire, 22 et 16 ; îles Canaries, 29 et 20 ; Copenhague, 2 et — 6 ; Dakar, 29 et 25 ; Djerba, 20 et 10 ; Genève, 7 et 4 ; Jérusalem, 14 et 10 ; Lisbonne, 18 et 14 ; Londres, 10 et 3 ; Luxembourg, 3 et — 5 ; Madrid, 18 et 11 ; Moscou, — 7 et — 11 ; Nairobi, 29 et 14 ; New-York, 5 et — 2 ; Palma-de-Majorque, 13 et 8 ; Rome, 15 et 9 ; Stockholm, — 1 et — 6 ; Tozeur, 23 et 12 ; Tunis, 21 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3580

HORIZONTALEMENT

I. Travaille dans les filatures. — II. Mal barré. Degré. — III. Ce n'est qu'un jeu. — IV. Avec eux, un bouc peut devenir chèvre. — V. Ancienne équipe d'Angleterre. — VI. Développement de pellicules. — VII. Ce n'est certainement pas un trou perdu. Article. — VIII. Il s'en dégage un certain rayonnement. — IX. Genre de femme qui donne des idées aux hommes. Ordre de départ. — X. Fin d'un accord. Ne manquent donc pas de souffle. — XI. C'était une véritable merveille.

VERTICALEMENT

1. Tout garçon digne de ce nom ne saurait en être privé. — 2. Pièce de collection. A mettre dans la liste des commissions. — 3. Accident de la circulation. — 4. Etait toujours le premier à faire la bise. Plateaux de « bouffes ». — 5. Manières de se montrer plein tout en étant creux. — 6. Avoir le désir de bien faire ou de mal faire. Tranche. — 7. Terre étrangère. Partie du mètre. — 8. Apprécié d'une certaine manière. Va, court mais ne vole pas. Met les voiles. — 9. Font monter la température. Transport aérien.

Solution du problème n° 3579

Horizontalement

I. Fertilisation. — II. Leurrer. Serrage. — III. Attiédis. Ame. An. — IV. Ti. Aser. Aigre. — V. Toits. Nia. Ou. — VI. Ennéades. Valeur. — VII. Os. On. Rêver. — VIII. Réussite. Néréis. — IX. Scie. Gêneurs. No. — X. Atrides. Ode. — XI. Guerre. Gê. Epieu. — XII. Etuis. Amnésie. — XIII. Se. Blets. Is. — XIV. Tuner. Osé. Noël. — XV. Eros. Aï. Etonnée.

Verticalement

1. Flatteurs. Geste. — 2. Eetion. Ecouteur. — 3. Rut. Inouï. Eu. No. — 4. Tristesse. Rires. — 5. Ire. Sa. Ars. — 6. Léda. Doigté. — 7. Iris. Enter. Aloi. — 8. Sens. Enigmes. — 9. As. Ri. Edentée. — 10. Tea. Avenue. Es. — 11. Irma. Averses. No. — 12. Oreillers. Pilon. — 13. Na. Ere. Oie. En. — 14. Garou. Inde. Ile. — 15. Meneur. Sœurs.

GUY BROUTY.





Le Monde

économie

MARCHÉ COMMUN

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

La Commission impose de nouveaux prix minimaux

BRUXELLES (Communautés européennes). – La Commission de Bruxelles effectue une nouvelle tentative pour sauver la sidérurgie européenne de la catastrophe et éviter l'éclatement de la CECA : prenant acte de la détérioration des prix au cours du second semestre 1983, elle vient de décider d'imposer à partir du 1er décembre des prix minimal dans les transactions portant sur les produits plats, soit environ la moitié du marché, et, de façon plus générale, de renforcer sensiblement sa tutelle sur les entreprises sidérurgiques de la Communauté. C'est là la sanction de l'impuissance des industriels des Dix à s'entendre pour appliquer de manière concertée le contingentement obligatoire de la production, mis en place depuis trois ans par la commission.

De notre correspondant

Depuis novembre 1982, pour accompagner le système des quotas de production, la Commission, après consultation des pouvoirs publics et des professionnels, y compris des utilisateurs, fixe des *« prix d'orientation »* pour les principaux produits sidérurgiques. Les barèmes des prix des producteurs sont en principe établis en fonction de ces prix d'orientation. Or, *un an plus tard,* on constate, s'agissant des produits plats, que les prix de marché sont très inférieurs aux prix d'orientation. *« Depuis juillet, on assiste à une érosion, puis à une dégringolade des prix qui confine à la chute libre »,* a commenté M. Davignon, le vice-président de la commission chargée de la politique industrielle. Comment expliquer cette « panique » qui intervient au moment où l'on distingue une reprise de l'activité économique ? M. Davignon met en cause *« les mauvaises relations entre les sidérurgistes »,* mais aussi les incertitudes qui pèsent sur le marché du fait des hésitations des gouvernements. En effet, ceux-ci, en juillet dernier, ont refusé de proroger le plan anticrise jusqu'à la fin 1985 comme le demandait la Commission, et n'ont accepté qu'une reconduction de six mois. La baisse des prix est catastrophique : elle prive les entreprises de l'argent nécessaire à l'exécution des programmes de restructuration, qui demeure l'objectif prioritaire de la Communauté. Ces programmes devraient être menés à leur terme d'ici à la fin de 1985. Elle les incite, pour récupérer le manque à gagner, à dépasser leurs quotas, et donc à encore accentuer la tendance à la baisse. Elle fait resurgir le danger fatal de recloisonnement des marchés, chaque gouvernement étant tenté de faire porter la responsabilité des difficultés constatées chez lui, sur le débordement des industriels des pays voisins. Telle fut, en particulier, ces derniers mois, menace à l'appui, l'attitude du gouvernement fédéral.

Pour enrayer *« cette psychose que les sidérurgistes ne sont pas capables d'arrêter »,* comme le dit M. Davignon, la Commission, conformément à la possibilité offerte par l'article 61 du traité de Paris, va donc décider l'application de prix minimaux aux coils, aux tôles fines à froid, aux tôles fortes, et peut-être aux poutrelles. Deux dispositions seront prises pour s'assurer que cette décision sera respectée :

1° Les entreprises devront déposer chaque mois une caution de 45 ECU (1) par tonne de produits plats livrée sur le marché des Dix ; la caution sera remboursée le mois suivant si aucune anomalie n'a été constatée. M. Davignon estime que, d'une façon générale, cette obligation n'affectera pas la trésorerie des entreprises, ne serait-ce que dans la mesure ou elles profiteront du redressement des prix ;

2° La commission entend faire vérifier par des personnes assermentées les facturations, ainsi que les acquittements.

Confrontée à l'indiscipline grandissante des entreprises, la Commission veut de surcroît rendre plus rigoureux le système des quotas de production. Afin d'assurer une meilleure transparence du marché, et ainsi de mieux éviter les détournements de trafic, les dépassements, les rabais, elle souhaite que les produits sidérurgiques commercialisés soient munis d'un certificat d'accompagnement. Elle a élaboré des propositions dans ce sens au début de l'année, mais les discussions au sein du conseil des ministres, qui doit rendre un *« avis conforme »,* s'éternisent.

La Commission renforcera également les contrôles afin d'éviter la fraude qui consiste à déclarer indûment des produits vendus comme deuxième choix, ce qui autorise à pratiquer des prix plus bas.

C'est en principe les 28 et 29 novembre que le conseil des ministres des Dix se prononcera sur le renforcement du plan anticrise ainsi voulu par Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) 1 ECU = 6,80 F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,1185	8,1210	+ 170	+ 200	+ 330	+ 375	+ 940	+ 1060
$ can.	6,5690	6,5725	+ 140	+ 185	+ 310	+ 365	+ 880	+ 1005
Yen (100)	3,4570	3,4600	+ 165	+ 190	+ 330	+ 365	+ 995	+ 1060
DM	3,0400	3,0425	+ 160	+ 180	+ 310	+ 335	+ 925	+ 985
Florin	2,7150	2,7165	+ 130	+ 150	+ 265	+ 290	+ 785	+ 840
F.B. (100)	14,9700	14,9770	+ 380	+ 470	+ 715	+ 860	+ 1730	+ 2070
F.S.	3,7605	3,7640	+ 260	+ 290	+ 515	+ 545	+ 1500	+ 1580
L. (1 000)	5,0155	5,0190	– 200	– 160	– 410	– 360	– 1320	– 1200
£	12,0000	12,0900	+ 290	+ 355	+ 620	+ 705	+ 1815	+ 2025

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 9/16	[illegible]	9 3/4	10 1/8
DM	5 5/8	6	5 5/8	6	5 7/8	6 1/4	5 7/8	6 1/4
Florin	5 1/4	6	5 5/8	6 1/4	5 7/8	6 1/2	6 3/16	6 13/16
F.B. (100)	8 1/4	9 1/4	8 1/2	9 1/4	8 3/4	9 5/8	9 1/2	10 1/4
F.S.	1 7/8	2 3/8	3 5/8	4	3 7/8	4 1/8	[illegible]	4 3/8
L. (1 000)	16	17	16	17 1/8	16 1/2	17 3/8	17 1/8	18
£	8 13/16	9 7/16	8 15/16	9 9/16	9	9 5/8	9 1/8	9 3/4
F. franç.	12	12 3/4	11 7/8	12 5/8	12 1/4	13	13 5/8	14 3/8

ÉNERGIE

M. Valbon quitte la présidence des Charbonnages de France

(Suite de la première page.)

Aussi, depuis près d'un an, le gouvernement patauge, convaincu qu'il faut, au plus vite, « arrêter les frais », mais muselé par ses engagements passés et son alliance avec les communistes. Pourtant, de petites phrases en phrases au point, le schéma d'une nouvelle politique charbonnière « réaliste » s'est dessiné au fil des mois au point de devenir aujourd'hui presque limpide : *« Le président de la République a posé le problème en termes clairs : ou on ferme les puits et on va jusqu'au bout de la nuit, vers un devenir inéluctable, ou bien, et c'est là le choix du gouvernement, on limitera le déficit* (des Charbonnages de France) (...) *et avec l'argent que de toute façon on aurait consacré au déficit* (...) *on construira, on réalisera, on animera, on relancera cette région et les activités nouvelles »,* a déclaré le même M. Mauroy le 5 novembre 1983 à Lille.

Pourtant jusqu'ici personne, au sein du gouvernement, de la direction de C.D.F. ou des régions, ne s'est résolu à aller jusqu'au bout en annonçant les conséquences inévitables de ce retournement : fermeture nécessaire des puits les moins rentables et suppressions d'emplois par milliers dans des régions déjà fort touchées par le chômage (Nord, Pas-de-Calais, Centre, Midi). C'est que les ministres sont aussi des élus et les régions touchées des bastions de la gauche.

L'heure des comptes est venue. Le projet de loi de finances pour 1984 de l'industrie sera débattu mardi 15 novembre à l'Assemblée nationale. Il prévoit pour C.D.F. une subvention globale de 6,5 milliards de francs, soit le même montant que l'an passé. Le gouvernement a donc choisi, car, dans ce cadre financier étroit, les engagements pris en 1981 ne pourront être tenus : soit on maintient la fameuse aide à la thermie actualisée (4,02 centimes pour 1984), et il faut, pour tenir, que C.D.F. réduise sa production de 15 à 20 %, soit on laisse inchangé le volume de la production (autour de 18 millions de tonnes), et le montant de l'aide à la thermie diminuera, aggravant le déficit – et l'endettement – de C.D.F. jusqu'à des niveaux insupportables.

Les députés de la majorité cautionneront-ils ce retournement ? On voit mal à vrai dire, les communistes, engagés jusqu'au cou dans la défense à tout prix du charbon, accepter sans broncher ces perspectives. Mais donner en 1984 une « rallonge » à C.D.F. ne serait que reculer pour mieux sauter, car, on le sait aujourd'hui, le coût d'une relance véritable des charbonnages dépasse très largement les sommes disponibles au sein du budget.

Il suffit pour le comprendre d'observer ce qui s'est passé depuis deux ans. Conformément aux engagements pris, des sommes très importantes ont été dégagées en faveur de C.D.F. : 5,85 milliards de francs en 1982 (contre 4,09 milliards en 1981), 6,5 milliards en 1983, ce qui, compte tenu des charges non liées à l'exploitation (pensions, entretien des logements des retraités, etc.), représentait un accroissement très net de l'aide directement consacrée à l'exploitation : de 1,71 milliard en 1981, celle-ci est passée à 3,39 milliards en 1982, puis à 3,7 milliards en 1983...

Pourtant, en dépit de la reprise de l'embauche dès la fin 1981, la production n'a pas augmenté : 20,1 millions de tonnes en 1981, 18,3 millions de tonnes en 1982, probablement un peu plus de 18 millions de tonnes en 1983. Pis, le déficit de C.D.F., après aide de l'État, s'est lourdement aggravé : 66,7 millions de francs en 1981, 691,2 millions de francs en 1982 et probablement 1,8 milliard en 1983. Résultat, un endettement galopant (17 milliards de francs fin 1983 contre 9 en 1980) qui n'a pas servi à augmenter comme il aurait fallu les investissements – condition indispensable d'une vraie relance – mais à combler le déficit.

Le poids du passé

Pourquoi ? Le *« poids du passé »,* grognent les syndicats et le P.C. C'est un fait. On ne renverse pas d'un revers de main vingt-cinq ans de politique totalement orientée vers la récession. Depuis la fin des années 50, les investissements consacrés à la production ont régulièrement diminué jusqu'en 1979 (pour se retrouver à cette date en dessous du niveau atteint en ... 1952 !) et n'ont recommencé à progresser en francs courants que depuis cette date. Le blocage quasi total de l'embauche – sauf en Lorraine – et la fusion constante des effectifs – dans le Nord, les Houillères, qui employaient deux cent mille personnes à la Libération, ne comptent plus que vingt mille salariés – ont entraîné un vieillissement du personnel et contraint C.D.F. à une gestion des effectifs extrêmement délicate et coûteuse. La recherche, en matière d'exploitation, de matériel, d'utilisations nouvelles du charbon, a été quasiment inexistante. Enfin, le statut du mineur, qui implique l'interdiction de licencier, le logement, le chauffage et les soins médicaux gratuits, pour les actifs *et* les retraités, pensionnés ou veuves, a imposé à l'entreprise des charges énormes, exorbitantes même par rapport à la moyenne des entreprises « normales ». L'entretien des quelque cent cinquante mille logements de fonction, de kilomètres de voirie, la prise en charge par C.D.F. du coût des mises en préretraite, des frais de formation des mineurs (7 % des charges de personnel), etc., et le maintien de structures très lourdes, héritées du passé, font peser des charges fixes extrêmement importantes sur l'entreprise et réduisent d'autant les sommes libres pour l'exploitation.

Mais ce n'est hélas ! pas tout. Car la géologie a ses raisons que l'économie ne connaît pas. Mis à part la Lorraine et la Provence, où les gisements se prêtent à une exploitation moderne, la plupart des autres puits, exploités parfois depuis plus de cent ans, présentent au fil des années, des difficultés croissantes. Faillés, fragiles, composés de veines de plus en plus étroites qu'il faut aller chercher de plus en plus profond, ils exigent un personnel extrêmement nombreux et très qualifié. *« La mécanisation aggrave les différences entre bons et mauvais gisements au lieu de les diminuer »,* explique un jeune ingénieur.

Enfin les débouchés du charbon s'amenuisent d'année en année. Les principaux clients de la houille sont la sidérurgie – en perte de vitesse – et l'électricité. Or E.D.F. pour faire place au nucléaire, déclasse à un rythme accéléré ses centrales thermiques classiques au fuel et au charbon. De surcroît, C.D.F. se trouve confronté, sur son troisième marché – l'industrie et le chauffage collectif, – à une concurrence féroce, non seulement du charbon importé (produit à un coût largement inférieur au coût français) mais aussi des autres énergies : électricité, gaz et fuel. Résultat : un prix de vente stagnant depuis deux ans et des perspectives qui se rapetissent d'année en année.

Pour relancer le charbon, il faudrait investir non seulement dans l'exploitation – pour moderniser les puits, trouver de nouveaux gisements, etc. – mais aussi dans les utilisations de la houille – nouvelles chaudières, carbochimie, gazéification, liquéfaction, etc. Pour créer en France un pôle charbonnier, il faudrait que C.D.F. prenne une place sur le marché international dans le transport, le matériel minier et la transformation du charbon.

Comment est-ce possible lorsque le maintien en exploitation des puits les moins rentables absorbe bon an mal an l'essentiel des fonds disponibles ? Une seule solution, sauf à envisager de consacrer des sommes gigantesques à la filière charbon – il faudrait en 1984 non 6,5, 7 ou 8 milliards de francs mais 10 ou 12 milliards au bas mot quand l'ensemble du budget de l'industrie dépasse à peine 14 milliards de francs : fermer les puits les moins rentables pour *« mettre le paquet »* sur les puits d'avenir et le reste de la filière hors exploitation.

C'est la solution prônée par l'actuelle direction des Charbonnages de France. Un problème : cette nouvelle orientation suppose, dans les régions défavorisées comme le Nord ou le Centre-Midi un retour à un repli difficile à annoncer, compte tenu des promesses et des espoirs soulevés il y a deux ans. Localement, pourtant, les populations sont beaucoup plus réalistes qu'on ne pourrait le supposer. C'est que, grâce au statut du mineur, les salariés des houillères sont assurés quoi qu'il arrive d'être à l'abri du licenciement. On procédera – on a l'habitude depuis vingt-cinq ans – par préretraites, mutations, voire primes de départ. La difficulté à résoudre consiste à fournir un emploi aux générations futures, lesquelles, compte tenu de la dureté des conditions de travail à la mine, ne semblent guère disposées à descendre *« au trou ».*

Reste un problème d'essence politique. Dans ces régions, profondément marquées par la crise, les élus de la gauche ont trop répété leur attachement à la relance charbonnière pour imaginer facilement un langage différent. Le réalisme passe mal. C'est pourtant la seule chance des bassins miniers de se forger un avenir.

VÉRONIQUE MAURUS.

SOCIAL

LA C.G.T. HAUSSE LE TON ET VEUT DÉVELOPPER L'« ACTION DE MASSE »

« L'écart entre nos objectifs et la politique du gouvernement s'est accru »

affirme M. Louis Viannet

A son tour, la C.G.T., qui a réuni son comité confédéral national du 8 au 10 novembre à Montreuil, a amorcé un examen minutieux des élections du 19 octobre à la Sécurité sociale. Comme on pouvait s'y attendre (*le Monde* du 5 novembre), la centrale de M. Henri Krasucki, qui présente les résultats de ses importantes délibérations à la presse ce 14 novembre, refuse de reconnaître son échec électoral et appelle à un développement de l'action de masse. Certes, et elle le proclame, la situation actuelle ne la conduit *« pas du tout à modifier notre appréciation quant à nos rapports avec le gouvernement »* – *« Nous ne le considérons,* a affirmé dans son rapport M. Louis Viannet, secrétaire de la C.G.T., *ni comme un adversaire ni comme l'adversaire des intérêts des travailleurs »,* – mais indéniablement elle hausse sensiblement le ton.

Partant du constat que *« le combat devient plus rude »* et que *« le C.N.P.F. a délibérément choisi la carte de la politique du pire »*, M. Viannet a souligné d'emblée dans son rapport de soixante-huit pages que *« tout confirme que le développement de l'action syndicale de masse pour la défense des revendications est aujourd'hui indispensable pour ramener le patronat à une vue plus saine de la réalité et contribuer du même élan à une meilleure prise en compte des aspirations profondes des travailleurs dans les grandes décisions du gouvernement »*. La cible principale demeure le patronat, mais les avertissements au gouvernement apparaissent plus nets.

Abordant longuement les élections à la Sécurité sociale, M. Viannet affirme que, malgré *« quelques problèmes »*, la mobilisation des militants a permis d'apporter *« une belle réponse »* à ceux qui espéraient *« porter un nouveau coup à la C.G.T. »*. *« La première place de la C.G.T. dans les conditions difficiles de ce scrutin est le fait principal de ces élections. Les deux semaines qui nous séparent des résultats ne nous conduisent pas à modifier d'un iota de cette appréciation. Non pas pour nous consoler, non pas pour nous éviter un examen approfondi et fouillé de la signification des résultats, nous devons au contraire y procéder avec beaucoup d'attention, sans complaisance et sans dramatisation, l'une et l'autre étant hors de propos dans la situation actuelle, mais tout simplement parce que c'est la réalité. Au risque de surprendre quelques camarades, je crois nécessaire de rappeler que pour la C.G.T., première organisation dans un scrutin de cette nature, ce n'était pas acquis d'avance. »*

Néanmoins, M. Viannet a reconnu que, *« pour encourageants que soient les résultats obtenus par la C.G.T., nous ne saurions nous en satisfaire (...). Une partie des salariés déçus, mécontents, est restée sur la touche et, parmi eux, nombre d'hommes et de femmes proches de la C.G.T. Nous ne le dirons jamais assez : il est injuste et finalement contraire au but recherché de faire payer à la C.G.T. ce qui ne lui revient pas »*. En clair, la C.G.T. a quand même payé – *« injustement »* – l'impopularité gouvernementale...

« Un infléchissement négatif »

Après avoir souligné que les résultats du scrutin permettaient encore de répondre *« positivement à la question « Est-ce possible de gérer unitairement la Sécurité sociale ? »*, M. Viannet s'en est pris très violemment au C.N.P.F. et a réaffirmé *« notre désaccord avec des aspects essentiels du plan de rigueur »*, regrettant que certaines propositions cégétistes n'aient pas été suffisamment prises en compte : *« Et dès lors qu'à ces raisons légitimes de mécontentement vient se greffer une accélération des suppressions d'emplois, licenciements, fermetures d'entreprises, il devient légitime que l'ensemble soit de plus en plus ressenti par les travailleurs comme un infléchissement négatif en regard des objectifs affirmés après mai-juin 1981. »* Et pour bien enfoncer le clou quant à cette nouvelle prise de distance avec la politique gouvernementale, le secrétaire de la C.G.T. a ajouté : *« L'écart entre les objectifs de la C.G.T. et la politique du gouvernement, que nous avions tout naturellement noté dès le début de la mise en place du gouvernement, s'est accru dans la dernière période en même temps d'ailleurs que s'accroît l'écart entre les objectifs que se fixe le gouvernement et les moyens qu'il se donne pour les atteindre. »*

M. Viannet a alors brossé un sombre tableau de *« ce qui ne va pas »*, de *« la pente savonneuse de la régression du pouvoir d'achat »*, (qui selon la C.G.T., aurait baissé, par rapport à l'indice INSEE de 9,4 % pour un couple avec un enfant dont les deux conjoints travaillent, de juin 1982 à juillet 1983) aux problèmes de l'emploi (là ou des modernisations de l'appareil de production sont nécessaires *« il doit être possible de trouver d'autres solutions que les licenciements »*). Cent quarante mille suppressions d'emplois ayant été annoncées ou effectuées entre le 1er mars et le 21 octobre : *« La question essentielle pour stopper ce processus dangereux, c'est la mise en œuvre d'une grande politique industrielle soutenue par un marché intérieur dynamique, ce qui nécessite, évidemment, de dégager les moyens nécessaires à son financement »* et qui exige *« d'autres ambitions et un autre comportement du secteur nationalisé »*.

« La bonne démarche offensive »

Cependant, si la C.G.T. durcit le ton, si elle appelle à se placer résolument à l'offensive, elle continue à faire preuve d'une certaine retenue. *« Il serait illusoire,* a noté M. Viannet, *de penser que si les raisons d'agir sont nombreuses et sérieuses, les salariés, vont s'engager spontanément dans l'action. »* Malgré les *« prémices »* d'un changement d'attitude – comme aux P.T.T. – les obstacles *« sont encore nombreux »*, et il faudra les *« bousculer »*. De même, M. Viannet a-t-il récusé à plusieurs reprises toute agitation ou surenchère et tout mot d'ordre national unique – *« Il ne suffit pas d'éternuer en haut pour que tout le monde s'enrhume dans la totalité des entreprises. »*

La *« bonne démarche revendicative, offensive, efficace »* qui est préconisée, le *« grand élan »*, qui est proposé, conduit à renouer avec de nouvelles formes de harcèlement – sur le pouvoir d'achat, l'emploi, la politique industrielle – en s'en prenant d'abord au patronat. L'État-patron ne sera pas épargné pour les discussions salariales ou, par exemple, la politique charbonnière, mais il ne s'agit pas de sonner l'hallali contre le gouvernement. La grève doit demeurer l'ultime recours, la centrale de M. Krasucki n'entendant visiblement pas qu'une multiplication des grèves se retourne économiquement et politiquement contre le gouvernement. De la pétition à la manifestation, du débat au débrayage limité, c'est donc avec une certaine prudence, un savant dosage qu'elle va *« favoriser l'expression dans l'action »* d'un mécontentement *« réel »*. On va donc voir refleurir, comme déjà dans le secteur public, les journées, semaines ou quinzaines d'action aux formes diversifiées : la fédération de la métallurgie veut *« faire de la période de la mi-novembre un temps fort sur la défense du pouvoir d'achat »*. Et la fédération de l'habillement et de la chapellerie lance une quinzaine d'action du 14 au 30 novembre sur les salaires et l'emploi. Ici et là, c'est d'abord le patronat qui est visé.

M. Viannet a également poursuivi – et le score du 19 octobre ne peut y être étranger – la réflexion amorcée par M. Krasucki sur l'amélioration du fonctionnement de la C.G.T. Il a ainsi insisté, et c'est une orientation qui sera intéressante à suivre, sur la nécessité de *« donner à la préparation C.G.T. des élections professionnelles une dimension démocratique et de masse sans précédent » : « L'initiative de nos camarades cheminots visant à faire se prononcer les syndiqués, les travailleurs sur le choix des candidats mérité toute notre attention. C'est, me semble-t-il, la concrétisation d'une pratique démocratique susceptible de modifier en profondeur le caractère des liens entre la C.G.T. et le personnel, entre les délégués et ceux et celles qui les auront désignés avant de les élire. »* Une manière aussi d'améliorer un enracinement à la base qui s'est bien affaibli.

MICHEL NOBLECOURT.

Réunie à Rennes pour son dixième congrès

LA C.S.L. VEUT RECRUTER CHEZ LES JEUNES

(De notre correspondant.)

Rennes. – *« Les syndicats dits représentatifs n'ont rien compris au monde moderne, nous ne sommes plus en 1936 »*. A l'occasion du dixième congrès de la Confédération des syndicats libres (C.S.L.), réuni à Rennes du 11 au 13 novembre, M. Auguste Blanc, reconduit à l'unanimité secrétaire général de cette organisation, a affirmé que l'évolution socio-économique actuelle constitue un moment privilégié pour faire passer le message des « indépendants ». Ecartée des élections sociales *« sous la pression des communistes »*, dit son secrétaire général, la C.S.L. constate leur échec : *« Les syndicats patentés ne rassemblent que 10 % des salariés, ce sont les 90 % qui restent qui nous intéressent, et ils ne veulent pas de la lutte des classes. »*

Toujours non reconnue, la C.S.L., qui estime *« avoir repris tous ses bastions »*, revendique 250 000 adhérents et annonce que 85 % de ses ressources proviennent des cotisations de ses membres, entend augmenter son audience en s'adressant tout d'abord aux futurs salariés avec la création de l'association C.S.L.-Jeunes. Le projet de M. Blanc implique des moyens financiers dont l'organisation, semble-t-il, ne dispose pas actuellement, faute de subsides officiels, certes, mais aussi en raison de retards ou d'oublis dans le règlement des cotisations, qu'elle va s'efforcer de réduire.

Outre la création d'une association de Français d'ascendance polonaise, pour soutenir le syndicat Solidarité, le congrès de Rennes a affirmé son attachement au libre choix de d'école par les parents : pour les participants, un référendum s'imposait avant toute prise de position gouvernementale sur cette question. En matière de défense et *« dans une époque ou la France est menacée »*, la C.S.L. souhaite *« une fermeté sans faille en matière militaire »* et constate que *« la paix n'est jamais au bout de la faiblesse et des capitulations »*. Pour ce qui est du devenir de la C.S.L., si l'ennemi demeure les syndicats dits révolutionnaires, le combat d'implantation pourrait davantage viser les syndicats dits « réformistes » dans la perspective d'un syndicalisme différent imprégné des exemples américains, allemands ou japonais.

CHRISTIAN TUAL.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



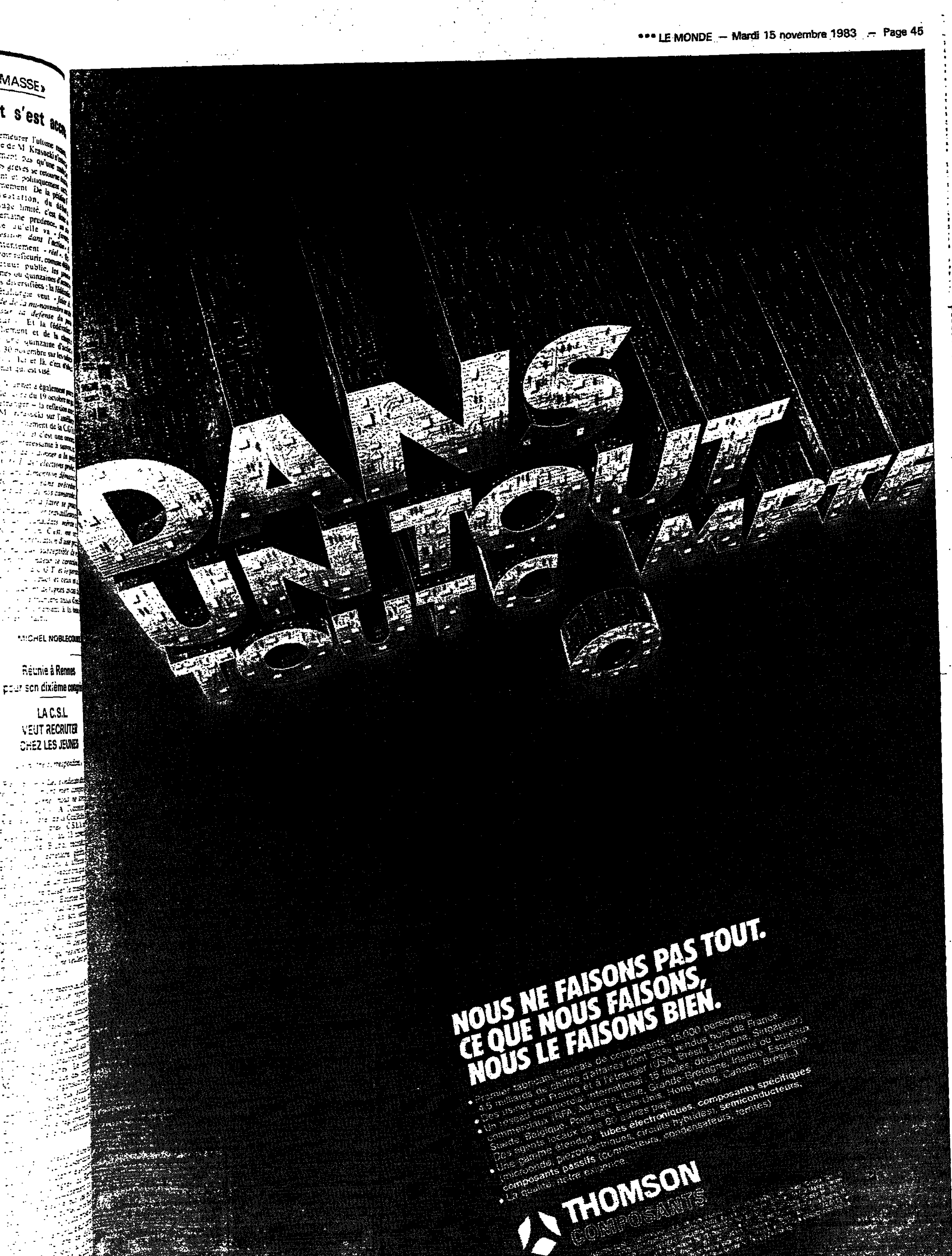
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.



هكذا من الأصل

«ACTION DE MASSE»

...uvernement s'est acc...



Réunie à Rennes pour son dixième congrès

LA C.S.L. VEUT RECRUTER CHEZ LES JEUNES

MICHEL NOBLECOURT

AFFAIRES

LE SALON DES COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

La reprise américaine offre une occasion inespérée à l'industrie française

M. Fabius devait inaugurer lundi 14 novembre le Salon des composants électroniques, qui ouvre ses portes du 14 au 18 novembre au Parc des expositions de Paris-Nord. Le ministre de l'industrie devait insister sur l'importance stratégique des composants et sur les efforts du gouvernement. Un plan pour les composants passifs est en préparation. Le Fonds de modernisation industrielle (FIM) devrait y consacrer 900 millions de francs pour l'automatisation des entreprises productrices. Parallèlement, le plan « Puce » d'aide à la diffusion des circuits intégrés dans les produits et les processus de fabrication de l'ensemble de l'industrie devrait être – enfin – engagé. Les circuits intégrés, les plus connus des composants, ont déjà fait l'objet d'un plan mis en route en mars 1982.

Une chance inespérée pour la jeune industrie nationale des circuits intégrés. La reprise aux Etats-Unis, une insuffisance des capacités de production sur le sol américain, un dollar élevé et une amélioration des prix des « puces » se conjuguent pour favoriser les fabricants français et européens. Le marché du Vieux Continent étant encore plat, ils peuvent exporter massivement outre-Atlantique et s'y faire une place. En espérant que cette flambée se transforme en contacts commerciaux solides, comme les Japonais l'ont fait en 1979-1980.

Or la place est à prendre puisque le marché nippon connaît, lui aussi, une relative pénurie de circuits intégrés et que NEC et Hitachi consacrent leurs efforts à le satisfaire. Les mois qui viennent sont donc pain béni pour les Européens et les Français. Le carnet de commandes de circuits intégrés du groupe Thomson s'est gonflé de 90 % entre le premier et le troisième trimestre de cette année grâce aux exportations.

Cette conjoncture miraculeuse devrait faciliter le déroulement du plan circuits intégrés français. Annoncé en mars 1982, son objectif est double : rééquilibrer une balance commerciale déficitaire de 900 millions de francs en 1982 et reconquérir une certaine indépendance technologique vis-à-vis des groupes américains à l'horizon 1986. Les pouvoirs publics ont estimé l'« *effort nécessaire* » à 3,4 milliards de francs en recherche-développement, et à 2,2 milliards de francs en investissements industriels sur quatre ans. Une multiplication par huit de l'effort des années précédentes.

Après une année 1982 de mise en route, la promesse gouvernementale a été tenue en 1983... à 80 %. L'aide effectivement versée a été de 1 milliard de francs (*le Monde* du 22 septembre), somme comparable à ce que dépense chacun des grands groupes américains, Intel ou Motorola.

Mais les industriels font remarquer que toute l'aide est réservée à la recherche-développement et qu'en sus 60 % du total sont versés aux laboratoires publics LETI et C.N.E.T. dont la coordination est loin d'être parfaite. « *L'aide à la recherche ne suffit pas* », dit-on chez Thomson où l'on constate que les grands groupes mondiaux consacrent 16 % de leur chiffre d'affaires à la recherche-développement, mais 25 % de l'investissement dans cette industrie boulimique en capitaux.

Un autre choix

Au total, l'aide de l'État est donc insuffisante de 200 à 400 millions de francs. Si Thomson, qui n'est que le vingt et unième producteur mondial de circuits intégrés, veut croître aussi vite que le lui demandent les pouvoirs publics (son objectif est de contrôler 3 % du marché mondial des « *puces* » en 1990 contre 1 % actuellement), il lui faut de l'argent frais pour financer cette croissance. Les aides à l'investissement (industriel et commercial) entrent dans le cadre des dotations annuelles aux entreprises nationalisées. Autrement dit, les dotations 1984 seront déterminantes pour le bon déroulement du plan circuits intégrés : Thomson-composants a un besoin de financement de près de 1 milliard de francs pour l'an prochain.

Le groupe de M. Gomez, après la reprise d'Eurotechnique à Saint-Gobain en début d'année, est consacré premier producteur national devant Matra-Harris semi-conducteurs (M.H.S.). L'accord Thomson-C.G.E. sur la communication comporte un volet composants qui renforce cette position et donne à Thomson la maîtrise des activités composants et tubes des deux groupes. Différentes filiales de la C.G.E. (Semi-conducteurs Alcatel, Quartz électronique Alcatel) devraient être reprises par Thomson, qui céderait en retour Socapex et une partie de ses activités écrans plats et diodes. M. Gomez va filialiser son activité composants et la C.G.E. (aux côtés d'autres partenaires comme Bull) entrerait dans le capital à une hauteur non encore déterminée... sans toutefois y faire un effort financier « *notable* ». Thomson deviendrait fournisseur à 25 % de la C.G.E. « *dans toute la mesure du possible* ». M. Pebereau, P.-D.-G. de C.I.T.-Alcatel, n'a donc guère pris d'engagement précis.

M. Gomez, sans doute inquiet sur les dotations budgétaires de 1984, est tenté de réclamer une fusion M.H.S.-Thomson qui éviterait le « saupoudrage » de crédits insuffisants. N'aide-t-on pas aussi R.T.C., filiale de Philips, et le groupe italien S.G.S. n'a-t-il pas reçu une subvention (en réalité modeste, 30 millions de francs) pour agrandir son usine de Rennes et y créer des emplois ? Si l'Etat ne tient pas ses engagements, l'argument est solide, mais l'on aboutirait à un regroupement « composants de France » tout aussi contestable que Téléphone de France. Un retour à la période d'avant 1978 où Thomson, seul producteur français, absorbait les aides publiques sans réellement produire, est-il souhaitable ? La conjoncture, très favorable actuellement, offre un autre choix.

ERIC LE BOUCHER.

CARNET

Décès

— Frédérique Hebrard
et Louis Velle,
Catherine, Nicolas et François Velle,
M. et Mme Max Chamson,
Guillaume et Christine Chamson,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André CHAMSON,
de l'Académie française,
directeur général honoraire
des Archives de France,
grand croix de la Légion d'honneur,
membre du conseil
de l'ordre de la Légion d'honneur,
grand officier de l'ordre national
du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaillé de la Résistance,

leur père, grand-père, frère et oncle, entré dans l'invisible le 9 novembre 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu au temple de l'Oratoire, le mercredi 16 novembre 1983, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu le 17 novembre, à Valleraugue-Mont-Aigoual.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Heureux les cœurs purs, car ils verront Dieu ».

(Matthieu-V, 8.)

— M. Pierre Colomer,
son époux,
M. et Mme Francis Biras,
M. et Mme Jean-François Colomer,
M. et Mme Bernard Colomer,
M. et Mme Jean-Jacques Desbons,
M. et Mme Olivier Colomer,
ses enfants,
Jeanne, Laurent, Patrick, Sophie, Christophe, Caroline, Nicolas, Charlotte et Marion,
ses petits-enfants,
M. Emmanuel Auricoste,
son frère,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 novembre 1983, de

Mme Pierre COLOMER,
née Marie-Thérèse Auricoste.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe à sa mémoire sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste à Sceaux, le mercredi 16 novembre 1983, à 18 heures.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
2, impasse de Sceaux,
92290 Châtenay-Malabry.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Dominique HOPPENOT,

survenu le 10 novembre 1983 à Paris.

De la part de
Aymar Boutan-Laroze
et Christiane Ruhdorfer,
Arnaud et Béatrice Boutan-Laroze,
Geoffroy Boutan-Laroze,
ses enfants,
M. et Mme Philippe Hoppenot,
ses parents,
M. et Mme Jean Roux de Bézieux,
M. et Mme Hervé Hoppenot,
M. et Mme Patrice Hoppenot,
ses frères, sœur, beau-frère, belles-sœurs,
M. Boutan-Laroze,
Toute la famille et ses élèves.

Le service religieux sera célébré le mardi 15 novembre 1983, à 13 h 45, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à Paris-5e.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

4, rue de Logelbach,
Paris-17e.

— Une messe sera célébrée le jeudi 17 novembre 1983, à 18 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16e, à l'intention de

Mme L'HERMINIER,
née Magdeleine Filhol de Camas,
veuve du capitaine de vaisseau
Jean L'HERMINIER,
ancien commandant du sous-marin
Casabianca
(15 avril 1942-15 septembre 1943),

pieusement décédée, munie des sacrements de l'Eglise, à l'hôpital Sainte-Anne de Toulon, le 1er novembre 1983.

De la part de
Mme Monique Bize,
Mlle Jeanne L'Herminier,
Mlle Fanny Filhol de Camas,
Mme Aubin et ses enfants,
La famille Le Diberder,
Mlle Elisabeth Perier D'Hauterive,
Le commandant et Mme Verdet
et leurs enfants,
L'amicale des anciens du sous-marin *Casabianca*,
Ainsi que toute sa famille.

— Yves Moati, son mari,
Emma Baroukh, sa mère,
Odette et Serge, ses enfants,
Les familles Moati, Baroukh, Boujena, Solomon et Forshner,
ont la douleur de faire part du décès de

Marcelle MOATI,
née Baroukh,

des suites d'un cancer.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 novembre 1983.

Réunion à 10 h 50, porte principale du cimetière de Pantin-Parisien.

3, avenue de Choisy,
75013 Paris.

Anniversaires

— Issoire. Calais.

Le 14 novembre 1977
M. Philippe DUPUIS,
agrégé de l'Université,
nous quittait.

Son souvenir reste vivant dans nos cœurs.

— Il y a quatre ans, le 15 novembre 1979, décédait subitement
Sandra HIPSZMAN.

Il est demandé à ceux qui l'ont connue une pensée pour elle.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TOTAL — Compagnie Française des Pétroles

COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 1983

Au cours de sa séance du 9 novembre 1983, le Conseil a examiné les états consolidés du groupe Total au 30.6.1983 (en millions de francs : MF).

	1er semes. 1982	1er semes. 1983
Chiffre d'affaires	61.534	68.538
Marge brute d'autofinancement	1.646	2.821
Amortissements et provisions	3.516	3.604
Résultat du Groupe	– 1.870	– 783
• part de CFP	– 1.359	– 376
• part des minoritaires	– 511	– 407
Effet de stock (estimé)	400 (effet positif)	– 500 (effet négatif)
MBA hors effet de stock	1.046	3.321

Le résultat net négatif est dû pour partie à l'insuffisance des prix sur les marchés pétroliers, et pour partie à l'effet de stock négatif résultant de la baisse des prix du pétrole brut intervenue au cours du 1er trimestre.

– La MBA et le résultat net sont en effet déterminés selon la méthode FIFO, comme les années précédentes. L'effet de stock, calculé sur la valeur de remplacement des tonnages vendus, est négatif et estimé à – 500 MF ; la MBA hors effet de stock ainsi calculée est donc de 3,3 milliards de F.

– D'autre part un déstockage important, de 2,2 Mt, a ramené la valeur des stocks du groupe de 25,9 à 20,5 milliards de F. Il n'y a pas de profit à constater sur ce déstockage, comme cela aurait été le cas si l'on avait appliqué depuis toujours une méthode LIFO. En effet, l'utilisation de la méthode FIFO a conduit dans les années antérieures à revaloriser les stocks, donc à dégager des résultats sur stocks qui ont augmenté la situation nette du groupe à son bilan, sans identifier dans cette situation nette la part attribuable à ces résultats sur stocks ; il n'y a pas lieu de comptabiliser par conséquent un profit sur déstockage qui devrait être compensé par une reprise d'égal montant prélevée sur les réserves.

– Les pertes de change nettes figurant au compte de résultat sont de – 221 MF. Ce montant comprend d'une part les résultats de change de la C.F.P. maison-mère et des différentes filiales, qui sont positifs, d'autre part une perte de – 600 MF résultant de la conversion en francs français des dettes des différentes filiales étrangères du groupe, qui sont exprimées dans la monnaie de compte de ces filiales ; en sens contraire, la conversion en francs français des actifs de ces filiales étrangères a dégagé une plus-value monétaire de 1.400 MF qui n'est pas comptabilisée en résultat mais augmente d'autant les fonds propres au bilan consolidé du groupe.

– La cession en juin des participations dans ATO Chimie et Chloé Chimie au groupe Elf-Aquitaine a entraîné la sortie de ces participations des comptes consolidés et la comptabilisation d'une perte nette de 134 MF incluse dans les résultats du 1er semestre.

– Les investissements nets se sont élevés à 2,9 milliards de F, contre 3,5 milliards de F pour le 1er semestre 1982, et 8,2 milliards de F pour l'ensemble de l'année 1982 ; on constate qu'au cours du 1er semestre 1983, le montant des investissements nets est voisin de celui de la MBA.

SÉLECTION MOBILIÈRE DIVERSIFIÉE

Le conseil d'administration, dans sa séance du 8 novembre 1983, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1983.

Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires du 21 décembre 1983 la mise en paiement d'un dividende de F 12,00 par action assorti d'un crédit d'impôt de F 1,38 contre F 10,25 assorti d'un crédit d'impôt de F 0,98.

A la date de clôture de l'exercice, la répartition de l'actif était la suivante :

actions françaises	24,18 %
actions étrangères	44,53 %
obligat. franç. et étrangères	25,50 %
liquidités	5,79 %

La valeur liquidative de l'action Sélection Mobilière Diversifiée est passée de F 228,78 à F 321,02 après détachement d'un coupon de F 10,25, soit une augmentation – coupon inclus – de 46,90 % pendant la durée de l'exercice.

Du 31 décembre 1982 au 7 novembre 1983, la valeur de l'action a progressé de 31,82 %.

EUROPE 1 COMMUNICATON

Le chiffre d'affaires radiodiffusion du groupe EUROPE No 1 s'est élevé à 583 942 000 F pour l'exercice 1982-1983 (du 1er octobre au 30 septembre), contre 510 266 000 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 14,44 %.

La progression du dernier trimestre de l'exercice (période du 1er juillet au 30 septembre) est de 13,93 % par rapport à la même période de l'exercice précédent : 128 161 000 F contre 112 491 000 F.

INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE

Au 30 septembre 1983, l'actif net s'élevait à 810.129.035,04 F et le nombre d'actions en circulation était de 67.218, la valeur liquidative de l'action ressortant à 12.052,26 F.

La répartition de l'actif net était la suivante :

	En %
– Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations)	42,79
– Obligations à taux variable	36,21
– Liquidités	21,00
Total	100,00

L'évolution de la valeur liquidative de Investissement obligataire depuis sa création le 2 septembre 1982 au 30 septembre 1983 fait ressortir un taux annuel de rendement de 18,80 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachats sont les suivants : la Banque Steindecker S.A., la Compagnie Parisienne de réescompte, la Banque Populaire du Nord, la Banque Chaix et Interfi S.A.

EPAROBLIG

ÉPARGNE PLACEMENT OBLIGATAIRE

Au 30 septembre 1983, l'actif net s'élevait à F 709 547 577,49 et le nombre d'actions en circulation était de 677 486, la valeur liquidative de l'action ressortant à F 1 047,32

La répartition de l'actif net était la suivante :

	En %
– Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations)	43,72
– Obligations à taux variable	29,30
– Liquidités	26,98
TOTAL	100,00

L'évolution de la valeur liquidative de ÉPAROBLIG-ÉPARGNE PLACEMENT OBLIGATAIRE, depuis sa création le 14 juin 1983 au 30 septembre 1983, fait ressortir un taux annuel de rendement de 15,77 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachats sont les suivants :

La banque Steindecker S.A., la Compagnie parisienne de réescompte, la banque populaire du Nord, la banque Chaix, la Société centrale de banque, la banque Odier Bungener Courvoisier et la Financière de banque et de l'Union meunière.

L.A.Q.

Le Conseil d'Administration de la Société LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET (L.A.Q.), s'est réuni le 10 novembre 1983 et a examiné la situation des comptes provisoires au 30 juin 1983.

Il ressort de cet examen les chiffres suivants :

Chiffre d'affaires 29 millions contre 26 millions au 30 juin 1982.

Résultats bruts d'exploitation :
Perte de 1,6 million contre un bénéfice de 1 million au 30 juin 1982.

Résultats nets après impôts plus-values comprises :
13,5 millions contre 17,7 millions au 30 juin 1982.

Rappelons que la Société M.M.B. détient à ce jour directement ou indirectement 97 % du capital de L.A.Q.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 3-11-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	378 069
dont :	
Or	260 738
Disponibilités à vue à l'étranger	24 182
ECU	79 074
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 069
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	11 660
dont :	
Concours au Trésor public	5 760
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	203 433
dont :	
Effets escomptés	86 636
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	76 903
5) DIVERS	7 016
Total	677 083

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	188 220
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 547
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	6 671
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	71 442
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	14 554
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	78 476
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	308 114
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	12 045
Total	677 083

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	4 nov.	10 nov.
Valeurs franç. à revenu variable	1 183,6	1 198,9
Valeurs étrangères	3 596,7	3 545,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	170,8	173
Valeurs étrangères	486,5	479,7
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	147,5	149,4
Pétroles-Énergie	116,9	118
Métallurgie	78,8	77,2
Chimie	185,3	186,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	113,4	113,2
Constructions mécaniques	105,3	107
Matériel électrique	166	169,4
Automobile et accessoires	114,3	120,8
Industr. de consom. non alim.	224,8	227,4
Agro-alimentaire	211,4	216,3
Distribution	93,3	94,3
Transports	137,8	137,7
Services	177,6	181,7
Assurances	114,8	116,6
Banques	174,1	176,8
Immobilier et foncier	144,4	143,5
Investissement et portefeuille	162,5	164,7
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	172,7	174,9
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	103,8	104,2
Emprunts d'État (*)	104,9	105,3
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,3	103,7
Sociétés (*)	104,5	104,7
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	90,5	91,2
Sociétés (*)	99,4	99,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	140,5	142,1
Produits de base	119,6	120,3
Construction	110,6	110,3
Biens d'équipement	118,1	118,6
Biens de consom. durables	153,9	159
Biens de consom. non durables	201,1	203,4
Biens de consom. alimentaires	209,5	214,7
Services	119,7	121
Sociétés financières	159,1	160,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	118,1	118,9
Valeurs industrielles	144	145,8
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	118,7	119,6

LA VIE DES SOCIÉTÉS

TOTAL. — Le groupe pétrolier annonce, pour le premier semestre 1983, un résultat net consolidé négatif de 783 millions de francs contre un déficit de 1,87 milliard durant les six premiers mois du précédent exercice, sur un chiffre d'affaires passé de 61,5 milliards à 68,5 milliards de francs. Ce résultat négatif de 783 millions de francs comprend 376 millions pour la C.F.P. (part du groupe) et 407 millions pour la part des minoritaires.

D'un semestre à l'autre, la marge brute d'autofinancement a progressé de 1,64 milliard à 2,82 milliards de francs et la compagnie estime que *« le résultat net négatif subi, au cours du premier semestre 1983, est dû, pour partie, à l'insuffisance des prix sur les marchés pétroliers et, pour partie, à l'effet de stock négatif résultant de la baisse des prix du pétrole intervenue au cours du premier trimestre »*. D'autre part, explique le groupe Total, un déstockage important (2,2 millions de tonnes) a ramené la valeur des stocks du groupe de 25,9 milliards à 20,5 milliards de francs.

Enfin, il est précisé que les pertes de change figurant au compte de résultats (pour un déficit de 221 millions de francs) comprennent, d'une part, les résultats de change de la C.F.P., maison mère, et des différentes filiales, lesquelles sont positifs ; d'autre part, une perte de 600 millions de francs provenant de la conversion en francs français des dettes des différentes filiales étrangères du groupe. Quant à la cession des participations dans Ato Chimie et Chloe Chimie au groupe Elf-Aquitaine, intervenue en juin dernier, elle a entraîné la sortie de ces participations des comptes consolidés et la comptabilisation d'une perte nette de 134 millions de francs incluse dans les résultats du premier semestre 1983.

UNILEVER. — Le groupe anglo-néerlandais spécialisé dans l'alimentation et les matières grasses, annonce une hausse de 11 % de son bénéfice imposable au troisième trimestre 1983, lequel a atteint 219 millions de livres, soit une progression de 3 % pour les neuf premiers mois, à 610 millions de livres sterling. La rentabilité du groupe a bénéficié de la meilleure performance de ses filiales en Europe (où le volume des ventes a augmenté de 2,5 %) et en Amérique du Nord.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	9 nov.	10 nov.
Valeurs françaises	144,8	146,1
Valeurs étrangères	147,1	147,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	9 nov.	10 nov.
Indice général	140,8	142,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 nov. .... 12 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 nov.	14 nov.
1 dollar (en yens)	234,75	235,60

BOURSE DE PARIS — Comptant — 10 NOVEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	0 336
5 %	38 90	3 577
3 % amort. 45-54	71	0 836
Emp. 7 % 1973	9478	...
Emp. 8,80 % 77	112 80	4 136
9,80 % 78/93	98 99	3 287
8,80 % 78/86	98 90	8 063
10,80 % 79/94	91 75	2 007
13,25 % 80/90	100	5 829
13,80 % 80/87	102	0 880
13,80 % 81/89	101 35	11 342
16,75 % 81/87	110 80	2 837
16,20 % 82/90	111	13 404
16 % juin 82	110 65	6 776
E.D.F. 7,8 % 61	137 30	12 315
E.D.F. 14,5 % 80-92	100 40	5 919
Ch. France 3 %	149	..
CNB Bques janv. 82	101 80	5 058
CNB Paribas	101 75	5 058
CNB Suez	101 75	5 058
CNI janv. 82	101 70	5 058
B.S.N. 10,50 % 77	2500	248
Carrefour 6,75 % 75	312	31 200
Interbail (obl. conv.)	231	23
Lafarge 6 % 72	305 50	30 900
Martell 6,75 % 77	1185	..
Michelin 5,50 % 70	615	61 200
Moët-Hennes. 6 % 77	1552	..
Pétr. (Fse) 7,50 % 79	204 60	20 500
Peugeot 6 % 70-75	346 20	34 700
Sanofi 10,25 % 77	655	..
SCREG 9,75 % 78	153	15 500
Télém. 7 % 74	166 90	16 690
Thom.-CSF 8,9 % 77	240	24 500

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	42 05	47 40
A.G.F. (St Cent.)	335	336
A.G.P. Vie	3430	3402
Agr. Inc. Madag.	75	....
Alfred Herlicq	58	61
Allobroge	360 50	365
André Roudière	110	114 40
Applic. Hydraul.	288	291 30
Arbel	43	41 50
Artois	380	....
At. Ch. Loire	17	16 80
Ausedat-Rey	20 40	21
Bain C. Monaco	85	83
Banania	428 80	412 o
Banque Hypoth. Eur.	334	....
Blanzy-Ouest	280	274 90
B.N.P. Intercontin.	127 90	125 50
Bénédictine	1370	1400
Bon-Marché	83	82
Borie	295	307
Bras. Glac. Int.	615	615
Cdif	357	344
Cambodge	183 20	183 20
C.A.M.E.	98	98
Campenon Bern.	195	195 30
Caout. Padang	230	230 50
Carbone-Lorraine	50 30	50
Carnaud S.A.	108	111
Caves Roquefort	803	803
C.E.G.Frig.	176	180
C.E.M.	28 10	28 10
Centen. Blanzy	864	897
Centrest (Ny)	102	....
Cerabati	58 60	58
C.F.F. Ferrailles	118	118 70
C.F.S.	800	....
C.G.I.B.	310	....
C.G.V.	305 80	310
Chambon (M.)	360	374
Chambourcy (M.)	1250	1104 o
Champex (Ny)	103	103 90
Chim.-Gde Paroisse	71 40	68 80
C.I. Maritime	325	315
Ciments Vicat	217	211
Citram (B)	122	123 d
Clause	380	385
CL.MA (Fr.-Bail)	360	360
CMM-Mar Madag.	4 80	....
Cochery	62	....
Cofradel (Ly)	410	....
Cogifi	215	216 50
Comindus	570	568
Comiphos	158	155 50
Comp. Lyon-Alem.	188	188 50
Concorde (La)	240	240
C.M.P.	10 20	9 80
Coste S.A. (Li)	24	28 d
Crédit (C.F.B.)	198	192
Créd. Gén. Ind.	378	387
Cr. Universel (Cie)	417	433
Crédital	115 20	115
C. Sabl. Seine	115	....
Darblay S.A.	183 10	186
De Dietrich	310	315
Degremont	146	150
Delalande S.A.	286 98	275 30

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Delmas-Vieljeux	555	533
Dév. Rég. P.d.C (Li)	112 50	111 50
Didot-Bottin	291 20	291 20
Dist. Indochine	335	321 60 o
Drag. Trav. Pub.	186	185 20
Duc-Lamothe	229 70	230
Dunlop	6 70	5 o
Eaux Bass. Vichy	975	995
Eaux Vittel	990	995
Ecco	2250	2300
Économats Centre	429	415
Électro-Banque	213	213
Electro-Financ.	485	481
Elf-Antargaz	148	148
E.L.M. Leblanc	610	605
Europfins Paris	288 10	288 50 d
Épargne (B)	1190	1160
Épargne de France	290	290
Epeda-BF	1297	1320
Escaut-Meuse	349	349
Eurocom	568	570
Europ. Accumul.	35	35
Exenit	250	251 10
Félix Potin	1086	1125
Ferm. Vichy (Ly)	125	....
Finalens	87	87
FIPP	98	98
Fnac	198 50	198
Focep (Chât. eau)	1220	....
Foncière (Cie)	166	165 10
Fonc. Agache-W.	67 10	70
Fonc. Lyonnaise	1310	1310
Foncina	145	145
Forges Gueugnon	16 70	16 o
Forges Strasbourg	125	124 50
Fourier	1265	1270
Fougerolle	93 50	98 80
France I.A.R.D.	105	103 50
France (La)	589	....
Frankel	200	200
Fromageries Bel	790	790
From. Paul Renard	423	407
GAN	648	645
Gaumont	565	....
Gaz et Eaux	1250	1230
Genvrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	24 90	25 10
Gerland (Ly)	570	580
Gévelot	128 80	156 80 d
Gr. Fin. Constr.	178 10	178 10
Gds Moul. Corbeil	88	....
Gds Moul. Paris	252	252
Groupe Victoire	447	447 50
G. Transp. Ind.	152	154
Huard-U.C.F.	36 50	36 80
Hutchinson	35 30	34
Hydro-Énergie	129 90	135 d
Hydroc. St-Denis	54	51 90
Immindo S.A.	189 20	196 80
Immoinvest	137 50	143 d
Immobail	274	274
Immobanque	491	491
Immob. Marseille	1630	1630
Immofice	355 50	356 20
Industrielle Cie	649	646
Interbail (act.)	358 30	359 50
Invest. (Sté Cent.)	800	....
Jaeger	48 40	48
Lafitte-Bail	270	272
Lambert Frères	80	83
Lampes	114	111
La Brosse-Dupont	71	72
Lebon Cie	740	742
Lille-Bonnières	230	230
Locabail Immob.	478	480
Loca-Expansion	155 80	155 80
Locafinancière	210 20	210 20
Locatel	342	349
Lordex (Ny)	109 50	109 50
Louvre	380	....
Luchaire S.A.	216	231 40
Machines Bull	40	39 90
Magasins Uniprix	56 50	55
Magnant S.A.	46	....
Maritime-Part.	142	140
Marocaine Cie	34 80	34 80
Métal Déployé	275 20	276
M. H.	48 50	....
Mic	225	225
Mors	403	400
Nadella S.A.	114	116
Naval Worms	140	139
Navig. (Nat. de)	58 80	56 80
Nicolas	347	....
Nodet-Gougis	72 10	77 20 d
OPB Paribas	124 20	124 60
Optorg	101	101 50
Origny-Desvroise	128	....
Palais Nouveauté	298	298
Paris France	114	109 50
Paris-Orléans	156	156
Part. Fin. Gest. Im.	280	280
Pathé-Cinéma	289 50	290
Pathé-Marconi	162 40	158 o
Piles Wonder	101	105
Piper-Heidsieck	337 30	339
P.L.M.	106 40	100 o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Porcher	161 50	156
Profils Tubes Est	5 50	5 85
Provence-Lain.R.	35 10	35 10
Providence S.A.	430	425
Publicis	882	882
Raff. Souf. R.	154 90	153
Ressorts Indust.	91 20	90
Révillon	426	457
Ricqlès-Zan	130	....
Ripolin	55	48 20 o
Rochefortaise S.A.	58 80	59 50
Rochette-Cenpa	16 40	16 40
Rosario (Fin.)	132	112
Rougier et Fils	61 50	58
Roussalot S.A.	360	350
Sacer	39	....
Sacilor	2 72	2 80
SAFAA	75	....
Safic-Alcan	201	206
SAFT	202	206
Saunier Duval	25	23 20
Saint-Raphaël	85	85
Salins du Midi	240	239 90
Santa-Fé	183 50	183
Satam	52	52 10
Savoisienne (M)	88	....
SCAC	196	196
Sellier-Leblanc	289 90	286
Senelle Maubeuge	144	145
S.E.P. (M)	81 50	....
Serv. Equip. Véh.	43	43
Sicli	40 10	40 10
Sicotel	223	216
Sintra-Alcatel	600	605
Siparis	118 80	118 10
Sipb (Plant. Hévéas)	179	178 90
Siminco	458	458
SMAC Aciéroïd	156	157
Sofal financière	320	326
Soffo	170	165
Soficomi	412	412
S.O.F.I.P. (M)	191	100
Sofragi	755	755
Sogepal	210	184 30
Soudure Autog.	75	75 10
S.P.E.G.	135	138
Speichim	165	171 60 d
S.P.I.	254	255
Spie Batignolles	143 20	142
Stami	237	236
Synthelabo	279 50	280 10
Taittinger	715	720
Testut-Aequitas	103	103
Thann et Mulh.	44 50	46 30
Tissmétal	27 50	26 80
Tour Eiffel	290	295
Ufiner S.M.D.	169 20	176
Ugimo	190	190 10
Unibail	499	500
Unidel	131 20	126
U.A.P.	540	542
Union Brasseries	59 30	....
Union Habit.	250	250
Un. Imm. France	259 80	259 80
Un. Ind. Crédit	282	286
Usinor	1 14	1 19
U.T.A.	167	169
Vincey Bourget (Ny)	8 65	7 60 o
Virax	43 80	44 50
Waterman S.A.	280	270 40
Brass. du Maroc	121	120 10
Brass. Ouest-Afr.	19 70	19 50

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	330	....
Akzo	280	295
Alcan Alum.	385	380 10
Algemeine Bank	1226	1245
Am. Petrofina	565	545
Arbed	230	....
Asturienne Mines	93	....
Banco Central	88 80	88
Bco Pop Español	84	84
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	35410	34900
Barlow Rand	117	115 50
Blyvoor	142	144
Bowater	33	33
British Petroleum	67 10	69 90
Br. Lambert	470	480
Caland Holdings	113	....
Canadian-Pacific	415 10	419
Cockerill-Ougre	30	....
Cominco	482 80	....
Commerzbank	655	....
Courtaulds	14 50	....
Dart. and Kraft	740	774
De Beers (port.)	78	....
Dow Chemical	382	361
Dresdner Bank	700	700
Entrep. Bell Canada	265	272
Femmes d'Auj.	76 20	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Finextel	235	....
Finsider	0 45	....
Gén. Belgique	319	310
Gevaert	480	480
Glaxo	123	....
Goodyear	350	....
Grace and Co	488	458
Grand Metropolitan	55	....
Gulf Oil Canada	144	144 80
Hartebeest	620	650
Honeywell Inc.	1395	1395
Hoogovens	118 50	....
I. C. Industries	475	475
Int. Min. Chem.	455	....
Johannesburg	1120	1140
Kubota	14	14
Latonia	258	251
Mannesmann	515	540
Marks-Spencer	33 80	34 80
Midland Bank Plc	68	68
Mineral-Ressourc.	97	93 c
Nat. Nederlanden	630	630
Noranda	206	202
Olivetti	19 10	18 80
Pakhoed Holding	191 20	189
Petrofina Canada	950	....
Pfizer Inc.	430	417
Phoenix Assuranc.	50 50	....
Pirelli	10 25	....
Procter Gamble	628	628
Ricoh Cy Ltd	45 25	45 10
Rolinco	1100	1099
Robeco	1122	1124
Shell fr. (port.)	89	87 c
S.K.F. Aktiebolag	199	198 50
Sperry Rand	485	470
Steel Cy of Can.	226	....
Stilfontein	151 50	....
Swd. Allumettes	315	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Tenneco	433	422
Thorn EMI	99 90	....
Thyssen c. 1 000	305	....
Toray indust. inc	18 80	18 80
Vieille Montagne	521	520
Wagons-Lits	335	350
West Rand	68	70 10

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	975	990
Dafsa	350	350 30
Far East Hotels	1 08	1 07
Merlin Immobilier	1875	1875
Métallurg. Minière	131	130 80
M.M.B	285	285
Novotel S.I.E.H.	1307	1384
Petit Bateau	382	390
Petrofigaz	476	480
Sodexho	2410	2429
Sofibus	227	222
Rodamco	472	470

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Air-Industrie	6 55	6 05
Alser	170	....
Cellulose du Pin	25	28 50
C.G.Maritime	8	....
Coparex	455	442
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Files Fourmies	2 10	2 o
Imp. G.-Lang	1 70	....
La Mure	56 20	51 80
Maurel et Prom	....	....
Pronuptia	130	130
Rorento N.V.	712	710
Sabl. Morillon Corv.	129	129 d
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	97	104
Total C.F.N.	59	....
Ufimax	230	227

SICAV 10/11

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	213 02	203 38
Actions-Investiss.	267 72	255 58
Actions sélectives	313 78	299 56
Aedificandi	337 84	322 52
A.G.F. 5000	233 38	222 80
Agfimo	356 68	340 49
A.G.F. Interfonds	371 15	354 32
Altefi	228 82	218 44
A.L.T.O.	186 48	178 02
Amérique Gestion	503 59	480 75
Associc	21393 50	21393 50
Bourse-Investiss.	273 02	260 64
Capital Plus	1213 07	1213 07
C.I.P.	808 76	772 09
Convertimmo	282 84	270 01
Cortexa	1010	964 20
Creditor	382 65	365 20
Croiss. Immobil.	356 74	340 56
Démeter	55880 37	55713 23
Drouot-France	285 96	272 99
Drouot-Investiss.	696 43	664 85
Drouot-Sécurité	190	181 38
Energie	237 53	226 76
Epargne-Sicav	6062 15	6031 99
Epargne Associations	23464 79	23394 61
Epargne-Capital	5123 26	5072 53
Epargne-Croiss.	1328 26	1268 12
Epargne-Industr.	413 76	394 99
Epargne-Inter	662 16	632 13
Epargne-Oblig.	175 40	167 45
Epargne-Unie	858 03	819 12
Epargne-Valeur	336 37	321 12
Eparoblig	1086 54	1064 41
Eurocic	8658 59	8265 98
Euro-Croissance	398 64	380 58
Foncier Investiss.	621 83	593 63
France-Garantie	276 57	271 15
France-Investiss.	411 24	392 59
Fr.-Obl. (nouv.)	400 01	381 87
Francic	230 01	219 58
Fructidor	227 35	217 04
Fructifrance	407 96	389 46
Fructivar	58315 48	58170 05
Gestion Associations	108 97	108 31
Gestion Mobilière	561 60	536 13
Gest. Rendement	486 78	464 71
Gest. S.M. France	362 60	346 16
Haussmann Oblig.	1215 72	1160 59
Horizon	617 98	589 96
I.M.S.I.	355 73	339 60
Indo-Suez Valeurs	625 31	596 95
Ind. française	11351 43	11128 85
Interoblig.	10278 28	9810 27
Intersélect France	269 98	257 74
Intervaleurs Indust.	391 69	373 93
Invest. net	10183 34	10183 01
Invest. Obligataire	12271 60	12247 11
Invest. St-Honoré	656 91	627 12

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Laffitte-crt-terme	116304 14	116304 14
Laffitte-Expansion	624 10	595 80
Laffitte-France	187 78	179 25
Laffitte-Oblig.	139 09	132 78
Laffitte-Rend.	203 98	194 73
Laffitte-Tokyo	840 82	802 69
Lion-Associations	10969 31	10969 31
Livret portefeuille	477 40	455 75
Mondiale Investissem.	339	323 63
Monecic	53877 84	53877 84
Multi-Obligations	459 36	438 53
Natio.-Assoc.	22230 12	22185 75
Natio.-Épargne	12067 16	11947 67
Natio.-Inter.	927 10	885 06
Natio.-Placements	59445 50	59445 50
Natio.-Valeurs	484 89	462 89
Oblisem	162 04	154 69
Pacifique St-Honoré	397 30	379 28
Paribas Épargne	11664 12	11617 65
Paribas Gestion	534 57	510 33
Patrimoine-Retraite	1112 58	1090 77
Planix Placements	232 76	231 80
Pierre Investiss.	408 82	390 28
Placement crt-terme	51216 63	51216 63
Province Investiss.	264 39	252 40
Rendem. St-Honoré	11689 45	11611 39
Sécur. Mobilière	402 15	383 95
Sél.court terme	11688 92	11601 91
Sélec. Mobil. Div.	331 35	316 32
Sélection-Rendem.	174 28	166 36
Sélect. Val. Franç.	192 04	183 33
Sicav-Associations	1042 98	1040 89
S.F.I. fr. et ét.	441 67	421 64
Sicavimmo	460 39	439 51
Sicav 5000	202 84	193 64
Sivafrance	308 72	294 72
Sivam	313 21	299 01
Sivarente	192 98	184 21
Sinister	356 23	340 08
S.I.-Est	947 79	904 81
S.I.G.	774 28	738 32
S.N.I.	1026 14	978 65
Sofrinvest	432 89	413 26
Sogepargne	307 36	293 45
Sogevar	845 25	806 92
Sogister	1102 82	1052 81
Soleil Investiss.	455 66	435
U.A.P. Investiss.	341 37	325 89
Uni-Associations	....	....
Unifrance	248 62	237 35
Unifoncier	856 16	826 41
Unigestion	624 43	596 11
Uni-Japon	1053 14	1005 38
Uni-Régions	1377 36	1314 92
Unirente	1745 98	1666 57
Univer	12852 92	12852 92
Valorem	377 59	360 47
Valorg	10799 82	10746 09
Valrei	118317 61	118199 41
Worms Investiss.	684 93	653 87

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1910	4,5 % 1973	1905	1911	1911	+ 0 31
3010	C.N.E. 3 %	3085	3095	3094	+ 0 29
176	Accor	178	188	189	+ 6 17
830	Agence Havas	920	915	915	− 0 54
495	Air Liquide	488	490	490	+ 0 40
425	Als. Superm.	428	428	428	....
73	A.L.S.P.I.	74 90	75	75 10	+ 0 26
153	Alsthom-Atl.	152	151 50	151 50	− 0 32
880	Amrep	855	851	855	....
350	Applic. gaz	328 50	346	341	+ 4 44
350	Arjom. Prioux	330	334	337	+ 2 12
1000	Aux. Entrepr.	1009	1008	1008	− 0 09
445	Av. Dass.-Br.	440	440	440	....
220	Bail-Equipem.	223	225	225	+ 0 89
....	Bail-Investiss.	530	531	525	− 0 94
....	Cie Bancaire	337 40	341 50	341 50	+ 1 21
....	Bazar H.-V.	110	110	109 90	− 0 09
....	Béghin-Say	248	254	262	+ 5 64
....	Bic	735	739	739	+ 0 54
270	B.I.S.	223	222	222	− 0 44
1500	Bisquit (Géné.)	1445	1465	1465	+ 1 38
1560	Bongrain S.A.	1602	1635	1635	+ 2 05
685	Bouygues	696	692	690	− 0 86
2300	B.S.N.-G.D.	2385	2440	2430	+ 1 88
1310	Carrefour	1293	1293	1295	+ 0 15
930	Casino	919	922	924	+ 0 54
525	Cedis	530	535	542	+ 2 26
280	Cetelem	261	268	265	+ 1 53
625	C.F.A.O.	528	529	529	+ 0 18
72	C.F.D.E.	71 80	72	72	+ 0 27
7 50	Ch. France Dunk.	7 80	7 65	7 70	− 1 28
255	Charg. Réunis	245	253	253	+ 3 26
17 50	Chiers-Châtil.	19 10	19 25	19 25	+ 0 78
185	Ciments franç.	190	185	185	− 2 63
1390	C.I.T. Alcatel	1428	1485	1500	+ 5 04
620	Club Méditerr.	892	897	897	+ 0 72
104	Codetel	104 60	103 90	104	− 0 57
178	Cofimeg	181	180	180	− 0 55
195	Colas	201	209	209	+ 3 98
115	Compt. Entrepr.	117 20	117 20	117 20	....
240	Compt. Mod.	242	255	267	+ 10 33
520	Créd. Foncier	567	568	568	+ 0 17
205	Crédit F. Imm.	199	196	196 10	− 1 45
390	Crédit Nat.	398	395	395	− 0 75
48	Creusot-Loire	48 20	50	50	+ 3 73
120	Crouzet	111 50	117 50	117 50	+ 5 38
435	C.S. Saupiquet	454	462	462	+ 1 76
1180	Damart-Servip	1050	1150	1150	+ 9 52
570	Darty	655	661	662	+ 1 06
550	Docks France	548	541	541	− 1 27
78	D.M.C.	77 80	78 20	78 20	+ 0 51
830	Dumez	872	870	864	− 0 91
425	Eaux (Gén.)	430 10	438 50	438	+ 1 83
165	Elf-Aquitaine	161 70	163	163 50	+ 1 11
153	— (certific.)	150 40	152	152	+ 1 06
1800	Essilor	1850	1870	1870	+ 1 08
325	Esso S.A.F.	376 90	375	378	+ 0 29
685	Eurafrance	715	740	750	+ 4 89

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
740	Euromarché	740	745	745	+ 0 67
665	Europe n° 1	595	602	608	+ 2 18
750	Facom	750	750	749	− 0 13
725	Fichet-Bauche	738	730	730	− 1 08
159	Financ.	180	180	180	....
168	Fives-Lille	172	171	171	− 0 58
33	Fonderie (Gén.)	34	35	35	+ 2 94
85	Fraissinet	85	85	85	....
415	Francarep	429	429 90	430	+ 0 23
147	Gal. Lafayette	147 50	150	151	+ 2 37
990	Gén. Géophys.	989	982	982	− 0 70
365	GTM-Entrepose	358	356	356	− 0 55
325	Guyenne-Gasc.	320	323	312	− 2 50
1220	Hachette	1153	1160	1160	+ 0 60
280	Hénin (La)	280 30	282 40	282 40	+ 0 80
67	Imétal	61 20	61 05	61 15	− 0 08
230	Imm. Plaine-M.	221	220	220	− 0 45
365	Ind. et Particip.	386	376	374	− 3 10
750	Inst. Mérieux	784	784	784	....
1230	Intertechnique	1195	1200	1200	+ 0 41
149	J. Lefebvre	139 50	139 50	139 50	....
145	Jeumont Ind.	143	143	143	....
430	Lab. Bellon	477	480	480	+ 0 62
250	Lafarge-Coppée	258 80	258 80	259 80	+ 0 38
1890	Legrand	1895	1895	1897	+ 0 10
1240	Lesieur	1245	1250	1250	+ 0 40
225	Locafrance	233	240	250	+ 7 29
600	Locindus	609	610	610	+ 0 16
715	Lyonn. Eaux	720	750	748	+ 3 61
345	Mais. Phénix	360	355	355	− 1 38
845	Majorette (Ly)	811	830	830	+ 2 34
87	Manurhin	98 90	87 30	87 30	− 11 72
75	Mar. Wendel	76 80	76 10	76 10	− 0 91
1130	Martell	1217	1218	1217	....
930	Merlin-Gerin	938	938	938	....
1020	Métra	891	862	862	− 2 82
775	Michelin	795	807	810	+ 1 88
1140	Midi (Cie)	1146	1161	1170	+ 2 09
182	Midland Bk S.A.	162	161	161	− 0 61
113	Miner. Kali (Sté)	111 10	110 50	110 50	− 0 54
43	M.M. Penarroya	44	44	44	....
1300	Moët-Hennessy	1303	1315	1320	+ 1 30
535	Mot. Leroy-S.	434	450	454	+ 4 60
95	Moulinex	99 95	100 50	97 80	− 2 15
485	[illegible]	531	537	537	+ 1 12
187	Navig. Mixtes	194	197	199	+ 2 57
8	Nobel-Bozel	9 70	9 95	9 95	+ 2 57
49	Nord-Est	47 05	47 20	47 15	+ 0 21
300	Norton (Ny)	295	300	300	+ 1 69
66	Nouvelles Gal.	64 90	65 50	66	+ 1 69
825	Occident. (Gén.)	619	625	625	+ 0 96
205	Olida-Caby	207	211	211	+ 1 93
930	Omn. F. Paris	835	848	848	+ 1 39
147	Opfi-Paribas	146	147 50	147 50	+ 1 02
1980	Oréal (L')	1960	2011	2005	+ 2 29
52	Paper. Gascogne	55	59	59	+ 7 27
550	Paris-Réescompte	540	531	533	− 1 29
164	Pechelbronn	184 50	184	184	− 0 27

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
480	Penhoët	459	450	450	....
910	Pernod-Ricard	980	980	980	+ 2 08
750	Pétroles (Fse)	152	154 50	154 50	+ 1 64
37	— (certific.)	37 10	37 50	37 50	+ 1 07
63	Pétroles B.P.	67 60	69	69	+ 2 07
199	Peugeot S.A.	196	196	195 20	− 0 40
75	Poclain	67 10	67 50	67 60	+ 0 74
315	Poliet	311	313	315	+ 1 28
115	Pompey	115	115 20	115 20	+ 0 17
310	P.M. Labinal	307	319	319	+ 3 90
1450	Presses Cité	1530	1488	1505	− 1 63
790	Prétabail Sic.	790	792	791	+ 0 12
255	Primagaz	267 50	269 80	267	− 0 18
113	Printemps	132	130	130	− 1 51
1120	Promodès	1145	1150	1149	+ 0 34
400	Radiotechn.	392	390	390	− 0 51
82	Raffin. (Fse)	78 90	80 80	80 80	+ 1 12
1130	Redoute (La)	1066	1084	1082	+ 1 50
610	Roussel-Uclaf	649	645	645	− 0 61
1150	Rue Impériale	1120	1140	1140	+ 1 78
164	Sade	165	165	165	....
1300	Sagem	1425	1410	1410	− 1 05
345	St-Louis B.	339	346	345 10	+ 1 79
450	Sanofi	446	447 80	447 80	+ 0 42
310	S.A.T.	310	306	306	− 1 29
17	Saulnes	16 10	15 80	15 80	− 1 86
81	Schneider	90	90	90	....
45	S.C.O.A.	44 50	45 70	45 70	+ 2 69
136	S.C.R.E.G.	136	138	142 50	+ 4 77
405	Seb	397	395	394	− 0 75
245	Sefimeg	240	242	242	+ 0 83
890	S.F.I.M.	819	829	840	+ 2 56
190	S.G.E.-S.B.	124	122 50	121	− 2 41
740	Sign. Ent. El.	788	788	788	....
430	Silic	490	493	497	+ 1 42
285	Simco	280	278	278	− 0 71
126	Simnor	126 90	126 90	126 90	....
1220	Skis Rossignol	1220	1230	1230	+ 0 81
430	Sogerap	468	474	473	+ 1 06
510	Sommer-Allib.	477	480	480	+ 0 62
380	Source Perrier	405	405 90	406	+ 0 24
395	Talcs Luzenac	394	390	390	− 1 04
1280	Tél. Elect.	1230	1245	1240	+ 0 81
164	Thomson-C.S.F.	170	178 50	179	+ 5 29
1910	T.R.T.	1858	1865	1865	+ 0 37
220	U.F.B.	230	230	230	....
465	U.I.S.	478	480	480	+ 0 41
168	U.C.B.	173	172	172	− 0 57
280	Valéo	295	295	297	+ 0 67
71	Vallourec	71	70 80	70 80	− 0 28
1550	V. Clicquot-P.	1572	1560	1560	− 0 76
810	Viniprix	1098	1114	1114	+ 1 45
1030	Elf-Gabon	946	969	977	+ 3 83
255	Amax Inc.	247	252 50	254 80	+ 3 15
370	Amer. Express	370 70	367	367	− 0 99
1080	Amer. Teleph.	667	674	677	+ 1 49
179	Anglo Amer. C.	173	176 50	176 50	+ 2 02
1170	Amgold	1089	1088	1088	− 0 09

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
920	B. Ottomane	910	909	909	− 0 10
650	BASF (Akt)	653	662	659	+ 0 91
640	Bayer	649	656	653	+ 0 81
490	Buffelsfont.	475	480	480	+ 1 05
36	Charter	36 70	36 60	36 60	− 0 27
490	Chase Manh.	471	470 10	470 50	− 0 10
305	Cie Pét. Imp.	305	311 50	314	+ 2 95
83	De Beers	84 80	83 80	84	− 0 94
1270	Deutsche Bank	1238	1235	1240	+ 0 16
133	Dome Mines	136	134 50	134 80	− 0 88
315	Driefontein Cal.	316	315	314	− 0 63
540	Du Pont-Nem.	554	557	554	....
730	Eastman Kodak	711	719	719	+ 1 12
144	East Rand	151	147 80	147	− 2 64
585	Ericsson	524	515	516	− 1 52
405	Exxon Corp.	412	412	412	....
700	Ford Motors	694	709	709	+ 2 16
395	Free State	390	387	388	− 0 51
235	Gencor	240	242	242	+ 0 83
340	Gén. Belgique	319	309 50	310	− 2 82
580	Gén. Electr.	569	572	573	+ 0 70
800	Gen. Motors	797	804	806	+ 1 12
78	Goldfields	78 20	78 70	78 70	+ 0 63
200	Harmony	202 70	202	200 50	− 1 08
39	Hitachi	38 30	38 40	38 45	+ 0 39
695	Hoechst Akt.	708	713	708	....
89	Imp. Chemical	92 70	92 90	92 10	− 0 64
160	Inco. Limited	141	140	143	+ 1 41
1370	IBM	1314	1334	1336	+ 1 67
74	Ito-Yokado	74 40	74 50	74 50	+ 0 13
440	ITT	456 50	463	448	− 1 86

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
74	Matsushita	77 90	76 80	76 80	− 1 41
1080	Merck	1040	1041	1035	− 0 48
890	Minnesota M.	895	920	919	+ 2 68
325	Mobil Corp.	315 10	316	316	+ 0 28
20300	Nestlé	21240	20900	20900	− 1 60
785	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1080	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
735	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
187	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
430	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
450	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1180	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1160	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
475	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
89	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
365	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
565	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
90	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1640	Siemens A.G.	1585	1549	1544	− 0 70
182	Sony	158 50	157	156 50	....
210	T.D.K.	212	210 20	210 20	− 0 84
860	Unilever	822	844	833	+ 1 33
685	Unit. Techn.	695	703	705	+ 1 43
1060	Vaal Reefs	1040	1050	1045	+ 0 48
505	West Deep	505	510	508	+ 0 59
460	West Hold.	470	485	471 50	+ 0 31
500	Xerox Corp.	494	487	487	− 1 41
2 46	Zambia Corp.	2 44	2 45	2 49	+ 2 04

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/11	Cours des billets aux guichets — Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	8 137	....	7 900	8 300
Allemagne (100 DM)	304 290	....	292	312
Belgique (100 F)	14 974	....	14 200	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	271 470	....	258	278
Danemark (100 krd)	84 430	....	79	87
Norvège (100 k)	109 280	....	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 074	....	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 510	....	7 250	9 500
Italie (1 000 lires)	5 017	....	4 600	5 200
Suisse (100 fr.)	374 580	....	364	385
Suède (100 krs)	103 130	....	98	106
Autriche (100 sch)	43 240	....	42 100	44 100
Espagne (100 pes.)	5 271	....	4 950	5 450
Portugal (100 esc.)	6 400	....	5	6 300
Canada ($ can 1)	6 583	....	6 390	6 730
Japon (100 yens)	3 461	....	3 310	3 470

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/11
Or fin (kilo en barre)	99900	100000
Or fin (en lingot)	99850	99500
Pièce française (20 fr)	655	651
Pièce française (10 fr)	368	378
Pièce suisse (20 fr)	631	636
Pièce latine (20 fr)	623	624
Souverain	788	760
Pièce de 20 dollars	4005	3980
Pièce de 10 dollars	1820	1780
Pièce de 5 dollars	1080	1100
Pièce de 50 pesos	4035	4005
Pièce de 10 florins	648	648

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Inculpation du maire de Vauhallan.* — Le maire communiste de Vauhallan (Essonne), M. Lucien Le Béguec, a été inculpé de fraude électorale par M. Daniel Tardif, doyen des juges d'instruction d'Évry, a-t-on appris dimanche 13 novembre. Cette inculpation est intervenue au moment même où le Conseil d'Etat confirmait le jugement du tribunal administratif de Versailles, en date du 9 juin, annulant le résultat du second tour des élections municipales, le 13 mars dernier à Vauhallan, (mille huit cents habitants), qui avait vu l'élection de M. Le Béguec et de dix autres candidats de la liste d'union *de la gauche, ainsi que celle* d'un membre de la liste « apolitique ».





Me Vergès affirme que Jean Moulin a été dénoncé par des résistants

Me Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, a affirmé le 12 novembre à Antenne 2 que si l'affaire Jean Moulin n'avait pas été retenue contre son client, c'est parce que le premier président du Conseil *national de la Résistance avait en réalité été trahi et livré à la police allemande* par d'autres résistants. Il a ajouté que, conscient de cette trahison, Jean Moulin a voulu se suicider et qu'il est mort en juillet 1943 des blessures qu'il se fit et non des suites de tortures infligées par Barbie.

Ces propos ont entraîné les réactions et les protestations de plusieurs survivants de la Résistance.

M. Henry Frénay, fondateur du mouvement Combat a déclaré : *« Il n'y a pas de propos assez sévères pour juger les affirmations de Me Vergès. En accusant tout le monde et en ne nommant personne, il fait preuve à mes yeux de la plus grande lâcheté. Il est de mon devoir d'exiger des explications. Me Vergès en a trop dit ou pas assez. S'il ne fournit pas les preuves qu'il prétend avoir, je n'ai pour lui que mépris. »*

Pour M. Christian Pineau, ancien chef du mouvement Libération-Nord, *« les prétendues révélations ne constituent rien de plus qu'une opération publicitaire. Nous savons bien,* a-t-il ajouté, *que dans la Résistance, il y a eu des traîtres infiltrés par la Gestapo et des faibles qui ont trop parlé ».* M. Pineau, qui vit Jean Moulin mourant à la prison Montluc, à Lyon, et portant des traces de coups à la tempe, a réaffirmé que c'était là la preuve de tortures.

La provocation de l'avocat de Klaus Barbie

En moins de deux minutes, samedi 12 novembre, au journal de 20 heures d'Antenne 2, Me Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, a réussi ce à quoi il n'était pas vraiment parvenu depuis qu'il assure la défense de l'ancien SS détenu à Lyon et inculpé de crimes contre l'humanité. Il s'agissait non point tellement de refaire parler de son client, mais, à son sujet, de donner un écho considérable à une vingtaine de pages d'un livre que vient de publier Me Vergès sous le titre *Pour en finir avec Ponce Pilate* (1). On peut y lire en effet cette phrase : *« On veut éviter* [à l'occasion du procès Barbie] *de parler de Jean Moulin parce qu'on ne veut pas voir évoquer publiquement les circonstances de son arrestation et de sa mort. Parce que Jean Moulin n'a pas été arrêté par accident par le hasard d'une rafle. Il a été livré aux Allemands par d'autres résistants. »*

Quarante ans après cette arrestation, qui eut lieu à Calluire dans la banlieue de Lyon le 21 juin 1943, le propos de Me Vergès livré à quelques millions de personnes ne peut manquer de retenir l'attention et même d'exciter la curiosité de ceux qui n'ont pas connu cette période. Ceux-là ne savent pas forcément que les circonstances de l'arrestation de Jean Moulin ont été longuement débattues au cours de deux procès publics intentés en 1947, puis en 1950, à un membre de la Résistance, M. René Hardy, accusé de trahison mais acquitté chaque fois. Ils ne savent pas forcément davantage que les historiens de la Résistance et les biographes de Jean Moulin ont à leur tour passé au crible cet épisode majeur et tragique de la lutte clandestine à la lumière des documents et des témoignages multiples produits depuis par les protagonistes. Or, c'est uniquement en se fondant sur ces travaux et sur ces pièces, dont il ne fait qu'une analyse succincte que Me Vergès pense, lui, pouvoir aboutir à la brutale conclusion qui est la sienne.

« Image d'Epinal »

Personne, avant lui, n'avait seulement imaginé qu'elle puisse être suggérée si peu que ce soit, pas même ceux qui se montrèrent les plus rudes accusateurs de René Hardy. Car Me Vergèse ne la fonde sur aucune pièce inédite. En tout cas, il n'en produit, pour l'heure, aucune. La chronologie sommaire qu'il donne dans son livre de faits qui se sont succédé de janvier à juin 1943 consiste, essentiellement, à mettre en relief l'opposition que rencontra effectivement Jean Moulin, chargé par le général de Gaulle d'unifier dans un seul organisme les mouvements de résistance constitués en France depuis 1940, de la part des dirigeants de l'un de ces mouvements, Combat. Ce n'est pas là une révélation.

Au reste, l'avocat de Klaus Barbie ne le dissimule pas puisque toutes les citations qu'il produit pour montrer cette opposition sont tirées d'ouvrages déjà publiés, que ce soit notamment par Henri Frenay, fondateur de Combat, par l'un de ses collaborateurs, M. Pierre Guillain de Bénouville, et plus récemment par Henri Calef dans son ouvrage *Jean Moulin, une vie.* La réalité de ce conflit n'a donc pas été niée. Henri Frenay, pour sa part, en a donné de nombreux aperçus depuis son ouvrage *La nuit finira* jusqu'à son plus récent livre : *l'Enigme Jean Moulin*. De leur côté, Henri Noguères et Marcel Degliame-Foucher, dans le tome III de leur *Histoire de la Résistance en France*, comme Henri Amouroux aujourd'hui dans son dernier volume de *la Grande Histoire des Français sous l'occupation*, n'ont rien dissimulé non plus de ces divergences, attestées par des rapports établis à l'époque par les uns ou les autres des protagonistes, et depuis longtemps révélées.

C'est effectivement dans ce contexte conflictuel avéré que la police allemande, en juin 1943, procédait à des arrestations importantes, la première étant, le 9 juin à Paris, celle du général Delestraint, chef de l'armée secrète, et de deux de ses compagnons. C'est précisément en raison de cette arrestation que Jean Moulin fera organiser la réunion de Caluire du 21 juin dont l'objet était la désignation, par les représentants des mouvements, d'un remplaçant du général Delestraint.

Les conditions dans lesquelles elle fut préparée n'ont pas été exemptes d'imprudences. La liste a déjà été dressée des incertitudes, des contradictions, des points controversés de ces journées cruciales comme ont été mises en évidence, et sans complaisance, les fautes ou les négligences montrant par là qu'on n'avait pas attendu Me Vergès pour faire apparaître que la Résistance n'était pas une *« image d'Epinal »*.

Mais, de son côté, la police allemande disposait à la même époque d'informations diverses. Elle connaissait l'existence, en France, du représentant personnel du général de Gaulle. Elle avait pu aussi établir, dès le mois d'avril, un organigramme de la Résistance en zone sud grâce à l'un de ses membres, Multon alias Lunel, qui avait cédé à la torture et s'était mis au service de l'ennemi pour y échapper. Point capital, c'est grâce à Multon que, dès le 7 juin, la Gestapo arrêtait en gare de Châlons-sur-Saône, René Hardy, qui se rendait à Paris. C'est un détail que ne donne pas Jacques Vergès, se contentant de relever que René Hardy était membre du mouvement Combat et de rappeler évidemment que les Allemands devaient le libérer deux jours plus tard. C'est la raison pour laquelle on devait le retrouver au rendez-vous de Caluire, d'où il fut le seul à pouvoir alors échapper à Barbie et à ses hommes, car il s'était abstenu de signaler à ses supérieurs son passage entre les mains de la police allemande.

Peut-être est-ce déjà là trop entrer dans le détail et sortir de l'aspect sommaire auquel se tient Me Vergès, dont le raisonnement est, en fin de compte, très simple : *parce que Jean* Moulin avait, au sein même de la Résistance, des adversaires politiques, son destin ne peut avoir été scellé que par la volonté qu'avaient ceux-ci de se débarrasser de lui, puisque, selon l'auteur, *« pour voir clair dans les histoires de trahison, il est plus indiqué de s'en tenir à la logique que de faire appel au brouillard des grands sentiments ».*

Mais il faut examiner plus avant les raisons de la démarche. Toujours logicien, Me Vergès peut extrapoler dès lors encore devantage. A partir du moment où, selon son raisonnement, Jean Moulin a été trahi par les siens, il ne lui restait plus comme solution que le suicide. Sa mort n'est donc pas la conséquence des traitements que lui aurait infligés Klaus Barbie, mais un effet de sa propre détermination. Il s'est jeté, selon son avocat, la tête contre les murs de sa cellule. L'état dans lequel certains de ses compagnons ont pu le voir à la prison de Montluc ou, plus tard, à Neuilly, dans une villa réquisitionnée par les Allemands, n'est pas le résultat de tortures dont personne n'a été témoin...

Voilà donc Barbie lavé de la réputation qu'on lui faisait ! Il reste un officier SS qui fit seulement son devoir et qui serait finalement bien moins à montrer du doigt et à condamner que les officiers français qui organisèrent la « question » dans l'Algérie des années 1954-1961. Pour le reste, les responsabilités incomberaient à la Résistance elle-même. Les vieux et impénitents adversaires de celle-ci ne pouvaient en espérer autant.

Les effets d'une audace extrême

Telle est donc la *« stratégie judiciaire »* de Me Vergès dans l'affaire Barbie. Celle-ci, dans son livre, est présentée parmi d'autres affaires politiques ou de droit commun dont eut à s'occuper l'avocat et à travers lesquelles il entend illustrer sa méthode de défenseur de rupture. Il en éprouvait dans le passé des satisfactions et même des résultats certains. Elle lui fournit, aujourd'hui, l'occasion de savourer les effets d'une audace extrême qui ferait de lui un iconoclaste courageux apôtre de la vérité quoi qu'il en coûte. C'est aussi une bonne façon d'installer la discorde chez l'ennemi. Car Me Vergès s'estime aujourd'hui en guerre, aux côtés de Klaus Barbie, *comme il l'était à l'époque de ses* engagements dans la défense des membres du F.L.N. algérien. La question serait-elle alors de savoir s'il se sert de Klaus Barbie ou si Klaus Barbie se sert de lui. Mauvaise question en vérité. Il y a seulement conjonction, une conjonction dont il reste à savoir si elle est ou non fortuite.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) *Editions Le Pré-aux-Clercs*, 225 pages, 79 F.

Le numéro du « Monde » daté 14 novembre 1983 a été tiré à 446 316 exemplaires

LE RENVOI DE LA VISITE DE M. GEMAYEL A DAMAS

Les Libanais se perdent en conjectures sur la « maladie » du président Assad

De notre correspondant

Beyrouth. — L'ajournement du *voyage du président Gemayel* à Damas, le premier qu'eût fait en Syrie le chef de l'Etat libanais depuis son élection il y a quatorze mois, a donné naissance ici à toutes sortes de conjectures. La raison invoquée par les autorités syriennes, une maladie du président Assad, bien qu'assortie d'une précision vérifiable — son hospitalisation pour subir une appendicectomie, — suscite le doute et le scepticisme. Certaines rumeurs ont été jusqu'à faire état de la *« mort »* du chef de l'Etat syrien.

Si la visite devait finalement avoir lieu, elle serait cruciale. Certes, le président Gemayel n'est pas confiné dans le redoutable tête-à-tête subi par son prédécesseur, M. Elias Sarkis, qui, durant six années, n'a eu d'autre recours que Damas. Mais il *lui faut tenir compte du retour* en scène magistralement opéré par la Syrie au Liban durant l'année écoulée et qu'Israël a d'ailleurs manifestement laissé faire.

La conversation entre les deux hommes sera rendue plus difficile par le fait que M. Gemayel, il y a deux mois à peine, en pleine bataille de la montagne libanaise, a accusé nommément et publiquement la Syrie de faire la guerre à son armée sur le territoire de son pays.

Pourtant, le voyage du président libanais ne serait pas nécessairement condamné à l'échec. M. Assad est, en effet, l'homme de la « realpolitik ». Ayant obtenu depuis un an de nouveaux acquis un peu sur tous les plans dans ce Liban, enjeu et outil de sa politique depuis 1975, il sait qu'il le doit fondamentalement à la « complicité objective » d'Israël, même si, parmi les points qu'il a marqués, il en est qui l'ont été au détriment de l'Etat hébreu. Le chef de l'Etat syrien est passé maître dans l'art de savoir jusqu'où aller trop loin, de laisser digérer ses actions grâce à un temps de pause, de plier même s'il le faut, malgré son intransigeance proclamée. En *outre, la nouvelle coordination* des actions américaines et israéliennes ne doit pas laisser de l'inquiéter.

Dans la nuit de dimanche à lundi les vols de reconnaissance américains au-dessus du territoire libanais ont été plus fréquents que jamais. Washington a certes minimisé le tir de la D.C.A. syrienne jeudi contre ses F-14, mais le rythme des survols s'est intensifié et ils ont englobé tout le site des *SS-21 installés* sur le mont Sannine, les seuls que l'U.R.S.S. ait disposés en dehors des pays du pacte de Varsovie.

Il n'est pas impossible que, dans *ces conditions,* la Syrie *souhaite* marquer une pause. Au demeurant, un cessez-le-feu est en vigueur depuis quatre jours à Tripoli, où Damas peut fort bien avoir choisi un lent *« pourrissement »* de *préférence* à un assaut final.

Dans ce cas, le président Gemayel lorsqu'il rencontrera, M. Assad, devrait pouvoir obtenir sa coopération pour un répit de quelques mois au moins qui engloberait la banlieue sud de la capitale, le Grand-Beyrouth qu'il ne contrôle plus tout à fait.

L'« assouplissement » syrien autoriserait la constitution d'un gouvernement d'union nationale, ou au moins ayant l'assentiment des parties présentes au congrès interlibanais de Genève. Quant à l'accord libano-israélien du 17 mai 1983, sa mise en veilleuse *de facto* serait interprétée comme un « gel » par Damas. L'autre hypothèse est, au contraire, que le Liban se trouve à la veille d'une nouvelle déflagration. L'arrivée précipitée à Beyrouth dimanche soir du nouvel émissaire américain M. Rumsfeld a alimenté les rumeurs en ce sens.

LUCIEN GEORGE.

Au Pérou

SÉVÈRE DÉFAITE DU PARTI GOUVERNEMENTAL AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

Lima *(A.F.P., Reuter, A.P. U.P.I.)*. — Le parti gouvernemental d'Action populaire (A.P.) du *président Fernando* Belaunde *Terry* a essuyé une très sévère défaite aux élections municipales qui ont eu lieu le dimanche 13 novembre au Pérou. Le Sentier lumineux, organisation terroriste d'extrême gauche, avait lancé des consignes de boycottage. Il a réussi à paralyser la région d'Ayacucho, son fief traditionnel, mais n'a pas pu gêner sérieusement les élections.

Selon des résultats encore partiels connus ce lundi 14 novembre, l'Action populaire est très nettement distancée par l'Apra (alliance populaire révolutionnaire, maintenant dirigée par M. Alan Garcia) et par la Gauche unie (I.U.), en particulier à Lima. Sur l'ensemble du territoire, l'Apra obtiendrait près de 32 % des voix (contre 22 % aux précédentes élections municipales). La Gauche unie environ 30 %, le parti populaire chrétien (droite) près de 16 % et l'Action populaire seulement 12 % (contre 36 % en 1980).



